

PHILOSOPHIE RURALE,

OU

ÉCONOMIE

GENERALE ET POLITIQUE

DE L'AGRICULTURE,

REDUITE à l'ordre immuable des Loix physiques & morales, qui assurent la prospérité des Empires.

TOME PREMIER.



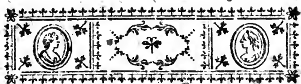




A AMSTERDAM,

Chez LES LIBRAIRES ASSOCIÉS.

M. DCC. LXIV.



PRÉFACE.

Hoc opus, hoc studium parvi properemus & ampli
Si patriæ volumus, si nobis vivere cari.

HORACE, Epît. 3. Liv. 1.

UN homme a imaginé & expliqué le Tableau qui peint aux yeux la source, la marche & les effets de *la circulation*, & en a fait le précis & la base de la Science économique, & la boussole du Gouvernement des Etats. Un autre a développé le fruit de l'arbre de vie, & l'a présenté aux humains Ce dernier les a invités en ces termes à le seconder dans son travail: *qu'ils fassent une épreuve, qu'ils tentent de faire une explication à leur maniere.* C'est en effet ce qu'un troisieme ose tenter; il s'est

échafaudé du travail de ſes Devanciers, il s'eſt approprié leurs Ouvrages, il y a joint ſes propres études, & du tout enſemble il a fait une nouvelle explication, non par un effor de l'amour-propre qui tireroit ici ſes armes de bien loin, mais par reſpect pour cet immortel & recommandable Ouvrage, & par devoir pour ſes Contemporains.

Il n'y a certainement rien à ajouter à la premiere explication du côté de l'étendûe des réſultats, & du lumineux des vues qui embraſſent tout le Régime économique & toute la Science politique. Mais on peut, je crois, développer les uns & corroborer les autres, ſi propres à embraſſer en un même faiſceau toutes les notices qui nous ſont ſurvenues depuis. La vérité une fois ſaiſie a cela d'avantageux, que chaque nouveau développement lui prête plus de clarté & plus de luſtre. Chaque rejet eſt une nouvelle branche

qui décore la tige & qui facilite la récolte de ses fruits.

Dirai-je plus, un trait de lumiere présenté d'abord confusément à mon ame, nourri ensuite & développé par l'étude & l'application à ne point perdre de vue ce fanal universel, m'a fait concevoir la possibilité de résoudre, par le moyen de cette regle constante, toutes les incertitudes des opinions dont l'esprit humain est combattu, d'arriver au port de la Vérité morale par le développement des Vérités physiques, de découvrir enfin l'excellence entiere & démontrée des loix de l'Eternel, par l'inspection seule du canevas de ses œuvres matérielles. Et pourquoi un tel espoir seroit-il téméraire, puisque le terme en est d'être plus soumis & plus reconnoissant ?

Cette idée seule m'a donné des ailes, la fidélité à cette impulsion premiere m'a valu, je l'ose dire, la vue du Sphinx. J'ai vérifié que notre bon

Maître, notre Instituteur, ne nous ordonnoit que la fidélité, le consentement & l'accession aux loix physiques de la nature, aux loix de la jouissance, de la renaissance & de la prospérité. Ainsi le grain de bled, miroir aussi parlant de la sagesse ; de la grandeur & de la bonté divine, que les astres & les mondes à l'infini, peut ouvrir à qui le considere humblement, avec sagacité & constance, la carriere des merveilles de la nature & de son Auteur, tandis que l'esprit humain, livré à ses propre forces & perdant de vûe son seul & digne guide, la nature, n'enfante que des idées abstraites & générales, & se perd dans la foule des fantômes de son imagination.

Tel fut le principe des erreurs de l'esprit humain, source féconde de tous les malheurs de l'humanité. Au milieu d'une nuée de prestiges sans cesse renaissants, l'homme toujours avide de bonheur, s'en écarte d'autant

plus qu'il prend un essor plus imaginaire ; il croit chercher la vérité, il n'enfante, il ne suit que des mensonges ; incertain & vacillant dans sa route, il s'épuise, il se lasse, & quand le découragement l'arrête, son orgueil le flatte encore d'avoir présidé au choix de son enfer. Il s'enveloppe & se noie dans la mer ténébreuse & inconstante du Pyrrhonisme, il renonce à l'usage de ses sens, il veut s'épargner les recherches de détail, & son imagination l'entraîne dans le vuide immense des visions métaphysiques.

Au milieu de cet océan de prestiges qui ont plus défiguré le culte spirituel que tous les mensonges du Paganisme ne défigurerent autrefois le culte positif, il a paru de grands & lumineux météores, extraits de la lumiere naturelle & inextinguible que l'Etre Suprême versa & entretient dans nos cœurs. Les hommes ont toujours senti par leurs vertus & par leurs crimes, par

leurs affections & par leurs remords ; que le bien & le mal moral existoient & étoient étroitement liés avec le bien & le mal physique. De grands & forts génies ont analysé ce sentiment, en ont développé les principes & les regles ; mais en instruisant les hommes, ils n'ont guidé qu'un petit nombre de Sectateurs. Pourquoi cela ? C'est qu'ils ont peu étudié eux-mêmes d'après nature, ils ont raisonné *à parte mentis & non à parte rei* ; ils n'ont cavé, conçu, instruit que selon la marche de leur esprit, & non selon les objets réels ; ils n'ont parlé qu'à l'ame & à ses désirs, & non à l'homme & à ses besoins réels. Non-seulement ils ne pouvoient attacher à demeure les hommes à la fiction du désintéressement & de l'apathie, mais encore ils ne pouvoient être assurés de tenir la base inébranlable de leurs spéculations ; car le bon sens & l'expérience leur prouvent sans cesse que le fanatisme du détachement & de l'insen-

ſibilité mal conçus, eſt très-répréhenſible.

Vous penſez & vous ſentez ainſi que vous dites, peut-on repliquer à un Philoſophe moral, à Socrate lui-même; mais je ſens & je penſe autrement: la force, la prudence, la générosité, la gratitude, vous ſemblent des vertus; & moi, je ne vois dans la force qu'une exubérance des eſprits vitaux, qui doit échouer d'autant plus ſûrement contre ce qu'elle ne connoît pas, qu'elle ſe croit plus ſupérieure à toute oppoſition habituelle; dans la prudence, qu'un contrepoids tiſſu d'aſpects d'inconvénients, & un empêchement à la déciſion, qui eſt ce qui agit ici-bas; dans la généroſité, qu'enflure & bravade; dans la gratitude faſtueuſe, que duperie qui oublie ſon intérêt préſent pour ſe ſouvenir de ſon intérêt paſſé. Ainſi tout homme peu délicat au mentir à ſoi & aux autres, peut embrouiller & obſcurcir les matieres

les plus décidées au ſentiment d'un cœur pur, au réſultat d'un entendement ſain. Quel parti prendre donc avec l'humanité pour l'enrôler & la retenir ſous les étendards de la raiſon ? c'eſt de l'arrêter par des liens puiſſants à la découverte de la vérité phyſique. Ou je me trompe fort, ou c'eſt-là le moyen de l'empêcher de s'échapper.

L'ordre a été long-temps conſidéré par tous les vrais Philoſophes comme le point central & de ralliement de la vraie ſageſſe. Je n'ai pu lire ſans émotion & admiration, ce qu'un de nos plus beaux génies, le P. Malebranche, a penſé & écrit ſur cette matiere ; & quelque déſavantageuſe que puiſſe être la comparaiſon de la beauté de ſon ſtyle avec la négligence du mien, le motif qui me fait agir eſt trop au-deſſus de ces petites affections, pour que je me refuſe à l'opportunité de mettre ſous les yeux de mes Lecteurs, l'ex-

position des connoissances sublimes de ce grand homme. Ecoutons-le parler lui-même. *Traité de Morale, premiere Partie, Chapitre II.*

» L'amour de l'ordre n'est pas seu-
» lement la principale des Vertus Mo-
» rales; c'est l'unique Vertu : c'est la
» Vertu mere, fondamentale, uni-
» verselle. Vertu qui seule rend ver-
» tueuses les habitudes, ou les dispo-
» sitions des esprits. Celui qui donne
» son bien aux pauvres, ou par va-
» nité, ou par une compassion natu-
» relle, n'est point libéral, parce que
» ce n'est point la raison qui le con-
» duit, ni l'ordre qui le regle ; ce n'est
» qu'orgueil, ou que disposition de
» machine. Les Officiers qui s'expo-
» sent volontairement aux dangers,
» ne sont point généreux, si c'est l'am-
» bition qui les anime; ni les soldats,
» si c'est l'abondance des esprits & la
» fermentation du sang. Cette préten-
» due noble ardeur n'est que vanité

» ou jeu de machine : il ne faut
» souvent qu'un peu de vin pour en
» produire beaucoup. Celui qui souf-
» fre les outrages qu'on lui fait, n'est
» souvent ni modéré ni patient. C'est
» sa paresse qui le rend immobile, & sa
» fierté ridicule & stoïcienne qui le
» console, & qui le met en idée au-
» dessus de ses ennemis : ce n'est enco-
» re que disposition de machine, di-
» sette d'esprits, froideur de sang,
» mélancolie. Il en est de même de
» toutes les Vertus. Si l'amour de l'or-
» dre n'en est le principe, elles sont
» fausses & vaines, indignes en tou-
» tes manieres d'une nature raisonna-
» ble, qui porte l'image de Dieu mê-
» me, & qui par la raison a société
» avec lui. Elles tirent leur origine de
» la disposition du corps ; l'Esprit Saint
» ne les forme point : & quiconque en
» fait l'objet de ses désirs & le sujet de
» sa gloire, a l'ame basse, l'esprit pe-
» tit, le cœur corrompu. Mais quoi

» qu'en penſe une imagination révol-
» tée, ce n'eſt ni baſſeſſe, ni ſervitu-
» de que de ſe ſoumettre à la Loi de
» Dieu même. Rien n'eſt plus juſte
» que de ſe conformer à l'ordre. Rien
» n'eſt plus grand que d'obéir à Dieu.
» Rien n'eſt plus généreux que de
» ſuivre conſtamment, fidélement, in-
» violablement le parti de la raiſon ;
» non-ſeulement lorſqu'on le peut
» ſuivre avec honneur, mais princi-
» palement lorſque les circonſtances
» des temps & des lieux ſont telles
» qu'on ne le peut ſuivre que couvert de
» confuſion & de honte. Car celui qui
» paſſe pour fou, en ſuivant la raiſon,
» l'aime véritablement. Mais celui qui
» ne ſuit l'ordre que lorſqu'il brille
» aux yeux du monde, ne cherche
» que la gloire; & quoiqu'alors il pa-
» roiſſe lui-même tout éclatant aux
» yeux des hommes, il eſt en abomi-
» nation devant Dieu.

» II. Je ne ſais ſi je me trompe

» mais il me semble qu'il y a bien des
» gens qui ne connoissent guere la
» véritable Vertu ; & que ceux-mê-
» mes qui ont écrit sur la Morale,
» n'ont pas toujours parlé fort claire-
» ment & fort juste. Certainement tous
» ces grands noms qu'on donne aux
» Vertus & aux Vices, réveillent plu-
» tôt dans l'esprit des sentiments con-
» fus que des idées claires. Mais com-
» me ces sentiments touchent l'ame, &
» que les idées abstraites, quoique
» claires en elles-mêmes, ne répan-
» dent la lumiere que dans les esprits
» attentifs ; les hommes demeurent
» presque toujours très-contents de
» ces mots qui flattent les sens & les
» passions, & qui laissent l'esprit dans
» les ténebres. Ils s'imaginent qu'un
» discours est d'autant plus solide
» qu'il frappe plus vivement l'imagi-
» nation ; & ils regardent comme des
» spectres & des illusions ces raisonne-
» ments exacts, qui disparoissent dès

» que l'attention nous manque : sem» blables aux enfants, qui jugeant des » objets par l'impression qu'ils font sur » leurs sens, s'imaginent qu'il y a plus » de matiere dans la glace que dans » l'eau ; & dans l'or & les métaux pe» sants & durs que dans l'air qui les » environne, sans se faire presque » sentir.

» III. D'ailleurs tout ce qui est fa» milier ne surprend point, on ne s'en » défie point, on ne l'examine point. » On croit toujours bien concevoir ce » qu'on a dit, ou ce qu'on a oui dire » plusieurs fois, quoiqu'on ne l'ait ja» mais examiné. Mais les vérités les plus » solides & les plus claires donnent tou» jours de la défiance lorsqu'elles sont » nouvelles. Aussi un mot obscur & con» fus paroît clair, quelqu'équivoque » qu'il soit, pourvu que l'usage l'autori» se; & un terme qui ne renferme aucu» ne équivoque, paroît obscur & dange» reux, lorsqu'on ne l'a pas oui dire à des

» personnes pour lesquelles on a de
» l'amitié ou de l'estime. Cela est-e au-
» ſe que les termes de Morale sont les
» plus obscurs & les plus confus ; &
» ceux-là principalement qu'on regar-
» de comme les plus clairs, à cause
» qu'ils sont les plus communs. Tout
» le monde, par exemple, s'imagine
» entendre bien la signification de ces
» termes, *aimer*, *craindre*, *honorer*,
» *charité*, *humilité*, *générosité*, *orgueil*,
» *envie*, *amour-propre*. Et si on vouloit
» même attacher des idées claires à ces
» termes, & à tous les noms qu'on
» donne aux Vertus & aux Vi-
» ces, outre que cela suppose plus
» de connoissance qu'on ne croit,
» on prendroit assurément la voie la
» plus confuse & la plus embarrassée de
» traiter la Morale. Car on verra dans
» la suite que pour bien définir ces
» termes, il faut déjà comprendre clai-
» rement les principes de cette Scien-

» ce, & même être Savant dans la
» connoiſſance de l'homme.

» IV. Un des plus grands défauts
» qui ſe remarque dans les Livres de
» Morale de certains Philoſophes,
» c'eſt qu'ils confondent les devoirs
» avec les Vertus, ou qu'ils donnent
» des noms des Vertus aux ſimples de-
» voirs : de ſorte que, quoiqu'il n'y
» ait proprement qu'une Vertu, l'a-
» mour de l'ordre, ils en produiſent
» une infinité. Cela met la confuſion
» par-tout, & embarraſſe tellement
» cette Science, qu'il eſt aſſez difficile
» de bien comprendre ce qu'il faut fai-
» re pour être parfaitement homme de
» bien.

» V. Il eſt viſible que la Vertu doit
» rendre vertueux celui qui la poſſe-
» de; & cependant un homme peut
» s'acquitter de ſes devoirs, faire avec
» facilité des actions d'humilité, de gé-
» néroſité, de libéralité, ſans avoir

» aucune de ces Vertus. La dispoſi-
» tion à s'acquitter de tel de ſes de-
» voirs, n'eſt donc pas proprement
» Vertu, ſans l'amour de l'ordre. Lorſ-
» qu'on s'acquitte de ſes devoirs, on
» eſt vertueux aux yeux des hommes :
» lorſqu'on fait part de ſon bien à
» ſon ami, on paroît libéral & géné-
» reux ; mais on n'eſt pas toujours tel
» qu'on paroît : & celui qui ne man-
» que jamais aux devoirs extérieurs
» de l'amitié, que l'ordre, qui ſeul eſt
» notre loi inviolable, ne l'empêche,
» quoiqu'il paroiſſe quelquefois ami
» infidele, il eſt plus véritable & plus
» fidele ami, ou du moins il eſt plus
» vertueux & plus aimable que ces
» amis emportés qui ſacrifient aux paſ-
» ſions de leurs amis, leurs parents,
» leur vie, leur ſalut éternel.

» VI. Il ne faut pas confondre la
» vertu avec les devoirs, par la con-
» formité des noms. Cela trompe les
» hommes. Il y en a qui s'imaginent

» suivre la vertu, quoiqu'ils ne suivent
» que le penchant naturel qu'ils ont à
» remplir certains devoirs ; & comme
» ce n'est nullement la raison qui les
» conduit, ils sont effectivement vi-
» cieux dans l'excès, lorsqu'ils pensent
» être des héros en vertu Mais la plu-
» part trompés par cette même confu-
» sion de termes, & par la magnificen-
» ce des noms, se confient en eux-
» mêmes, s'estiment sans sujet, & ju-
» gent souvent très-mal des personnes
» les plus vertueuses ; parce qu'il ne
» se peut pas faire que les gens de bien
» suivent long-temps ce que l'ordre
» leur prescrit, sans manquer, selon
» les apparences, à quelque devoir
» essentiel. Car enfin pour être pru-
» dent, honnête, charitable aux yeux
» des hommes, il faut quelquefois
» louer le vice, ou presque toujours
» se taire lorsqu'on l'entend louer.
» Pour être estimé libéral, il faut être
» prodigue. Si l'on n'est téméraire, on

» ne passe guere pour vaillant homme ;
» & celui qui n'est point superstitieux »
» ou crédule, quelque piété qu'il ait,
» passera sans doute pour un libertin
» dans les esprits superstitieux, ou trop
» crédules.

» VII. Certainement la raison uni-
» verselle est immuable ; & cependant
» la morale change selon les pays &
» selon les temps. C'est vertu chez
» les Allemands, que de savoir
» boire : on ne peut avoir de com-
» merce avec eux si l'on ne s'eni-
» vre. Ce n'est point la raison, c'est
» le vin qui lie les Sociétés, qui termi-
» ne les accommodements, qui fait les
» contrats. C'est générosité parmi la
» Noblesse que de répandre le sang
» de celui qui leur a fait quelqu'inju-
» re. Le Duel a été long-temps une ac-
» tion permise ; & comme si la raison
» n'étoit pas digne de régler nos diffé-
» rents, on les terminoit par la force :
» on préféroit à la loi de Dieu même,

» la loi des brutes, ou le sort. Et il
» ne faut pas s'imaginer que cette cou-
» tume ne fût en usage que parmi des
» gens de guerre, elle étoit presque
» générale; & si les Ecclésiastiques ne
» se battoient pas par respect pour leur
» caractere, ils avoient de braves
» champions qui les représentoient,
» & qui soutenoient leur bon droit en
» versant le sang des Parties. Ils s'ima-
» ginoient même que Dieu approu-
» voit leur conduite; & soit qu'on ter-
» minât les différents par le duel, ou
» par sort, ils ne doutoient point que
» Dieu ne présidât au Jugement, &
» qu'il ne donnât gain de cause à celui
» qui avoit raison. Car, supposé que
» Dieu agisse par des volontés parti-
» culieres, ce que croit le commun
» du monde, quelle impiété que de
» craindre, ou qu'il favorise l'injustice,
» ou que sa Providence ne s'étende
» pas à toute chose.

» VIII. Mais sans aller chercher des

» coutumes damnables dans les siecles
» passés, que chacun juge à la lumie-
» re de la raison, des coutumes qui
» s'observent maintenant parmi nous,
» ou plutôt qu'on fasse seulement at-
» tention à la conduite de ceux mê-
» mes qui sont établis pour conduire
» les autres. Sans doute on trouvera
» souvent que chacun a sa morale par-
» ticuliere, sa dévotion propre, sa
» vertu favorite. Que tel ne parle que
» de pénitence & de mortification :
» tel n'estime que les devoirs de cha-
» rité : tel autre enfin que l'étude & la
» priere. Mais d'où peut venir cette
» diversité, si la raison de l'homme est
» toujours la même ? c'est sans doute
» qu'on cesse de la consulter ; c'est
» qu'on se laisse conduire à l'imagina-
» tion, son ennemie ; c'est qu'au lieu
» de regarder l'Ordre immuable com-
» me sa loi inviolable & naturelle, on
» se forme des idées de vertu, confor-
» mes du moins en quelque chose à

» ses inclinations. Car il y a des vertus,
» ou plutôt des devoirs qui ont rap-
» port à nos humeurs; des vertus écla-
» tantes, propres aux ames fieres &
» hautaines; des vertus basses & hu-
» miliantes, propres à des esprits timi-
» des & craintifs; des vertus molles,
» pour ainsi dire, & qui s'accommo-
» dent bien avec la paresse & l'inac-
» tion.

» IX. Il est vrai qu'on demeure assez
» d'accord que l'Ordre est la loi invio-
» lable des esprits, & que rien n'est
» réglé s'il n'y est conforme. Mais on
» soutient un peu trop que les esprits
» sont incapables de consulter cette
» Loi; & quoiqu'elle soit gravée dans
» le cœur de l'homme, & qu'il ne fail-
» le que rentrer en soi-même pour s'en
» instruire, on pense comme les Juifs
» grossiers & charnels, qu'il est aussi
» difficile de la découvrir que de
» monter dans les cieux, ou descen-

» dre dans les enfers, comme parle
» l'Ecriture.
» X. J'avoue néanmoins que l'Or-
» dre immuable n'eſt pas de facile ac-
» cès : il habite en nous, mais nous
» ſommes toujours répandus au-de-
» hors. Nos ſens répandent notre ame
» dans toutes les parties de notre
» corps; & notre imagination & nos
» paſſions la répandent dans tous les
» objets qui nous environnent; &
» ſouvent même dans un monde qui
» n'a pas plus de réalité que les eſ-
» paces imaginaires : cela eſt incon-
» teſtable. Mais il faut tâcher de faire
» taire ſes ſens, ſon imagination & ſes
» paſſions, & ne pas s'imaginer qu'on
» puiſſe être raiſonnable ſans conſul-
» ter la raiſon de l'Ordre, qui doit
» nous réformer. C'eſt une forme
» trop abſtraite pour ſervir de mode-
» le aux eſprits groſſiers : je le veux.
» Qu'on lui donne donc du corps;
qu'on

» qu'on le rende ſenſible, qu'on le
» revête en pluſieurs manieres pour le
» rendre aimable à des hommes char-
» nels : qu'on l'incarne, pour ainſi
» dire; mais qu'il ſoit toujours recon-
» noiſſable. Qu'on accoutume les
» hommes à diſcerner la vraie vertu
» du vice, des vertus apparentes,
» des ſimples devoirs, dont on peut
» ſouvent s'acquitter ſans vertu ; &
» qu'on ne leur propoſe pas des fan-
» tômes & des idoles, qui attirent leur
» admiration & leurs reſpects par l'é-
» clat ſenſible & majeſtueux qui les
» environne. Car enfin ſi la raiſon ne
» nous conduit pas, ſi l'amour de l'or-
» dre ne nous anime pas, quelque fi-
» deles que nous ſoyons dans nos de-
» voirs, nous ne ſerons jamais ver-
» tueux.

» XI. Mais, dit-on, la raiſon eſt
» corrompue; elle eſt ſujette à l'erreur:
» il faut qu'elle ſoit ſoumiſe à la
» Foi. La Philoſophie n'eſt que la ſer-

» vante, il faut se défier de ses lumie-
» res. Perpétuelles équivoques ;
» l'homme n'est point à lui-même sa
» raison & sa lumiere. La Religion,
» c'est la vraie philosophie : ce n'est
» pas, je l'avoue, la philosophie des
» Payens, ni celle des discoureurs,
» qui disent ce qu'ils ne conçoivent
» pas ; qui parlent aux autres avant
» que la vérité leur ait parlé à eux-
» mêmes. La raison dont je parle est
» infaillible, immuable, incorrupti-
» ble. Elle doit toujours être la maî-
» tresse : Dieu même la suit. En un
» mot, il ne faut jamais fermer les
» yeux à la lumiere ; mais il faut s'ac-
» coutumer à la discerner des téne-
» bres, ou des fausses lueurs, des
» sentiments confus, des idées sensi-
» bles, qui paroissent lumieres vi-
» ves & éclatantes à ceux qui ne
» sont pas accoutumés à discerner le
» vrai du vraisemblable, l'évidence
» de l'instinct, la raison de l'imagina-

» tion, son ennemie. L'évidence, » l'intelligence est * préférable à la » foi. Car la foi passera, mais l'intel- » ligence subsistera éternellement. La » foi est véritablement un grand bien, » mais c'est qu'elle conduit à l'intelli- » gence de certaines vérités nécessai- » res, essentielles, sans lesquelles on » ne peut acquérir ni la solide vertu, » ni la félicité éternelle. Néanmoins » la foi sans l'intelligence, je ne par- » le pas ici des Mysteres, dont on ne » peut avoir d'idée claire; la foi, » dis-je, sans aucune lumiere, si cela » est possible, ne peut rendre soli- » dement vertueux. C'est la lumiere » qui perfectionne l'esprit & qui regle » le cœur: & si la foi n'éclairoit » l'homme, & ne le conduisoit à » quelqu'intelligence de la vérité, & » à la connoissance de ses devoirs, » assurément elle n'auroit pas les ef- » fets qu'on lui attribue. Mais la foi » est un terme aussi équivoque que

* *Aug. de Lib. Arb. l. 2, c. 2.*

» celui de raiſon, de philoſophie, de
» ſcience humaine.

» XII. Je demeure donc d'accord
» que ceux qui n'ont point aſſez
» de lumiere pour ſe conduire, peu-
» vent acquérir la vertu auſſi-bien
» que ceux qui ſavent le mieux ren-
» trer en eux-mêmes pour conſulter la
» raiſon & contempler la beauté de
» l'Ordre; parce que la grace de
» ſentiment, ou la délectation pré-
» venante peut ſuppléer à la lumie-
» re, & les tenir fortement attachés
» à leur devoir. Mais je ſoutiens, pre-
» miérement, que toutes choſes éga-
» les, celui qui rentre le plus en lui-
» même, & qui écoute la vérité in-
» térieure dans un plus grand ſilence
» de ſes ſens, de ſon imagination & de
» ſes paſſions, eſt le plus ſolidement
» vertueux. En ſecond lieu, je ſou-
» tiens que l'amour de l'ordre qui
» a pour principe plus de raiſon que
» de foi; je veux dire, plus de lumie-

» re que de sentiment, est plus soli-
» de, plus méritoire, plus estimable,
» qu'un autre amour que je lui sup-
» pose égal. Car, dans le fond, le vrai
» bien, le bien de l'esprit devroit
» s'aimer par raison, & nullement par
» l'instinct du plaisir. Mais l'état où le
» péché nous a réduits, rend la gra-
» ce de la délectation nécessaire pour
» contre-balancer l'effort continuel de
» notre concupiscence. Enfin, je sou-
» tiens que celui qui ne rentreroit ja-
» mais en lui-même, je dis jamais, sa
» foi prétendue lui seroit entiérement
» inutile. Car * le Verbe ne s'est ren-
» du sensible & visible que pour ren-
» dre la vérité intelligible. La raison
» ne s'est incarnée que pour condui-
» re par les sens les hommes à la rai-
» son ; & celui qui feroit & souffri-
» roit ce qu'a fait & souffert Jesus-
» Christ, ne seroit ni raisonnable ni
» chrétien, s'il ne le faisoit dans l'es-
» prit de Jesus-Christ ; Esprit d'ordre

* Aug. Conf. liv. 11, ch. 8.

» & de raiſon. Mais cela n'eſt nulle-
» ment à craindre : car c'eſt une cho-
» ſe abſolument impoſſible, que
» l'homme ſoit tellement ſéparé de la
» raiſon qu'il ne rentre jamais en lui-
» même pour la conſulter. Car quoi-
» que bien des gens ne ſachent peut-
» être point ce que c'eſt que de ren-
» trer en eux-mêmes, il n'eſt pas poſ-
» ſible qu'ils n'y rentrent, ou qu'ils
» n'écoutent quelquefois la voix de
» la vérité, malgré le bruit continuel
» de leurs ſens & de leurs paſſions. Il
» n'eſt pas poſſible qu'ils n'aient
» quelqu'idée, & quelqu'amour de
» l'ordre ; ce que certainement ils
» ne peuvent avoir que de celui qui
» habite en eux, & qui les rend en
» cela juſtes & raiſonnables. Car nul
» homme n'eſt à lui-même ni le prin-
» cipe de ſon amour, ni l'eſprit qui
» l'inſpire, qui l'anime & qui le
» conduit.

» XIII. Tout le monde ſe pique de

» raison, & tout le monde y renon-
» ce : cela paroît se contredire, mais
» rien n'est plus vrai. Tout le monde
» se pique de raison, parce que tout
» homme porte écrit dans le fond de
» son être, que d'avoir part à la rai-
» son c'est un droit essentiel à notre
» nature. Mais tout le monde y re-
» nonce, parce qu'on ne peut s'unir
» à la raison, & recevoir d'elle la lu-
» miere & l'intelligence, sans une es-
» pece de travail fort désolant, à cau-
» se qu'il n'y a rien qui flatte les sens.
» Ainsi les hommes voulant invinci-
» blement être heureux, ils laissent là
» le travail de l'attention, qui les rend
» actuellement malheureux. Mais s'ils
» le laissent, ils prétendent ordinaire-
» ment que c'est par raison. Le volup-
» tueux croit devoir préférer les plai-
» sirs actuels à une vue seche & abs-
» traite de la vérité, qui coûte néan-
» moins beaucoup de peine. L'ambi-
» tieux prétend que l'objet de sa paf-

» sion est quelque chose de réel, &
» que les biens intelligibles ne sont
» qu'illusions & que fantômes ; car
» d'ordinaire on juge de la solidité
» des biens par l'impression qu'ils font
» sur l'imagination, sur les sens. Il y
» a même des personnes de piété, qui
» prouvent par raison qu'il faut renon-
» cer à la raison, que ce n'est point
» la lumiere, mais la foi seule qui doit
» nous conduire ; & que l'obéissance
» aveugle est la principale vertu des
» chrétiens. La paresse des inférieurs,
» & leur esprit flatteur s'accommodent
» souvent de cette vertu prétendue,
» & l'orgueil de ceux qui comman-
» dent en est toujours très-content.
» De sorte qu'il se trouvera peut-être
» des gens qui seront scandalisés que
» je fasse cet honneur à la raison de
» l'élever au-dessus de toutes les
» puissances ; & qui s'imagineront que
» je me révolte contre les autorités
» légitimes, à cause que je prends son

» parti, & que je soutiens que c'est à
» elle à décider & à régner. Mais que
» les voluptueux suivent leurs sens :
» que les ambitieux se laissent empor-
» ter à leurs passions : que le commun
» des hommes vive d'opinion, ou se
» laisse aller où sa propre imagination
» le conduit. Pour nous, tâchons de
» faire cesser ce bruit confus qu'exci-
» tent en nous les objets sensibles.
» Rentrons en nous-mêmes, consul-
» tons la vérité intérieure ; mais pre-
» nons bien garde à ne pas confondre
» ses réponses avec les inspirations
» secrettes de notre imagination cor-
» rompue. Car il vaut beaucoup
» mieux, il vaut infiniment mieux
» obéir aux passions de ceux qui ont
» droit de commander ou de condui-
» re, que d'être uniquement son
» maître, suivre ses propres passions,
» s'aveugler volontairement en pre-
» nant dans l'erreur un air de confian-
» ce pareil à celui que la vue seule de

» la vérité doit donner. J'ai expliqué
» ailleurs les regles qu'il faut obser-
» ver pour ne pas tomber dans ce dé-
» faut; mais j'en parlerai encore dans la
» suite : car sans cela on ne peut être
» vertueux solidement & par raison. «

L'excellent homme dont nous venons de tirer ce fragment, a senti & présenté les avantages & la suprématie de l'ordre suprême avec une force de génie & une assurance de sentiment à laquelle il est difficile de se refuser de bonne foi. Je suppose néanmoins qu'un de ces hommes insidieux, ou seulement un esprit gauche, entreprît de lui échapper : Vous placez, lui diroit-il, la vraie & l'unique vertu dans l'ordre, & vous nous donnez la raison comme le guide infaillible dans la recherche & la découverte du point où réside cet ordre, & par conséquent comme la boussole dans la route des devoirs. Mais cette raison dit ici une chose, & une

autre ailleurs ; elle dit blanc à Numa, & noir à Tarquin. Chacun croit communément ſuivre la raiſon ; & avoir ſa raiſon pour agir dans toutes ſes démarches. Où donc eſt la raiſon univerſelle ? N'allez pas m'égarer dans le pays des intelligences ; c'eſt la région des viſions, & je cherche un guide ſur la carte des réalités. L'Auteur, comme on l'a vu, a prévenu cette objection.

J'entreprends, moi, de répondre à cet homme la bêche à la main. Je lui demande d'abord s'il croit l'exiſtence d'un ordre naturel. S'il me la nie, je n'ai plus qu'à lui répondre, *tête d'étoupe, fais donc une bêche avec des ailes de papillon*. Mais il héſite, il connoît la *matiere*, & il ne la connoît que trop ; le voilà donc aſſujetti à la réalité, à la vérité, à la raiſon, à la ſincérité. Un grain de bled jetté dans le ſein de la terre, & toujours renaiſſant & ſe multipliant au même période, le force à reconnoître & à avouer le *mou-*

vement. Que, rétif déformais & fe bornant à convenir de ce qu'il ne peut nier fans fe nier lui-même, il refufe d'aller plus loin, & méconnoiffe dans le mouvement réglé, multiplié, périodique & fructueux, l'intelligence qui donne à la matiere de telles propriétés, peu m'importe alors ; c'eft un aveugle, mais c'eft mon frere, je dois le laiffer tâtonner. C'eft un fourd, je dois lui permettre de crier. Il me fuffit qu'il fe rende à ce qu'il touche pour qu'il fe range de lui-même à l'obéiffance, à l'ordre naturel, à la coopération de l'accompliffement de fes Loix. Je lui montre fon bonheur phyfique dans les regles conftantes du mouvement imprimé à la matiere. Non-feulement je lui accorde qu'il en eft une portion, mais je lui prouve qu'embraffé lui-même dans le cercle de cette grande loi, il ne peut fe refufer à faire fa partie dans le concert univerfel, fans entraîner fon individu & fon efpece,

autant qu'il eſt en lui, dans la révolte, la miſere, la mort & le cahos. Je le guide ainſi pas à pas de vérités palpables en vérités conſéquentes & uſuelles, & de faits viſibles en faits répétés, meſurés & calculés. Peut-être étant une fois bien engagé dans cette route, lui arrivera-t-il, ainſi qu'à moi, d'être ſurpris, émerveillé que ces Loix de culte, ces préceptes d'obligation qui lui furent donnés comme à une créature libre & digne de mériter devant ſon Auteur, ne ſoient au fond que les Rites néceſſaires & expreſſifs du mouvement ordonné à ſa portion de matiere, afin qu'elle concoure avec le tout à l'exiſtence & à la perpétuité. Peut-être ſe trouvera-t-il plus diſpoſé à reconnoître cette intelligence ſuprême, ſi parlante, ſi viſible, que ſon front armé refuſoit d'admettre comme gênante, ordonnatrice, redoutable & vengereſſe, & qu'il ne verra déſormais que comme motri-

ce, bienfaisante, réchauffant tout dans le sein de la nature, & ne réprouvant que ce qui veut s'écarter de la voie immense de ses bienfaits. Peut-être enfin son esprit vaincu par l'évidence, son cœur réchauffé par la gratitude, le rendront-ils moins indigne du culte d'amour; mais c'est à Dieu même à éclairer les vrais adorateurs : il nous suffit de conduire les hommes par la connoissance & la considération de leur propre intérêt, à concourir au bien universel; à l'ordre naturel, principe & base du Droit naturel & de la Loi naturelle. Mais dans un Gouvernement, nous dira-t-on, où l'ordre est perverti, est-il possible de suivre l'ordre ? Les mauvais gouvernements, rigoureusement parlant, ne pervertissent point l'ordre; l'ordre est immuable; les Souverains & les Sujets ne peuvent s'en écarter qu'à leur désavantage. Le désordre, il est vrai, est l'œuvre des hommes ignorants ou

pervers ; mais l'ordre est l'œuvre de la sagesse suprême & le vrai gouvernement des Sociétés. Le gouvernement parfait n'est pas d'institution humaine, les hommes ne peuvent rien ajouter ni rien retrancher à cette THÉOCRATIE, leur bonheur consiste à s'y conformer. Le gouvernement du Prince n'est pas, comme on le croit vulgairement, l'art de conduire les hommes ; c'est l'art de pourvoir à leur sûreté & à leur subsistance par l'observation de l'ordre naturel des Loix physiques, qui constituent le droit naturel & l'ordre économique par lesquels l'existence & la subsistance doivent être assurées aux Nations & à chaque homme en particulier ; cet objet rempli, la conduite des hommes est fixée, & chaque homme se conduit lui-même. Ceux qui s'écartent de la regle sont des membres malades ou corrompus qu'il faut guérir, ou amputer. Mais le corps sain, assujetti au régime prescrit par la

nature & conduit par le Médecin, satisfait, par sa constitution même, aux fonctions nécessaires à sa conservation. Or cette constitution n'est pas l'ouvrage du Médecin; c'est une organisation physique, qu'il doit étudier pour en maintenir la régularité. Nous osons donc entreprendre & démontrer, que le mal particulier est incompatible avec l'ordre, hors duquel il ne peut exister de bien pour aucune parcelle des choses créées. Cette tâche est grande, lumineuse, utile; elle est bien grande pour nous, en effet, mais je ne désespere pas de la remplir sous la sauvegarde & les drapeaux de l'éternelle Providence & de l'immuable Vérité, toujours susceptible de démonstration.

Le Tableau économique est la premiere regle d'Arithmétique que l'on ait inventée pour réduire au calcul exact, précis, la science élémentaire & l'exécution perpétuelle de ce décret de l'Eternel: *vous mangerez votre*

pain à la sueur de votre front. L'homme fraternel, à qui nous en devons l'idée, a ouvert la carriere, & l'a franchie jusqu'au bout : honneur qui ne fut accordé qu'à lui comme au plus digne bienfaiсteur de l'humanité, avantage résultant aussi de la nature de son travail; car imaginer & exécuter une telle chose, c'est être parvenu aux colonnes d'Hercule par la vivacité & l'entendement; c'est avoir ouvert aux humains les portes du jardin des Hespérides par les forces du cœur. La politique économique est donc désormais assujettie au calcul; car on ne sauroit appeller trop de témoins à l'épreuve de la vérité, trop d'adeptes à l'instruction, aux sciences de démonstrations.

Les calculs sont à la science économique ce que les os sont au corps humain. Les nerfs, les vaisseaux, les muscles le vivifient & lui donnent le mouvement. Les os le défendent & le soutiennent. Sans les os des jambes

il ne pourroit se lever sur ses pieds, ni marcher ; sans les os de ses bras il ne pourroit lever de fardeaux, ni travailler pour satisfaire à ses besoins ; la science économique est approfondie & développée par l'examen & par le raisonnement ; mais sans les calculs, elle seroit toujours une science indéterminée, confuse & livrée par-tout à l'erreur & au préjugé. Plus les calculs sont inébranlables dans leur base, leur serie & leur terme, plus ceux qui se croient intéressés à empêcher l'explosion de la lumiere, comptant sur l'inapplication du plus grand nombre des Lecteurs à pénétrer ces hiéroglyphes invincibles, que nous appellons chiffres, se hâtent d'affirmer hautement que les calculs sont faux. Le grand nombre, plus enclin à répéter qu'à apprendre, devient l'écho de cette imputation, méprisable si-tôt qu'elle est dénuée de preuves. Les calculs ne peuvent être attaqués que par

des calculs, comme les Jugements ne peuvent être réformés ou confirmés que par les Jugements : & quoique les méprises y soient fréquentes, il n'y a qu'eux cependant qui puissent nous conduire & nous fixer à la certitude. Pour savoir son compte, on a toujours calculé & on calculera toujours, & toujours le calcul décidera souverainement. Tout Calculateur peut se tromper; mais il faut qu'un autre le redresse, sans cela toute imputation de faux contre des calculs n'est que bruits de trompettes. Les Sages s'arrêtent en attendant que la question soit jugée, & jusques-là ils présument toujours que celui qui a calculé est plus instruit que celui qui a prononcé sans calculer. Les hommes de génie enfin, contents d'envahir d'un coup d'œil ce qui leur est propre, dans un bloc de grandes vérités, négligent de s'appesantir sur la base hérissée de contre-gardes, qui effraient leur rapidi-

té, & dont ils ſuppoſent volontiers la ſolidité. Ils ne retirent d'autre avantage de cette lecture que celui d'être plus affermis dans leurs principes, & plus dédaigneux de voguer dans les mers de l'ignorance & de la contradiction ; & le tout enſemble livré à la diſpute des hommes, perd ainſi l'éclat invincible de la vérité. L'Egide de Minerve eſt obſcurcie, & ne daignera rompre le voile & pétrifier ſes ennemis, qu'aux yeux des races futures & impartiales.

Nous devons aux hommes tous les ſoins d'un véritable amour ; & c'eſt ſur-tout comme enfants chéris de nos contemporains que nous les leur devons. Notre devoir eſt donc de hâter de toutes nos forces les progrès de cette génération. Tel eſt l'objet de mon travail, & voici la route que j'ai ſuivie.

Je n'ai rien, ou preſque rien à ajouter au développement des calculs;

mais j'ai cru devoir en raisonner la substance. Le Tableau dans son frontispice m'a tout naturellement présenté la table & la désignation des objets que je pouvois traiter. Mon plan général est de raisonner le Tableau bien plus que de le présenter, comme aussi de le décomposer par de petits Tableaux en précis, quand les matieres l'exigeront ; de maniere que ce hiéroglyphe, qui a effrayé bien des Lecteurs, devienne enfin familier à la vue & à l'entendement. Mon plan de détail est de suivre pour cela les douze articles d'*objets à considérer* qui sont à la tête du Tableau lui-même. Ce développement exigera un peu d'étendue ; mais aujourd'hui que l'Agriculture, le Commerce & l'Industrie font l'objet particulier de plusieurs Sociétés établies dans le royaume, où toutes ces branches de la Science économique doivent être examinées dans tous leurs rapports essentiels & réciproques, des

vues si sages & si importantes ont excité mon zele à concourir avec mes compatriotes à l'étude d'une science qui décide de la prospérité des Etats & du bonheur des Peuples.

Usant des matériaux que m'ont fourni les dignes Auteurs, comme de mon bien propre, je transporte dans mes douze chapitres toutes celles de leurs idées que j'ai pu m'approprier dans les différentes sections de l'explication. Le vol n'étoit honteux à Lacédémone que quand il étoit découvert. Le Plagiat n'est tel, au contraire, que quand il est caché. Je confesse que je dois à mes devanciers tout cet ensemble exposé dans l'ordre sur lequel il est présenté dans le Tableau, qui n'est qu'uneformule de calculs inventée pour combiner & décider tous les cas les plus compliqués de la science économique. Je ne risquerai pas de m'égarer dans de nouvelles routes. Je change seulement les quotités du Ta-

bleau que je présente sur le pied de deux milliards. Des Ouvrages modernes ont fixé à ce point le revenu possible & naturel d'un grand Etat, & plus on peut se rapprocher d'un principe connu & intéressant, dans une démonstration comme celle-ci, plus on se sent de courage & de force pour le travail. On verra d'ailleurs, que je n'ai pas eu besoin d'une grande érudition pour composer cet Ouvrage, qui n'est, au fond, qu'une rédaction des Traités économiques de l'*Ami des Hommes*; mais ces Traités qui ont paru successivement, n'ont point été assujettis à un plan général de Doctrine. J'y ai trouvé tous les principes & toutes les notions nécessaires pour former une théorie exacte & complete; j'ai tâché de les placer dans un ordre qui pût faciliter la liaison & le développement des connoissances essentielles & évidentes de la science économique. Je ne suis pas Au-

teur, mais si je puis réussir dans mon entreprise, mon travail sera utile ; car la matiere qui en est l'objet, est très-importante & très-peu connue. Que d'autres fassent comme moi, il n'est point d'esprits qui ne puissent être rangés dans une sorte de classe, comme les âges. Que chacun fasse entendre à sa classe le Tableau économique, il aura coopéré à l'œuvre la plus sainte & la plus indispensable ici-bas, qui est d'attirer sans cesse le foyer de la fabuleuse Vesta, & de la charité toujours présente, toujours inspirée aux hommes par la lumiere divine.



ÉCONOMIE

t,
ceux
n'eſt
veaux
Tel
Ta

)MIQUE

Olr source ; 3.° leurs avances;
4.°h ; 7.° leurs rapports
entec l'Agriculture; 10.° avec
l'ires richesses d'une Nation.

DÉPENSES
STERILES
Relatives à
l'Industrie &c.

Avances annuelles
pour les Ouvrages des Dé-

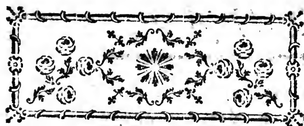
....	0 ... 9 ... 9
....	0 ... 5 ... "
....	0 ... 2 ... 6
....	0 ... 1 ... 3
....	0 ... 0 ... 8

2000.tt ".s ".d



ppriers
à rapp

)MIE



ÉCONOMIE GÉNÉRALE ET POLITIQUE DE L'AGRICULTURE.

CHAPITRE PREMIER.

Trois sortes de dépenses dans l'ordre économique, indiquées dans le tableau.



DANS l'ordre primitif institué par le Créateur en faveur de sa créature chérie, les moyens prévenoient les besoins. Dans l'ordre successif, décerné par la Justice suprême, les besoins ont dû chercher les moyens ; ceux-ci procurer la subsistance, qui n'est autre chose que l'attente de nouveaux besoins. *Les dépenses précedent tout dans l'ordre économique.*

Tel est l'ordre sur lequel a roulé

d'abord la vie humaine. Le besoin est l'ame de tout notre travail ; la Société n'est qu'un moyen, & son objet est la subsistance. L'enfant commence par dépenser aussi-tôt qu'il est né, & avant qu'il puisse travailler à se procurer lui-même sa subsistance. Des hommes dénués de tout, qui arrivent dans un desert, qui s'y fixent, y vivent d'abord des productions spontanées qu'ils y trouvent, avant qu'ils puissent eux-mêmes en faire naître par leurs travaux. Il faut donc que les dépenses précedent partout la reproduction des dépenses que les hommes font renaître & perpétuent par le travail. Car préalablement à tout, il faut que l'homme dépense journellement pour subsister, & travailler à accroître & perpétuer sa subsistance. Ainsi la dépense est le premier objet à considérer dans le développement de l'ordre économique ; &, en suivant le fil, on retrouve toujours la même suite de dépense, parce que la subsistance de l'homme est une dépense ou consommation continuelle & indispensable.

Origine des Sociétés. C'est donc la faim & le besoin continuel de la subsistance, qui réduit

l'homme au travail par lequel il obtient la reproduction de sa subsistance. Mais sa subsistance s'étend à plusieurs besoins ensemble ; il ne peut vaquer qu'à un seul travail à la fois. Il s'est uni avec d'autres hommes, pour que la communauté de travaux pourvût à la multiplicité de besoins. Tel est l'objet de la société, tel est son ébranlement & sa marche.

Pour réduire au simple nos propositions par des exemples, examinons la Société dans sa naissance, & considérons une famille isolée. Le pere & la mere usés de travaux, n'ont désormais que la surveillance & la direction des objets auxquels ils s'employerent autrefois. Tout le travail roule sur les enfants. D'entre ceux-ci, les uns travaillent à la terre, & à la garde des troupeaux, & en tirent les provisions nécessaires pour la subsistance de toute la famille. Les autres déterminés par leur sexe, leur foiblesse, leur industrie ou leur choix, vaquent aux soins dont ils soulagent les agents du gros travail, ont attention à conserver les provisions, à préparer les aliments, à filer la laine, & à couper les cuirs destinés à la

chaussure & aux vêtements, &c.

Voilà donc déjà trois classes dans cette famille. L'une ordonnatrice ou dépositaire de la récolte, veille, soit à la garde, soit au bon ordre & à l'économie de la dépense des productions obtenues par le travail, &c. L'autre productive, puisque c'est par son travail que tous les biens usuels naissent sur le domaine de la Société. La troisieme industrieuse, dont le travail second ne produit rien, mais conserve, façonne & approprie les biens aux besoins de la Société commune.

De ces trois classes, la premiere est nécessaire aux autres pour maintenir entr'eux l'ordre & l'union. La seconde est la plus indispensable, puisqu'elle fournit l'aliment à toutes les trois, ce qui est le premier & le plus pressant besoin; elle seule même pourroit en quelque sorte se passer des autres en se réduisant au nécessaire absolu. La troisieme est très-utile encore, en procurant les commodités & en apprêtant les biens pour les divers usages de la vie. Elle coopere aux travaux de premier besoin, en épargnant aux Ouvriers de la classe productive le temps qu'ils eussent em-

ployé à pourvoir aux néceſſités de ſecond beſoin. Elle complette, en un mot, la vie humaine & perfectionne la Société.

Dans le détail primitif de cette ébauche de Société, il eſt aiſé de voir, 1° que la premiere claſſe a beſoin d'une ſubſiſtance libre & indépendante, puiſqu'elle eſt deſtinée à conſommer ſans rien produire & ſans contribuer en rien à la ſubſiſtance ni aux commodités, que par le coup d'œil & l'enſeignement. 2° Que la ſeconde claſſe a beſoin d'une ſubſiſtance forte, d'une aide continuelle & d'une grande attention à la conſervation des facultés & des moyens néceſſaires pour l'exécution de la culture du patrimoine, puiſqu'elle eſt deſtinée à fournir à la ſubſiſtance de toutes les trois. 3° Que la troiſieme claſſe qui pourvoit à tous les ſoins ci-deſſus, à la réſerve de ceux de la ſubſiſtance, eſt très-utile par cela même, & doit pareillement être attachée à la Société par une ſubſiſtance aiſée, & par toutes ſortes d'encouragements dans ſon travail économique & précieux.

On voit clairement encore que

toutes ces parties roulent l'une dans l'autre, & l'une par l'autre ; que plus la premiere classe a de vigilance & d'attention, plus le travail est continu, bien ordonné & fructueux. On voit que plus la seconde classe a de moyens & de forces tendues au labeur, plus la subsistance est abondante, le superflu consolant contre les cas fortuits qui pourroient nuire à la production courante, & plus aussi la troisieme classe trouve d'objets de travail, de service, d'arrangement, de préparation & fabrication. On voit enfin que plus la troisieme classe est laborieuse & pleine d'industrie, plus les deux autres jouissent des commodités de la vie, & ont en ce genre d'utiles serviteurs.

Dans ce rouage si bien assemblé, on découvre néanmoins clairement d'où part le mouvement. La terre est la source de la production ; mais elle ne produit, au gré de nos besoins, que par le moyen du travail & des facultés de ceux qui la cultivent. C'est à bon droit que nous appellons la classe des cultivateurs, classe *productive*. Les productions sont ensuite ouvrées & appropriées à nos besoins

par la classe *industrieuse* ; mais quelque nécessaire qu'elle soit, nous ne pouvons la nommer ainsi : 1° parce que l'industrie ne lui est point exclusivement attribuée, puisqu'il faut de l'industrie aussi aux Cultivateurs. 2° Parce qu'il s'agit ici de distinguer la propriété fonciere des choses, & que l'état des ouvrages de l'industrie manufacturiere ayant tellement fasciné les yeux dans ces temps modernes, qu'elle a fait négliger & opprimer même la classe cultivatrice, il importe principalement de redresser les faux calculs à cet égard. Nous la nommons donc classe *stérile*, parce qu'effectivement elle l'est. On a beau dire qu'elle produit la forme ; produire la forme, c'est produire rien, dans le vrai sens qu'on doit donner ici à ce mot, & dans la réalité de la chose. Mais tout ceci s'expliquera mieux encore dans la suite. Nous n'en sommes encore ici qu'à la distinction des classes, & c'est celle qui fournit aux dépenses, que nous devons considérer. Pour en revenir-là, reprenons en bref la formation de la Société.

Une autre famille vient se placer à côté de cette premiere, & trace le

plan de sa subsistance sur le territoire voisin. Les limites respectives sont circonscrites & convenues. La même loi de penchant, & qui plus est, de nécessité, qui établit la paix & le secours mutuel entre les deux premiers hommes, décide le même arrangement entre les deux premieres familles. L'une occupe la plaine, l'autre les côteaux ; l'une possede les champs & les pâturages, l'autre les vignobles & les vergers. L'échange vient s'offrir de lui-même comme le truchement des besoins & le sceau de la confraternité.

Origine du commerce.

En effet, il convient bien mieux au possesseur d'un champ fertile, de donner son bled au Vigneron son voisin, en échange de sa denrée naturelle, que de couvrir son champ, qui lui eût donné d'abondantes récoltes, de ceps qui ne rapportent que des raisins de peu de valeur. De même, le Vigneron placé sous un aspect favorable, verroit brûler ses moissons par les mêmes rayons qui mûrissent ses raisins : mais certain désormais qu'il aura sa part à la récolte de son voisin, pourvu qu'il recueille assez pour pouvoir lui faire

part de la ſienne, il ſe livre avec ardeur au travail que ſon terrein demande. C'eſt ainſi que la claſſe productive a tout naturellement auſſi les avantages de l'autre claſſe, relativement à ſes voiſins; car le Laboureur aide au Vigneron en lui préparant, ſans le ſavoir, la proviſion la plus néceſſaire.

Il s'enſuit de ceci, que l'échange rend le ſuperflu néceſſaire. Car ſi je n'ai que mon néceſſaire de bled, je n'en ſaurois échanger; & ſi je n'échange, je manquerai de tout le reſte. Or n'avoir qu'une ſeule choſe au milieu de tant de beſoins, c'eſt preſque manquer de tout. Ainſi le commerce des dépenſes devient néceſſaire entre les hommes même d'une même claſſe.

D'un certain nombre de familles adjacentes les unes aux autres, ſe forment les Sociétés; d'un nombre de ſociétés, les Etats. Formation des Etats ou Nations.

Les Etats ne ſont autre choſe qu'une multitude de familles liées par les mêmes loix politiques, qui ont un point commun de réunion, d'obéiſſance dans le droit public. Cette réunion peut être opérée de force; mais elle ne ſe ſoutient réguliérement

que de gré. La Société reçoit de nouveaux avantages politiques & économiques en s'étendant, jusqu'au point du moins que les bornes de la nature permettent, c'est-à-dire, tant que les différents membres d'un même corps peuvent s'entr'aider mutuellement, tant que les différentes portions du territoire de l'Etat peuvent, ou par leurs productions en tout genre, ou par leur industrie, ou par leurs débouchés, donner & rendre des secours respectifs aux autres portions.

C'est dans cet état de grande société & sous la forme d'Etat, que nous considérons le bon ordre du gouvernement économique d'une nation agricole. En effet, dans les parties de l'Univers qui sont peuplées, tout est Etat, ou par sa propre force, ou par ses rapports avec ses voisins & leurs différentes combinaisons politiques entr'eux.

Adoption des monnoies pour la facilité du commerce.

Les nécessités des rapports ont rapproché les familles, lié les Sociétés, & formé les Etats. Ces rapports ont un jeu continuel par le moyen des échanges. Tout ce qui facilite les échanges, facilite les rapports &

remplit l'objet de la Société. Les hommes sont convenus de regarder certains métaux comme une matiere commune qui rend cette facilité prompte & rapide. Le signe est lui-même une richesse qui vaut la chose & l'exprime en équivalent.

Nous allons donc traiter des choses selon leur état actuel; mais qu'on ne perde point de vue leur véritable racine mise à découvert dans l'exemple ci-dessus & d'une simple famille.

Tout ici roule sur la *dépense*, c'est-à-dire sur la consommation. Car on ne sauroit trop tôt prévenir ici, pour écarter l'idée dominante de l'argent monnoyé, que nous n'entendons pas, comme le vulgaire, par le nom de dépense, l'emploi de l'argent pour les achats, mais l'emploi même des biens usuels, que les hommes consomment, & dont ils usent pour leurs besoins & leur satisfaction. Ainsi dépense & consommation sont ici à peu près synonymes: je dis à peu près, parce qu'il y a des choses dont on use sans les consommer & les détruire, & dont par conséquent l'usage ne se rapporte pas exactement au

mot *consommation*. Mais ce mot pris dans un sens plus générique, peut servir à déterminer ce qu'on doit entendre par *dépenses*, & à écarter l'idée dominante de l'emploi de l'argent même, qui sert à racheter les biens usuels, lesquels, rigoureusement parlant, sont toujours l'objet des dépenses. Les Colonies Angloises & Françaises de l'Amérique, qui ne commercent pas avec de l'argent, n'en sont pas moins opulentes, & ne dépensent pas moins en jouissance des biens usuels ; & ces biens n'ont pas moins une valeur vénale qui en apprécie la dépense, par le prix que les biens usuels qu'ils dépensent, vaudroient en échange avec l'argent monnoyé. Après cette explication, il est à présumer qu'on ne confondra pas ici les dénominations de cet argent, ni cet argent même, qui désigne les prix des biens usuels, avec les dépenses mêmes de ces biens, sur-tout quand il ne s'agira point de leur achat, ou de leur échange actuel en argent.

Produit de la récolte. Il faut que le Cultivateur recueille non-seulement pour sa subsistance, mais encore pour rendre à la terre de

quoi reproduire l'année d'après, ce que nous appellons *semaille*, & pour faire vivre toutes les classes de la Société qui ne cultivent pas. Dans la Société formée, les *Propriétaires*, c'est-à-dire les maîtres du champ, représentent la partie surveillante, ordonnatrice, ou si l'on veut, oisive, que nous avons dit ci-dessus. Les besoins se sont tellement multipliés par l'émulation, la peuplade, la recherche, &c. qu'ils ont étendu & perfectionné l'art de la Cultivation. Celui-ci a trouvé la terre féconde en raison des soins & des travaux qu'il lui a attribués. La possession même du champ a été mise à prix, & le droit de la cultiver, à l'enchere.

Possession, vénalité, fermage des biens fonds.

C'est le prix de cette enchere qu'on appelle *revenu*. Le revenu est en effet l'excédent du produit de la terre par-delà ce qui doit en être consommé en frais d'exploitation pour procurer la récolte suivante. Ce revenu est en apparence libre & disponible dans les mains de celui qui le reçoit. Cependant nous verrons tout-à-l'heure que ce n'est que son reversement qui fait aller toute la machine économique, & qui opere la circu-

lation, aussi nécessaire au maintien d'un Etat, que celle du sang l'est à la vie de l'homme. Nous verrons de plus que ce reversement a des regles fixes dont le moindre dérangement ébranle la machine, altere le revenu, empêche la reproduction.

Trois sortes de dépenses relatives aux trois classe de la Société, savoir, la classe productive, la classe des propriétaires, & la classe stérile.

Maintenant il suffit de dire, après cette courte exposition des notions préliminaires d'après lesquelles nous partons, que les dépenses d'une nation se réduisent à trois classes.

1°. A la rétribution des hommes employés aux travaux productifs, c'est-à-dire, à l'exploitation annuelle des biens-fonds, qui eux-mêmes produisent la rétribution des hommes employés à cette exploitation, & restituent toutes les autres sortes de dépenses qu'elle exige annuellement, & qui produisent de plus un revenu aux Propriétaires à qui les biens-fonds appartiennent.

2°. Aux dépenses annuelles du revenu, par lesquelles les Propriétaires jouissent de ce revenu, en achetant les denrées & les marchandises dont ils ont besoin, & en payant par ces achats les services & les travaux des hommes employés à faire naître

& à apprêter ces richesses qui fournissent elles-mêmes la rétribution & le revenu.

3° Aux dépenses stériles faites par les hommes occupés aux services & aux travaux, qui non-seulement ne produisent pas de revenu, mais qui ne produisent pas même la rétribution qui est due aux hommes qui s'y emploient. Leur rétribution, en effet, ne peut être payée que par les richesses que les travaux des hommes de la classe productive font naître annuellement du sein de la terre.

Les Artisans qui fabriquent les étoffes, les Marchands qui les trafiquent, les Voituriers qui les transportent, les Tailleurs qui en forment des habits, un Avocat qui plaide une cause, le Domestique qui le sert, tous ces hommes ne peuvent dépenser qu'à raison de la rétribution qui leur est payée par ceux qui les emploient ou qui achetent leurs ouvrages. Car leurs travaux & leurs ouvrages ne leur procurent rien audelà de cette rétribution, qui est elle-même une dépense pour ceux qui la paient. Qu'on remonte à la source

de ce paiement, en suivant la marche de la circulation des especes représentatives de la richesse dans les différentes mains par où elles ont passé, l'on trouvera qu'il provient uniquement de la terre, qui produit seule tous les biens de notre usage.

Cette verité si simple, & qui néanmoins semble avoir souvent échappé à l'entendement humain, doit être remise sous les yeux par tous les détails, pour en démontrer l'évidence.

Voilà donc les trois sortes de dépenses énoncées : appliquons maintenant au tableau qu'on vient de représenter, & dont l'explication sommaire est l'objet de notre travail, le résultat de ce commencement de déblai. Sur la premiere ligne & à la tête de tout, paroissent les trois sortes de dépenses. A la droite sont les *dépenses productives relatives à l'Agriculture*; au centre, les *dépenses du revenu*; à la gauche enfin, les *dépenses stériles relatives à l'Industrie*. On verra dans la suite le partage & l'emploi de ces diverses dépenses : on verra comment leur quotité est égale; c'est-à-dire, comment il se fait qu'afin

que la classe propriétaire puisse dépenser annuellement deux mille livres, (qui doivent être sous-entendues deux milliards,) il faut que la classe productive dépense pareille somme aussi. On ne doit point prématurer ici l'explication & la preuve de ces vérités ; nous marchons pied à pied ; il suffit d'avoir, en passant, fixé l'attention sur les bases préliminaires. Rentrons dans l'ordre de notre explication des douze objets exposés à la tête du tableau.

Nous venons d'énoncer ce que c'est que les trois sortes de dépenses d'une Nation, nous avons expliqué comment elles se rapportent toutes à une seule & unique source. Examinons maintenant quelle est cette source.



CHAPITRE II.

La source des Dépenses.

NOUS cherchons quelle est la source des dépenses : ce sont les dépenses elles-mêmes, & nous l'allons voir.

Les dépenses naissent par les dépenses.

Des hommes, comme on l'a déjà observé, arrivent dans un desert, assujettis à des besoins de subsistance dès leur réveil, & semblables à l'enfant qui sort du ventre de la mere, qui demande à tetter avant tout : il faut qu'ils vivent avant d'agir : & lorsqu'ils agissent, la terre leur offre quelques fruits sauvages, des racines, du gibier, des poissons, &c. Ils dépensent ce revenu primordial, avant que d'être en état de s'en procurer d'autres par de nouveaux moyens. Leurs besoins augmentent avec leur nombre. Il faut une plus grande subsistance ; il faut user d'adresse & d'engins pour attraper le poisson & le gibier, &c. Un Triptoleme, un Mango-Capac leur apprennent qu'en sil-

lonnant la terre, en insinuant dans son sein les grains des plantes propres à leur nourriture, ils peuvent en accroître le nombre & la production. Les pierres tranchantes, le bois dur, affilé par le moyen du feu, sont les outils par lesquels leur industrie, en son enfance, seconde leur nécessité & leur travail. Ils voient renaître la subsistance, la sechent, la serrent pour les besoins courants & pour la réserve, & ne perdent pas un instant pour recommencer leurs utiles travaux. Les secours sont plus fructueux en raison de ce que plus de mains, plus expérimentées, y ont coopéré. La consommation de la récolte, c'est-à-dire la dépense, précede ainsi la récolte future; & de dépense en dépense, de récolte en récole, la production s'étend, la Société se forme, l'abondance s'établit, l'industrie prospere à son niveau, & tout prend le branle de la circulation portée à force de temps & de labeur à son point de prospérité.

C'est ainsi que la dépense a précédé le revenu, qui devient seul néanmoins le cannevas & l'objet de la dépense. La source de la dépense

actuelle est la dépense précédente ; qui seule peut établir la possibilité du travail, toujours inséparable de la dépense. De l'excédent du fruit du travail, au-delà du premier besoin, est provenue la richesse premiere ; c'est-à-dire, un produit qui n'est pas indispensablement nécessaire à la consommation prochaine. Ces richesses peuvent seules accroître la reproduction en facilitant le travail, à qui elles doivent leur existence.

Dépenses primitives des secours d'exploitation.

En effet, quoique les richesses naissent & renaissent continuellement de la terre, & ne puissent naître que delà, cependant la terre est nulle sans les travaux des hommes. Un homme avec ses facultés naturelles, ne peut ouvrir le sein de la terre. Il a d'abord fallu qu'il se procurât l'aide d'un outil tranchant. L'acquisition de cet outil est d'abord une premiere richesse sans laquelle la terre ne produit rien. Cet homme travaillant à bras, avec son outil, peut à peine se procurer sa subsistance & celle de sa famille ; & le voilà privé de tous les besoins accessoires. Il a trouvé le moyen de s'aider d'animaux plus forts que lui, pour traîner son outil

tranchant & ouvrir plus rapidement la terre ; autre richesse que ces animaux. La terre s'épuise, & il lui faut rendre continuellement en engrais ce qu'elle a versé de graisse & de sels dans le sein de la production. Ces engrais sont du fumier en masse qu'on a eu soin de ramasser, de fomenter, de mêlanger, de réduire ; de la marne qu'on a tirée des entrailles de la terre ; des cendres, des mêlanges, &c. autres richesses à amasser. Il a fallu les voiturer, & pour cela se procurer les mêmes secours que pour le labour. Toutes ces choses sont richesses réelles extraites de la terre, puisque tout en vient.

Revenu.

Toutes ces richesses sont le fruit du travail opiniâtre de l'homme, qui fait amas des choses nécessaires. Le travail est donc la source des richesses, & de l'accroît des dépenses qui les ont fait naître ; ces richesses d'accroît n'ont de véritable objet & d'emploi, que celui de se renouveller, d'étendre, & de perpétuer la dépense.

Je dis, de se renouveller, parce que tout est périssable ici-bas. Il faut donc que tout soit remplacé. Le be-

soin journalier de ma subsistance m'annonce le besoin des provisions; ce dernier, celui des richesses coadjutrices de mon travail; & celles-ci l'attente de ma coopération, c'est-à-dire de la récompense de mon travail.

C'est delà que vient le mot de *Revenu*; c'est-à-dire, le retour annuel des richesses d'accroît ou des provisions qui doivent fournir à la subsistance journaliere. La portion conventuelle d'un chartreux est son revenu, comme la rente du plus grand Propriétaire est le sien, comme le fisc du plus grand Souverain est aussi le sien.

Il y a certainement une différence, en ce que l'un n'est que consommateur, & que les autres sont ordonnateurs & distributeurs. Mais nous en traiterons dans les Sections suivantes. Il suffit d'établir dans celle-ci, 1° Que la dépense commence tout ici-bas, qu'elle est la source du travail, celui-ci la source des richesses; les richesses, celle du revenu*, qui fournit à la continuation des dépenses. C'est ce que nous avons désigné dans ce peu de mots. 2° Comment doit couler cette source, & comment

elle doit être dirigée, pour ne jamais tarir ni s'engorger. Les différents développements que nous nous sommes prescrits, ameneront par degrés la pleine & entiere démonstration de cette derniere proposition. Mais il faut en tracer ici les principes préliminaires.

Traitons d'abord du premier de ces deux points ; savoir, des moyens nécessaires pour empêcher la source des dépenses de tarir. Nous avons dit que le revenu étoit l'excédent disponible des biens provenants de la production par-delà ce que la cultivation en consommoit. Nous avons montré que cet excédent ne pouvoit être retiré de la terre que par l'emploi des richesses & la coopération du travail. Il faut donc considérer la fertilité comme une étoffe précieuse dont la terre fournit la trame, dont les richesses d'exploitation sont le tissu, & dont le Cultivateur est le Fabriquant indispensable.

On sait que la propriété du fonds de la terre est la base de toute société. La souveraineté n'est physiquement fondée que sur cela, & la subdivision du territoire de l'Etat en Autorité tutélaire.

propriété, irrévocablement assurée par les Loix aux différentes familles, est une branche nécessaire de cette tige. Vainement objecteroit-on que quelques Sociétés vivent en commun ; ce ne sont que des brigands qui n'ont ni territoire ni patrie, ou des Nations sauvages, qui vivent encore dans l'état de misere où nous avons peint les premiers hommes arrivés dans un desert. Les Spartiates, qui subsistoient en commun des fruits d'un territoire qu'ils faisoient cultiver par des esclaves, ne peuvent en ce sens être regardés dans la Grece, que comme le seroit dans un Royaume, une Communauté de Religieux, jouissants de toute immunité chez eux, & vivants sur le patrimoine commun de l'Abbaye. En ce sens chaque famille jouit ainsi de son patrimoine ; les fruits en sont partagés, & communs aux peres & aux enfants, aux maîtres, aux valets, à tout ce qui compose la famille. Si elle ne se fait pas ses loix générales, elle jouit du bénéfice de celles qui maintiennent la société dont elle fait partie. Si elle ne jouit pas d'une pleine immunité, ce dont elle contribue en faveur de

la

la Commune, eſt le rachat de ſa propre ſûreté. En un mot, ſans propriété du fonds, plus de ſociété ; ſans le territoire de Lacédémone, plus de Spartiates.

La propriété du fonds de la terre eſt, des trois parties que nous avons déduites ci-deſſus, & qui ſont indiſpenſablement liées les unes aux autres, la ſeule immuable, & celle qui doit répondre à l'état de tout le reſte. Voilà la trame, venons au tiſſu ; c'eſt-à-dire, aux richeſſes d'exploitation. Propriété.

C'eſt ici la partie la plus importante, & celle néanmoins des trois à laquelle on a fait le moins d'attention juſqu'à préſent, & dont on a le moins connu l'immunité ſacrée. Comme nous détaillons tout ici dans le ſimple, il faut définir ce que nous entendons par *Richeſſes d'exploitation*. Nous appellons ainſi le fonds d'avances & d'agrêts de cultivation qui viennent ſolliciter, fomenter, & remuer la terre à l'aide du travail du Cultivateur, & qui ſont inſéparables de ſa dépenſe de ſubſiſtance. Nous en détaillerons la nature & l'évaluation dans le Chapitre ſuivant.

Il suffit maintenant de les désigner. Ces richesses, sans lesquelles la terre est stérile à notre égard, ne sont point annexées à la propriété du fonds. Au contraire, l'ordre compliqué d'une société formée, demande que le propriétaire, jouissant d'un revenu fixe & disponible, ne soit chargé que des dépenses d'entretien du fonds, & du soin de servir le public, & de sa personne, & d'une portion de son revenu. Les richesses de l'exploitation périssables, & qui demandent un soin & une attention continuelle, tant pour leur conservation que pour leur emploi journalier & momentané, doivent appartenir au Cultivateur lui-même, qui prend à entreprise l'exploitation du fonds, & que nous appellons *Fermier*. Le Fermier alors est, dans l'ordre économique, égal au Propriétaire du fonds. Ils sont ensemble un traité mutuel d'association aux produits de la cultivation ; l'un fournit son champ, l'autre ses richesses, qui seules peuvent le féconder ; & ils conviennent ensemble des articles de l'association, dans lesquels le Propriétaire, qui veut disposer de sa personne & de son temps, cede,

Le Fermier est, par ses richesses d'exploitation, copropriétaire avec le possesseur du bien-fonds.

pour un revenu fixe & prescrit, la totalité de la production au Fermier qui prend, à ses risques & fortunes, les hazards, soit en bien, soit en mal. Heureuse & solidement puissante la Nation, où le Fermier aborde poliment le Propriétaire, regle le compte; & la quittance reçue, dit : *Monsieur, maintenant je ne vous dois plus rien, faites apporter à déjeûner pour que nous buvions ensemble.* Quoi qu'il en soit, voilà ce que c'est que les richesses d'exploitation, dont l'importance premiere n'est que trop souvent méconnue.

L'état de Fermier n'est pas mercenaire ou dépendant du commandement & de la rétribution d'autrui, il est copropriétaire de revenu.

En effet, l'enlevement forcé des richesses d'exploitation par les ravages de la guerre, ou du brigandage, peut avoir été regardé comme un fléau & une injustice, que les loix mêmes de la guerre préviennent autant qu'il est possible; mais la spoliation ou la diminution de ces richesses privilégiées, par les voies légales ou habituelles, telles que l'assiette des impôts sur ces objets, ou sur la personne de ceux qui en ont la propriété ou le maniement; les loix qui limitent les termes des conditions, qui statuent la sûreté de

Immunité des rich sses d'exploitation.

leur emploi ; l'avilissement de l'ordre précieux qui s'occupe de cet emploi ; la fausse politique qui détourne les Propriétaires de la résidence avec ces Entrepreneurs respectables, qui éloigne le Citoyen riche de l'état de Laboureur, & qui forçant le versement de leurs dépenses vers des objets stériles, les oblige, pour ainsi dire, à abandonner, faute de riches Fermiers, l'exploitation de leurs terres à de simples Paysans, dénués des facultés nécessaires pour obtenir de riches récoltes & de gros revenus, & à regarder même avec mépris les créateurs des richesses de la Nation, parce qu'on se méprend sur le choix des agents à qui doit être confié un emploi si supérieur & si important : tous ces désordres, dis-je, & tant d'autres qu'il n'est pas temps d'énumérer ici, sont autant d'attentats non-seulement tolérés, mais autorisés, qui mériteroient l'interdiction du feu & de l'eau, si l'on en connoissoit la conséquence.

En effet, que la possession de la terre, isolée des deux autres classes ci-dessus, ne soit rien, c'est chose assez démontrée par l'étendue immense des

erres désertes, & cependant fertiles par nature, où le plus pauvre & le plus dénué des humains seroit Roi, & où il mourroit de frayeur & de misere s'il s'y trouvoit tout à coup transporté : que d'autre part, les hommes sans terre & sans richesses ne soient rien, tant de malheureux dévorés par la famine dans des Villes assiégées, ne l'ont que trop prouvé. Les richesses d'exploitation, au contraire, non-seulement épargnent la terre, en faisant rapporter à un seul arpent plus que ne rapporteroient des milliers de lieues sans elles, & épargnent les hommes aussi, puisque quatre chevaux labourent plus de terrein en une semaine, que quatre hommes n'en laboureroient en un mois avec beaucoup plus de dépenses; mais encore elles peuvent, comme transportables, aller chercher leur véritable emploi, quand on le leur refuse aux lieux de leur destination naturelle.

Les revenus du Souverain doivent être pris sur le

Cette qualité qu'elles ont commune avec les hommes, fait que de ces trois classes d'Habitants, la terre & son Propriétaire, qui paroissent, au premier coup d'œil, les maîtres,

produit net des biens-fonds.

sont vraiment les plus assujettis. Aussi les charges doivent-elles toutes porter sur cette partie-là ; 1° Parce qu'elle ne sauroit s'y soustraire ; 2° Parce que tout ce qui porte sur les autres, prend sur son fonds au lieu de prendre sur ses fruits. Mais cet objet sera considéré ailleurs.

Toute imposition établie sur quelque genre d'exploitation que ce soit, cause un grand dépérissement progressif dans les revenus d'une nation.

Cette liberté de déplacement dans la partie si essentielle des richesses d'exploitation, est précisément ce qui rend son immunité plus indispensable ; car entre la force dominante & la nécessité dominée, il ne sauroit y avoir de truchement. Tant que la force reçoit, & que la nécessité solde, tout paroît en regle. Cependant si ce paiement, au lieu de provenir d'une portion de cette partie disponible des fruits appellés *revenu*, est pris sur une parcelle de richesses foncieres d'exploitation, en vertu de la faculté qu'elles ont d'être séparées & amovibles, c'est une jugulation des hommes, une dévastation du territoire, & une opération tendante à dissoudre la Société & réduire le pays en desert. La propriété du terrein devient nulle pour le Possesseur & pour le Souverain. La propriété productive,

la propriété qui doit être le plus inviolablement assurée par les Loix dans un Royaume agricole, est donc la propriété du fonds de richesses d'exploitation. Car l'extinction de cette propriété mobiliaire active, est l'anéantissement de toute propriété fonciere passive. Ainsi l'assurance de la propriété des biens-fonds, qui a fixé le plus l'attention des Citoyens, deviendra infructueuse à l'Etat & aux Possesseurs, lorsque les Exploitants ne jouiront pas, avec la même sûreté, de la propriété des richesses qui fertilisent les terres. L'état inculte des terres tombées en friche devient même un titre valable pour en déposséder les Propriétaires. Ceux-ci ne doivent donc jamais perdre de vue l'assurance de la propriété des richesses d'exploitation à ceux qui cultivent leurs biens.

L'enlevement de ces richesses est d'autant plus à craindre, qu'il s'opere presque aussi insensiblement d'abord pour celui qui donne, que pour celui qui reçoit. Les bestiaux diminuent en nombre, en croît & en qualité. Toutes les richesses résultantes de leur séjour, de leur travail, &c.

décroissent & disparoissent ; & quand le dommage vient à se faire sentir de maniere à n'en plus douter, on en ignore, on veut s'en déguiser à soi-même la raison. On interpose des êtres fictifs à la place du principe réel, on transporte les effets, & on les présente comme cause. Le célibat, la paresse, l'ignorance de la bonne exécution de l'Agriculture, & autres effets imaginés par spéculations bourgeoises, sont les fantômes auxquels on veut appliquer des remedes aussi fructueux que le fut un emplâtre de poix à un malheureux qui périssoit d'une diarrhée opiniâtre & invétérée.

Les richesses de l'exploitation de tous genres doivent donc être immunes & sacrées ; 1° Parce qu'elles n'ont qu'un seul & unique emploi, hors duquel elles ne sont bonnes à rien : 2° Parce qu'elles font partie du fonds, & nullement du revenu, & que qui vit de son fonds, peut calculer l'instant de sa ruine : 3° Parce qu'en même temps qu'elles sont la partie la plus précieuse du fonds, elles sont aussi celle qu'il est le plus aisé d'altérer par méprise, & sans

qu'on soit averti du tort irréparable qu'on se fait.

Il ne suffit pas d'éviter, comme un crime contre la Société, d'envahir les richesses de l'exploitation, il faut encore avoir une attention toute particuliere à les attirer de toutes parts vers le foyer de la reproduction, & à concourir à l'assurance de la propriété, de l'immunité, & de la perpétuité de ces richesses ; il faut sur-tout assurer la liberté de leur emploi, pour la cultivation la plus profitable, selon l'ordre naturel des choses, au Propriétaire de ces richesses ; procurer aux riches Entrepreneurs d'Agriculture la considération due à l'état de riche Citoyen, & à leur emploi libre & recommandable. Il faut enfin ne jamais perdre de vue que leurs richesses n'ont la qualité de richesses & ne peuvent se la conserver, qu'au moyen du débit, & de la valeur vénale des productions qu'elles font naître, & qui les réparent annuellement. L'air est le premier des biens, cependant il n'est point richesse ; l'eau ne l'est qu'aux lieux où il faut l'acheter.

Il s'ensuit de cette grande & sim-

ple vérité, que le premier attentat contre les richesses d'exploitation, est d'empêcher leur Propriétaire de diriger tout l'usage qu'il en fait vers l'acquisition de l'argent, qui est la mesure & le substitut intermédiaire de ses richesses, qui s'obtient par les ventes des productions, & qui paie les achats du Fermier, les salaires de ses Ouvriers, les revenus des Propriétaires & de l'Etat, & donne ainsi le branle facile, égal & constant à la circulation. C'est-là la source de toute l'opulence, & le soutien de la population d'un Etat, qui consistent à la fois dans l'abondance des productions, & dans le plus haut prix possible de ces productions.

Le peuple manque de pain au milieu de l'abondance du bled, dans les pays où manquent les richesses, & les richesses où les

C'est à ces deux avantages réunis, que doivent tendre toutes les vues d'un sage gouvernement La sûreté du pain qui paroît tant occuper la police vivandiere, que les Anglois appellent Ministre *Juckpuddin* ou *Jean-Farine*, se trouvera comprise dans cet état d'opulence. La terre qui produit toutes les richesses nécessaires pour satisfaire aux besoins des peuples & de l'Etat, ne doit pas être réduite à ne donner que du pain; la

terre, dis-je, doit enfanter des forces militaires de terre & de mer, pourvoir à toutes les dépenses du Gouvernement & de la Nation, & satisfaire à tous les différents besoins des hommes par les richesses qui naissent d'elle. Or ces productions ne peuvent produire leur qualité de richesses en perdant leur valeur vénale. Celui qui a de l'argent s'effraie peu de la cherté du pain; & le misérable manque de pain au milieu de l'abondance dans les pays où les richesses manquent. *L'homme ne vit pas seulement de pain*, dit l'Ecriture, & ce n'est pas ainsi qu'on multipliera les hommes : c'est en leur donnant de l'emploi & bon salaire, qui ne leur peut être donné que par la richesse.

productions du pays sont en non-valeur.

Il est ridicule de n'envisager que le régime du pain dans la constitution des Sociétés ; il est absurde d'attendre l'abondance du pain d'autre part que de l'abondance du travail & de l'emploi des hommes ; le travail, que de la richesse ; & celle-ci, que de la valeur vénale des productions. Il est destructif d'assujettir à des vues dignes des pauvres villageois

La population manque où manquent les richesses.

isolés & abrutis par la misere, la conduite & le commerce de l'agriculture d'un Etat. C'est anéantir les richesses, le travail, l'industrie, le commerce & le revenu de la Nation, & bientôt la Nation elle-même.

L'objet le plus important du gouvernement, est la conservation & l'acroissement des richesses d'exploitation.

Qu'on ne perde donc point de vue que le premier des soins d'un Gouvernement sage & prospere, est d'établir, avant tout & par-dessus tout, l'immunité, l'accroissement & la perpétuité des richesses d'exploitation; & de maintenir avec la plus sévere attention, la liberté pleine & entiere de l'emploi de ces richesses pour la cultivation la plus profitable à leurs Propriétaires.

L'immunité absolue des richesses d'exploitation cohérente à leur nature & à l'objet de leur destination une fois démontrée, celle du travail, c'est-à-dire du Cultivateur, le doit être encore ; & nous trouverons dans ces deux objets le véritable moyen d'empêcher la source des dépenses de tarir : ce qui remplit notre tâche actuelle.

L'exploitant ne doit à

La terre est d'elle-même immobile & inactive, du moins quant à nos

besoins. Sa fertilité volontaire est relative à un ordre des choses auxquelles il ne nous est permis de prendre part qu'au moyen de notre travail, & d'un travail plein & assidu. Il en est de même de ce que nous appellons richesses d'exploitation. Leur dénomination dérivée démontre que pour être richesses, elles attendent l'intervention de l'exploitant. Elles sont par elles-mêmes productions éparses de la Nature ; & ne deviennent richesses qu'autant qu'elles sont sous la main qui va leur offrir leur emploi. La viande & le couteau seroient toujours vainement en présence, sans l'intervention de la main qui fait usage de l'un & de l'autre.

l'Etat, que le bon emploi du travail & de ses richesses.

Le Cultivateur est donc indispensablement nécessaire à la production ; on sait cela. Mais ce qu'on semble ignorer, c'est qu'on ne peut lui demander d'autre tribut, d'autre service, que l'emploi auquel il est lié, sans attaquer la production dans sa racine. En effet, il ne produit rien par lui-même, & tout ce que, par son travail, il ajoute à la production d'excédent au-delà de ce qui est nécessaire à sa propre consommation, il le rend au

Propriétaire. Il eſt donc non-ſeulement injuſte de lui demander, mais encore impoſſible à lui d'accorder, & ruineux pour vous d'obtenir.

Ce dernier point paroît contradictoire au précédent. Car s'il lui eſt impoſſible d'accorder, ſûrement vous n'obtiendrez pas. Mais en tout, au moral & au phyſique, c'eſt la réunion des contradictoires qui détruit tout. En effet, il lui eſt ſans contredit impoſſible d'accorder ſelon les regles d'une balance juſte & profitable. Il n'eſt pas impoſſible au pouvoir d'intervertir & d'arrêter la ſource des dépenſes, en enlevant à ſon attelier celui qui doit y fournir. Il n'eſt pas impoſſible au Propriétaire de forcer la main au Cultivateur, tant que la crainte naturelle de l'expatriation aura quelque pouvoir ſur lui; de le remplacer enſuite par un autre ordre d'exploitation, qui ſe propoſe d'épuiſer & d'effruiter la terre dans ſix ans: on ne le voit que trop, & on en connoît trop peu la cauſe. On arrive enfin à la ruine totale, & à l'impoſſibilité du rétabliſſement. Il faut périr ou revenir aux mêmes travaux, aux mêmes ſouffrances, avec la même

lisette qu'éprouverent les premiers ondateurs de la cultivation, avant l'avoir amassé ce fonds indispensable & pesant d'avances dont nous parerons tout-à-l'heure, & dont résulte a ramification immense de biens qui ournit à toutes les branches de l'inlustrie, par elle à la multitude de nos besoins réels & factices, & à tout et assemblage merveilleux qui dote aujourd'hui la Société, dont nous ouissons sans en connoître le prix ni a source, & que nous croyons sans loute s'être fait tout seul.

Ce que je viens de dire suffit pour prouver qu'il est ruineux pour vous l'obtenir du Cultivateur ce qu'il ne peut donner; mais je veux un monent qu'il le puisse. Je suppose qu'il etienne une part considérable de ses profits, qu'il cache au Propriétaire, & que vous ne pouvez par conséquent aller chercher qu'où ils sont. Hélas! ce tissu d'opinions fondées sur l'erreur & la défiance, véritable fléau lérivé de celui de la dispersion des angues, ne provient que de l'ignorance & du mur de séparation que a corruption de la Société & l'oiiveté superbe ont élevé entre les

nourriciers & leurs éleves. Mais en ſuppoſant la choſe vraie, que font-ils de leurs profits ? Quel eſt l'emploi qui ſe préſente à leurs déſirs & à leur portée ? Que peuvent-ils amaſſer enfin ? Rien autre choſe que ces mêmes richeſſes d'exploitation, que nous venons de démontrer ſi néceſſaires, ſi fructueuſes & immenſes. Qui de nous peut leur preſcrire le point par-delà lequel cet amas deviendroit ſuperflu, & ſeulement embarraſſant ? Ils n'ont en ce genre, de maîtres, que la terre & leur propre expérience : la terre eſt bien loin d'avoir déployé tous les tréſors qu'elle réſerve au travail, & au plus grand travail. L'expérience n'a jamais eu encore toute l'étendue du pouvoir des facultés & de la liberté expéditive, qui peuvent l'inſtruire & la guider vraiment dans ſes tentatives.

En un mot, le Fermier qui s'enrichit, améliore la terre par les dépenſes qu'il peut faire, pour en tirer un plus grand produit, & paſſe d'une moindre entrepriſe à une plus grande. D'ailleurs un riche Fermier peut tirer de ſon entrepriſe plus de profit que ne feroit un Fermier moins aiſé,

& cela sans augmenter ses richesses aux dépens du revenu des Propriétaires. Tout est en gain au contraire pour celui-ci ; puisque l'amélioration de la terre en est une suite, & attire pour lui bientôt un plus grand revenu. L'intérêt du Propriétaire englobe celui de l'Etat, & l'un & l'autre vont contre leurs plus chers intérêts, en enviant ou détournant les profits du Fermier. Cette raison embrasse tout Cultivateur quelconque, soit entrepreneur, soit manœuvre de la cultivation.

Il est donc ruineux d'envier au Cultivateur son superflu, & de lui rien demander autrement que par le truchement des Propriétaires. Mais il est plus désastreux encore, en vertu de son amovibilité, si les richesses de l'exploitation ont pu se dépayser, se dérober à la culture, fuir du territoire & échapper même à la Nation. L'homme ingénieux & mécontent a plus encore cette facilité.

La Providence a rendu l'homme vagabond par penchant, & stable par nécessité. Mais cette mere bienfaisante ne nous imposa aucune nécessité qui n'ait son attrait à côté.

L'homme s'attache à la terre qu'il a cultivée, & semblable au cerf, il revient toujours à son fort, s'il n'est poussé avec trop de vivacité. C'est-là le principe du *dulcis amor patriæ* pour l'homme éclairé, qui aime à raisonner son propre sentiment, & *de la maladie du pays* pour le vulgaire. Mais si-tôt qu'on a rompu ce lien naturel qui, semblable au nerf, est d'autant plus impossible à renouer qu'il est difficile à rompre ; l'homme a mille moyens de subsistance, mille ressources d'emploi, qui l'attachent aux lieux de son refuge, & le font renoncer à sa patrie, qui ne lui présente que l'image des malheurs qui l'ont forcé à l'abandonner. Il a encore l'appas de l'espérance, l'horreur du désespoir ; l'un repousse, l'autre l'attire : il court & périt en chemin. Il périt hélas ! & ce n'est qu'à cette perte que nous devons être vraiment sensibles, non-seulement comme freres, comme humains, mais comme êtres qui ne peuvent se passer du secours de leurs semblables. Et qui peut ignorer d'ailleurs que le concours des hommes est essentiel à la prospérité générale : car tant qu'un

Etat peut, par ſon territoire, accroître en richeſſes, il a beſoin que la population ſe multiplie pour la production & la conſommation, qui forment enſemble le cercle concentrique de l'opulence & de la puiſſance. Ainſi la dépopulation eſt le ſymptôme le plus déciſif de la décadence d'une nation ; & en comparant l'état de la population d'un Royaume en différents ſiecles, on peut juger de ſon état relatif de dégradation ou de proſpérité dans les différents temps, & des lumieres ou de l'impéritie de ſon Gouvernement.

Ce n'eſt pas ſeulement dans l'expatriation abſolue, dans l'apoſtaſie forcée de tous liens nationaux, qu'il faut conſidérer l'émigration des Cultivateurs. Si-tôt que dans un Etat on offre un emploi moins pénible, & en apparence auſſi rapportant aux richeſſes d'un Etat particulier, l'homme abandonne la cultivation, court à cet emploi, & y tranſporte ſon petit avoir. Mais ces objets qui préſentent tant de branches ruineuſes, établies & protégées même dans les Sociétés caduques, nous meneroient trop loin.

Il ſuffit d'avoir démontré ici, en eſquiſſe, que pour maintenir la ſource des dépenſes, il faut ſur-tout établir ſolidement & inviolablement la ſûreté & l'immunité des richeſſes d'exploitation. Ce ſont ici les préliminaires indiſpenſables : mais il eſt un autre article auſſi eſſentiel à l'entretien de la ſource des dépenſes. Cet article eſt d'en empêcher l'engorgement.

La vente du ſuperflu fournit le néceſſaire, accroît la richeſſe, excite la production & la dépenſe, & augmente la population

C'eſt ici ce qui va démontrer que la ſource des dépenſes eſt la dépenſe elle-même. Il faut pour cela reprendre l'hypotheſe des familles iſolées, qui m'ont ſervi de programme dans la précédente ſection. Voilà trois familles dont l'une poſſede les champs, l'autre les paturages, la troiſieme les vergers. Si chacune d'elles s'en tient à ſes propres productions, l'une ne conſomme que des grains, la ſeconde des laitages, la troiſieme des fruits ; & toutes les trois manquent de preſque toutes les néceſſités de la vie. Je dis plus, leur travail ne ſauroit être fructueux que par un concours mutuel. Les champs ont beſoin de l'engrais des beſtiaux, & de leur ſecours pour la culture. Les beſtiaux ont be-

ſoin pendant l'hiver de fourages ſecs que la culture peut ſeule leur offrir. Le Vigneron, ſes ouvrages faits, doit trouver ſa ſubſiſtance dans la portion des récoltes qui lui ſert de rétribution pour l'aide qu'il donne à la moiſſon, ſans quoi il manqueroit de reſſource dans le temps des dépenſes de la vendange de ſa vigne; & bornant la conſommation de ſon vin à lui-même, il manqueroit de pain, de viande, de laitage, de vêtements, &c. voilà néceſſité de ſecours, néceſſité de communauté de biens.

Arrêtons-nous un inſtant, voyons ſi ce n'eſt pas la dépenſe qui devient ici la ſource de la dépenſe. Si le Laboureur ne conſomme des laitages, des vins & des fruits; ſi le pâtre ne conſomme du bled & des boiſſons; ſi le Vigneron ne mange du pain, de la viande & des fromages, il eſt inutile que chacun de ces trois Propriétaires excite la production de ſa denrée au-delà de ce qu'il lui en faut pour ſa propre conſommation. Qu'en feroit-il? il auroit perdu ſes frais & ſa peine. Comme néanmoins c'eſt ſon ſuperflu qui doit fournir à

son nécessaire & étendre sa jouissance, il faut que ce soit la dépense, c'est-à-dire, la jouissance même qui sollicite la production de ce superflu, qui presque toujours est le vrai nécessaire; celui qui engraisse des poulets est ordinairement celui qui en mange le moins. Il importe donc de vendre à son voisin, on sait cela : mais pourquoi importe-t-il de lui vendre ? C'est pour pouvoir acheter; si vous ne vouliez que vendre & ne pas acheter, vous arrêteriez chez vous & chez lui la source des dépenses; car si-tôt qu'il ne dépensera plus, il ne vous achetera plus; & dès que vous ne lui vendrez plus, vous n'aurez plus d'emploi de votre superflu : voilà la source des dépenses tarie par-tout, & voilà l'indigence. Tout dans la nature économique nous ramene forcément à la communauté absolue de biens avec ceux qui nous sont les plus étrangers de climat, d'opinions, de goûts, de systêmes, de préjugés, & même de sympathie.

Toute l'action économique & vivifiante, tout le nœud physique de la Société consiste en un seul point : *la transmutation du superflu en néces-*

faire. C'eſt-là le grand nœud de la Société, c'eſt la définition de ce mot tant uſité & ſi peu défini, le *commerce*; c'eſt non-ſeulement l'effet, mais le principe de toute action humaine.

Le ſuperflu de Pierre en vin devient par le moyen de l'échange ſon néceſſaire en bled, &c. Cet échange eſt proprement le commerce dont nous analyſerons ailleurs la nature & les propriétés. Mais comme nous traitons ici de la ſource des dépenſes, & que nous avons prouvé que cette ſource étoit la dépenſe elle-même qui excite la production deſtinée à fournir à de nouvelles dépenſes, il eſt indiſpenſable, en traitant des moyens d'éviter l'engorgement de cette ſource, de dire un mot de ce qui facilite ſon écoulement.

La ſource des dépenſes ſont les dépenſes, & ce ſont les dépenſes qui conſtituent & perpétuent les richeſſes.

L'échange, autrement dit le commerce, eſt ce qui fournit aux beſoins mutuels, les dépenſes & la production. Les agents du commerce ſont les ouvriers pénibles qui ſe ſont chargés de ce rapprochement continuel, au moyen d'une rétribution qui les fait ſubſiſter, & qui épargne aux vendeurs & aux acheteurs le déplacement & la

perte de temps. L'intérêt de ces agens, & celui par contre-coup de toute la Société, est de faciliter & d'accélérer par tous moyens leur opération. Le plus fructueux de ces moyens, & qui pour cela même a été appuyé de la convention la plus générale, c'est le choix d'une matiere commune, qu'une rareté mesurée & d'autres qualités propres à faciliter l'échange, ont revêtu du consentement universel, & d'un prix à peu près convenu. Cette matiere divisible, & qui comprend plusieurs métaux, est ce que nous entendons par ce nom générique l'*argent.*

L'argent donc est devenu, par le consentement universel & par la facilité de le transporter & de le faire circuler, & par sa valeur requise, le représentatif de tous les besoins de la Société, & le Courtier de toutes les demandes; il a la propriété de multiplier les besoins, par conséquent d'accroître les dépenses, ce qui est dire, de grossir la source & de la diriger. Voici comment.

Je n'ai que du bled, mes voisins n'ont que du lait, des boissons & des fruits. Je ne saurois échanger des matieres

matieres périssables que dans mon voisinage, les autres se gâteroient en chemin. Voilà donc ma dépense bornée aux matieres de premier besoin, de besoin absolu ; & ma propre production bornée, quant au superflu, à ce qu'il m'en faut pour fournir au nécessaire de mes voisins. Les Nations plus éloignées, les contrées fertiles en productions qui ajouteroient à ma consommation la commodité, la superfluité, mille aisances qui complettent la vie & ornent la Société, peuvent, il est vrai, préparer leurs denrées de maniere qu'elles arrivent jusqu'à moi ; elles peuvent m'apporter de l'indigo, du sucre, du cacao, des parfums, du café, &c. Mais de quoi paierai-je leurs denrées? Je n'ai que du bled, tandis qu'il leur faut de mille autres choses ; & mon bled leur dût-il suffire, les Colporteurs de cette sorte de bien, plus nécessaires dans les échanges lointains qu'entre voisins, où il n'est pas besoin d'un grand déplacement, consentiront-ils à ne tirer leur rétribution que sur la denrée, à vivre comme les Rouliers d'Orléans, qui boivent à même le tonneau qu'ils sont chargés de voiturer ? Cela

ne se peut. Ce seroit bien pis si ces échanges se soldoient en matieres ouvrées, puisqu'ils seroient obligés de donner de leur pacotille pour payer leur écot en chemin. En un mot, sans argent plus d'échange en tout genre, plus de communication entre les Nations séparées ; dès-là, refus absolu aux besoins, suppression de consommation, & par conséquent de productions & de travaux ; l'homme se fixeroit au nécessaire rigoureux & uniquement pour lui-même ; dès-lors tous les travaux qui étendent la population par la communication & l'échange réciproques des productions, d'ouvrages & de services, seroient anéantis ; les hommes seroient réduits à un si petit nombre & à un état si isolé & si brute, qu'il ne resteroit plus sur la terre que quelques débris informes de l'espece humaine. La dépopulation est donc dans les Etats une suite nécessaire de l'interception du Commerce : donc toute prohibition de commerce intérieur & extérieur des productions d'un Pays, toute imposition grave sur les denrées ou marchandises, attaquent mortellement la Population.

L'argent qui n'eſt rien ou preſque rien, quant au beſoin, par ſa nature, eſt tout, quant à l'uſage. Par convention il ſolde toutes les ventes, & rentre continuellement dans la circulation par les achats. Les denrées & les ouvrages des Indes Orientales & Occidentales, toutes les productions utiles ou agréables de l'un & l'autre hémiſphere, ſe préſentent à ma portée, pourvu que j'aie de l'argent. J'en aurai, ſi j'ai du ſuperflu de productions à vendre; & plus j'aurai de ce ſuperflu, plus j'aurai d'argent. Me voilà donc initié à la jouiſſance de toutes ſortes de biens. Voilà ma dépenſe groſſie, voilà mes beſoins multipliés; premier aiguillon que l'argent a donné à mon travail. Voyons comment il en facilite l'exploitation.

J'ai beſoin d'hommes pour m'aider à la cultivation, & ces hommes n'avoient pas beſoin de mon bled, qui étoit la ſeule choſe que je leur puſſe offrir. L'argent dénoue notre embarras mutuel, devient dans les mains de mes coopérateurs la caution de ce qu'ils ont beſoin & qu'ils ne trouvent pas chez moi, & me procure auſſi en petit volume mes beſoins,

en m'en évitant le fardeau & le transport. L'argent, ou tout autre signe transportable & convenu, est donc le nécessaire lien de la Société, en ce qu'il représente, facilite & accélere l'échange, qui en est le véritable lien. Il grossit la source des dépenses, il la fait couler rapidement vers sa direction nécessaire, à savoir, la production dont les fruits fournissent aux nouvelles dépenses.

Principaux expédiens qui facilitent & reglent les actes de communication de la Société.

C'est donc à bon droit que le Tableau économique ne considere & ne représente la circulation que par l'argent. Trois grandes inventions principales ont fondé stablement les Sociétés, indépendamment de tant d'autres qui les ont ensuite dotées & décorées. Ces trois sont, 1° L'invention de l'Ecriture, qui seule donne à l'humanité le pouvoir de transmettre, sans altération, ses loix, ses pactes, ses annales & ses découvertes. 2° Celle de la Monnoie, qui lie tous les rapports entre les Sociétés policées. La troisieme enfin, qui est due à notre âge, & dont nos neveux profiteront, est un dérivé des deux autres, & les complette également en perfectionnant leur objet : C'est la dé-

couverte du Tableau économique, qui devenant désormais le truchement universel, embrasse & accorde toutes les portions ou quotités correlatives, qui doivent entrer dans tous les calculs généraux de l'ordre économique. Que n'ai-je assez de génie pour déduire, que dis-je! pour désigner seulement & mettre en ordre toutes les vérités politiques, dérivées de cette étude, qui s'offrent à moi! La suite de ceci en présentera quelques-unes; mais plus on l'approfondira, plus l'on sera surpris de trouver des certitudes où l'on a craint des paradoxes, & de voir la plus haute politique devenir simple, infaillible, conforme aux regles de l'Evangile, de la Morale, & toucher sans effort à son véritable but, qui est le bonheur de l'humanité.

Un des plus utiles effets de cette admirable invention, est de fixer l'argent à ses véritables propriétés. Comme Idole des Nations, il est devenu le principe de tous les crimes & de tous les maux: comme agent, le mobile de la circulation; il est l'ame de la Société & l'auteur de tous les biens. Il est donc de la plus grande

importance de le fixer à ce dernier emploi, qui est le seul qui lui convienne; & l'on peut dire que c'est-là l'objet capital du Tableau économique. Il s'en empare, l'éclaire, & le suit; il éclaircit toutes ses routes; il frappe du grand jour de la vérité tous ceux qui veulent l'intercepter dans sa course, & le ravir à la circulation, c'est-à-dire à la Société; il évalue tous les objets de dépenses, les dépenses mêmes & l'emploi des dépenses: il met, en un mot, les enfants en état de crier *haro* sur le voleur, le cupide, l'avare, le sycophante, l'aveugle, qui croient profiter en le détournant. Voilà son objet, voilà sa tâche dignement remplie. Le suivre, l'aider dans ses vues, développer leur importance, rapprocher leur étendue, voilà notre devoir, continuons.

L'argent monnoyé n'est qu'une richesse permutable, équivalente à tout dans la communication réciproque des biens usuels.

L'argent donc ne doit jamais être dépouillé des propriétés de ce qu'il représente. D'après cette vérité, il est certain qu'il est superflu dans la main qui le donne, nécessaire dans celle qui le reçoit. Je m'explique. Pierre a besoin du travail de Paul; Pierre a du bled à vendre, Paul n'en a pas besoin; n'importe, un autre en

voudra & le paiera ; & l'argent que Pierre donnera à Paul à la place, ne représente pas moins une portion du bled qui est superflue à sa consommation, & qui est la seule chose dont il puisse se défaire. De son côté, Paul reçoit comme nécessaire cet argent, qui représente le vin dont il a besoin, & qui le lui procurera en échange. Mais quand Paul le donnera, cet argent, il le donnera comme superflu ; car s'il avoit un besoin plus pressant que celui auquel il le consacre, il le garderoit pour ce besoin. L'argent suit donc la même marche que les choses qu'il représente. Nous avons prouvé que la dépense étoit la source de la production, & par-là même, du renouvellement des dépenses. L'argent de même commence par être superflu, tend à devenir nécessaire, pour redevenir promptement superflu ; car il ne vaut qu'autant qu'il rend richesse pour richesse.

Il s'ensuit de ceci que tout l'art & le grand œuvre de la Société, est la transmutation du superflu en nécessaire ; nous l'avons dit. L'échange est le foyer, & l'argent est l'amalgame qui lie les matieres premieres ;

mises en fusion dans le creuset de la Société. Plus le foyer a d'activité, plus le grand-œuvre s'accélere. Il ne sauroit être attisé que par la demande qui doit pourvoir à la dépense. Tel est le rouage qui fait de notre source un méandre, se repliant sans cesse sur lui-même. Tout, soit au moral, soit au physique, ne marche que par la communauté de biens.

Nécessité de la permutation des biens usuels entre les différentes Nations, pour étendre les dépenses, les richesses & la population.

Je suppose maintenant que des cinq premieres familles qui s'établissent auprès l'une de l'autre, dans l'exemple donné, l'une se fût appellée France, la seconde Allemagne, la troisieme Angleterre, la quatrieme Espagne, la cinquieme Italie; que la premiere eût eu des grains, des vins, des lins & des fils; la seconde des bois & des minéraux; la troisieme des bestiaux & des laines; la quatrieme des vignes & de la soie; la cinquieme des fruits, des huiles, des vergers, des poissons, des épices, des métaux; si chacune d'elles possédée tout-à-coup d'un démon exclusif, eût dit à part soi: ceux-là sont étrangers, notre unique objet doit être de nous passer d'eux, & de leur être nécessaire. Cet objet absurde &

impossible en soi, impie même, puisqu'il n'y a que Dieu seul dans la nature qui donne gratuitement, auroit tout-à-coup intercepté la Société entre ces différentes familles, & dévoré quatre cinquiemes du superflu de chacune d'elles. J'appelle dévorer le superflu, empêcher de naître; car si je me passe de mes voisins, ils se passeront de moi, & tout l'excédent de mes provisions, auquel leur demande eût donné un prix, doit être supprimé.

Il est une nation marchande, qui, attentive par tous moyens à se conserver, autant qu'elle peut, le privilege exclusif de la navigation mercantille, est parvenue, par des travaux dispendieux, à faire seule la traite en Europe d'une sorte d'épicerie, dont la consommation est beaucoup au-dessous de ce que le Pays où elle croît en produiroit naturellement. Il a fallu, pour arrêter cette fertilité, que la Compagnie qui fait ce commerce, fît arracher cette plante dans toutes les contrées voisines d'une seule, qui est plus particuliérement à sa disposition. Malgré cette précaution cruelle & dénaturée, comme elle est obligée de faire l'enlevement

de toute la production qu'elle permet en ce genre, de crainte que le restant ne pénétrât par ailleurs, elle brûle elle-même en Europe le reste de ses magasins, quand la consommation y devient moindre qu'elle n'avoit prévu. Telle, ou l'équivalent, est la conduite d'un gouvernement qui veut vendre à ses voisins, & qui ne leur veut rien acheter; il faut qu'il arrache les productions chez les voisins, sans quoi ils se passeront d'elle; & si l'on y prend garde, non-seulement nos précautions pour cacher le secret de nos Manufactures, mais encore tous nos Tarifs, nos Traités & nos Guerres ne sont autre chose que des démarches vers ce monopole ruineux. Mais je veux qu'on y parvienne, alors nos voisins acheteront peu; car ils seront pauvres. Nous ne saurions produire beaucoup dès-lors, ou comme il faut nécessairement une valeur vénale à nos produits, nous serions nous-mêmes obligés de brûler nos moissons, de peur qu'elles ne vinssent à trop bas prix; cela se fait de soi-même. Moins de productions, moins de dépenses; ainsi le cercle de misere prend la place du cercle de prospérité.

Au milieu de ce cercle de misere, la provision alimentaire de l'intérieur de la famille, devient chaque jour moins assurée. Car, comme on a diminué des quatre cinquiemes le nombre des acquéreurs, les Laboureurs non-avertis des précautions de la politique enchevêtrée, qui leur coupe les vivres, n'ayant point diminué leurs dépenses d'exploitation au *pro-rata*, ont vu tout à coup tomber la valeur vénale de leurs productions, n'ont pu recouvrer leurs frais, rétablir leurs avances, payer les revenus, & ont reçu un échec ruineux, qui leur fait une leçon d'autant plus aisée à suivre, qu'ils n'ont pas la force de tenter de nouveau la même infortune. La Cultivation & la Population déchoient ainsi d'année en année, & enfin la disette vient. Alors, sous prétexte de pourvoir à la subsistance, une police, de l'ordre de celle sur laquelle furent prononcés ces mots divins, *pardonnez-leur, Seigneur, ils ne savent ce qu'ils font*, arrête le débit, c'est-à-dire, borne les échanges: on s'appauvrit, on éteint la Population pour éviter, dit-on, la disette & la famine.

Les dépenses d'exploitation ne peuvent subsister qu'à raison de la liberté du Commerce & du débit.

Ce désastre, principe & fin de tous les autres, que nous désignerons en leur lieu, porte sur tout à la fois. Dès-lors les barrieres sont posées, comme en temps de peste ; chaque Province se cantonne ; chaque Canton se révolte contre les acheteurs ; chaque Ville s'approvisionne de force & d'autorité, & la cultivation recevant la loi & l'anathême de ceux qui lui devoient déférence & support, languit, desseche, périt, & entraîne avec elle le dépérissement progressif & proportionnel de toutes les classes, & la ruine de la Nation.

Tous ces maux sont une suite inévitable de l'erreur de chercher à prévaloir par un avantage des ventes sur les voisins : nous développerons mieux encore cette vérité en son temps. C'en est assez maintenant pour inférer de ceci, 1° Que les Nations, étrangeres entr'elles par les Loix & les Gouvernements, ne le sauroient être par les consommations ; parce que la nature assujettit tous les hommes aux mêmes besoins. 2° Que plus les hommes entrent en communauté de besoins, plus les besoins s'étendent. 3° Que plus les besoins se multi-

plient, plus les dépenſes, les richeſſes & la population s'accroiſſent. 4° Qu'extenſion de dépenſes eſt multiplication d'achats. 5° Que plus il y a d'acheteurs, plus on fait renaître de productions. 6° Que plus il y a de productions, plus celles-ci fourniſſent aux dépenſes. Il réſulte delà que gêner, en quelque ſorte que ce puiſſe être, les conſommations étrangeres & nos propres conſommations de denrée ou de matieres étrangeres, c'eſt ſe couper la gorge à ſoi-même, attendu que qui attaque les ventes attaque les achats ; qui charge les conſommations étrangeres, ſe coupe les quatre veines ; qui charge les ſiennes propres, ſe perce le cœur.

Telles ſont à peu près les principales voies par leſquelles l'engorgement peut tarir la ſource des dépenſes : Immunité des dépenſes, d'où ſuit celle des achats & des ventes ; immunité des richeſſes d'exploitation ; immunité enfin de la perſonne & de l'état des Cultivateurs, ſont trois conditions indiſpenſables, non-ſeulement de la proſpérité, mais de la conſervation de la Société, & des revenus du Souverain.

Le tableau ne nous présente d'autre désignation marquée des sources, que l'ordre même des dépenses entre les classes. On voit que le revenu y est mis à la tête de tout le branle de la circulation ; ce qui peint à l'œil cette vérité, que tout commence par la dépense ; & on retrouve au bas la même quotité de revenu reproduite par la dépense, sans laquelle il n'y auroit ni reproduction de revenu pour les Propriétaires, ni reproduction de subsistance pour les hommes. Mais avant que d'en donner la démonstration par le Tableau même, il faut en développer entiérement la marche. Le revenu qu'on y expose est de deux mille livres, représentant deux milliards, pour éviter la multiplication de chiffres & trop d'étendue de subdivisions.

Nous n'avons fait jusqu'ici qu'ouvrir la voie à l'intelligence de ce Tableau. Nous allons commencer à entrer dans les détails de sa composition, en traitant des avances des dépenses ; & nous tâcherons de percer la totalité dans la suite de cette Explication.

CHAPITRE III.

Des Avances des Dépenses.

QUOIQU'IL ne soit pas encore ici question de la véritable explication du Tableau, qui ne sera pleinement développée que dans la totalité des douze Chapitres indiqués, j'ai cru devoir le représenter ici à l'œil, pour épargner le soin de l'aller chercher, ce qui détourne l'attention. Il présente ici trois colonnes. 1° Celle du revenu provenant de la production, qui par son reversement donne la vie à la main d'œuvre, ou classe stérile, & le branle à la reproduction, ou classe productive : ce qui fait en soi toute l'opération économique de la Société. 2° Celle de la classe productive, qui représente les sommes des quotités de toutes les pulsations du balancier économique contre les parois de la reproduction, & cela jusques dans les dernieres subdivisions qui paroissent ici graduelles & successives, mais qui ne forment ensemble

Aspect du Tableau économique.

que la distribution d'une année. Cette distribution s'y fait d'abord en masse, & se continue par subdivisions particulieres jusqu'au dernier denier, quoique dans la réalité elle soit beaucoup plus détaillée & diversifiée ; mais il est impossible & inutile de suivre & de représenter cette diversité innombrable de détails. Il a fallu se fixer à un ordre fictif qui réduise cette distribution à une marche plus simple, plus courte & plus facile à représenter. 3° Celle de la classe stérile qui consomme une partie & repousse l'autre partie, ainsi que la classe précédente, & qui par-là paroît faire un effet pareil dans la Société à celui de la classe productive. Mais la différence est grande, & se voit à l'œil, en ce que cette derniere reproduit tout, & que l'autre ne sert à la reproduction que par reflet & de la seconde main, & seulement par le reflux mutuel, & par l'accélération qu'elle donne à la circulation. Elle est aussi représentée & suivie jusques dans ses moindres subdivisions & dans ses moindres vaisseaux capillaires. C'est ainsi qu'on représente l'anatomie entiere de la Société, & qu'on

ſuit idéalement toute la marche effective de la circulation. Mais nous ne commencerons à entrer dans le détail de cette marche que dans le Chapitre ſuivant. Il ſuffit ſeulement ici d'appercevoir le fil de la premiere diſtribution de la dépenſe de l'argent du revenu, qui ſe porte en parties égales à la claſſe productive & à la claſſe ſtérile; & qui paſſe par reverſements d'une claſſe à l'autre; par le commerce réciproque des achats & des ventes entre ces deux claſſes.

Ainſi outre l'argent du revenu qui a été payé aux Propriétaires par la claſſe productive, & qui eſt remis ici dans la circulation par les Propriétaires, il faut de plus ſuppoſer les richeſſes uſuelles qui s'achetent dans les deux claſſes avec l'argent qui va y circuler. Car ſi on ne penſoit qu'à l'argent & à ſa marche, on n'auroit pas d'idée de la maſſe totale des richeſſes compriſes dans le jeu du tableau, où chaque revirement de l'argent vers l'une ou l'autre claſſe, y ſuppoſe un achat de denrées ou de marchandiſes égal à la ſomme d'argent qui y eſt apportée. Ainſi la totalité des achats eſt égale à la totalité

des sommes que la circulation fait passer & repasser par les deux classes actives ; & on voit que, par cette circulation, la totalité de ces sommes est double de la totalité de l'argent qui circule ; que par conséquent la totalité des achats est double aussi de la totalité de cet argent, lequel par tous les revirements, est enfin recueilli en entier par la classe productive qui le rapporte de nouveau aux Propriétaires, pour le paiement de leur revenu, & pour recommencer de nouveau par la circulation les achats des nouvelles productions que la classe productive a fait renaître.

Il faut bien observer ici qu'il en est de cette circulation de l'argent du revenu, comme de celle du sang. Il faut que tout circule sans relâche : le moindre arrêt feroit dépôt. Il ne faut donc point calculer les sommes ici présentées, comme étant en station dans les différents points qui nous les représentent, ce sont de simples *pulsations* d'où le frappement doit être également rapide & réglé, sans quoi la machine se démonteroit, & elle est ici représentée dans l'état d'activité & de pleine prospérité, &

du jeu libre & constant de toute la machine.

Des sommes qui frappent à chaque station des deux classes actives, celles-ci paroissent en repousser la moitié seulement & réserver l'autre ; mais cette portion de réserve apparente ne doit pas séjourner davantage que l'autre, elle s'écoule dans l'exploitation de la culture même, & pour le paiement successif du revenu, par des canaux qu'on n'auroit pu représenter sans compliquer à l'œil le tableau de maniere à embrouiller le Lecteur. Il faut donc ici que l'entendement supplée à l'organe, & suppose le retour de cette portion qui semble absorbée. Sur cette partie, la moitié passe, quant à la classe productive, en consommation sur soi-même, ou renouvellement des avances annuelles & des autres reprises du Cultivateur. De même, quant à la classe stérile, la moitié qui paroît y rester pour sa dépense de consommation sur soi-même, & pour y renouveller continuellement les achats des matieres premieres des ouvrages qui s'y fabriquent ; cette moitié, dis-je, y entretient le fond des avances annuelles

toujours employées à cet amas de matieres premieres prises dans la masse des productions de la nation ou de celles de l'Etranger ; & par les achats continuels de ces matieres, cette même moitié qui paroît retenue, ne cesse point non-plus de circuler & de repasser à la classe productive, qui est la source de toutes les richesses.

Tel est le premier coup d'œil qu'il faut jetter sur le tableau pour s'en faire une idée sommaire, & désigner ainsi la place des matériaux sans nombre, qui se présentent à mesure qu'on avance dans l'explication. La vérité, compagne si rare des sciences humaines, porte avec elle par cette exposition artificielle, un caractere si lumineux & si abondant, que tout se change en principes pour qui se trouve une fois sur sa route. Là les figures sont des tableaux animés ; là les causes & les effets alternent entr'eux, & se présentent tour à tour les mêmes attributs ; là les résultats & les conséquences deviennent des décisions & des principes. Tout est simple, tout est frappant, tout a une liaison évidente, tout marche de front, tout fait corps, & corps lumineux. Tout

le travail consiste donc, non à chercher, mais à choisir, à ranger les matériaux. Tel est l'objet de mon travail actuel. Nous en sommes au développement des *avances* des dépenses, objet si essentiel, si préalable, & jusqu'à présent si méconnu. Nous avons dit un mot de leur importance, il faut analyser leur nature.

Les premieres portions de richesses que nous avons remarquées à la tête du tableau, indiquent les avances annuelles d'exploitations de tous genres, & le revenu de l'année précédente dépensé dans l'année courante. L'exploitation précede les ventes des produits : ainsi il faut que les exploitants fournissent eux-mêmes les avances annuelles, qui leur sont restituées par la vente de leurs produits: c'est par ces ventes que nous avons commencé à envisager le jeu du tableau ; cela étoit nécessaire pour montrer que les dépenses procurent les ventes, & celles-ci la reproduction ; il s'agit à présent de considérer les premiers ressorts de la machine, les avances annuelles : leur quotité est marquée dans le tableau à la tête de chacune des classes actives, dans la

proportion qu'elles devoient avoir avec les produits. Mais il y a encore un autre genre d'avances dont nous parlerons, qui n'est pas indiqué dans le tableau, parce qu'il est hors de l'ordre de la circulation qui est tracée, & qu'il suffit de le faire connoître pour en voir l'usage & la nécessité.

Ce que c'est que les avances des dépenses d'exploitation.

Le travail est inséparable des dépenses ; pour dépenser il faut avoir des richesses à dépenser ; & pour perpétuer ces dépenses, il faut que les richesses renaissent perpétuellement. Elles renaissent ou spontanément, ou à l'aide du travail des hommes. La reproduction spontanée des richesses ne suffit pas au besoin des hommes dans les pays où les hommes se multiplient ; mais ils peuvent par leurs travaux multiplier aussi les richesses, pourvu qu'ils aient d'avance des richesses pour subsister ; en attendant celles qu'ils font renaître par leurs travaux. Les richesses sont donc elles-mêmes la source des richesses qui renaissent par le travail des hommes.

Trois sortes de propriétés.

Lorsque quelques hommes, dépourvus de richesses, arrivent dans des terres désertes & qu'ils s'y fixent, ils vivent d'abord, comme on le sait,

des productions qui y naissent naturellement, & qui leur sont nécessaires pour subsister ; mais à mesure qu'ils se multiplient, & que ces productions ne peuvent plus suffire à leurs besoins, ils les multiplient eux-mêmes par la culture de la terre, & ils parviennent aussi à s'instruire des différentes manieres de les préparer pour en jouir plus utilement, plus commodément & plus agréablement ; alors une partie de ces hommes se livrent à l'industrie, tandis que les autres se fixent à l'agriculture. Ceux-ci sont, de droit naturel & de convention nécessaire, les possesseurs & les maîtres des terres qu'ils ont défrichées, & qu'ils ont continué de cultiver. Delà s'établissent les trois sortes de propriétés. La propriété de la terre, la propriété des richesses d'exploitation & de reproduction, & la propriété des richesses de rétribution, ou des ouvrages de l'industrie.

Les hommes peuvent encore se partager la propriété de la terre & la propriété des richesses d'exploitation de la culture, en se conservant, de part & d'autre, leur droit sur la reproduction. Delà s'est fait la réparti-

tion en propriétaire de la terre & du revenu, ou de la part qu'il retire de la reproduction, & en fermier propriétaire des avances ou des richesses d'exploitation, & de la part qu'il a sur la reproduction.

Les avances nécessaires pour la culture de la terre, sont les richesses que le Fermier ou Cultivateur dépense pour exécuter les travaux nécessaires pour faire renaître les richesses. Ces avances sont de deux sortes, les unes annuelles, les autres primitives.

Nous venons de voir en quoi consistent ces trois propriétés, & nous avons à traiter des avances qui leur sont nécessaires pour entrer en jouissance, avec assurance de ne voir jamais tarir la source de cette jouissance, qui, passagere ainsi que tout doit l'être ici-bas, ne peut durer qu'en se répétant, & se répéter qu'en se reproduisant. Cette reproduction tient à des avances de deux especes; les unes primitives, les autres annuelles.

Avances primitives & annuelles.

Les avances primitives sont le premier fond de richesses amassées pour mettre en branle le travail. Les avances annuelles sont les frais annuels du

du travail, & les réserves destinées à remplacer ce que le temps rongeur détruit chaque année du fond des avances primitives ; examinons & détaillons sous ces deux faces, les avances des trois classes ci-dessus, l'une après l'autre.

Nous partons d'après un point donné. C'est la valeur possible & naturelle de la France que nous prenons pour exemple. De tous les arrangements de sociétés & d'états que la fortune a combinés depuis le monde connu, aucun n'a eu à beaucoup près tous les avantages d'ensemble, de proportion, de fertilité, de température, de débouchés, de réunion, enfin de tous les dons physiques & moraux, comme celui-ci. D'autre part son état, ses ressources & son étendue, ont été singuliérement développés dans un ouvrage moderne, trop vrai pour avoir passé sans contradiction, trop peu démenti pour ne pas fixer tous les doutes, & qui sera à jamais un singulier monument de vérité. C'est sur le rapport & le produit que cet ouvrage a démontré possible dans ce beau Royaume, que nous faisons porter nos calculs. Peu

importe au fond le plus ou le moins d'une telle hypothese, mais on trouve toujours une sorte de satisfaction en ce genre, à partir d'un point connu & avoué.

Dans l'hypothese reçue, on a supposé un Royaume qui pourroit, en pleine production excitée par le libre, plein & rapide jeu de toutes les parties de la machine économique, rapporter deux milliards de revenu. Il faut toujours considérer le tableau dans cette hypothese. Il est impossible que, dans le cours ordinaire des choses, les principes moraux, qui seuls sont capables de nuire à l'agriculture d'une maniere permanente, ne reçoivent quelqu'altération qui dérange la marche du tableau, qui est établie sur l'ordre naturel, abstraction faite des désordres moraux, sur lesquels on ne peut rien établir de régulier & de certain. Il faut donc s'appuyer sur une base incontestable pour offrir aux yeux & à l'entendement fixés, la perspective de la prospérité d'une nation, qui peut entretenir son territoire en bonne valeur, afin que dans tout Etat qui décline, on puisse aspirer au rétablissement & en connoître le point &

les moyens, comme aussi de découvrir & de dénoncer les vices qui peuvent en opérer la destruction, pour qu'on puisse les éviter.

Des trois propriétés ci-dessus, celle de la terre ne présuppose pas nécessité de fortes avances primitives, moins encore celle d'avances annuelles; parce qu'il suffit qu'elles soient une fois connues & par-tout sous-entendues dans les détails de la régénération, de la distribution & de la consommation perpétuelle des richesses; & c'est pour cela qu'on n'en a fait mention aucune dans le tableau, qui n'est au fond qu'une exposition sommaire de la communication & de la régénération des richesses, quoiqu'il renferme l'ame entiere de la plus profonde, de la plus nécessaire, & jusqu'ici de la plus inconnue des Sciences. Il est pourtant vrai qu'on peut regarder comme avances primitives de la propriété des terres, les bâtiments qui sont une annexe nécessaire du fond productif, même bien plus coûteux que le fond même, aux lieux sur-tout où l'on en a laissé dépérir la culture. Leur entretien peut aussi tenir lieu, dans cette classe, des

Avances de la classe propriétaire des biens fonds.

avances annuelles pour ceux qui en sont chargés. Mais de ces deux objets, on a regardé le premier comme le fruit accumulé des travaux & de l'économie de nos peres, & le second comme un objet trop immobile pour être représenté dans le tableau mouvant de l'organisation économique.

C'est néanmoins un objet de la plus grande conséquence dans un Etat que les bâtiments. Je ne parle point ici des temples, des lieux publics, des logements des Grands, & des Propriétaires des magasins & forteresses militaires, ni même des habitations attribuées à toute l'immense partie de la classe stérile. Tous ces objets, qui forment ensemble un amas prodigieux de richesses accumulées; mais inactives, à la réserve de la portion qu'elles demandent chaque année à la classe productive pour leur entretien; tous ces objets, dis-je, ne servent guere qu'à attacher l'homme à son séjour, à le lui rendre plus commode, plus agréable, plus sûr, & n'entrent point dans notre objet, qui se borne à calculer le produit. Je parle donc seulement des logements nécessaires à l'exploitation des fonds de terre.

En ceci, comme dans tout autre point, la néceſſité de la réunion & de l'alliage des différents objets de culture ſe montre aiſément à l'œil attentif. Sans contredit les grands & forts atteliers de labourage ſont la baſe d'une forte agriculture & de la proſpérité d'un Etat, comme donnant le plus grand produit net, ainſi que nous le démontrerons ci-deſſous. Il faut, pour en établir de tels, attribuer à chaque bâtiment une aſſez grande portion de terre, pour occuper, entretenir une forte exploitation. Cependant ſi les pays ſuſceptibles de ce genre de culture, n'ont à leur portée des cantons, ou un plus grand nombre d'habitations qui ſervent d'abri à une plus forte population, les Fermiers ne pourroient moiſſonner dans le temps faute de ſecours, & deviendroient dépendants de peuplades attirées de fort loin. Heureux le pays où la nature variant les climats, le ſol, les aſpects & le genre des beſoins, répand, pour ainſi dire, de ſa main les genres de culture divers & deſtinés à s'entre-prêter la main. Les vignobles, par exemple, qui ne peuvent être cultivés qu'à bras, deman-

dent un plus grand nombre d'habitations, attendu que plus le Vigneron embrasseroit de culture, moins la vigne rapporteroit, & cet excédent de peuple prête une main peu dispendieuse à la grande culture dans les temps de la récolte, où le Cultivateur à bras, tel que le Vigneron, n'a rien à faire.

En tout la multitude d'habitations champêtres démontre un peuple heureux, & un Etat prospere. Il ne faut pas même les regarder comme les Casemates de simples Cultivateurs resserrés, & retrécis dans leurs moyens, & qui par conséquent absorbent tout produit net & disponible dans la portion à laquelle ils ont coopéré. Car outre que les Savoyards, Auvergnacs, Limousins, gens du pays de Foix, &c. trouvent par le moyen de leurs transmigrations lucratives, à étendre leur entreprise de culture, bien audelà de leur petite propriété; outre cela, dis-je, les Paysans tant soit peu aisés & leurs femmes, font par leur travail sédentaire dans les mauvaises saisons & les longues nuits d'hiver, ainsi qu'on le voit en plusieurs régions, une partie des ouvrages les

plus nombreux & préparatoires des ſecondes façons de la claſſe ſtérile, les Filatures de tout genre & d'autres ſortes d'ouvrages de tricot; de groſſe dentelle, de menue clincaillerie, &c.

Il eſt donc d'utilité, ainſi que d'humanité, que les maiſons ſe multiplient ſur un territoire; mais cela vient de ſoi-même, comme une ſuite de la proſpérité & de la libre circulation en tout genre, d'où ſuit qu'il eſt inutile de traiter en détail de cet objet.

Ce ſont les avances de la claſſe productive qu'il faut attentivement conſidérer, attendu que c'eſt l'ame & la racine de tout. Commençons d'abord par les avances primitives, en ne calculant que la charrue qui eſt l'outil créateur du produit net, du revenu, & de preſque toute richeſſe des nations agricoles. Avances primitives de la claſſe productive.

Pour arrêter les calculs ſur un point donné, il a fallu prendre un taux de numéraire. On ſent que cette valeur n'eſt jamais que de proportion convenue; qu'on a donné au marc d'argent, par exemple, tantôt une valeur, tantôt une autre, puiſque ſous Louis XII il valoit 11 liv. 8 ſ.; ſous

Louis XIII 23 liv. 5 f. & fous Louis XV 54 liv.; pourvu que le prix des denrées & des marchandifes fe rapporte à cette valeur, ou fe foutienne à fon taux de proportion, tout cela eft égal. Ce n'eft que l'intermittence des prix qui fait la perte & l'ufure, & qui détruit tout, alors fur-tout qu'elle porte fur les denrées de premier befoin, qui donnent les revenus, & qui affurent la confervation des richeffes qui les font naître elles-mêmes. On s'eft donc rapporté, quant aux eftimations, à-peu-près au prix actuel qui a cours entre les Nations commerçantes, & qui, comme de droit, fuppofe la liberté du commerce extérieur des productions du cru, qui affure une valeur vénale à ces productions, dont une partie doit être néceffairement échangée avec l'étranger, pour d'autres richeffes qui complettent celles de la nation. C'eft au moyen de cette condition qui donne au bled un prix conftant de 16 à 20 liv. ou environ, le tiers du marc d'argent, pour la valeur du feptier de Paris pefant 240 livres, qu'on a évalué le produit d'une charrue en grande culture opulente. C'eft

sur les différents rapports de ce prix que nous calculons le montant des avances.

Les avances primitives de l'établissement d'une charrue attelée de quatre forts chevaux & ses dépendances, consistant en bestiaux, outils, engrais, fourrages secs & autres amas indispensables, nourriture & salaires anticipés de domestiques & d'ouvriers, & les dépenses d'entretien & de subsistance du Fermier & de sa famille, pour entreprendre & exécuter la premiere cultivation antérieure aux produits, sont ici évalués 10000 liv. Bien des gens entendus ont trouvé cette évaluation trop forte, & ont prétendu que dans les pays même les mieux montés à cet égard, on avoit pour environ 5000 liv. tout l'attirail nécessaire à l'exploitation d'une charrue ; ce qui peut avoir lieu dans des pays malheureux, où le trop bas prix des denrées permet de faire à bon marché de mauvais établissements d'une culture languissante, & non dans les Provinces où le débit entretient le bon prix des denrées, & où une forte culture se soutient à plus grands frais & à plus grands

profits. Il faut encore remarquer que lorſque l'on fait de ſemblables eſtimations, ce n'eſt pas quand il s'agit de continuer le labourage d'une ferme que l'on occupe déjà, ou de tranſporter l'attelier ſur une autre, puiſque, dans notre hypotheſe, nous ſuppoſons dans le début de travail, les achats de quatre forts chevaux, d'un troupeau & autres beſtiaux, des ſemences, (ces premiers achats ſeuls ſont de 5000 liv.) de l'ameublement, des harnois, & inſtruments de labourage & de charrois; de la nourriture des animaux, nourriture & gages des domeſtiques, de la nourriture & entretien du maître & de ſa famille, pendant dix-huit mois, avant d'en tirer aucun rapport : toutes ces dépenſes faites complettement, par un Entrepreneur aiſé, étant bien calculées, on trouveroit que nous ne nous écartons pas de la vérité dans les pays où la culture eſt en vigueur par le bon prix des denrées. En tout, plus les avances primitives ſont fortes, plus elles rapportent, ainſi qu'on va le voir; c'eſt dans cet état que nous les conſidérons ici : parce que c'eſt l'état où elles doivent être, car l'é-

pargne sur ces avances retombe en perte sur l'entreprise. Cette économie forcée n'a lieu effectivement que parce que l'Entrepreneur n'a pas assez d'aisance pour subvenir aux dépenses d'une riche culture, & que difficilement il pourra y parvenir complettement.

Ces avances primitives, sujettes à bien des accidents ruineux, & à un dépérissement continuel, doivent rapporter 9 ou 10 pour cent d'intérêts de leur fond, à reprendre sur la production annuelle qu'elles font naître. Elles rapportent ensuite, conjointement avec les avances annuelles, dont nous allons traiter tout à l'heure, tout le montant du revenu payé au Propriétaire, au Souverain & au Décimateur, & le restant entier de la production, pour les reprises du Cultivateur. Passons aux avances annuelles, mais non sans nous bien souvenir de l'importance des avances primitives, qui sont la base des avances annuelles, c'est-à-dire de la cultivation, & par elle de tous les biens de subsistance & d'usage, de nécessité & de commodité dont l'humanité peut jouir.

Avances annuelles de la classe productive, & leur produit.

Les avances annuelles d'une charrue consistant dans les fonds employés chaque année à se préparer un produit, sont évaluées, relativement aux estimations ci-dessus, à 2100 liv. Ces fonds d'emploi & de restauration des avances primitives, ainsi que des frais de travail employés à l'exécution des travaux annuels d'une charrue, doivent, concurremment avec le fond des avances primitives, rapporter, par le moyen d'une bonne culture qui présuppose toujours une circulation égale & des débouchés libres & faciles, un revenu net d'environ cent pour cent, distribué aux trois Propriétaires dont nous avons parlé; c'est-à-dire, un produit net de 2100 liv. De plus, la restitution de ces mêmes avances, qui doivent recommencer indispensablement chaque année, c'est-à-dire, d'autres 2100 liv. Plus, leur intérêt à 9 ou 10 pour 100, ainsi que nous l'avons attribué aux avances primitives, attendu qu'indépendamment du profit du rouage, il faut que celui qui avance son argent, en retire un revenant-bon, même proportionné aux risques. Ce troisieme article comporte 210,

ajoutez-y les 1000 d'intérêts, attribués ci-devant aux 10000 liv. d'avances primitives. Ces quatre sommes jointes ensemble, font que le produit annuel d'une charrue doit être, dans l'hypothese donnée, d'environ 5500 liv. dont il y a 2200 liv. pour le revenu, & environ 3300 liv. pour les reprises du Cultivateur. Tout cela ne doit s'entendre que de la culture avec les chevaux.

Il l'est en effet, & ceci n'est point un calcul idéal. C'est-là, en supposant le prix des grains sur le pied qu'il est établi, le produit de la grande & bonne culture; & si le moindre de ces points venoit à manquer, certainement le revenu décherroit, ou le Fermier se ruineroit & disparoîtroit de dessus la terre; ce qui est le pis de tout, & qui annonce la décadence d'un Etat, sa ruine irrémédiable, & sa marche graduelle vers la petite culture, les Métayers, les productions usuelles de vil prix, les friches, la désertion, & enfin l'invasion des peuples voisins, ou le désert.

Ceci ne peut être qu'abrégé; il seroit inutile & peut-être nuisible d'anticiper les détails lumineux & circonf-

tanciés qui paroîtront dans leur ordre, ainsi que les vastes résultats & les conséquences qui en dérivent. Passons au détail des avances de la classe stérile.

Avances de la classe stérile.

Nous avons énoncé ci-dessus, ce que c'est que la classe stérile, & nous venons de lui attribuer la propriété des richesses de rétribution. Il s'agit de traiter des avances nécessaires à ce genre de propriété. Il est nécessaire de revenir ici sur la démonstration des principes qui nous ont fait appeller *stérile* cette classe, & la réduire à la propriété des richesses de rétribution.

Pourquoi cette classe est-elle nommée stérile.

Sans le secours des hommes compris dans la classe stérile, on ne pourroit presque pas jouir des biens que les hommes de la classe productive font naître, & les derniers ne pourroient pas suivre leurs travaux, si les premiers ne les dispensoient pas de s'occuper à d'autres travaux & à d'autres services nécessaires pour satisfaire à leurs besoins. Cependant il ne faut pas moins envisager l'emploi de ceux-ci, comme purement dispendieux & stérile, & l'emploi de ceux-là, comme non dispendieux & pro-

ductif, afin de reconnoître dans l'ordre économique, & l'usage utile & l'usage abusif qu'on peut faire de l'emploi des hommes, par la bonne ou la mauvaise distribution qui se fait de la dépense des revenus; objet que nous traiterons dans le Chapitre suivant.

Un homme à qui je paie 20 livres, pour la culture d'un champ de fraises, dont je tire 40 livres, ne m'enleve point les 20 livres de rétribution que je lui ai avancées, & qui me sont rendues par le produit de son travail, lequel me rapporte plus de 20 autres livres de produit net; cet homme ne m'est donc pas dispendieux, puisque le fruit de son travail me décharge du paiement de sa rétribution, & qu'il me fait naître en pur profit, un revenu de 20 livres; il est donc productif, puisqu'il produit lui-même sa rétribution, & que de plus il me produit aussi un revenu: mais un Artisan qui me fabrique une étoffe pour me vêtir, me fait payer la matiere premiere de son ouvrage, & la rétribution due à son travail, toujours inséparable de la dépense. J'acquiers l'étoffe, il est vrai, mais je lui en paie toute la valeur. Il m'a donc en-

levé autant de richesses qu'il m'en a livré. Cet homme n'a donc ni fait naître pour lui sa rétribution, ni un produit net pour moi. L'emploi de ce même homme, quoique nécessaire, est donc dispendieux & stérile ; je dis qu'il est nécessaire, quand son travail est borné à nos besoins ; mais, s'il s'étendoit à la fabrication d'étoffes de faste à un degré désordonné, son emploi seroit préjudiciable à la prospérité de la Nation : ce que nous démontrerons ailleurs.

Si je considere encore ces deux hommes, relativement à leurs dépenses pour leur consommation, qui les rend utiles l'un & l'autre, comme acheteurs, en remettant dans la circulation les richesses de leur rétribution & celle du prix des matieres premieres que l'un d'eux a employées dans ses ouvrages ; j'apperçois que l'Ouvrier ne fait que rendre ce qui lui a été payé pour sa marchandise & pour sa rétribution, & que le Cultivateur a apporté ce qu'il a fait naître lui-même pour sa rétribution ; que la dépense de celui-ci est en augmentation ou régénération actuelle dans la circulation, & que la dépense de

celui-là n'y est qu'en restitution. Le premier porte plus loin encore l'avantage de la dépense, car il me fait naître de plus un revenu, par lequel je suis acheteur aussi ; & ma dépense, ainsi que la sienne, n'est payée par personne, car l'une & l'autre naissent en entier de son travail, au lieu que le Fabriquant ne pourroit pas dépenser, si sa dépense même n'étoit pas payée par d'autres ; qui l'obtiennent par la production. Si la récolte de mon champ de fraises manque, la rétribution que j'ai payée au Jardinier, ne me seroit pas plus rendue que celle que j'ai payée au Jardinier qui ratisse les allées de mon parterre. C'est alors, de part & d'autre, ce que le vulgaire appelle *de l'argent perdu*, c'est-à-dire, de l'argent qui n'a pas été employé à profit. On peut même avouer que c'est véritablement *de l'argent perdu* ; car si l'usage de telles dépenses devenoit général dans un Royaume, toutes les richesses de la Nation s'anéantiroient. Il s'ensuit nécessairement que, si le produit des rétributions des Agents de la classe productive, diminuoit par la diminution des achats à cette classe même,

il en résulteroit un déchet de richesses, qu'une augmentation de rétribution, payée à la classe stérile, ne pourroit réparer. C'est ce qu'il faudra démontrer dans la suite. Parlons maintenant des avances de cette classe.

Il n'est point question pour elle d'avances primitives, à moins qu'on ne veuille considérer ici les maisons bâties pour le fond de l'établissement des grandes manufactures, & les engins coûteux pratiqués à demeure pour faciliter leur exploitation. Le dernier de ces deux points est utile, en tant qu'il épargne de plus grands frais annuels; mais c'est un très-petit objet dans un Etat, comme ne pouvant être utile qu'aux Manufactures de grand prix, qui sont les moins rapportantes, & très-nuisibles souvent à une Nation, qu'elles précipitent vers le luxe de décoration. A l'égard du premier point, c'est-à-dire, des bâtiments, il est presque toujours infructueux, lorsqu'il ne se borne pas au nécessaire, & qu'il va contre son objet, en ce que cet éclat visible avertit les autres Nations qu'on veut se passer d'elles & leur devenir nécessaire, & qu'on y tend par un point

que chacun peut s'approprier au moyen d'un peu d'attention. Il ne faut donc aucunement calculer ici sur les avances primitives des dépenses stériles, parce que les Entrepreneurs des ouvrages de cette classe, savent s'en dédommager dans les ventes de ces ouvrages, & que ces ventes sont calculées dans le tableau.

Les avances annuelles pour les dépenses des ouvrages de la classe stérile, ou pour mieux dire, ce que nous devons considérer ainsi, sont ces amas de denrées de toute espece prêtes à être fabriquées ou réduites en marchandises pour fournir à la demande continuelle de la Nation & de l'humanité entiere. Le Fabriquant a dans son magasin des laines, des soies & des matieres d'or pour fournir à sa fabrication. Le Tanneur a des peaux dans ses fosses, de même que le Marchand a des étoffes en pieces, & le Cordonnier des cuirs tout coupés. Cet amas doit se renouveller sans cesse pour ne point dépérir, parce que la demande se présente toujours, & ce renouvellement complété dans le courant de l'année, fait le montant des avances annuelles. Elles sont inacti-

ves quant au fond, puisqu'elles ne gagnent rien, si ce n'est peut-être quelque propriété de durée attribuée à la garde de certaines denrées, quand on les destine à certains emplois ; mais bien compensée par le dépérissement de la plupart des autres pendant leur séjour, elles ne reçoivent d'activité que par la forme, & dès-lors elles sortent du bloc des avances, à mesure qu'elles sont employées dans la fabrication & enlevées par le débit.

Cette remarque semble d'abord inutile ; elle ne l'est pas cependant, puisqu'elle constate une disproportion très-forte encore entre les avances d'exploitation & celles de rétribution. En effet, il est convenu que l'activité est tout ce qui fait aller la machine économique. Or les avances d'exploitation sont tirées, pour la plus grande partie, des bestiaux dont l'influence n'est jamais inactive, puisqu'ils consomment & engraissent chaque jour au temps même du repos, ce qui ne peut être dit d'un balot de soie ou de laine dans les magasins. Les bestiaux de travail ont en eux, indépendamment de la direction que leur

donne la main qui les emploie, une force motrice qui les fait aller & qui décuple notre impulsion.

Les ouvrages de l'art au contraire sont morts, & n'ont d'autre action que celle que nous leur prêtons. En un mot, dans la partie productive, tant au courant que pour les avances, le travail dirige, & c'est la nature qui produit. C'est de cette alliance & de ce traité fait avec la nature, que provient la qualité exclusive de productive. Cette différence n'est pas susceptible d'un calcul de fait : quant à l'objet dont nous traitons, il entre dans le calcul des prodigieux avantages de la bonne cultivation ; mais il ne doit pas échapper au calcul de réflexion, si nécessaire pour apprécier les choses, & si peu mis en usage néanmoins.

Les avances annuelles de la classe de rétribution, sont égales au quart des sommes des avances productives & du revenu prises ensemble. Tel est le fond d'avances annuelles pour les achats des matieres premieres des ouvrages ou marchandises de main-d'œuvre qui se fabriquent dans cette classe. Ces avances proportionnées au revenu & aux avances annuelles de la

classe productive, ne sont pas dans le même cas que ces avances annuelles dépensées à la classe productive, qui renaissent perpétuellement, & qui doivent être consommées tous les ans par les hommes employés à la reproduction, attendu qu'elles sont restituées tous les ans par la terre. Celles-ci au contraire doivent être conservées, ou pour mieux dire, reprises à mesure qu'elles s'écoulent, sur le prix des marchandises de main-d'œuvre qui se vendent à la classe stérile. En un mot, cette classe doit toujours conserver en masse ses avances annuelles, parce qu'elle ne les fait point renaître par ses travaux. Ainsi à mesure qu'elle vend ses ouvrages, elle doit réserver la valeur du prix des matieres premieres pour remplacer celles qui ont été employées dans ces ouvrages. Les hommes de cette classe ne doivent dépenser que la rétribution qui est payée pour la main-d'œuvre. Cette rétribution est, du fort au foible, environ la moitié des sommes qui reviennent à cette même classe; & l'autre moitié est réservée pour la restitution du fond des avances, comme

nous le verrons tout à l'heure dans l'article de la distribution.

Résumons celui-ci en disant que les avances primitives, productives dans un Etat, peuvent être évaluées en général à cinq fois la valeur du revenu des Propriétaires, & les avances annuelles productives, à une somme à peu près égale à la valeur du même revenu. Ce seroit une vérité de calcul, si le prix des grains soutenoit cette proportion, & si tout le revenu d'un Royaume ou d'une Province provenoit de la charrue, ou grande culture; car nous ne considérons que celle-là. Il y a sur cela des variétés, attendu que les vignes, le jardinage, &c. exigent beaucoup moins d'avances primitives, & beaucoup plus d'avances annuelles que la grande culture; mais les bois, les prés, les étangs, &c. qui contribuent aussi au produit du revenu total d'un Royaume, exigent beaucoup moins d'avances annuelles. Ainsi en les englobant les unes dans les autres, elles peuvent ensemble être estimées du fort au foible pour ces différentes parties prises ensemble, à peu près sur le pied de celles de la grande culture.

Observations générales sur les avances.

Les avances annuelles de la classe stérile ou de rétribution, peuvent être dans la proportion marquée ci-dessus; parce que c'est la dépense du revenu & des avances productives, qui décide des achats qui se font à la classe stérile dans un Royaume agricole, & par conséquent de la quantité de marchandises qui y sont fabriquées. Passons maintenant à considérer la marche & la route de toutes ces valeurs usuelles.

Il est fort difficile d'isoler entiérement les différentes matieres que nous traitons, & même de les ranger dans un ordre successif qui facilite l'intelligence par un arrangement exactement méthodique. Elles jouent toutes ensemble, elles n'existent & n'ont d'effet que les unes par les autres, & leurs corrélations sont si variées & si confondues avec elles-mêmes, qu'il est impossible de les séparer, de maniere à pouvoir les ranger distinctement dans un ordre successif. Les plus abstraites, ou du moins celles qui sont le plus hérissées de calculs, sont la base des autres. Or tout édifice doit être commencé par les fondements. D'autre part, pour le faire entendre

entendre plus facilement, il faudroit engager par la déduction & le raisonnement, & finir par la démonstration & les calculs de détail : c'est ce que j'ai entrepris pour chaque Chapitre, où les calculs qui y ont rapport, seront, pour ainsi dire, exposés à part, pour ne pas partager & surcharger l'attention du Lecteur, & pour les retrouver plus facilement dans le besoin. Je me trouve ainsi engagé à faire une voûte, dont la derniere pierre fasse, par le moyen de l'ensemble, l'inébranlable solidité, au lieu d'une colonne simplement assujettie à la ligne de pondération. Les dimensions de cette derniere peuvent être seulement conformes à sa direction ; la voûte au contraire en a de relatives à l'effort, & aux diverses tendances de toutes ses parties. Je dois en conséquence m'y assujettir pour parvenir au détail de toutes les parties & à l'entier & plein développement.

Reposons-nous sur le tableau où tout est fixé & en ordre, cherchons-y la place de nos avances. On la trouve au-dessous de la ligne qui représente les dépenses. Les avances pri-

mitives de la classe productive n'y sont point détaillées ; nous l'avons déjà dit, parce qu'il eût fallu une colonne à part pour cette partie, ce qui auroit compliqué sans nécessité le tableau qu'on a voulu rendre le plus simple qu'il étoit possible. On y trouve les avances annuelles productives à droite, sur la même ligne que le revenu, qui tient le centre, & les avances annuelles stériles à gauche. Qu'on se rappelle toujours que ceci peint la société formée, complette & dans son vrai point de pleine prospérité. Des points tracés qui partent des avances annuelles & vont aboutir au revenu, montrent que ce sont elles qui produisent le revenu. Elles sont égales au revenu, parce que des avances annuelles complettes, & appliquées à une bonne & forte culture, doivent rendre cent pour cent de produit net ou de revenu, outre leur propre restitution, & l'intérêt des avances du Fermier. De l'autre part les avances annuelles stériles, quoique sur le même niveau, n'ont aucun trait apparent de liaison avec les avances productives, ni avec le revenu ; cependant on doit les appel-

ler annuelles, parce qu'elles doivent annuellement être employées, débitées & remplacées; mais leur amas primitif s'est peu-à-peu formé & completté, à raison de ce que la Société s'est vivifiée. Ainsi elles tiennent de la nature des avances primitives, quant à leur assemblage, & de celle des avances annuelles, quant au courant de leur emploi & de leur remplacement. Mais ce dernier objet se fait par des doubles reflets, & des circuits de détail, que le tableau n'a pas dû comprendre; il suffit de poser ses avances en vue sur le pied d'estimation que nous avons démontré véritable dans l'ordre actuel du tableau; c'est-à-dire, montant à une somme égale au quart des sommes des avances productives & du revenu prises ensemble. Cette regle est générale, parce qu'elle est fondée sur les dépenses annuelles des avances productives & du revenu, d'où dépend l'existence & la mesure de la classe stérile.



CHAPITRE IV.

La Distribution des Dépenses.

(Le Tableau doit être encore répété ici.)

Loix physiques auxquelles les hommes doivent se conformer dans l'ordre de Société pour la communication des biens.

LA vertu d'imprimer le mouvement est une faculté divine, & que l'Être créateur s'est exclusivement réservé. L'homme imite tout presque jusqu'à la perfection; il ne lui manque que le prétendu vol de Prométhée: que le talent de faire mouvoir ses ouvrages pour accomplir les souhaits du Démon, pour égaler en puissance celui qui est par sa propre essence.

L'acte du mouvement porte sur deux balanciers égaux en force & en actions, à savoir, la destruction & la régénération. Telle est toute la machine de la Nature: son Auteur seul renferme en son sein la permanence & l'éternité, & la cessation de l'action est à son gré le terme de l'existence pour les portioncules de ses ouvrages. Placé comme un point au milieu de ce cercle continu, l'homme ne peut se dérober à la loi universelle;

& pendant le court espace qui lui fut donné, il doit se conformer, dans son petit empire, à la regle générale qui l'enveloppe de toutes parts, qui s'exécute au-dedans de lui, pour & contre lui, qui le replacera, quant à la matiere, où elle l'a trouvé, & qui lui marque la route qu'il doit suivre pour marcher ici-bas, selon les regles de la nature, & les ordres de son Créateur.

C'est sur-tout aux Recteurs d'humains, Vicaires temporels ici-bas du Dieu moteur & provident; c'est aux Gouverneurs assis au-dessus des sociétés particulieres, comme le grand Etre l'est au-dessus de la Nature entiere, à se conformer aux regles invariables qu'il a établies, à chercher, dans l'accomplissement de cette Loi, le fruit réel de leurs travaux, & le succès de leur administration.

C'est dans l'emploi & la régénération, c'est-à-dire, dans la consommation & la reproduction, que consiste le mouvement qui condense la Société, & qui perpétue sa durée. C'est par-là que les dépenses donnent la vie à la production, & que la production répare les dépenses. Cette

circulation a, comme toutes les autres, des regles exactes de flux & reflux, qui empêchent également & l'épuisement des canaux, & leur engorgement. Ce sont ces regles si importantes à connoître, non pour porter l'intervention d'une main téméraire dans des conduits dont le jeu naturel dépend uniquement de l'impulsion qui leur est propre, & qui ne souffrent aucuns secours étrangers, mais pour éviter ce qui peut leur nuire : ce sont, dis-je, ces regles si importantes, & néanmoins si peu connues, que nous allons anatomiser.

Nous avons discerné les divers genres de dépenses, nous avons reconnu leurs sources, nous avons établi leurs avances ; considérons maintenant leur distribution.

On commence ici par l'emploi du revenu, quoiqu'il ne soit en effet qu'un rejetton de la production. Mais ce n'est qu'au revenu, & par le revenu, obtenu par le travail des hommes, que commence, dans l'état complet des Sociétés, le battement du balancier économique. Ainsi donc le revenu, quoique provenant de la reproduction, précede dans l'ordre de

régénération, cette reproduction. Tout a commencé par les biens que la nature a accordés d'abord gratuitement aux hommes ; ce fut-là la production gratuite ou le revenu primordial. Tandis que les hommes consommoient ce foible revenu, ils travailloient à l'accroître, & à avoir plus de biens consommables par la récolte suivante. Ce surplus facilita un surcroît de travail ; le nombre des hommes s'accrut en raison de la subsistance. Ainsi d'année en année, & de progrès en progrès, on a obtenu une production gratuite ou de surcroît, un produit net, qui forme un revenu disponible. Or c'est par les dépenses des avances & du revenu que tout commence à agir, & c'est par elles que tout est reproduit par le travail des hommes. C'est la distribution de ces dépenses que nous considérons ici. Le Chapitre suivant renfermera le développement de ses effets, & désignera dans quel ordre il importe que le revenu soit dépensé.

On a supposé une Nation dont les biens-fonds produiroient annuellement deux milliards de revenu, partagés à la dîme, aux propriétaires

& à l'impôt. Le Tableau, comme nous l'avons déjà dit ci-dessus, représente le point fixe de la pleine prospérité. On y voit que la classe propriétaire, assise au centre de la circulation & en un gradin plus élevé, reverse la moitié du revenu sur la classe productive, & l'autre moitié sur la classe stérile. Ainsi, dans cet ordre de dépense de deux milliards de revenu, un milliard passe à la classe productive, & l'autre milliard à la classe stérile : voilà la source, voilà d'où part la circulation. Laissons un moment cette colonne, dont la direction & l'emploi sont visibles & notés dans le tableau, & passons à chacune des autres classes ; on y verra que les Agents de ces classes suivent, dans la répartition de leurs dépenses, le même ordre que les Propriétaires. L'examen de l'influence de ces dépenses nous démontrera que le reversement réel ci-dessus, est doublé, quant aux effets, par le moyen du reflet & des versements réciproques, car *tout achat ou échange suppose double richesse*.

La classe productive, considérée maintenant comme un nouveau cen-

tre, suit la même rotation que la grande machine. Elle distribue aussi des deux mains le milliard qu'elle reçoit. La classe propriétaire distribue la moitié du revenu à la classe productive, pour acheter pour sa consommation les productions qui se tirent de cette classe, & moitié à la classe stérile, pour en obtenir les marchandises qu'elle fournit ; ainsi fait la classe productive. Elle distribue d'une main la moitié de son milliard à la classe stérile, pour y acheter les ouvrages ou marchandises de main-d'œuvre qu'elle tire de cette classe. Les autres 500 millions sont employés, par ses Agents mêmes, à s'entr'acheter réciproquement, pour leur subsistance, les productions particulieres que chacun d'eux fait naître.

D'autre part, la classe stérile considérée maintenant comme un nouveau centre de reflet & de distribution, reçoit son milliard, & en reverse à l'instant la moitié sur la classe productive pour acheter les denrées, le pain, le vin, la viande que ses Agents consomment journellement. L'autre moitié est employée, par les hommes de cette classe, à s'entr'acheter

Trois ordres de commerce qui s'exercent entre les trois classes marquées dans le Tableau.

réciproquement auſſi pour leur uſage les marchandiſes de main-d'œuvre, le drap, le linge, les ſouliers, &c. que chacun d'eux fabrique, & par conſéquent à s'entre-payer mutuellement la rétribution due à leur travail, & qui doit fournir à leurs beſoins, comme auſſi à remplacer les matieres premieres, abſorbées par la conſommation journaliere, c'eſt-à-dire, à rétablir continuellement leurs avances. Voilà donc trois ordres de commerce par leſquels s'explique toute l'énigme du Tableau; commerce de la claſſe propriétaire avec les deux autres claſſes; commerce mutuel entre celles-ci; commerce entre les Agents mêmes de chacune de ces deux dernieres claſſes. La circulation, l'ordre & les proportions de ces trois ſortes de commerce ſont tracés & évalués dans le Tableau; & c'eſt delà que dépend toute l'intelligence de la marche compoſée de l'ordre économique.

On y voit que c'eſt par le reverſement réciproque d'une claſſe à l'autre, préſenté dans ce Tableau, que toute la dépenſe des deux milliards d'argent de revenu, paſſe en détail

& tour à tour d'une classe à l'autre, ensorte que la classe productive reçoit réellement les deux milliards, & que la classe stérile les reçoit aussi. Toute la différence consiste en ce que la premiere reproduit tout ce qu'elle reçoit, & que l'autre ne reproduit rien. Mais l'examen & la démonstration de cet article sont réservés pour le chapitre de la reproduction. Il ne s'agit dans celui-ci que des sortes de commerce dont on vient de parler; & nous avertissons que l'explication du Tableeu dépend principalement de ces trois ordres de commerce. J'en avertis, parce que j'ai apperçu que c'est la partie du tableau que l'on a trouvé la plus difficile à entendre.

Cependant, lorsqu'on s'est seulement formé une idée générale de ces trois ordres de commerce, il est facile, au seul aspect du Tableau, d'appercevoir que *chacune des deux classes reçoit réellement la totalité des deux milliards*. Cet apperçu me paroît, soit dit sans me défier de l'intelligence d'autrui, avoir besoin encore d'être développé pour être bien nettement présenté à l'entendement de tous. En effet, le Tableau fût deve-

nu un hiéroglyphe indéchiffrable, pénible à l'œil, & ridiculement hypothétique à l'entendement, si l'on eût voulu y faire entrer toutes les branches de la circulation. Ce tissu de lignes entrelassées & répétées, n'auroit néanmoins rien eu de fictif dans le fait. Mais c'est à bon droit que l'Inventeur s'est abstenu de compliquer de la sorte son Tableau, & s'est contenté de présenter uniquement la source du fleuve, & la direction & l'entrelassement de ses grandes branches. C'est à ceux qui viendront après à suivre les rameaux de détail; à les peindre, si ce Tableau leur en est nécessaire; à en tirer les différents canaux propres à fertiliser leur canton particulier. Les cataractes de ce grand fleuve une fois connues, la direction & le retour de ses eaux au réservoir commun une fois saisis, il sera aisé de se désaltérer dans son courant, plus haut ou plus bas, selon sa portée.

Mais si la vue a sur l'énonciation l'avantage de fixer & de convaincre avec moins de résistance, le raisonnement a de son côté celui d'approfondir, de détailler & de développer.

En conséquence, il faut entrer ici dans les détails que le Tableau ne pouvoit représenter. *Je ne vous entends pas*, me dit-on par exemple ici, *vous venez de verser un milliard sur chacune des deux classes; chacune d'elles en rend la moitié à l'autre, & reçoit d'elle pareillement une moitié de ce qu'elle reçoit, cela s'appelle vulgairement troc pour troc, & je ne comprends pas comment il résulte de-là qu'au bout du compte chacune des deux classes a reçu le double de ce qui lui fut donné d'abord. Je vois bien que vos chiffres me l'attribuent en addition au bas de la page, mais vous additionnez également, & les sommes que chaque classe donne à sa voisine, & celles qu'elle reçoit; si cela ne s'appelle pas faire un double emploi, je ne sais où l'on en trouvera désormais.* Examinons cette objection, car elle m'a été faite. Je veux même la défendre sur la partie la plus désavantageuse. En effet, elle paroît plus aisée à répondre en se rangeant du côté de la classe productive dont tout vient; mais comment prouver que la classe stérile, dépendante pour la matiere premiere, & pour tous ses besoins de la classe productive, qui n'a rien à prendre sur

tout ce qui se consomme de la premiere main, touche néanmoins les deux milliards, c'est-à-dire la totalité du revenu, dont l'emploi le plus pressant & le plus indispensable est en productions qu'elle ne recueille point.

Tout l'embarras qu'on se fait sur cet article, ne provient que d'une seule erreur bien grosse, mais si habituelle, qu'elle fait maintenant comme portion innée de nos idées. Cette erreur consiste à prendre le signe pour la chose, l'argent pour la richesse. Si je disois que la classe stérile reçoit tout le foin que doivent consommer les bestiaux, tout le bled qui sert aux Propriétaires & aux Cultivateurs; certainement on ne m'en croiroit pas, mais je dis que tout l'argent qui représente la valeur commerçable de ces choses, & qui est en circulation dans la Nation, a passé également dans les mains des trois classes ci-dessus, & par conséquent dans celles de la classe stérile.

Il est vrai que la classe propriétaire ne lui attribue d'abord que la moitié de cette somme; mais que fait-elle de l'autre moitié? Elle la verse à la

classe productive. Celle-ci porte d'abord moitié à la classe stérile ; c'est chose convenue. Voilà donc, comme on le voit dès le second échelon du Tableau, déjà les trois quarts de la somme totale que la classe stérile a touchés. Suivons maintenant le reste ; par la continuation de leur commerce réciproque, il en passe encore un quart de chaque côté, parce qu'à chaque achat qui se fait de part & d'autre, l'argent y change de maître, & passe & repasse dans les deux classes par sous-divisions graduelles, qui se terminent au dernier denier, comme cela se voit dans le Tableau ; ainsi ce quart de l'argent passe en effet par double emploi dans chacune des deux classes : par ce commerce mutuel & successif, toute la totalité de l'argent passe donc de part & d'autre. Mais pendant ce commerce réciproque entre les deux classes, il s'en exerce, comme nous l'avons déjà remarqué, un autre avec le même argent, entre les Agents de chacune de ces deux classes, où il se multiplie jusques dans le plus menu détail ; & au fond il en est de même du commerce réciproque entre les deux classes, qui, pour ainsi dire,

n'eſt repréſenté que par maſſe dans le Tableau, quoiqu'effectivement la ſomme totale d'argent, qui circule dans ces différents ordres de commerce, y ſoit toujours extrêmement diviſée. Il en échoit, par exemple, une parcelle à George qui a vendu du vin ; il en a acheté du bled à Jacques ; Jacques a acheté un cheval ; Pierre qui a vendu le cheval, a acheté du bois ; Laurent qui a vendu le bois, a payé ſes Bucherons ; ceux-ci partagent pour différents achats leur petit pécule, comme le tréſor de l'Etat l'a été ci-deſſus ; moitié ſert à acheter du pain, l'autre à acheter des vêtements, des outils à la claſſe ſtérile ; ceux qui les ont vendus paient leurs Ouvriers ; ces Ouvriers achetent du pain, du vin, des ſouliers, des bas, des chapeaux ; les Marchands qui ont vendu, achetent du drap, de la toile, des épices, du ſucre, du vin, du bled. Ainſi les différents ordres de commerce de chaque claſſe, & des claſſes entr'elles, ſe trouvent tellement entre-mêlées, & la ſomme totale d'argent circulant, tellement diviſée, que l'imagination même n'en peut pas ſuivre le détail ; mais toujours peut-on s'en former

une idée générale, par laquelle on comprend assez que l'emploi de l'argent y est extrêmement multiplié; par conséquent le double passage de la totalité de l'argent dans la classe productive & dans la classe stérile, n'est pas un mystere incompréhensible, si on n'oublie pas qu'ici tout est ventes & achats, & qu'il ne s'agit pas seulement de la distribution de l'argent, mais aussi de la distribution des richesses achetées avec l'argent, & dont le prix indiqué en argent, forme des sommes doubles ou triples de la quantité de l'argent qui circule dans le Tableau; forme, dis-je, des sommes qui ne sont pas des sommes d'argent, mais la valeur des marchandises comptée & exprimée en argent; alors on trouvera que les sommes distribuées à chaque classe, ne surpassent pas la réalité des richesses qui satisfont au commerce représenté dans le Tableau.

Quand un Laboureur évalue sa récolte en livres tournois, il n'oublie pas que ce sont des grains & non de l'argent qu'il calcule; quand un Marchand évalue son fonds de boutique en argent, il ne perd pas l'idée des

marchandises qui le composent ; mais un Propriétaire, dont le revenu est toujours payé en argent, peut bien perdre de vue les productions de sa terre, & n'être attentif qu'à l'argent qu'il débourse dans ses dépenses ; ce n'est pas avec cette idée dominante de l'argent qu'il pourra comprendre & calculer la dépense des richesses annuelles & renaissantes d'une Nation.

Perpétuité de la distribution des dépenses.

La vie & par conséquent la circulation ne dureroient qu'une année, si les biens consommables n'étoient reproduits pendant le cours de l'année. Tandis que la classe productive reçoit le prix des denrées qu'elle a tirées de la terre par son travail, elle continue sans relâche les mêmes travaux, & se prépare ainsi de nouvelles richesses. Elle rapporte à la classe propriétaire l'argent qui est enfin revenu dans ses mains ; elle le rappporte, dis-je, en tribut, en paiement de son fermage, en représentation du revenu ou portion disponible du produit ; & le branle recommence, ou, pour mieux dire, est sans cesse continué.

Telle est la marche de la circula-

tion, qui multiplie à l'infini l'effet visible de la monnoie & sa quotité trompeuse, en ce qu'elle paroît par-tout où il y a des besoins, & de quoi y pourvoir, & qu'on attribue à sa quantité ce qui ne provient que de sa rapidité. Si les consommations diminuent, l'argent deviendra plus rare, & l'on s'en prendra à la rareté de l'argent, avec quelque raison sans doute ; car dans ce cas la diminution de l'apparition de l'argent, est le symptôme d'une diminution réelle de richesses ; mais le vulgaire, qui prend le symptôme pour la maladie, ne se plaint que de la langueur de la *circulation*, & croit que le remede ne consiste qu'à rétablir son activité. Si d'entre les différents partprenants de l'une des trois classes, il s'en trouve quelques-uns qui forcent les rentrées, & qui exigent des autres classes au-delà de ce que lui doit rapporter naturellement la marche de la circulation ; alors l'argent est intercepté dans sa course. & la circulation est ralentie d'autant. Si ce dérangement ne provient que de l'avarice de quelque petit Propriétaire, qui n'a pas la force en main, & qui se contente de guetter l'argent au passage pour en

cacher quelques portions que la lésine refuse de mettre en circulation par la dépense ; ce désordre, en quelque sorte imperceptible, se répare par le commerce extérieur qui entretient par-tout, dans la même égalité, le cours des ventes & des achats. Mais si les grands Propriétaires, comme l'Etat, &c. fondoient sur la circulation & en enlevoient l'argent dans toutes les mains, pour fournir à des besoins politiques, &c. alors l'argent disparoîtroit de fait par le dépérissement de la reproduction des revenus, & par la méfiance, qui, dans l'attente que l'orage fût passé, ralentiroit les dépenses de l'exploitation ; en un mot, l'argent seroit enlevé & cesseroit de contribuer comme richesse intermédiaire à la vivification de toutes les parties. Ce seroit à bon droit qu'on se plaindroit de la rareté de l'argent. Mais qui voudroit examiner l'effet de cette rareté sur les richesses réelles, verroit que la même rareté s'étend sur toutes les especes de richesses, sur les matieres premieres, sur les marchandises ouvrées, sur tout enfin ; que l'épuisement est au niveau de la léthargie, & qu'on court à grands pas à l'ex-

tinction du mouvement, qui eſt la mort.

Nous avons dit ſouvent, & nous ne ſaurions trop répéter, que le tableau repréſente l'ordre des choſes, des dépenſes, & des revenus dans ſon point de proſpérité. Ci-deſſus donc eſt tracée la balance que doit avoir obſervé la diſtribution des dépenſes pour porter l'Etat à ce point de fertilité, & la ſociété à ce point d'abondance. Tel eſt l'ordre qui doit s'y maintenir pour que cet Etat dure, & ne ſouffre aucun dépériſſement. Le moindre dérangement y eſt dangereux, & entraîne, par une liaiſon inévitable, les plus fatales conſéquences. C'eſt ce que nous tâcherons de démontrer par les ſuites de cet examen.

Mais cette ſcience toute aſſujettie aux principes, demande à être fixée par les calculs. Tout eſt ici démonſtration, & l'importance de la choſe vaut bien la peine qu'on s'aſſerviſſe à la gêne de l'étude de ces calculs, qui n'ont rien que de bien ſimple. Rien n'eſt hypothétique dans ſes évaluations que la ſomme premiere miſe en fait; mais la regle eſt la même pour

un million comme pour un milliard, si ce n'eſt qu'un grand fleuve fait plus d'effort qu'un foible ruiſſeau. A cela près, les regles de diſtributions ſont également fixés & conſtantes : le tableau les peint à l'œil dans leurs premieres ſubdiviſions : il s'agit uniquement ici de jetter des baſes, & l'on ne ſauroit les rendre trop ſolides & trop inébranlables ; mais pour en démontrer la ſolidité dans tous les points, il faudroit entrer dans d'autres détails, qui ne peuvent être approfondis & diſcutés que par la ſupputation : les calculs ſont les os de la ſcience économique, qui ſeuls décident de ſa force & de ſa ſtabilité. Je l'ai dit, il eſt impoſſible de parler économie ſans calculs. *Qui dit ménage, dit calculs.* Chaque Maiſon a ſon livre de compte ; chaque Régiſſeur parle à ſon maître par calculs. Montagne dit en la langue naïve de ſon temps, que les plus grands Souverains ne peuvent néanmoins s'aſſeoir que comme les autres hommes. A bon droit pouvons-nous dire que les dépenſes & les revenus d'un grand Etat doivent ſe calculer comme ceux d'une famille. Les chiffres en un mot ſont les noms

& la langue des quotités. Le raisonnement les développe, mais seuls ils fixent & arrêtent le raisonnement. Sans eux on ne peut dans les sciences de fait se retrouver quelquefois soi-même, au bout de six mois, sur les points qu'on a le plus approfondis & calculés, & dont la trace nous échappe faute d'avoir en main les calculs tous faits; & les vérités les plus incontestables sont exposées à être embrouillées par un raisonnement d'un esprit fallacieux.

C'est ce qu'a senti l'Auteur du Tableau; en conséquence, il a voulu calculer le fond d'un Etat, ses dépenses, retrouver leur source, poser les bases de ces dépenses, & suivre leur distribution pour développer le cercle de leur marche jusqu'à leur reproduction. Il a fait ainsi sur le monde économique ce que les Physiciens ont en vain tenté de faire sur le monde physique. Ils ont voulu fouiller les entrailles de la terre pour découvrir la marche des eaux qui sortent sans cesse de son sein pour se rendre dans le vaste océan. Les uns ont prétendu que cet amas d'eau repoussoit par d'autres canaux son superflu, qui ve-

noit reparoître ſur la terre ; d'autres ont attribué la régénération continuelle des fontaines aux eaux condenſées, après l'évaporation, & reſtituées par les pluies & les roſées. Cette incertitude eſt l'appanage de la foibleſſe humaine dans tout ce qui n'eſt point néceſſaire à la conduite morale & phyſique ici-bas, & dans ce qui ne peut être ni compté ni meſuré. Mais la phyſique économique, toute ſublime qu'elle eſt, a été cherchée, apperçue & démontrée par un ſeul homme. Pourquoi ? C'eſt que cette ſcience, qui nous eſt indiſpenſablement néceſſaire, eſt par-tout ſuſceptible de démonſtrations déciſives, & que par ce moyen cet homme a pu réunir en profondeur & en travail la tâche de pluſieurs hommes laborieux & de pluſieurs générations de ces hommes ; & que tout ce qui nous eſt néceſſaire a été promis au travail opiniâtre de l'homme, & lui a été accordé.

L'article de la diſtribution comprend ſur le Tableau, & met en calcul facile ſous les yeux, tout le labyrinthe de la circulation. On voit à la tête la claſſe propriétaire jouiſſant d'un revenu de 2000 liv., qui figurent ici pour

pour les deux milliards convenus, afin d'éviter la multitude des chiffres, & la trop grande étendue du Tableau. Cette classe verse 1000 liv. sur la classe productive, & 1000 liv. sur la classe stérile. Chacune de ces deux classes fait passer à l'instant à l'autre la moitié de ce qu'elle a reçu; & cet ordre de subdivisions se continue de la sorte jusqu'au dernier denier où se termine la dépense annuelle. Résultat de ce Chapitre.

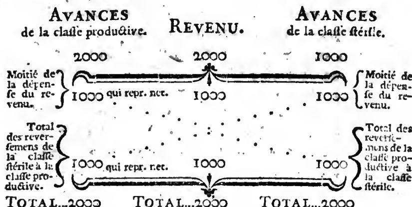
On ne doit pas oublier, & nous l'avons déjà dit plusieurs fois, que ce qui paroît ici graduel & marcher par échelons, n'est qu'un ordre fictif & de débrouillement, qui étoit nécessaire pour présenter, sous un aspect régulier & fixe, les résultats décisifs de l'ordre réel, libre & confus. J'ai répété cet avertissement, parce que j'ai vu des Lecteurs, & même studieux, qui avoient supposé que chaque ligne formoit une année, & cela fondé sur ce que chacune d'elles porte la reproduction. En ce cas la reproduction, de l'aveu du Tableau, diminueroit chaque année de moitié, ce qui ne feroit pas notre compte.

C'est ici la Table de subdivision des sommes reversées & distribuées,

pour ainſi dire par une même impulſion, dans les canaux innombrables de la circulation. On n'a pu préſenter ces ſubdiviſions que dans un ordre ſimple & uniforme. Toutes les parties du numéraire, qui frappent à la claſſe productive, donnent la vie & l'action à la multitude des coopérations, animent cette partie ; & cette multitude de travaux réunis, eſt ce qui fait renaître le total de la reproduction pour l'année d'après.

C'eſt ce que nous conſidérerons quand nous penſerons à cet article. Maintenant il ſuffit d'avoir vu la marche de la diſtribution des dépenſes, & les regles utiles de cette diſtribution. Ce développement ſe trouvera enrichi par l'inſpection des effets des dépenſes. Mais il paroît utile de réſumer ce Chapitre de la diſtribution, par les réſultats expoſés ſous un ſeul point de vue plus ſimple & plus réuni dans un Tableau abrégé, & ſommairement expliqué.

PRECIS DES RESULTATS
DE LA DISTRIBUTION
REPRÉSENTÉE DANS LE TABLEAU.



LA reproduction totale est égale à toutes les sommes qui se réunissent & se dépensent à la classe productive;

SAVOIR,

Les avances de la classe productive	2000
La portion du revenu qui passe immédiatement à la classe productive	1000
Total des reversemens de la classe stérile à la classe productive. .	1000
Les avances de la classe stérile employées pour les achats des matieres premieres à la classe productive	1000
TOTAL . . .	5000

Ainsi la reproduction totale est 5000, dont le Cultivateur retire pour ses avances & les intérêts de ses avances primitives & annuelles. .	3000
Reste pour le revenu	2000
TOTAL . . .	5000

MASSE TOTALE des richesses comprises dans le Tableau.

La reproduction totale	5000
L'argent du revenu	2000
Les avances de la classe stérile, toujours conservées par les Agens de cette classe	1000
TOTAL . . .	8000

OBSERVATIONS.

Le produit net qui renaît annuellement des dépenses de la classe productive est ici égal aux avances de cette même classe. C'est ce qu'on appelle alors rendre *cent pour cent.*

La somme des avances de la classe stérile, est égale au quart du total des deux sommes des avances de la classe productive & du produit net ou revenu, prises ensemble.

Le total des reversements de la classe productive à la classe stérile, est égal à la moitié des avances de la classe productive.

Le total des reversements de la classe stérile à la classe productive, est égal à la moitié de la recette de la classe stérile.

La classe stérile reçoit 2000 livres, dont 1000 restent pour remplacer ses avances, & 1000 sont employées pour la subsistance de ses Agents.

Les Agents de la classe stérile sont environ moitié moins en nombre que ceux de la classe productive, dont la dépense est 2000 liv.

La classe productive dépense toutes

ſes avances de 2000 liv., leſquelles lui ſont reſtituées en entier par la reproduction, & de plus 1000 liv. pour ſes intérêts, & elle paie 2000 de revenu qui ſe partage au Propriétaire, au Souverain & à la dîme : ce qui fait enſemble l'emploi de 5000 liv. de la reproduction totale annuelle.

La dépenſe annuelle eſt de 6000 liv., la reproduction totale n'eſt que de 5000 liv.; ainſi la dépenſe ſurpaſſe la reproduction, parce qu'une partie de la dépenſe qui ſe porte à la claſſe ſtérile, n'eſt pas en achats de production.

1° Les matieres des ouvrages que l'on paie à la claſſe ſtérile, ne ſont que des rachats des mêmes productions que la claſſe productive lui a vendues.

2° Les dépenſes de rétribution pour la main-d'œuvre payée à la claſſe ſtérile, ne ſont pas des achats de production, c'eſt un paiement de ſalaire pour le travail des agents de cette claſſe.

3° C'eſt pourquoi les dépenſes annuelles ſurpaſſent la totalité de la reproduction annuelle ; mais cet excédent de dépenſes n'eſt au fond qu'un

double emploi successif de l'argent qui circule dans la nation.



CHAPITRE V.

Les effets des Dépenses.

Les différentes déductions qui se tirent des principes, doivent faire reparoître les principes sous différents points de vue.

QU'ON ne soit point étonné de voir souvent les mêmes principes reparoître dans les différentes parties de cette analyse, ils sont la base de toute cette science. A mesure qu'un édifice s'éleve, il faut revenir à en mesurer l'à-plomb.

C'est par les dépenses que tout commence à agir. Le corps humain même a besoin d'abord, & dès sa naissance, de trouver son aliment. Nous avons, en expliquant ce principe, établi pourquoi tout le jeu du Tableau commence par les dépenses.

Ordre naturel de la coopération des hommes au bien général de la Société.

Les choses à notre usage sont des biens par leur nature, mais ce ne sont que les dépenses qui leur donnent une valeur vénale, & la qualité de richesses, soit alimentaires, soit d'usage extérieur; car sans besoin & sans l'emploi désiré des choses dont les

hommes font usage, elles ne seroient ni recherchées, ni achetées, ni reproduites, ni préparées par le travail des hommes. Les effets généraux des dépenses sont donc la valeur vénale, la reproduction & la préparation des reproductions.

Les dépenses ont des effets différents dans l'ordre économique selon l'ordre même de ces dépenses, tant dans l'emploi du revenu, que dans la classe productive & que dans la classe stérile. C'est l'ordre de ces différents effets que nous devons maintenant considérer.

Il faut d'abord, pour bien asseoir ces principes, avant d'entrer dans le détail de l'examen de l'ordre des dépenses dans les trois classes, relativement aux effets de ces dépenses, prendre pour base le droit naturel sur lequel est fondée la société, & qui renferme toutes les mesures du droit positif. La propriété acquise médiatement ou immédiatement par le travail, doit être assurée pour assurer, exciter & perpétuer le travail. Les hommes doivent s'entr'aider mutuellement, & contribuer réciproquement aux besoins de la Société.

Ordre économique de la dépense du revenu.

C'eſt dans l'accompliſſement journalier de ces deux devoirs que ſe rencontrent l'avantage public & l'avantage particulier. Paſſons à la preuve phyſique de cette vérité & à l'analyſe de la maniere dont elle s'exécute.

Nous avons reconnu trois ſortes de propriétés, celle des biens-fonds, celle des richeſſes d'exploitation, celle de rétribution.

La propriété du bien-fonds vient originairement du travail & de la dépenſe de ceux qui mettent des terres délaiſſées & inutiles en valeur; c'eſt ce qu'on remarque en tout temps dans les colonies déſertes; chaque Coloniſte eſt aſſuré, par le Souverain ou la communauté, de la conceſſion du terrein, avant que de lui conſacrer ſon travail & ſes dépenſes. Voilà le droit primordial d'acquiſition; il eſt fondé ſur le droit naturel, & ce droit naturel eſt fondé ſur l'ordre phyſique même. Le terrein n'avoit nul prix, nulle valeur: il en a acquis par le travail & les dépenſes de celui qui l'a défriché & cultivé: voilà l'ordre naturel. Sans la ſûreté de la poſſeſſion, le Cultivateur n'auroit pas ſacrifié à

la terre ſon travail & ſes dépenſes, elle ſeroit reſtée en non-valeur pour lui & pour la ſociété. La ſûreté morale de la propriété eſt donc une condition requiſe & néceſſaire à l'établiſſement de la valeur des biens-fonds. Voilà le droit naturel. La propriété peut être cédée par aliénation & dédommagement, alors celui qui acquiert, fait, par l'achat, la dépenſe de la valeur du bien-fonds qui lui eſt vendu. La propriété peut auſſi être cédée par donation : dans ce cas, celui qui donne, a des motifs ſuffiſants pour le déterminer à donner, & ces motifs ſatisfaits lui tiennent lieu de dédommagement. Enfin la propriété paſſe par héritage aux parents du poſſeſſeur, & devient patrimoniale, s'il n'y a quelques loix qui s'y oppoſent par raiſon d'un plus grand avantage pour la ſociété. Je dis d'un plus grand avantage, car le droit d'héritage eſt lui-même avantageux à la Société, parce que le poſſeſſeur attaché à ſa famille, eſt excité par cette prérogative au travail & à la dépenſe, pour l'entretien, l'amélioration & l'accroiſſement de ſon bien. Or le travail & la dépenſe ſont les ſources de la ri-

chesse & de la prospérité des nations. Il est donc évident que tout membre de la société, occupé équitablement de son intérêt particulier, coopere au bien général. Examinons donc sous ce point de vue, les travaux & les dépenses des hommes réunis en Société.

Nous commençons par l'emploi du revenu, attendu que la marche du tableau commence par-là, comme on l'a déjà dit. Le revenu est la seule portion disponible de la production, & c'est de la maniere dont on en dispose, que dépend tout le branle de la Société. Il faut d'abord que le revenu soit dépensé, car il n'y a que cela qui en un sens soit dépensé; tout le reste est consommation seulement & non dépense. Je m'explique: que Pierre consomme, lui & sa famille, le bled qu'il a recueilli, que ses chevaux consomment ses fourrages, qu'il se vêtisse de la peau de ses moutons & se nourrisse de leur chair; tout cela est consommation, tout cela se peut sans donner aucune valeur vénale à ses denrées, sans l'obliger à aucuns rapports avec le reste de la Société. Le revenu au contraire suppose la valeur vénale du produit, car sans cela il

n'y auroit point d'excédent commerçable, & chacun seroit obligé de travailler de ses mains pour vivre, ou de vivre pauvrement de cette portion de fruits réservée dans chaque famille aux caduques & aux impotents. Le revenu suppose la Société formée, les rapports établis, les achats & les ventes en usage, & le numéraire convenu. Un plus grand revenu suppose de grands Etats, les chemins ouverts, les rivieres navigables, les mers libres, les besoins multipliés, les arts perfectionnés, & la terre fertilisée par une bonne & forte culture. En un mot, le revenu est le thermometre moral & physique de la santé, puissance & prospérité d'un Etat. Par le revenu, l'on peut connoître & juger la solidité des principes constitutifs d'un Etat, l'honnêteté des mœurs d'une nation, la force & l'intégrité de ses loix, la sagesse de son gouvernement, l'utilité de son commerce, le florissant de son agriculture, l'étendue de sa population, la masse de ses richesses, la quotité du numéraire circulant chez elle, & à peu de chose près la valeur de ses trésors. Ce que j'avance ici à cet égard, se démon-

trera dans la suite de cet essai.

Le revenu est donc le cannevas de la dépense proprement dite. Il importe que le revenu soit dépensé, car toute épargne sur le revenu est diminution de dépense, & par une suite directe, de production & de revenu. Celui qui épargne sur sa consommation, peut bien augmenter ses propres fonds aux dépens d'autrui ; mais son épargne est autant de pris sur la rentrée générale. Delà la malédiction qu'on voit suivre d'ordinaire les biens amassés par l'avarice sordide, bien différente de la sage économie qui prévoit les accidents qui l'obligeroient à des dépenses forcées, ruineuses si elles n'étoient prévenues. Nous ne confondons pas ici avec l'épargne sordide, l'aisance des particuliers qui s'accroît par l'emploi de ses richesses, car alors celui-là même qui ne croiroit agir que pour lui, ne contribue pas moins au bien général, que s'il s'en occupoit expressément. Mais l'avare fait nécessairement tort au public & à la Société, autant que son vice peut s'étendre.

Il importe donc que le revenu soit dépensé, mais il faut qu'il le soit dans

la direction marquée par le tableau, dont le dérangement, comme nous le prouverons par les changements mêmes du tableau, entraîne les plus fatales conséquences. Le produit net ou portion disponible du produit total, qui excede les reprises annuelles du Cultivateur, est ici considéré, selon l'usage des Nations modernes, comme divisé en trois parts. 1° La dîme, portion du produit total prélevée selon les usages locaux, pour être employée au culte ou service des Autels, c'est-à-dire, à la consommation de leurs Desservants. 2° Le revenu des Propriétaires, qui ont aussi leurs devoirs d'action de surveillance ou de gouvernement des biens-fonds, de la dépense des revenus & de leur coopération au bien général par leurs services, selon leurs différents emplois dans l'état. 3° L'impôt ou portion du produit net, donné en contribution pour fournir aux frais de la police & de la défense de l'État. L'objet moral de l'application du revenu, est de faire subsister les différents Agents de toutes ces parties nécessaires à la Société, de maniere qu'ils soient dispensés de trouver la fourniture de

leurs besoins dans un travail méchanique qui les détourneroit de leur tâche publique, qui ne doit souffrir aucune interruption. La distribution physique de leur dépense doit se conformer à son objet moral, c'est-à-dire, qu'elle doit pourvoir à leur subsistance, & leur procurer les différents secours nécessaires à leur état qui implique leurs devoirs.

Tel est l'ordre naturel prescrit à la dépense, ordre simple & qui va de lui-même dans sa direction naturelle; mais l'ordre de contrainte qui cause un dérangement contre nature & raison, porte invinciblement sur le moral & sur la constitution fondamentale de la Société.

Les dérangements de l'ordre moral, sont une suite des dérangements de l'ordre physique & économique.

On regarde à bon droit les mœurs comme l'Egide d'une nation; mais c'est la culture, cette corne d'abondance, qui gouverne les mœurs. Quand les spéculations politiques d'une nation la dérangent, elles alterent son fonds; les mœurs deviennent frivoles, les besoins forcent alors les hommes de recourir aux expédients les plus désordonnés; car le désordre politique déconcerte les hommes. La pauvreté succede, l'â-

prêté & la rapine s'emparent des mœurs : pourquoi ? C'est qu'où tous ont besoin, & où peu travaillent ; là sont les voleurs, la misere enfin. Alors tout est artifice, déréglement, iniquité, querelle, animosité, parti. Si les produits de la propriété, & la rétribution due au travail, se rétablissent & sont assurés, les hommes se replacent d'eux-mêmes dans l'ordre moral. Voilà les vrais fondements de la loi naturelle & de l'ordre civil. Si les moralistes & les politiques ne fondent pas leurs sciences sur l'ordre économique, sur la charrue, leurs spéculations seront vaines & chimériques ; ce sont des Médecins qui n'apperçoivent que les symptômes, & qui ignorent la maladie. Ceux qui nous peignent les mœurs de leur siecle sans remonter aux causes, ne sont que des Spéculateurs & non des Philosophes. Les Réformateurs & les Censeurs qui veulent s'opposer à un courant sans en changer la pente, s'exposent eux-mêmes à la dérision publique. Les mœurs sont des effets naturels des causes. Les causes destructives du fonds détruisent les mœurs, les font dégénérer en igno-

Vaines spéculations des Moralistes qui se bornent aux regles morales, au droit naturel, séparément de l'ordre naturel & économique.

rance, en intérêts particuliers, qui deviennent à leur tour la sauve-garde & l'appui des dérangements & de la perversion. En considérant, avec des yeux instruits, l'état des Nations, on trouvera toujours que les désordres moraux sont en proportion des dérangements politiques, & suivent la même progression.

Quelles sont donc les conditions annexées au revenu? c'est, 1° qu'il soit dépensé; 2° qu'il le soit selon l'ordre naturel quant au moral; 3° qu'il le soit au physique selon l'ordre de prospérité prescrit dans le tableau. Considérons maintenant les effets des dépenses dans chacune des deux classes actives, en commençant par la classe productive.

Ordre économique des dépenses de la classe productive.

Cette classe travaille d'abord pour elle-même; malgré les plus grands Rois de la terre, le dernier boisseau de bled sera consommé par le dernier Cultivateur. Il ne s'agit donc pas de lui ravir sa subsistance, mais de l'engager à travailler pour celle d'autrui. La barbarie antique avoit pour cela imaginé les esclaves, expédient dénaturé, dont l'expérience a montré l'invalidité pour le succès des gran-

des exploitations d'agriculture. La perte ſur les produits d'un grand territoire cultivé par le travail des bras, la multitude des précautions atroces, que les loix anciennes établiſſoient pour la ſauve-garde des maîtres, leur aſſujettiſſement & l'intercadence de leur bien-être aux lieux où cet uſage tient encore, même dans des petites peuplades privilégiées pour des denrées de choix, & qui ne donnent néanmoins preſqu'aucune fortune ſolide pour trois générations ; toutes ces choſes, dis-je, démontrent combien vains ſont les efforts humains quand la nature réſiſte. Il eſt en effet contre nature de poſer & de conſtituer en ennemis deux êtres ſemblables, à qui leur ſecours mutuel & réciproque eſt néceſſaire. C'eſt un ordre d'agriculture pervers & forcé, qui ne peut ſubſiſter dans un grand Royaume, qu'au déſavantage de la Nation & à la ruine de l'Etat. L'eſclavage eſt une perverſion de l'ordre naturel.

Le commerce libre qui favoriſe les dépenſes, & rapporte leur effet aux lieux où il doit fructifier, a trouvé le ſeul moyen facile & proſpere. Il dirige & excite les travaux par l'appas du profit, par l'effet de la volon-

té. Chacun eſt ou ſe croit libre dans ſa ſphere, & chacun eſt entraîné par la vue de ſon propre bien à concourir au bien univerſel.

Toute la magie de la Société bien ordonnée, eſt que chacun travaille pour autrui, en croyant travailler pour ſoi. Cette magie, dont l'enſemble & les effets ſe développent par l'étude dont nous traitons, nous démontre que le grand Etre nous donna, en pere, des principes économiques & de concorde, quand il daigna nous les annoncer & nous les preſcrire en Dieu, comme loix religieuſes.

Il faut que le Cultivateur tire par ſon travail de quoi nourrir toutes les claſſes de la Société. Pour cela il faut qu'il ſoit porté à tirer de ſa terre le plus de produit poſſible. Il faut en outre qu'il ſoit aidé à la cultiver avec le moins de frais poſſibles d'exploitation. Car le plus grand produit total n'eſt pas l'objet le plus avantageux à la Société, ſi ce plus grand produit eſt conſommé par de plus grands frais de culture. A la vérité il pourroit y avoir plus d'hommes ſur les campagnes, mais il y auroit moins de revenu, & ces hommes ne ſeroient

aucunement disponibles, & jamais cette grande population ne formeroit une Nation riche & puissante : car la puissance d'une Nation exige d'autres moyens que la simple force des hommes, & ces moyens ne peuvent s'obtenir que par les richesses. Le temps & la sueur de ce grand nombre d'hommes seroient dévolus & nécessaires à leur travail. Si-tôt qu'on en déplaceroit une partie, sa portion de travail manqueroit, & conséquemment le produit qui en résulte pour sa subsistance cesseroit, & l'Etat privé du revenu, ne pourroit lui assurer sa rétribution. Or une telle Société, quelque fertile que fût son territoire, n'auroit nul jeu de rapports avec ses voisins, nulles dépenses, nul superflu, & seroit exposée à tous les périls & vouée à toutes les privations qui résultent d'une association imparfaite & infructueuse. L'objet des dépenses de la classe productive doit donc être le plus grand produit net, les frais prélevés, & leur effet, le plus grand revenu ou la plus grande richesse annuelle disponible. Passons aux dépenses de la classe stérile.

Ordre économique des dépenses de la classe stérile.

Ordre économique des dépenses de la partie commerçante de la classe stérile.

La classe stérile ne doit son être & son influence dans la Société qu'au commerce. Avant donc d'examiner les effets des dépenses de cette classe, je crois nécessaire de traiter ici sommairement de ce qui la fait exister & mouvoir. On trouvera ci-dessous un Chapitre exprès qui traitera du rapport des dépenses avec le commerce. Mais ce grand mobile doit être défini & statué relativement à ses principaux attributs & à ses conditions primordiales, pour examiner lumineusement d'autres objets, avant que l'on traite de celui-là dans les détails.

Idée précise du commerce.

Le commerce, proprement dit, est *un service public, qui consiste à acheter des denrées ou marchandises aux lieux de leur production, à les transporter & les vendre aux lieux de leur consommation*. Le Commerçant ou Marchand est acheteur & vendeur de chaque main des mêmes marchandises; ce qui le distingue du colon & de l'artiste, qui ne font que vendeurs de leurs denrées ou ouvrages, & du consommateur, qui n'est qu'acheteur pour son usage. Les uns & les autres de ces derniers peuvent porter, vendre

ou aller acheter, ſans être réputés Marchands.

Ainſi une Nation ne doit regarder l'exercice du commerce que comme un ſervice public, dont elle paie la rétribution à ceux qui l'exécutent, & dont elle ne tire aucun produit net en accroît de biens, puiſqu'elle paie au Commerçant les marchandiſes qu'elle lui achete, & qu'elle lui paie de plus ſa rétribution. Cette rétribution eſt ce que le commerce dépenſe, & l'effet de cette dépenſe eſt de ſoutenir la valeur vénale des productions, & d'étendre la jouiſſance des richeſſes.

Le Commerçant ou Marchand, quoiqu'occupé à un ſervice ſi utile & ſi néceſſaire, n'eſt donc qu'un Agent mercenaire & ſtérile, qui peut même n'être pas Citoyen, ſans être moins profitable à la Nation. L'Etranger même peut être plus profitable, s'il fait payer ſon ſervice moins cher que ne le feroit le Commerçant regnicole.

Cependant le commerce, diſtingué du ſervice mercenaire ou de la rétribution du Commerçant, & conſidéré comme échange ou permutation de richeſſes, & comme moyen

d'accroissement de richesses par le produit des ventes des denrées du pays, n'est pas moins fertile que la terre. Sans le commerce, les productions ne seroient que des biens & non des richesses, & sans les productions de la terre, le commerce ne procureroit ni biens ni richesses.

C'est par nos ventes que le commerce peut accroître nos richesses; & c'est par nos achats qu'il nous en procure la jouissance. Mais préalablement à toute jouissance procurée par le commerce, il faut vendre pour pouvoir acheter. La police qui s'oppose à la vente des productions de premier besoin, pour assurer la subsistance de la Nation, au préjudice des frais & des charges du Cultivateur, jette la Nation dans la décadence & dans la misere. Sans la liberté du commerce, le nécessaire même tombe en non-valeur par la non-valeur du superflu. Les productions en non-valeur ne sont plus des richesses pour la Nation. Les Colons abandonnent la culture, les Propriétaires des terres & l'Etat perdent leur revenu; les professions lucratives languissent, l'Ouvrier manque

d'emploi & de salaire ; toute la Nation tombe dans l'indigence, la population & la consommation s'anéantissent, les richesses d'exploitation périssent, & le territoire reste inculte. Si le commerce se ranime, tout se régénere successivement dans une Nation, en proportion des richesses d'exploitation avec lesquelles elle y pourra contribuer, & à proportion des denrées qu'elle pourra vendre.

Plus les Nations limitrophes se peuplent & s'enrichissent par la consommation & le commerce, plus le commerce s'étend, plus il provoque l'abondance, plus il releve la valeur vénale des productions, & plus il augmente la richesse & multiplie la jouissance des richesses.

Plus la politique d'une Nation favorise le commerce de ses voisins, plus aussi leurs dépenses augmentent, plus les acheteurs se multiplient, & plus elle profite de leurs richesses & s'enrichit elle-même. Plus au contraire on se refuse à ce concours d'opulence, dans le dessein d'appauvrir l'Etranger, plus on se détruit soi-même, plus on s'éloigne des vues de la Providence, qui voulut établir la

prospérité générale des Nations par le commerce loyal & réciproque des Nations. Ce sont différentes portions d'un même tout, qui s'entre-vivifient par les sucs différents qu'elles produisent & qu'elles s'entre-communiquent.

Plus les Nations se disputent l'exercice du commerce, & confondent *la rétribution du Commerçant avec le profit national du commerce*, plus, en conséquence, elles gênent & diminuent le commerce & ses autres avantages, plus elles s'opposent à la concurrence des acheteurs, & plus elles préjudicient à la vente qui est le principe actif des richesses, comme la culture est celui des productions, quand elle est animée par la sûreté & par le succès de la vente.

Le commerce d'exploitation de marchandises de main-d'œuvre, ne rapporte rien à la Nation au-delà du prix des matieres premieres, si ce n'est le paiement de la rétribution de l'Ouvrier, de l'Entrepreneur & du Commerçant ; & la Nation ne profite de ce commerce mercantile, que par la vente des denrées que ces Ouvriers achetent dans le pays, pour leur consommation & pour la fabrication

tion de leurs ouvrages. Ce profit pourroit, à leur défaut, être remplacé par la vente de premiere main des productions du crû, achetées & exportées par tous les Marchands qui font le commerce de ces mêmes productions. Ainsi le commerce d'exploitation de marchandise de main-d'œuvre, n'assure pas plus le débit des denrées, & ne profite pas plus à la Nation que le simple commerce d'exportation des productions naturelles du pays, quand ce commerce y est libre & facile.

Il est vrai que quand les débouchés sont difficiles, l'exportation des marchandises de main-d'œuvre fabriquées dans le pays, peut être préférable par la consommation des subsistances, que les Fabriquants y achetent, & par l'emploi des matieres qu'ils réduisent à un moindre volume, qui les rend plus faciles à transporter. Ce commerce réunit alors, dans la vente à l'Etranger, le prix de la rétribution du travail du Fabriquant, au prix de la matiere premiere; mais cette ressource précaire, qui peut être enlevée à chaque instant a une Nation par l'industrie ou par les loix somp-

tuaires de ses voisins, ne doit être considérée que comme un accessoire très-subordonné à l'avantage d'un prompt & facile débouché, qui procure tout-à-coup un prix avantageux à la vente des productions ; & ce seroit une politique aveugle & absurde, que celle qui tiendroit à bas prix les productions du crû, pour faciliter la subsistance des Fabriquants & des Ouvriers.

L'avantage ci-dessus est le seul qui se montre dans le commerce mercantile, qui est peu intéressant pour une Nation qui a les débouchés libres & faciles pour l'exportation de ses productions. Elle ne doit pas même s'attacher à ce commerce ; car il provoque le luxe de décoration, & bientôt il la rendroit elle-même tributaire de ses propres Agents. D'ailleurs, tous les effets de ce commerce, où les dépenses onéreuses éteignent les dépenses reproductives, comme on le prouvera dans la suite, tournent alors contre la Nation fabriquante, parce que ce commerce diminue la vente des productions naturelles, lorsqu'il augmente les dépenses onéreuses. Il préjudicie à l'agriculture, lorsqu'il

paroît même l'accroître par la multitude d'Ouvriers qu'il occupe aux dépens des autres classes des Citoyens. Tous ces effets se montrent visiblement chez les Nations agricoles, éblouies dans ces temps modernes par l'éclat des manufactures. La discussion & l'analyse s'en trouveront ci-dessous.

Le commerce mercantile enfin, en le considérant simplement comme commerce extérieur, ne peut suppléer, par le débit qu'il procure dans l'intérieur, aux avantages du libre commerce d'exportation des productions naturelles, qui peut seul leur assurer constamment & réguliérement le prix courant entre les Nations commerçantes. C'est-là tout l'avantage auquel il faille tendre pour ses denrées. Seul, il perpétue les richesses de l'agriculture, & les soutient toujours dans une proportion réglée avec celles que ce même commerce procure à l'Etranger. C'est-là ce qu'on ne peut obtenir par le commerce d'exportation de marchandises de main-d'œuvre, qui n'est qu'un petit commerce précaire, variable & fugitif, qui peut & doit même s'éta-

blir de préférence chez les Nations qui manquent de territoire, tandis qu'il est toujours ébranlé & incertain dans un Royaume, où l'intercadence du prix des denrées dérange sans cesse l'état & l'ordre des dépenses de ce frêle commerce d'exploitation.

L'augmentation du prix des denrées, procurée par la liberté du commerce extérieur, n'a rien de semblable à la cherté causée par la disette inopinée des productions. Cette derniere est une calamité, la premiere est un avantage. En effet, une Nation ne peut que profiter de l'augmentation du prix de ses denrées, procurée par le commerce extérieur réciproque, parce que ce prix étant celui qui a cours entre les Nations ; la dépense que nous faisons, par exemple, en valeur vénale de nos propres denrées que nous consommons nous-mêmes, ne peut être à plus haut prix que celle que font les Anglois des leurs. On ne sauroit jamais alors payer le pain à Paris plus cher qu'à Lyon, à Nantes, à Londres, & à Amsterdam ; car les Nations, qui sont actuellement dans l'abondance, trou-

vent à vendre leur ſuperflu à celles qui manquent. Les unes ou les autres profitent tour à tour des mêmes avantages, & les denrées ſe tiennent toujours ainſi à leur niveau. Ces effets réciproques & alternatifs du commerce général, aſſurent, ainſi que le fait le démontre, l'égalité conſtante du prix des denrées, ſurtout des denrées de premiere néceſſité, dont la conſommation, bornée au beſoin, eſt la même en tout temps; enſorte que l'abondance de productions aſſure toujours, dans tous les pays où elle ſe trouve, une richeſſe réelle au Cultivateur pour la vente de ſon ſuperflu aux Nations qui en auront beſoin. C'eſt une aſſurance que ne ſauroit donner la dépenſe en ſuperfluités; car elle eſt ſans meſure. Les marchandiſes du ſecond beſoin n'ont point de ſuperflu aſſuré. La conſommation en eſt ſans regle ni meſure, parce que ce ſuperflu n'eſt pas néceſſaire. La Providence a livré ces dépenſes à la prodigalité des Nations opulentes qui les achetent; mais ſouvent elles ſe trouvent abandonnées aux fantaiſies du petit nombre d'hommes de fortune qui gaſpillent le peu

de richesses, reliquat de l'ancienne richesse des Nations ruinées.

On voit cependant, que pour ce dernier point, comme pour l'autre, la liberté du commerce extérieur est, dans tous les cas, à l'avantage des vendeurs, & toujours favorable aux acheteurs.

Par la liberté du commerce extérieur réciproque, la valeur vénale des denrées, sur-tout celle des denrées du premier besoin, est assurée & compensée dans les ventes & dans les achats, de maniere que chaque Nation ne perd ni sur le prix des denrées qu'elle vend, ni sur le prix de celles qu'elle achete; c'est-à-dire, qu'en ne faisant pas tomber chez elle, par les entraves des Douanes & des prohibitions, le prix de ses denrées, elle en tire toute la valeur pour les achats qu'elle fait chez l'Etranger; car jamais une Nation ne souffre de la cherté du superflu de ses denrées qu'elle vend, quoique celles qu'elle consomme vaillent le même prix, sur lequel il n'y a ni perte ni profit, puisqu'elle les consomme elle-même, & qu'elle ne compte que sur le prix de celles qu'elle vend. Il en est de même,

dans le détail, des intérêts particuliers. Chaque Cultivateur ne compte pareillement que sur le prix de ce qu'il vend, & c'est ce prix qui forme le prix des productions de la Nation. Il est donc de l'intérêt de la Nation de vendre constamment ses denrées le plus cher qu'il est possible. Il est ridicule de former à cet égard des objections fondées sur la division de la Nation, en vendeurs & en acheteurs. Les acheteurs, qui ne sont ni Cultivateurs ni Propriétaires, sont vendeurs de leur travail & de leurs services, à raison du prix des productions qu'ils achetent; & la conformité du prix constant de ces ventes & de ces achats de différente nature, est infaillible. Ainsi la richesse générale d'une Nation consiste toujours dans le plus haut prix de ses productions, parce que dans une bonne culture, la totalité des productions surpasse de beaucoup les frais de l'exploitation, & que la cherté constante des productions provoque & soutient toujours la bonne culture. Le surcroît des productions au-delà des frais, & la cherté constante de ces productions, assurent donc toujours à une Nation

agricole une amplitude de revenu, ou de richesses disponibles, qui se distribuent à tous les sujets, & qui font la force de l'Etat.

Ordre économique des dépenses de la partie industrieuse de la classe stérile.

Après cette sorte d'*index* de la nature & des effets du commerce, que nous détaillerons & prouverons au onzieme Chapitre, passons à l'examen sommaire des effets des dépenses stériles auxquelles le commerce donne l'être, la vie & le mouvement.

La classe stérile, envisagée dans un ordre général, doit être divisée en deux genres; savoir, la classe stérile industrieuse, & la classe stérile soudoyée. On pourroit même y ajouter la classe oisive, si les Employés inutiles & ruineux, les Rentiers ou faux Propriétaires inutiles & à charge à l'Etat, les Joueurs, les Farceurs, les Filles de joie & les Mendiants fainéants, considérés comme oisifs, méritoient droit d'existence & de cité dans l'ordre naturel des choses, & n'étoient regardés comme excréments d'une société dégénérée & extravasée. Considérons les effets des dépenses dans les deux portions de cette classe.

La classe stérile, industrieuse &

laborieuſe qui eſt la portion conſidérée dans le Tableau pour la fabrication des marchandiſes ; c'eſt celle qui achete de la claſſe productive la matiere premiere de ſes ouvrages, qui entretient par ces achats un fonds d'avances annuelles, égal en valeur à la moitié du revenu ; qui ajoute par ſon travail à la valeur de la matiere premiere, le prix que le beſoin ou la fantaiſie donnent à ſes ouvrages, & qui vit de cet excédent de prix, qui lui ſert de rétribution pour ſon travail.

Cette claſſe ne vit & n'exiſte que par le commerce, puiſqu'elle n'a nul droit primitif à la production, nulle clef des premiers beſoins, & qu'elle ne pourvoit qu'aux beſoins ſeconds, enfants du commerce & de la jouiſſance. Son intérêt plus prochain encore, s'il eſt poſſible, que celui des autres claſſes, eſt donc la vivification d'une branche de commerce ; & comme le commerce le plus néceſſaire, eſt certainement le plus conſtant, le plus vif & le plus aſſuré, ſon intérêt eſt de fournir au néceſſaire plutôt qu'au ſuperflu.

Il s'enſuit delà que l'induſtrie com-

munément la plus estimée pour la décoration, est celle qui devroit l'être le moins, comme étant la plus dépendante du superflu, & la plus précaire. Il est un point important qu'on néglige de démêler dans l'accroît de la valeur vénale, effet de la dépense; c'est la valeur fonciere de la chose, d'avec la valeur de la rétribution du travail : deux valeurs très-distinctes, qui se confondent l'une & l'autre dans le prix des marchandises de main-d'œuvre, & qu'on a confondues pareillement dans l'opinion. C'est ce qui a fait croire que, parce qu'avec 15 sols de fil une femme fait une dentelle de cent écus, ce fil même est devenu une richesse de cent écus. Tout est ainsi embrouillé dans la tête des hommes, & les a entraînés dans les plus grandes erreurs sur l'intérêt commun dans l'administration de l'économie politique. Ajoutez à ces 15 sols de fil, la valeur de la subsistance & de l'entretien de l'Ouvriere pendant son travail, & vous verrez alors ce qu'il y a de produit réel pour la Nation, dans l'échange de ce fil contre cent écus.

Il est vrai que la dépense de l'ou-

vrier accroît la valeur vénale de vos productions par l'achat des choses qu'il consomme ; & qu'ainsi, quoique le gain du travail ne soit pas un produit, un accroît de substance, un accroît de biens, c'est cependant un effet de génération de richesses, un accroît de qualité en valeur vénale, un accroît de jouissance enfin. Aussi n'ai-je jamais prétendu nier la nécessité de l'intervention de la classe stérile dans la Société, puisqu'elle est un des bras du commerce, par qui tout se tient ; cependant cet accroît de valeur vénale est l'effet de la dépense de l'Ouvrier, & non pas celui de son travail. Car l'homme oisif, qui dépense sans travailler, produit à cet égard le même effet. Mais, direz-vous, s'il ne travaille pas il n'aura pas de rétribution ; faute de rétribution il ne sera point en état de faire de la dépense ; au lieu que l'Ouvriere ci-dessus tire de son travail sa rétribution aux dépens de celui qui achete & porte sa dentelle ; & elle assure ainsi sa dépense & les bons effets qui en résultent. Entendons-nous.

Il est certain que, si l'homme oisif n'a ni revenu comme propriétaire, ni

gages comme soudoyé, il ne sauroit subsister que par le vol ou la mendicité, qui sont, à le bien prendre, des portions de revenu ou de rétributions, ravies ou escroquées; sinon il ne peut faire de dépense, & il périt. Que fait autre chose l'Ouvrier ci-dessus? Il travaille, reçoit, en échange de son ouvrage, une portion du revenu que le curieux lui cede en rétribution de son travail; il consomme enfin cette rétribution, qui est le fonds qui pourvoit à sa dépense. Ainsi il n'y a de différence entre lui & le voleur & le mendiant, à cet égard, que la différence morale & la satisfaction de l'acheteur, qui se trouve entre la cession volontaire & convenue, & la rapine & l'escroquerie. Mais quant à ce qui est de calcul & de produit, c'est tout un.

Cela pourroit être, direz-vous, si nous achetions & consommions toute la dentelle que peuvent faire vos Ouvriers; mais ils en vendent à l'Etranger, & tirent ainsi de lui leur rétribution, qui se consommant chez nous, hausse la valeur vénale de nos productions, & cause tous les bons effets déduits ci-dessus. Oh! nous voi-

là donc revenus au plan de nous avantager sur l'Etranger. Faudra-t-il revenir sans cesse sur le principe incontestable, que la masse des achats de l'Etranger chez nous doit être balancée avec égalité par celle de nos achats chez lui, sans quoi nous ruinerions l'Etranger, s'il n'étoit pas aussi clairvoyant que nous ; & dans cette hypothese chimérique, nous nécessiterions par contre-coup notre ruine réciproque & subséquente. Le gouvernement qui auroit pour objet de prévaloir par le commerce sur l'Etranger, & qui y parviendroit, feroit précisément la même opération que le particulier, qui, en mettant son bien à fonds perdu, trouve le moyen de doubler son faste & sa dépense. Je l'ai trop dit, je le répéterai sans cesse, je voudrois pouvoir le graver en lettres d'or pour le livrer à la dispute des faux-monnoyeurs du commerce, & à la pratique des hommes éclairés & vertueux : *la prospérité générale & particuliere des Nations, ne peut s'établir que par le commerce loyal & réciproque des Nations.*

Voilà donc notre Ouvriere rentrée dans l'ordre commun de la classe sté-

rile en général, c'eſt-à-dire, vivant ſur le public, & d'une portion du revenu public. Il faut enſuite la ramener à ſa ſubdiviſion particuliere dans cette claſſe, qui eſt la partie induſtrieuſe. Il s'agit maintenant de voir & de ſtatuer quel eſt le rang qu'elle y tient.

Nous avons prouvé que toute la claſſe ſtérile en général profite également à la ſociété en un ſens principal, qui eſt ſa conſommation & ſa dépenſe, qui procure la valeur vénale, ſollicite ainſi la production, ſeul principe d'accroiſſement de richeſſe publique. Il eſt pourtant vrai auſſi qu'il ne peut y avoir d'artiſan dans un Etat agricole qu'à raiſon du revenu de la Nation : ainſi, malgré les avantages que j'accorde à leurs dépenſes, je ne m'y tromperai pas juſqu'à croire que ces avantages puiſſent par eux-mêmes étendre leur ſubſiſtance au-delà du revenu. Les Artiſans contribuent, il eſt vrai, à l'augmentation du revenu, mais ce n'eſt qu'autant que leur nombre eſt de meſure avec le revenu même. La partie induſtrieuſe, contenue dans l'état de proportion qu'elle doit avoir avec le revenu, ou ſi l'on veut avec

ſon commerce, a cependant un privilege naturel correſpondant à une utilité décidée, qui lui eſt particuliere. Cette utilité conſiſte en ce qu'elle fournit des matériaux au commerce, & qu'elle multiplie les beſoins & les dépenſes, hauſſe la valeur vénale, accroît les jouiſſances, & excite de plus en plus les productions. Il eſt donc juſte, en rangeant chaque tribut particulier du travail dans la claſſe induſtrieuſe, de lui donner le rang en raiſon de ce qu'elle s'approche davantage de l'objet conſtitutif du privilege général de la claſſe entiere, c'eſt-à-dire, d'eſtimer chaque Artiſan en raiſon de ce qu'il fournit plus aux achats & aux ventes, & de ce qu'il emploie plus de matiere premiere.

Si l'on me nie ce principe, il faut revenir ſur tout, & retomber dans le pyrrhoniſme de l'égoiſte, qui doute de l'exiſtence de ſon corps & de celle de toutes les autres créatures, & qui cependant boit, mange, s'habille, ſe fait ſervir, compte ſon argent, &c. Mais étant au moins attaché ſérieuſement à cette conduite, nos réſultats encore ne lui ſeront-ils pas tout-à-fait étrangers ? S'il ne les accorde, il

trouvera tout naturellement que l'idée que nous devons avoir, & l'estime qu'on doit faire des différents genres d'industrie manufacturiere, est diamétralement contraire à l'opinion vulgaire. En effet, il y a plus de pieds qui aient besoin de porter des souliers, que de poignets qui aient besoin, j'entends un véritable besoin, de porter des dentelles ; & de surfaces de corps couvertes de laine, qu'il n'y en a qui aient besoin d'être couvertes de drap d'or. Il y aura plus d'achats & de ventes de souliers, que de dentelles & de riches étoffes d'un grand travail. Il y aura pareillement plus de cuirs employés que de fil de lin & de matieres de soie & d'or, & nos terres nous rapporteront plus de profit à nourrir des bestiaux, qu'on n'en retirera de l'usage des toiles de coton, & des étoffes de soie.

Mais, reprend-on, le profit de la main-d'œuvre est de 300 pour un sur la dentelle, & n'est pas de cent pour cent sur les souliers. Toujours du profit en frais ? Et sur qui prenez-vous cette sorte de profit ? Nous venons de tout réduire invinciblement à une masse commune & générale, & de

démontrer que nous sommes indispensablement de moitié de perte & de gain avec l'étranger. Nous avons prouvé qu'il n'y a que deux choses dans le prix des ouvrages, *matiere premiere & rétribution*. Il entre dans 100 écus de souliers pour 50 écus de matiere premiere, & il n'en entre que pour 15 sols dans les 300 livres de dentelle, différence grande pour les achats, la consommation, la valeur vénale, la dépense & la production. A l'égard de la rétribution, il faut que le Cordonnier vive, sans quoi il n'existeroit pas. Il vit & consomme au moins autant que la faiseuse de dentelle. Ainsi, à cet égard tout seroit égal s'il y avoit autant d'Ouvrieres en dentelle que de Cordonniers. Mais c'est chose impossible, attendu l'immense différence de besoins, de consommation & de demandes entre ces deux marchandises. Je ne voudrois autre chose pour faire tomber en risée toutes les subtiles inventions & précautions des peuples pour se cacher & dérober réciproquement leur industrie, sinon qu'il me fût permis de faire à tous une proposition de commerce au futur traité. Je leur cé-

derois volontiers toute l'industrie somptueuse française, les porcelaines, les glaces, les gobelins, toutes les fabriques de Lyon, toute la fine clinquaillerie & l'instabilité des modes de Paris, toutes les manufactures de faste enfin, pourvu qu'ils me cédassent en échange le privilege exclusif de fournir de souliers, de bottes, de selles & gros harnois de chevaux, l'Europe entiere. Si le marché étoit observé de bonne foi, ils m'en demanderoient bientôt le résiliement, & je le leur accorderois, parce qu'il seroit contre mes principes de les ruiner, & que je veux qu'ils nous enrichissent, qu'ils puissent acheter nos vins, nos huiles, notre sel, nos grains, nos chevaux, &c. & que nous ayons de toutes ces choses en abondance.

Tel est donc le plan vers lequel il faut diriger le travail de la partie industrieuse dans la classe stérile d'une Nation, c'est-à-dire, vers le plus commun besoin qui nécessite le plus prompt débit, la plus forte demande des matieres premieres, la plus ponctuelle & égale rétribution, la plus nombreuse dépense, & par consé-

quent la plus complete production. Tel est aussi le point vers lequel il importe que la dépense du revenu soit déterminée par les mœurs, si l'on veut que cette dépense tourne utilement vers son véritable objet, qui est de reproduire le revenu. C'est à ce point continuellement médité, qu'il faut ramener la décision de tout ce qui fut dit vaguement pour & contre la recherche dans les dépenses appellées le *Luxe*. Le sens droit & naturel qui fait portion de cette lumiere versée dans l'ame de l'homme par le Créateur, & qui compose la loi naturelle, ne se trompe point. De tout temps l'austérité & la vertu ont déclamé contre le luxe, & les hommes en général n'ont regardé les discours de ses Apologistes, que comme le jeu d'un esprit voluptueux, ou les vapeurs d'un cœur corrompu. Mais dans ces derniers temps, la fausse science enveloppée dans les halliers de ces fallacieuses inductions, a tellement embrouillé la matiere de l'intérêt commun, que cette opinion absurde étoit redevenue question, & la source même de guerres désastreuses & inhumaines. Le flambeau du tableau éco-

nomique la démêle, & son ordre la soumet au calcul. Le luxe est la dépense tournée du côté du travail le plus recherché, c'est-à-dire, vers le moindre besoin, vers la consommation la plus rare, vers la demande la plus incertaine, la rétribution la plus inégale & qui est l'unique fruit de ce travail, vers le moindre emploi de matieres premieres, & d'ouvriers agents & coadjuteurs, & conséquemment vers la moindre dépense réelle & la production la plus retrécie. Cela dit, le débat est jugé pour ceux qui ne sont pas aveuglés par les préjugés vulgaires que nous avons encore à combattre.

Finissons l'article de la partie industrieuse dans la classe stérile, en rappellant le principe fondamental; savoir, qu'il ne faut pas attribuer au travail stérile, l'effet utile d'accroît des valeurs vénales, qui ne doit être attribué qu'à la dépense des ouvriers. Le travail productif même n'a pas cet avantage, quoiqu'il soit en effet le pere de tout. Je m'explique. Nous avons dit ailleurs qu'un homme à qui je payois 20 liv. pour la culture d'un champ d'arti-

chaux qui me rendoit 40 liv., ne retiroit point la rétribution de moi, mais du champ dont le produit total me rendoit d'abord la rétribution du travailleur, & ensuite autant en produit net. Cette rétribution est certainement un accroît de biens, fruit du travail de cet homme; mais ce qu'il consomme de la production même qu'il fait naître, n'est point un accroît de richesses, en ce que cette consommation qui n'est pas achetée, n'influe aucunement sur la valeur vénale. C'est la dépense en total de cet homme qui fait son effet en génération de valeur vénale. Il dépense & verse de droite & de gauche le fond de sa rétribution pour se procurer ses besoins divers. Il donne ainsi dans sa sphere le branle à la machine; mais ce branle, cette action provient de sa dépense & non de son travail. Car si la production qui naît de son travail, fournissoit à ses besoins & à lui seul, à l'exclusion de toute vente & de tout achat de sa part, ce seroit à la vérité un homme de plus & une production, mais une production isolée qui n'auroit aucune influence communicative dans la Société. Ceci nous

conduit tout naturellement à la partie ſoudoyée de la claſſe ſtérile, dont l'exiſtence n'a aucun objet, ni de production, ni de main-d'œuvre, & dont le ſervice & la dépenſe a néanmoins la même influence ſur l'ordre des choſes & ſur la reproduction.

Il eſt impoſſible de parler ici à l'inapplication, je le ſens quelquefois avec chagrin; car ſi jamais il fut néceſſaire de ſe faire tout à tous, c'eſt ſans doute au démonſtrateur de cette ſcience ſi importante pour tous. Les éléments néanmoins en ſont d'autant plus épineux, que ce fut juſqu'à ce jour une terre en friche; mais elle eſt forte, ſolide & féconde: encore un peu d'attention & tout s'applanira. Poſons maintenant en principe, que la valeur vénale eſt la baſe de toute richeſſe, que ſon accroiſſement eſt accroiſſement de richeſſes, que ce dernier point eſt un effet de la concurrence des acheteurs des productions, & non de celle des vendeurs de denrées ou de travail, qui même a ſouvent l'effet contraire & fait baiſſer les prix; & qu'il réſulte de tout cela que l'effet de l'accroît de la richeſſe par la dépenſe, ne doit être enviſagé

que comme provenant de la part de l'acheteur des productions, c'est-à-dire que les hommes, quelqu'industrie qu'ils aient, ne profitent, économiquement parlant, à la Société, relativement à l'accroît des richesses, que comme acheteurs de subsistance, pain, vin, viande, & de toutes autres especes de productions.

Qu'on me relise, on verra si j'hypothese rien en ceci. Je le répete, qu'on me lise, il est impossible de m'échapper. Une fois réduit à convenir de ces principes, il en résultera nécessairement que plus les hommes sont en état de consommer, plus ils sont utiles; que plus la rétribution du travail est forte, plus ils sont en état de consommer, & tout cela se retrouve dans la reproduction qui rend de plus forts revenus, qui procure même plus de rétributions que l'industrie, & qui les paie elle-même. A la vérité, il faut que ces revenus se dépensent, ce qui est également nécessaire dans la pauvreté, sans quoi tout finiroit. Mais quand on reçoit gros & dépense gros, tout va bien. Et n'est-ce rien que d'augmenter le nombre des hommes, selon l'or-

dre de la Providence divine? N'est-ce pas tout en politique? N'est-ce pas l'aisance, la joie, la bonne foi, la vertu, le bonheur, l'assistance des pauvres, si recommandée dans la Religion chrétienne, où ces préceptes de charité peuvent s'accomplir dignement par les secours de la grace de son divin Instituteur? Ceux qui cherchent à recevoir beaucoup, & dépenser peu, sont de l'ordre de ces avares maudits de la Providence, dont leur aveugle cupidité attaque les plus immuables arrangements. Dieu leur permet, comme à Satan, de changer en desert le paradis terrestre: mais les effets de leur rage ne font qu'augmenter leur soif & leurs tourments.

Considérons maintenant l'effet des dépenses dans la partie soudoyée de la classe stérile. La terre nourrit toute la société; le Cultivateur sur le produit total, & tout le reste sur le produit net. La dîme destinée à l'entretien des Autels & de leurs Desservants, est encore prélevée, quant à la quotité, sur le produit total, attendu qu'elle n'a, ce semble, aucun égard à la différence des frais de culture, ni par conséquent à la rentrée des avances

avances. Cependant, les usages locaux ont eu égard, dans l'établissement premier en chaque canton, aux charges foncieres des terres, & aux différences de fertilité. A mesure que la culture tombe, ou qu'elle consomme plus en frais, certainement la dixme prise sur la récolte en nature, devient plus onéreuse. Qui prendroit une paire de bas sur douze, à une Tricoteuse, lui en prendroit plus qu'en en prenant deux à celui qui les fait au métier.

Le produit net ou gratuit, qui constitue le revenu, entretient tout le reste de la Société. Il est remis d'abord aux Propriétaires particuliers des fonds de terre, & au Propriétaire universel du territoire, qui est l'Etat. Ces deux parties du revenu, distinctes dans leur destination en apparence, n'ont néanmoins, dans l'ordre économique, ainsi que dans l'ordre moral, qu'un seul & même but, qui est de lier, d'unir, de défendre & de servir la Société. Le Tableau économique nous démontre que qui ne rend rien à la Société, ne doit rien en attendre, & que celui même qui croit son existence la plus indifférente &

indépendante, influe néanmoins de tout son poids physique sur la rotation politique, par l'effet de sa dépense, dans le cercle économique.

Nous avons traité d'abord de la dépense du revenu en général, en considérant les effets des dépenses dans la classe propriétaire. Nous avons dit alors, & prouvé simplement, qu'il falloit que le revenu fût dépensé, & qu'il le fût dans l'ordre présenté dans le Tableau. Nous semblons à présent revenir sur la dépense du revenu, puisque nous embrassons presque tout ce qui paroît, au premier coup d'œil, dépense; mais ce n'est en effet que la partie soudoyée de la classe stérile que nous allons examiner.

Tout ce qui est payé par l'Etat ou par les Propriétaires, est en solde, honoraires, appointements, gages, &c. ce qu'est la rétribution ou récompense du travail, dans la partie industrieuse. Ces premiers articles sont ce qui compose la partie soudoyée. La partie soudoyée doit nécessairement grossir dans la Société en raison de ce que la Société s'étend, s'orne & se complique. Mais

c'est ici un objet très-délicat à démêler, en ce qu'il peut nous servir de regle pour juger de l'état de santé ou de maladie de la Société.

Pour expliquer cette vérité, il est nécessaire de subdiviser encore la partie soudoyée en deux portions, l'une libre, l'autre dépendante. En raison de ce que la portion libre gagne, tout va bien. En raison de ce que la portion dépendante s'accroît, tout va de mal en pis. Expliquons maintenant ce que nous entendons par cette subdivision, & nous démontrerons après ce que nous venons d'avancer touchant la marche de ce thermometre.

J'appelle portion libre tout ce qui travaille à choix & volonté sans rétribution fixe, soit journaliere ou d'entreprise. Cette portion comprend tout ce qui travaille au commerce intérieur & extérieur, depuis le porteur d'eau jusqu'à la plus haute place du commerce; comme aussi tout ce qui est employé aux travaux publics & particuliers hors de la classe productive. J'appelle portion dépendante tout ce qui vit à gages & appointements, depuis le Ministre & Général d'armée, jusqu'aux tambours &

aux valets. Voilà leur définition. Venons maintenant à la preuve de ce que nous avons avancé.

Nous avons démontré ci-dessus de quelle utilité étoient les Agents du commerce, comme truchements des besoins, moteurs des dépenses, véhicules des ventes & des achats, hérauts de la valeur vénale, & auteurs par conséquent de la production & des revenus. Si la consommation & les dépenses se jettent vers les superfluités & le luxe, sans contredit le nombre déchoit, puisque la demande est moins forte, & de même qu'un seul vaisseau porteroit de la dentelle pour un siecle de consommation de l'Europe entiere, de même un seul commettant en fourniroit les quatre parties du monde. Je crois cette simple lueur, ajoutée à tout ce qui a été dit ci-dessus, suffisante en un précis aussi sommaire que le doit être celui-ci, pour faire sentir la vérité de ce que j'ai avancé à cet égard. On voit dans les temps de décadence des Nations agricoles, le nombre des Marchands de détail grossir dans les Villes principales, & ces Marchands n'être que des étaleurs de fantaisies; mais

l'œil de l'entendement devroit voir en même-temps, que quand les campagnes ſont opprimées & dévaſtées, tout le monde s'enfuit dans les Villes, comme devant l'ennemi, parce que c'eſt le ſeul abri & le magaſin du peu de proviſions qui reſtent. L'homme refugié ſur un ſtérile pavé, s'il n'y porte ſa proviſion, n'a plus d'autre reſſource, pour y ſubſiſter, que de vendre ſon temps & ſa peau à celui qui fut plus heureux que lui. Voilà d'où viennent tant de boutiques où l'on varie les modes & les deſſeins, comme les filles au ſpectacle & aux promenades varient leurs grimaces & leurs afféteries. Chacun cherche des pratiques, voilà le mot. Mais combien d'honnêtes mariages ces miſérables font avorter; combien de fructueux & abondants commerces ces pompons remplacent-ils dans la Société? C'eſt ce que l'eſprit inſtruit des principes, démêle & calculeroit même aiſément. En raiſon donc de ce que la dépenſe tourne plus vers le colifichet & les ſuperfluités, les Agents du commerce feront moins en nombre, en genre, en qualités; & tous les avantages prove-

nants de leur influence diminueront.

La seconde subdivision de la portion libre dans la partie soudoyée de la classe stérile, sont les Ouvriers & Entrepreneurs des travaux publics & particuliers, non ceux qui vendent leurs ouvrages, produit continuel de leur travail voué à la générosité des besoins : car ceux-là sont dans la classe industrieuse ; ce sont ceux qui se louent à la journée, ou prennent à la toise les ouvrages à l'entreprise. On ne sauroit croire de quelle importance est la direction de leur travail, & conséquemment de leur distribution vers les objets d'utilité, plutôt que vers les objets de fantaisie. On ne sauroit croire, dis-je, combien cela importe à la prospérité publique & par la forme & par le fond. Expliquons ce que nous entendons ici par fond & forme, & nous trouverons dans cette énonciation, la preuve de ce que nous avons avancé, qu'en raison de ce que cette portion décroît, la Société souffre.

J'appelle en ceci *fond*, l'objet du travail du manœuvre, & *forme* l'espece de son travail. Considérons le premier de ces objets, il nous met-

tra sur la voie de l'autre. Si l'objet du travail est d'améliorer le fonds productif, il concourt à la prospérité publique. Si au contraire c'est un objet de pure fantaisie, la forme sert, mais le fond manque. Qu'un Propriétaire emploie des Pionniers à des remuements de terre, c'est un emploi utile de son superflu, comme dirigé vers la plus prochaine consommation, ainsi que nous le verrons ci-dessous. Mais il est bien différent néanmoins pour le fond, que ces Pionniers construisent une terrasse d'embellissement ou une chaussée d'étang; qu'il creusent la terre pour faire une piece d'eau, ou un fossé de desséchement. On voit tout d'un coup à cette esquisse, quel tort on fait par les moeurs au fonds productif, quand on tourne les goûts des Propriétaires en ce genre de dépense vers l'ostentation & la frivolité. Quand, au lieu de promouvoir les travaux d'améliorissement & d'agriculture, toujours continus, intéressants & fructueux, on excite les goûts de décoration, les parcs, les jardins d'arbustes, les fontaines, &c. dépense employée à profit par la

forme, mais argent perdu pour le fond. Voilà ce que nous avions à dire pour le fond dans l'objet du travail du manœuvre ; considérons-le maintenant par la forme.

J'appelle forme, ai-je dit, l'espece de son travail. En effet il suit des regles incontestablement établies ci-dessus, que plus la dépense tourne court vers la consommation, plus elle tend directement à son objet véritable & fructueux.

Ordre économique des mœurs dans les dépenses.

J'entrois un jour à l'Opéra avec un de mes amis, & payant les deux places à l'amphithéatre, je songeai que j'avois actuellement des hommes qui travailloient à dix sols par jour. Ils en auroient eu vingt dans l'état de prospérité où nous envisageons les choses, & j'en aurois été bien plus riche. Voilà, dis-je, de quoi faire travailler trente hommes pendant une journée. Si j'avois poussé mon calcul sur l'objet qui m'occupe aujourd'hui, j'aurois dit, il faut ici mille écus pour faire une bonne chambrée ; ces mille écus nourrissent environ quatre-vingt Saltinbanques ou Manœuvres employés au jeu de cette machine, & puis font consommer le

ſuif, la bougie, le rouge, la poudre & les gants de ce tripot ; au lieu de cela ils feroient vivre 6000 hommes dont la rétribution va, ſur le champ, droit au pain, à la viande, au ſel, à la boiſſon & à la laine la plus groſſiere pour leurs vêtements. Donc toutes choſes étant égales pour l'utilité de ce qui réſulte de leur rétribution, au lieu de trois lieues que je pourrois faire faire à mon argent pour arriver à ſon but, qui eſt la reproduction, je lui en fais parcourir 300 d'un pays qu'il dévaſte ſur la route. Qu'on juge d'après cette induction ſimple, ſi les mœurs n'importent pas autant au phyſique qu'au moral ; s'il eſt égal, que pour l'amuſement de notre jeuneſſe & de notre radotage, on multiplie déſordonnément les ſpectacles, les Acteurs & Actrices, dont le luxe & les dépenſes de recherche font les agréments & le gagne-pain, ou que l'on ſe pique d'avoir de beaux chevaux & de les bien monter, de belles armes & de s'en ſervir avec adreſſe, d'exceller dans les exercices du corps, d'être inſtruit chacun en ſon genre, d'entretenir dans ſa compagnie de braves ſoldats, ou des Savants céle-

bres, ou d'habiles agriculteurs, s'il est égal qu'on fasse peindre ses voitures comme des mignatures, qu'on charge ses plafonds de sculpture, ses murs de trois ors, ses cheminées de magots, ses planchers de tapis, faits pour meubler les chambres des Rois; ou que dans de vastes & de solides maisons placées selon le dogme des anciens qui disoient, *point de maison sans terre, point de terre sans maison*, meublées d'une maniere durable, on reçoive ses voisins, ses parents, ses amis, qu'on les traite simplement, abondamment & avec joie réciproque, que la nourriture des hommes employés au service & aux travaux du domaine, soit bonne & ample pour entretenir leur vigueur, leur activité, & animer leur affection, leur vigilance, leurs soins, leurs travaux; qu'on découvre, qu'on touche au doigt, pourquoi le luxe est si promptement suivi de la misere; pourquoi celui de Rome qui avoit à épuiser toute la terre, ne put durer 200 ans, & qu'on décide enfin si la forme dans l'objet du travail de l'Ouvrier n'est pas de la plus grande importance. Il est prouvé, je crois, que plus la dé-

penſe tourne vers la recherche & la vanité, moins elle occupe d'Ouvriers; ce qui revient à la démonſtration que j'ai promiſe, qu'en raiſon de ce que la portion libre dans la partie ſoudoyée de la claſſe ſtérile décroît, la Société ſouffre.

En parlant ici des mœurs relativement aux principes, on ſentira aiſément que nous traitons ce chapitre, le plus important de tous, quant aux effets extérieurs, mais auſſi aſſujetti que tout autre quant au for intérieur; que nous le traitons, dis-je, en Calculateurs, qui offrent ſeulement les principes, & qui laiſſent aux Moraliſtes le digne & important emploi d'appuyer ſur les conſéquences ſalutaires de la loi; mais quant aux beſoins auxquels les hommes ſont aſſujettis ſur la terre, notre morale eſt la même que celle de l'Evangile, qui ordonne, ſous peine d'anathême, de vêtir ceux qui ſont nuds, de donner à manger à ceux qui ont faim, à boire à ceux qui ont ſoif, &c. parce que cette morale eſt la loi même de la Providence divine, qui ſe manifeſte par-tout dans l'ordre immuable de decrets de l'Auteur de la nature,

qui a attaché notre bonheur éternel à cette loi suprême. » Venez, dit » Notre-Seigneur, venez, vous qui » avez été benis par mon Pere, posséder le Royaume qui vous a été » préparé dès le commencement du » monde ; car j'ai eu faim & vous » m'avez donné à manger ; j'ai eu » soif & vous m'avez donné à boire ; » j'ai eu besoin de logement & vous » m'avez logé ; j'ai été nud & vous » m'avez revêtu ; j'ai été malade & » vous m'avez visité ; j'ai été prisonnier & vous m'êtes venus voir .... » Je vous dis & vous assure qu'autant de fois que vous l'avez fait » (ces œuvres de miséricorde) à » l'égard de l'un des plus petits de » mes freres, c'est à moi-même que » vous l'avez fait. «

La foi se réunit donc essentiellement dans la morale à l'évidence de l'ordre naturel, où tout est institué pour notre bonheur, où tout acte d'humanité & de justice est concours mutuel, alliance & récompense.

Qu'on se rappelle combien étoit nécessaire ci-dessus la distinction au fond & de la forme : le fond est l'objet du travail ; la forme est son ef-

pece, disons-nous. Eh bien! la même distinction subsiste dans la spéculation des mœurs, & sur l'utilité de cette forme : mais nous aurions cru sortir de notre sujet en traitant de l'importance dont elles sont à la Société quant au fond. Dieu lui-même a daigné dicter le résumé de cet article. Il a bien voulu nous prescrire comme culte volontaire, & nous demander comme obéissance méritoire, des détails de conduite qu'il savoit être une dépendance de ces loix physiques, dont l'exécution est forcée sous peine de mort & d'extinction de la Société & de l'espece humaine. Il ne nous appartient pas de nous ériger ici en Commentateurs de ses loix. Il nous donne assez de lumieres pour en découvrir la liaison indissoluble avec les loix physiques de l'Univers. Toutes les conséquences du tableau aboutissent à des résultats compris, chacun en peu de mots concis, & décisifs. J'ose le dire, les hommes équitables conduits par leurs intérêts mêmes, trouveront dans le tableau économique de quoi fixer les incertitudes & redresser les faux-fuyants, où l'esprit d'opinion & de dispute les

a souvent égarés de la vérité sur l'intérêt général de la Société & du Souverain : car plus on approfondira cette vérité, plus on reconnoîtra que l'un ne peut profiter au préjudice de l'autre, & que de-là dépend la prospérité ou la ruine des Etats.

Les sciences qui exposent & démontrent cette suprême & importante Loi, n'attendent pas de notre suffrage une apothéose que les esprits faux ou barbares peuvent seuls leur refuser. On sait que l'opinion est la maîtresse des Souverains & des Tyrans mêmes du monde. On sait que ceux qui pensent gouverner, & se croient les arbitres du sort des foibles humains, ne tiennent qu'un poste, plus assujettissant encore que tout autre, à la tête d'une colonne qui les pousse plus qu'elle n'en est guidée, qui les entraîne dans la voie désignée par ceux qui les ont précédés, dévoyée par les erreurs de leurs prédécesseurs & par les leurs propres, & bouleversée par le torrent rapide de l'opinion. Que les dépositaires de tout savoir & du plein pouvoir tentent un instant de vouloir faire refluer le torrent, ils connoîtront alors

ce que c'eſt que leur puiſſance. Le Sultan peut dans ſon ſérail faire tomber devant lui toutes les têtes de ſes eſclaves : qu'il ordonne tout-à-coup d'aller profaner la moſquée, & prier à l'Egliſe des Grecs ; qu'il tente de prendre une épouſe, que dis-je, un habit à l'Européenne, & ces mêmes eſclaves qui tendent le col ſous le fer extravagant, le lieront à l'inſtant comme inſenſé. Tel eſt l'empire des opinions. Mais les *accoucheurs des penſées*, diſoit Socrate, ſont les véritables paſteurs des humains, le bras droit de la puiſſance *oſtenſoire*, les précurſeurs indiſpenſables de la vérité, les conſervateurs de ſes faſtes, les garants de la ſtabilité du bonheur public. C'eſt à eux à verſer la sageſſe dans le cœur des Princes, la modération dans l'ame des Puiſſants, la réſignation, la lumiere & le repos dans les eſprits des foibles. L'importance de leur digne & conſtante coopération au bon ordre & au bien de la Société, eſt un texte au-deſſus de mes talents. Qu'ai-je à dire ? Qu'y a-t-il au-deſſus des paroles de la sageſſe ſublime que nous venons d'entendre ?

Mais les ſciences réelles, moins

sujettes à tout embrouiller que l'opinion, rentrent dans mon sujet, en ce qu'elles prêtent à l'industrie un secours favorable & qui peut être calculé. Toutes les parties de Physique, toutes celles des Mathématiques, &c. ont donné & donneront chaque jour des ailes à l'industrie, tandis que l'industrie prête sans cesse des secours au progrès des sciences. Les plus illustres Savants avouent qu'elles sont encore à leur aurore. La bienfaisance de Dieu est sans bornes comme ses autres attributs, & les fruits qu'elle a promis à notre sueur, participent à son immensité. La sueur du Savant est son étude. Le fruit général qu'il en retire, est le bien public, mais son avantage particulier, la rétribution qui ne peut lui être refusée sans injustice, c'est de l'honorer comme le bienfaicteur de l'humanité. Ce n'est que dans les Sociétés corrompues & devenues insensibles à l'intérêt public, que chacun se cantonne & se fait du dédain de ce qu'il n'entend pas, un palliatif contre le mal poignant du sentiment de sa propre indignité. Là l'Histrion & le Chanteur auront des succès

éphémeres qui leur assureront une vie tissue d'applaudissements, au moyen de la précaution de changer sans cesse d'auditeurs ; & le Savant utile, étranger à la Société dominante, ne voit rien qui lui fasse espérer de vivre, même parmi les morts. Ce n'est point de la morale spéculative qu'on peut attendre le redressement de ces erreurs destructives ; c'est du rétablissement de l'ordre général, c'est du calcul, c'est de la renaissance des richesses & des besoins. Chacun retournant à son affaire, estimera l'homme utile, & dédaignera l'agréable baladin. Après ce peu de mots sur un point si important, suivons la marche de nos inductions.

Ordre économique des dépenses du ministere public.

Les travaux publics, plus considérables, plus forts & plus réunis que les travaux particuliers, se rapportent aux mêmes regles, & avec d'autant plus d'influence sur le tout, que les particuliers ne peuvent rien que sur la même trace, & selon la direction du Public. Le proverbe *Regis ad exemplum*, &c. est non-seulement un axiome d'expérience, mais encore de nécessité. Que produiront mes efforts & ceux de mes voisins pour

faire venir du bled, sinon une accélération de ruine pour nous, si le ministere public ne nous ouvre les débouchés qui peuvent seuls donner une valeur à ma denrée ? Ce seroit donc par la faute du ministere public, si tous les travaux d'amélioration étoient interdits. Or en prenant l'espece pour le tout, on verra que les mœurs en tout genre sont forcées & entraînées par le malheureux concours de l'indolence, de l'indécence, ou de la fausse science publique. Si au contraire le gouvernement tourne ses vues, dans l'emploi de sa puissance & de sa dépense, à entretenir le plus grand nombre d'ouvriers de la portion libre dans la partie soudoyée de la classe stérile, à diriger l'objet de leur travail vers l'utilité du fond, tout prospérera à la fois ; on ouvrira partout des débouchés, on applanira les chemins, on percera les montagnes, on rigolera le territoire d'utiles canaux qui formeront des communications entre les rivieres ; on rendra navigables les petites qui conduisent aux grandes ; on doublera & triplera le revenu des bois, sans les vendre plus cher aux consommateurs ; on

diminuera les dépenses du commerce qui pesent sur la classe productive, & la population s'accroîtra à raison de l'accroissement des revenus, par la facilité des transports, & sur-tout des transports par eau, qui sont peu dispendieux, & qui ménagent le territoire en évitant la multiplication des grands chemins. Ces travaux qui appellent le commerce & qui diminuent les frais, sont les plus utiles de tous à la production, & leur effet direct est d'accroître le produit net & le revenu. En effet, les frais du commerce sont, ainsi que ceux de la culti-vation, indispensablement prélevés sur le produit total, avant qu'on en puisse tirer un produit net. Une corde de bois à Paris, par exemple, coûtera également 34 liv. à l'acheteur, soit que le bois vienne de près ou de loin, avec facilité ou à grands frais. Cependant s'il n'y a que 4 liv. de frais de voiture & 2 liv. de frais d'exploitation, ce bois donne 28 livres de revenu au propriétaire. Si au contraire il en coûte 30 liv. pour le faire venir, il ne donnera plus que 2 liv. de revenu; mais, dit-on, ces 30 liv. qui se mangent par les chemins, con-

somment le foin, l'avoine, &c. des Propriétaires sur la route, & sont portion du revenu de ces Propriétaires, ce qui fait le même pour l'Etat. Oh ! nous voilà à l'embroglio qui fit qu'on s'opposa jadis aux moulins à eau & aux métiers de bas, parce que les moulins à bras & le tricot faisoient vivre plus de gens, & qui a depuis fait mettre en question, si le canal d'Orléans n'étoit pas nuisible en ce qu'il supprimoit des Rouliers, comme la petite poste des Commissionnaires. L'esprit humain s'égare & se replie sans cesse dans toute recherche, si le flambeau des principes, le fil des conséquences & la sûreté des calculs ne l'éclairent, ne le guident & ne le soutiennent. C'est cette nécessité qui rend le Tableau économique bien conçu, la plus digne offrande qu'on ait pu faire à l'humanité. Suivons donc, le Tableau à la main, la question qui se présente qui n'est pas aisée à débrouiller, si l'on n'a présents les principes & les conséquences ci-dessus.

Nous avons dit que l'effet des dépenses étoit la valeur vénale, la production & le revenu. Nous avons dit

aussi que les dépenses les plus voisines de la consommation étoient les plus fructueuses. En ce sens les frais de commerce, de voiture, &c. qui certainement sont des dépenses en forme & des dépenses de consommation, ont les bons effets déduits dans cette induction. Mais nous avons dit aussi & établi, comme la grande loi économique, que tout ne marchoit librement & à l'avantage de l'Etat, de sa force & de sa puissance, que par la dépense du revenu, ou produit net & disponible ; que par conséquent tout devoit tendre au plus grand produit net ou revenu, dont l'Etat, qui est le propriétaire universel, tire une part proportionnelle à la totalité. Pour ne pas s'égarer d'abord dans notre grande spéculation, il faut marquer les rangs entre le consommateur, l'argent & le Propriétaire, selon les regles du Tableau. Ce n'est donc point le Propriétaire ni l'Etat qui emploie l'argent, & qui donne du bois au consommateur ; d'abord c'est le consommateur qui emploie l'argent ; c'est lui qui va l'offrir au Propriétaire en échange d'une matiere combustible. Sans cela, rien n'ira. Là

où le commerce ne va pas, chacun coupe du bois pour son usage, & tout est dit. C'est donc l'intérêt du consommateur qu'il faut regarder premiérement, parce que de celui-là dérivent tous les autres. C'est lui qui fait agir le Commerçant, c'est lui qui constitue le Propriétaire; car on n'est Propriétaire que de ce dont on peut disposer, & il n'y a de disponible dans la production que le revenu. Toute l'œuvre économique de la prospérité politique est de rapprocher le consommateur & la production. C'est ce que fait le commerce, & c'est en quoi nous l'avons prouvé si nécessaire. Mais cette coopération il faut la payer avec épargne; car ces frais ne sont qu'une rétribution forcée en suppression de revenu. Ils sont en perte de temps, en dégât de productions. Plus donc on peut les diminuer, plus on rapproche les profits des achats & des ventes; & plus on augmente ces profits, plus il y a d'achats & de ventes, ce qui est la vraie prospérité. Quand le monde entier seroit peuplé, policé & uni d'intérêts, on ne s'aviseroit pas d'aller chercher en Asie du thé pour la Fran-

ce à dos de mulets, de chevaux & de chameaux, par le Danemarck, la Russie, la Perse, &c. On iroit certainement toujours avec des vaisseaux, & personne ne demanderoit pourquoi. Cependant cette caravane feroit en chemin bien des provisions, des consommations & des vivifications; mais au bout, la charge fût-elle de diamants, elle ne vaudroit pas la voiture. Eh bien! la même regle existe de Paris à Orléans. Si l'on peut abréger les frais en ouvrant les passages & les communications, les denrées que les Rouliers consommoient en chemin & à vil prix, parce qu'elles n'avoient d'autre débouché, & qu'ils épargnoient le plus qu'il leur étoit possible; les frais prélevables sur leur rétribution; ces denrées, dis-je, deviendroient d'autant plus voisines de la consommation, de la demande, &c. La valeur vénale haussera d'abord de la moitié du montant des frais supprimés en faveur du Propriétaire, & baissera de l'autre moitié en faveur du consommateur. Comme ce dernier ne veut que consommer, il grossira sa consommation & sa demande; il les grossira, dis-je, de tout ce dont

il aura profité sur le prix de son premier achat, dès-lors accroît de consommation de dépenses, de valeur vénale & de production; c'est-à-dire, prospérité & population. En un mot, les frais de commerce sont comme ceux de cultivation, autant de pris sur le produit net, & sur le revenu, seule richesse disponible qui fait aller d'elle-même toute la machine. Partant tout ce qui tend à diminuer ces frais, tend directement à la prospérité & à la force de la Nation.

Tel doit être l'objet des travaux publics, telle est l'importance de leur direction. On n'a jamais peut-être tenté dans l'Univers, si ce n'est en Egypte autrefois, & en Hollande de nos jours, ce que pourroient donner de faveur à la circulation & à ses effets, les travaux publics dirigés par un sage gouvernement; ce qui suppose un peuple actif, animé par la rétribution due à son travail & à qui rien n'est impossible. Si cet Etat a trouvé le moyen de se faire un territoire arraché au domaine des éléments contraires, que ne feroit pas une grande nation agricole, jouissant d'un vaste & fertile territoire, & dont

dont la puissance seroit aussi solide que celle-là est précaire, qui vivroit & imposeroit sur le produit gratuit ou revenu des biens, au lieu de vivre & imposer sur la rétribution des sujets. (Cette déduction un peu longue, quoiqu'abrégée, sur la partie des richesses annuelles distribuée à la portion d'agents libres de la classe stérile, étoit nécessaire. Passons maintenant à ce que nous avons appellé la portion dépendante.

J'ai dit que j'appellois portion dépendante, tout ce qui vit à gages, solde fixe & appointement. En ceci nous ne considérons que l'essence des choses. Les personnes, les dignités, la supériorité, l'infériorité n'y font rien. Le mêlange des qualités qui constituent les différentes classes économiques du tableau ramenées à des idées génériques, est un effet indispensable de l'annelure de la Société. Mais encore un coup, c'est l'essence physique des choses que nous considérons uniquement.

Plus cette portion dépendante grossit ou excede en nombre & en émoluments, plus s'accroît la détérioration de la Société. Ce principe se

ſent par la réflexion & ſe prouve par la démonſtration. Il ſe ſent par la réflexion ; il ſuffit pour cela de dire, la nature de l'homme le porte vers la liberté, c'eſt une ſuite de ſon libre arbitre, carriere que la bienfaiſance du Pere univerſel voulut accorder à l'homme pour lui laiſſer le mérite de faire ſon propre bonheur, en même temps qu'il l'enveloppa en effet & invinciblement dans la chaîne flottante en apparence de ſes grandes & immuables loix. L'homme, en un mot, veut d'abord la liberté, mais il eſt contraint par la néceſſité de ſa ſubſiſtance. Il peut naturellement ſe la procurer par ſon travail. Quand il préfere à ce ſecours naturel le lien de la dépendance, quelque choſe force la nature, & rend l'eſclavage préférable à la générosité ou à la répugnance d'un travail commandé. Le principe ci-deſſus ſe prouve encore par la démonſtration. En effet, celui qui eſt ſoudoyé ne peut l'être que pour ſatisfaire à ce qui eſt en ſoi du devoir de chaque Citoyen, à ce que l'ordre naturel dans les mœurs rendroit d'une exécution volontaire & de choix ; mais voici d'autres frais

de Société sujets à la même regle que les frais de cultivation & de commerce, néceſſaires comme eux, prélevables comme eux ſur le produit & le revenu, & qu'il eſt de la plus grande importance de reſtreindre.

La même opération qui ſe faiſoit tout-à-l'heure par le commerce, entre les conſommateurs & le propriétaire, ſe fait en ceci par le bon ordre entre la ſoveraineté & la propriété. Il s'agit qu'elle ſe faſſe à moins de frais. Si les mœurs ſont ſimples, douces, ſages, les rangs & les droits reſpectifs, preſcrits & poſés ſur de bons fondements, voilà ce qu'on peut comparer aux débouchés ouverts, aux communications établies ; un rien fait aller la machine, & la maintient. Si au contraire l'orgueil, la rapine, l'avarice, l'indécence & les prétentions de toute eſpece s'établiſſent dans la Société, ce ſont autant de halliers, de marais, de montagnes & de précipices qui interceptent les communications. L'empire ne ſe ſoutient alors que par de grands frais de commerce politique, de juſtice, de police, de défenſe ; autant de priſes ſur le produit net & diſponible, autant

de corrôsion & de détérioration du fonds.

Cette détérioration chasse nécessairement les hommes de la portion productive, & les pousse vers celle de la dépendance. Voilà donc l'intérêt particulier de la partie gagiste & stérile qui prédomine. Quelle est aussi la tournure à laquelle nous avons dit tout-à-l'heure que la détérioration du fonds dégradoit le commerce? C'est, soit dit en peu de mots, se jetter vers la recherche des objets futiles, multiplier les colifichets, exciter les fantaisies, & corrompre les mœurs. Eh bien! le même cercle entraîne les mêmes viciations dans le commerce politique. La Police se complique d'une multitude d'Ordonnances arbitraires & de Réglements spécieux dans les détails. La Justice se confond & se perd dans un dédale de formalités. Les Charges & les Emplois multipliés sans bornes, absorbent des millions d'hommes. Ces hommes veulent tous des rangs & du faste, & ces rangs & ce faste, des graces & des émoluments, des survivances, des privileges, des immunités. Le service de l'Etat & celui des

Particuliers, font livrés à la rapine & à l'aftuce : chacun cherche à vivre dans la molleffe, & à rejetter le travail fur autrui, jufqu'à ce que le cercle rapide de mifere, provenant de ce régime d'abandon général, enveloppe le tout enfemble, & faffe périr cette nuée d'infectes ufufruitiers fur les offements, déjà defféchés, des Propriétaires.

Arrivés à ce point, les Propriétaires réclament l'Agriculture, fans en connoître l'enchaînement & la dépendance; alors le même principe les égare dans les recherches, produit les mémoires fur les Reigrats, les Turnipes & la Garance, en un Pays où la culture des denrées du premier befoin fera toujours privilégiée par la nature du fol, du climat & des débouchés; parce que chacun cherche à fe fauver par quelque fpéculation, quand le fonds manque, c'eft-à-dire, quand les richeffes d'exploitation font anéanties : nous croyons que nous pouvons y fuppléer par quelques expédients induftrieux; c'eft la reffource des enfants qui fe mettent à cheval fur des bâtons. Mais qui font ceux qui nous propofent des expé-

dients ou nouvelles pratiques d'agriculture ? Des habitants des Villes. Sans la connoiſſance des qualités des terres, qui ne s'acquiert que par une longue expérience, & qu'on ne peut point étudier dans des Livres, toutes les ſpéculations de ces génies fertiles ne ſont regardées par les Experts, que comme des Romans propres à amuſer d'autres Bourgeois, de ces gens qui croient encore qu'il ne faut que des bras pour cultiver, qui ne ſavent pas quel eſt le produit des terres cultivées ſavamment dans les Pays peuplés de riches Laboureurs, vis-à-vis leſquels tout ce qu'on imagineroit dans le cabinet, ne feroit que des inventions puériles. Croyez-vous, dans nos Villes, parce que vous ignorez l'Agriculture, qu'il s'agit de l'inventer pour la réparer dans les Pays où elle eſt dégradée ? Non. Mais tâchez de parvenir par vos recherches, à découvrir les cauſes de cette dégradation. Si vous vous occupez de la pratique de cet Art, dont on ne peut découvrir les ſecrets que dans la nature même, que ce ſoit pour le connoître en lui-même, pour en connoître les dépenſes & les pro-

fits ; pour en connoître les rapports avec l'Etat & avec toutes les différentes classes d'hommes d'une Nation : en un mot, que ce soit pour nous délivrer des préjugés qui nous ont aveuglés. Ne sont-ce pas ces mêmes préjugés qui ont produit d'ailleurs les pompons, les jolies clincailleries, les modes, les frivolités, qui produisent de même les multitudes d'Arrêts, de Réglements, de Brevets, de privileges exclusifs, des prohibitions, des prévoyances contre la disette, qui causent la disette de subsistance, de richesses, d'exploitation, de revenus, de salaire, & la dépopulation.

Les richesses & la population se tiennent dans la marche politique ; tout est nécessité & forcé par la rotation de la machine économique. Facilitez le commerce, les dépenses & les consommations, vous accélérerez les achats & les ventes, exciterez le travail, accroîtrez les productions, & assurerez les revenus. C'est la puissance, c'est le bonheur & la tranquillité, prise dans son vrai principe, dans le travail continuel ; travail toujours inséparable de la dépense ; & delà les mœurs : c'est,

comme nous devons le rappeller, la loi dictée par la nature & par l'Evangile ; car la reconnoissance & l'amour pour l'Auteur de tous les biens, est l'objet & la plénitude de la Loi, & une suite de la jouissance de ces biens. L'homme foible & pressé par des besoins rigoureux, a difficilement la force d'élever d'un plein vol les élans de pur amour jusqu'aux pieds du Trône du Pere de l'Eternité. Mais quand il aime son voisin, son pere, son Magistrat, son Roi, ce sont autant de gradins qui s'offrent à sa foiblesse. L'Être suprême, dont l'immensité embrasse tout, reçoit l'hommage du bon ordre ; & tout me dit qu'il recevra celui de mon travail pour le bonheur de l'humanité.

Mais il est temps de passer à d'autres objets : celui des effets des dépenses m'a mené un peu loin ; mais il est si essentiel que je n'ai cru faire encore qu'en prendre la fleur. Passons maintenant à l'article de la reproduction.

CHAPITRE VI.

De la Reproduction des Dépenses.

NOUS voici parvenus à traiter de la reproduction des dépenses ; c'eſt-à-dire, du complément de l'œuvre économique, repréſentée, décrite & gouvernée dans le Tableau.

Tout n'eſt qu'un cercle ici-bas. Continuer & recommencer ſans ceſſe le cercle ſeroit l'Eternité. Elle eſt ſeulement le partage du grand Auteur de tout, qui modifie & perpétue à ſon gré les parcelles de ſes ouvrages. Toutes paſſageres, elles ont toutes une portion de ce ſouffle, de cette eſſence de perpétuité, germe de régénération. L'homme, créature favorite, fut non-ſeulement privilégié de ce don, quant à ſa propre eſpece, mais encore relativement à la plus grande partie de ce qui peut, entre les choſes créées, ſervir à ſes beſoins. Loin d'uſer de ce don ſelon les vues de ſon bienfaicteur, abandonnant ſon domaine naturel, pour uſurper un domaine factice, le réſultat de ſa déſobéiſſance

eſt de tout ravager & de tout détruire, croyant tout ravir, & de tout s'approprier. C'eſt cette barbare illuſion, c'eſt ce déſordre impie ſur lequel le Tableau économique a entrepris de nous ouvrir les yeux, de combattre les préjugés, de détruire la barbarie étudiée, de rétablir le regne d'Aſtrée, ou, pour mieux dire, le culte actif de l'Être ſuprême, l'obéiſſance & la coopération aux loix immuables qu'il donna à la nature, la jouiſſance de leurs biens, & l'amour pour leur Auteur & pour nos freres & nos coadjuteurs.

Nous touchons aux bornes de ſon explication. Nous avons vu tout partir des dépenſes, & nous avons diſcerné ce que c'étoit, & quelles elles étoient. Nous avons découvert leur ſource, établi & apprécié leurs avances, ſuivi leur diſtribution, conſidéré leurs effets; nous allons trouver & reconnoître leur reproduction. Cet objet nous mene au bout du Tableau, le grand accord ſera complet; il ne s'agira plus que de revenir ſur les détails principaux pour polir l'ouvrage, rendre l'expérience complette, & le thermometre certain. Reprenons

maintenant nos principes, dont le flambeau doit nous conduire jusqu'à la fin. Il faut non-seulement les parcourir, les saisir, en convenir, mais encore se les rendre propres & habituels, s'en nourrir & en faire sa propre chair.

Premier principe. *Tout est produit, dans l'ordre économique, par les dépenses & pour les dépenses.* La culture du grain, du raisin, &c. la plantation des arbres, la nourriture des troupeaux, &c. ne fournissent des richesses que par les dépenses ; & ces richesses ne sont des richesses pour les hommes, que parce qu'ils les dépensent. C'est par la dépense de leurs richesses qu'ils font renaître de nouvelles richesses ; tout cela a été prouvé. Il a été démontré, dis-je, que ce n'est pas parce qu'on seme & recueille du bled que nous mangeons du pain ; mais parce que nous mangeons & demandons tous du pain, qu'on seme du bled ; que plus il y aura de gens qui demandent du pain à nos Cultivateurs, plus nos terres produiront du bled ; que plus, au contraire, on retrécira notre demande, en fermant la porte du grenier, pour conserver du

pain aux gens de la maison, plus on retrécira la production, ce qui enfin l'amenera à néant. On a, dis-je, invinciblement prouvé cela.

Deuxieme principe. *La reproduction des biens s'obtient par les dépenses, & les dépenses doivent être restituées avec surabondance par la reproduction.* C'est-à-dire, qu'il faut que la reproduction totale annuelle, provenante de la cultivation, restitue le fonds des trois sortes de dépenses ; celles du revenu, celles de la cultivation, & celles de l'industrie. Je vis, par exemple, sur ma ferme, il faut que la récolte que je fais sur mon bien fasse rentrer dans mes greniers les frais de la culture & de la moisson, ceux de ma propre consommation, l'entretien de mes valets, & le paiement de tous les ouvriers qui fournissent à nos besoins à tous. Il faut que je retrouve tout cela, & même avec surabondance, pour pouvoir fournir aux cas fortuits & imprévus, & à quelques frais d'éducation, d'établissement, &c. pour ma famille. On fait cela. Il faut de plus que ma cultivation produise un revenu qui assure la subsistance des autres classes d'hommes de la Nation & la défense de nos possessions.

Troisieme principe. *Les biens produits par les dépenses, dans un Etat agricole, deviennent richesses par les dépenses facilitées par le commerce & par l'industrie.* Les biens sont ce que la terre produit, ou spontanément, ou par notre travail, & qui sert à notre usage; mais ils ne deviennent richesses que quand le superflu peut, par le moyen de l'échange, nous procurer nos autres besoins. Mais pour que tout le monde trouve son compte ou son avantage dans l'échange, il faut que les productions ou les marchandises aient entr'elles une valeur de compensation réguliere, sur laquelle les richesses superflues des uns leur procurent en retour le superflu des autres, devenu richesses pour leur usage, & *vice versâ*, à raison de cette valeur de compensation réciproque des richesses. Cet échange est facilité par l'entremise d'une richesse intermédiaire, appellée *argent* ou *monnoie*. Le cours continuel des dépenses est ce qu'on appelle *circulation*. L'avare croit que la circulation a pour effet de favoriser la thésaurisation de l'argent & pour objet l'épargne; ce qui implique contradiction dans la

marche économique ; car toute épargne sur la dépense est diminution sur la circulation. Ainsi, vouloir prendre sur la circulation, & épargner sur la dépense, c'est dessécher la source du ruisseau qui doit arroser le terrein. Le vulgaire, de son côté, n'envisage dans la circulation que l'argent, & sans savoir ni examiner si la terre produit des richesses, il espere toujours que la circulation se ranimera par le retour de l'argent, dans le temps même où la Nation est & sera forcée à l'épargne par l'indigence. La notice des vrais principes, établie, divulguée & reçue dans toutes les têtes, peut seule faire disparoître tant & de si fatales erreurs. Quand l'argent devient rare, c'est qu'on n'a pas de denrées à vendre, c'est que la seve ne se change pas en or, que le revenu s'anéantit par la non-valeur ou la diminution des productions de la terre. Quand il y a peu d'achats & de ventes, c'est qu'il y a peu de dépenses fructueuses. Par la diminution des dépenses les richesses s'anéantissent, & bientôt tous les biens. Pour ranimer le tout, pour faire reproduire les biens, transformer leur superflu en richesses, ré-

tablir les achats & les ventes, ce qui est la marche graduelle & fixe pour rappeller l'argent, ou pour y suppléer, il seroit inutile de compter sur l'épargne volontaire, puisque c'est l'épargne forcée qui a tout perdu, & que, de quelque genre que soit l'épargne sur les dépenses des productions, elle a toujours les mêmes effets sur les dépenses productives, & sur tout ce qui en résulte : il faut au contraire pour multiplier les productions en rétablir la consommation. Comme le corps épuisé ne peut fournir à ce rétablissement, il faut appeller à son secours les dépenses de l'Etranger par toutes les facilités du commerce. On ne s'avise pas de resserrer quelqu'un qu'on veut faire respirer, & à qui l'on veut procurer le grand air.

Si nous étions encore à l'alphabet, on pourroit m'opposer ici que c'est présentement dans le temps où les Nations font les plus grandes dépenses qu'elles tombent dans l'épuisement; ce qui contredit par le fait mes principes. Je réponds à cette frivole objection, qui paroîtra aux Lecteurs attentifs & instruits indigne de trouver place dans un Ouvrage aussi som-

maire que celui-ci ; je réponds, dis-je, parce qu'il faut infiniment plus de ménagement & de patience pour ramener au vrai les esprits gâtés par les préjugés, qu'il n'en faudroit pour ne pas effaroucher les simples, pour faire raisonner les imbécilles, & parler les sourds & muets.

C'est toujours par la cessation des dépenses, que les nations se ruinent.

Je répondrai donc que quand les Nations paroissent s'épuiser par les dépenses, c'est au contraire par la cessation des dépenses qu'elles s'épuisent ; je veux dire, par la cessation des dépenses fructueuses. Les Nations ne s'épuisent en dépenses que par la guerre ou par l'excès du luxe, ou par les exactions. Ces vérités ont besoin d'une prompte & précise analyse pour éviter qu'elles ne papillotent aux yeux de nos adeptes, accoutumés à prendre pour vraies lumieres toutes les fausses lueurs. On ne doit pas être surpris que dans un ouvrage de la nature de celui-ci, le luxe revienne souvent dans nos discussions.

Ce que c'est que le luxe.

La nature ne se trompe point dans ses voies, mais l'esprit est sujet à l'erreur dans ses sentiments, & à s'égarer dans ses définitions. Delà vient que le luxe a toujours été l'objet de l'ana-

thême public jusqu'à ce qu'on ait voulu le définir. Sans entrer dans des spéculations morales, étrangeres à mon objet présent, je n'admets ici qu'un luxe, c'est celui qui est nuisible à la reproduction ; & je le définis, pour le distinguer de la prodigalité, qui est un désordre de ménage particulier, que l'on confond souvent avec le luxe, & qui cependant n'est pas nuisible à une Nation, quoiqu'elle le soit souvent au prodigue. Je définis donc le luxe, terme de tout temps trop équivoque, *un superflu de dépense préjudiciable à la reproduction des richesses d'une Nation.* Je dis, *superflu*, pour le distinguer des autres dépenses infructueuses, qui peuvent être nécessaires & indispensables ; par exemple, la guerre & les dépenses stériles de besoin. Je dis, *préjudiciable à la reproduction*, pour le distinguer de la prodigalité des petits, & de la profusion des grands, qui peuvent n'être pas des dépenses infructueuses, & pour le distinguer généralement des dépenses de subsistance, qui ne nuisent pas à le reproduction, & qui au contraire la favorisent. Cette explication peut avoir sa place ici pour dé-

terminer une bonne fois ce que c'est que le luxe. On dira peut-être encore qu'il faut distinguer le luxe relatif ; mais il n'est que pour des Particuliers, & non pour une Nation, où toute dépense superflue & déréglée, qui nuit à la reproduction de ses richesses, est luxe ; & quand il passe l'équilibre du tableau, il est excès de luxe. Mais c'est dans l'hypothese d'un Royaume agricole, qui est au faîte de la prospérité, dans un Royaume où la culture est si complete dans toute l'étendue de son territoire, qu'il ne peut étendre plus loin ses richesses par les travaux de la classe productive. C'est dans cet Etat, dis-je, que le Tableau partage également les dépenses du revenu entre la classe productive & la classe stérile ; parce que cet ordre économique de dépense assure perpétuellement le même revenu. Mais dans un Royaume où la culture est dégradée, faute de richesses d'exploitation, il y auroit excès de luxe aussi dans cette distribution égale de dépense. Car dans ce cas, il faudroit, pour réparer l'Agriculture, porter la dépense plus du côté de la classe productive que du côté de la classe stérile,

jusqu'à ce que la Nation fût parvenue à son plus haut point de prospérité. Nous donnerons dans la suite la démonstration de ce principe d'économie ; l'esprit appercevant dans ses recherches sur cette matiere le pour & le contre, ne peut se décider exactement qu'après avoir mesuré & calculé, & le Tableau nous présentera clairement les éléments de ce calcul.

Les mauvais effets du luxe d'une Nation s'étendent jusqu'à ses voisins. Ainsi, l'excès du luxe pourroit s'appeller *luxe etranger* ; mais cette dénomination le confondroit peut-être avec la consommation des denrées ou des marchandises étrangeres. J'ai démontré au contraire, qu'au moyen de la liberté qui établit le commerce loyal & réciproque entre les Nations, nos achats chez l'Etranger font la balance de nos ventes, grossissent les revenus de l'Etranger, qui font la balance de nos revenus, accroissent les dépenses de l'Etranger, qui font la balance de nos dépenses, excitent la reproduction de l'Etranger, qui fait la balance constante & stable de notre reproduction. En conséquence, plus nous achetons de l'Etranger, plus

nous lui vendons, & chaque branche de la famille d'Adam ne peut constamment profiter qu'en raison de ce que les autres branches de la famille entiere profitent. Tout est donc dit sur ce que nos faux-Monnoyeurs du commerce entendroient d'abord par le mot de *luxe étranger*. Mais il est impossible que ma langue soit aussi éloignée de la leur, que mes idées le sont de leurs idées; & cette impossibilité me force à entrer dans bien des détails. Pour parvenir donc à me suivre, il faut s'attacher beaucoup plus à mes principes qu'à mes expressions; & pour m'entendre maintenant, il faut ne point perdre de vue la communauté d'intérêts que j'ai démontré établie par la nature entre les différentes branches de la famille d'Adam. Puisque les bons effets sont communs entr'elles, les mauvais le doivent être aussi. J'ai prouvé dans le précédent Chapitre, que le luxe national ruinoit un peuple, parce qu'il tournoit les dépenses vers la moindre consommation, & la moindre dépense reproductive. Cet effet devient sensible chez l'Etranger par le contre-coup indispensable que nous venons de démon-

trer. Nous lui demandons de plus belles choſes au gré de notre goût gâté, mais dans le fait devenant moins riches, nous lui demandons moins; alors, ſuivant la marche proportionnelle du commerce réciproque, il nous demande moins auſſi: & le luxe, & le dépériſſement que ce luxe entraîne, s'établiſſent auſſi dans toute la famille.

Il eſt ſingulier de voir en combien de manieres ſtupides la fauſſe politique marche & opere, ſans le vouloir ni le ſavoir, contradictoirement à ſes propres calculs. Deux habiles Miniſtres du ſiecle paſſé, ſe diſputoient avec acharnement la faveur d'un grand Roi, & l'on diſoit d'eux qu'ils ſe poignardoient ſans ceſſe, *l'Etat entre deux*; l'un étoit chargé de la guerre, & travailloit ſans ceſſe à entraîner ſon maître de ce côté-là; l'autre, de l'économique, du commerce, & des arts de la paix, auxquels le Maître étoit ſenſible en grand Prince. Eh bien! de ces deux hommes ſi conſtants dans leurs deſſeins contradictoires, & ſi habiles à les faire ſuccéder, le premier établit les Poſtes & relais, invention de paix s'il en fut jamais,

& qui même, en ce dont elle aide la guerre, par la facilité des ordres de correspondance, &c. la rend de nécessité, très-passagere par l'excessive explosion qu'elle donne à ses préparatifs & à ses dépenses : l'autre mit en vogue les tarifs & les prohibitions, vexa les Marchands étrangers, & fit des ennemis éternels à son Maître. Ainsi l'un & l'autre alla contre son propre objet. Ainsi tournent nécessairement chaque jour contre nous-mêmes nos propres précautions. Un gouvernement qui tourne son étude & son travail vers l'établissement & la perfection des manufactures de luxe, est tout surpris de voir ses voisins suivre le même plan & y réussir. Loin de voir qu'à cet égard la propension d'une des branches nécessite celle des autres; que si-tôt que nous tournons vers la recherche dans les dépenses & la moindre consommation, nous déterminons nos voisins à se conformer à nos goûts, ou à renoncer à faire désormais aucun commerce avec nous; loin de voir, dis-je, la chaîne indispensable de ces rapports, on ne cherche qu'à en arrêter le concours, on charge l'industrie étrangere

pour apprendre à l'étranger à charger la nôtre ; on emprisonne le secret de nos manufactures ; on tend en un mot par tous moyens à se priver de la seule ressource qu'on se soit réservée. Tous ces moyens haussent les frais du commerce & des rapports, & diminuent encore les consommations des denrées, & le revenu ; & l'on travaille ainsi sans relâche à se procurer la misere avec un soin & un travail double & centuple de celui qu'il faudroit pour atteindre le plus haut degré d'abondance & de prospérité, en suivant la route tracée par la Nature.

Le commerce repoussé des pays voisins devenus savants dans l'art de se détruire par le plus court chemin, va chercher au loin le moyen de faire son métier ; & comme le propre des fantaisies est de varier sans cesse, il est en cela secondé par le cours du petit nombre de fantaisies qui composent désormais tous les achats. Moins une marchandise est connue, plus elle a de vogue & de prix auprès des goûts gâtés, qui président aux demandes. Cependant plus une marchandise vient de loin, plus elle coûte de

frais, de transport & de commerce, moins elle offre de profit aux vendeurs & de bon marché aux acheteurs. De loin en loin néanmoins, de recherches en recherches, le commerce est repoussé jusqu'à la Chine, aux Indes, &c. & voilà la circulation languissante, & nulle au centre, rejettée aux extrêmités, & semblable à la sorte de vie qui subsiste dans les cadavres à qui la barbe & les cheveux poussent encore pendant quelques jours, tandis que le cœur & les arteres n'ont plus de vie ni de mouvement. C'est-là ce que j'appelle *luxe étranger*, voilà comment il ruine les Nations. Il est aisé de comprendre que c'est par la cessation des vraies dépenses qu'il opere ce désastre.

Comment la guerre est ruineuse par la cessation des dépenses.

Venons maintenant à la guerre que nous avons dit être le second principe de ruine. La guerre nécessite des préparatifs, des achats, des dépenses enfin qui épuisent le gouvernement, & l'on induit delà que c'est par l'accroissement des dépenses qu'elle est ruineuse. Mais un instant de retour sur les principes dissipera cette erreur. Ce n'est point par les dépenses, c'est par la cessation des dépenses que la guerre

guerre est ruineuse. 1° La guerre, sur-tout celle que l'on fait à ses frais chez l'Etranger, & qui épuise les richesses, réduit doublement à l'épargne sur les dépenses qui font renaître les richesses; car la guerre prive la Nation de la jouissance de ses richesses, au préjudice de la reproduction. Elle détourne & interrompt le commerce, & par conséquent les ventes & les achats, la valeur vénale & la reproduction. Elle concentre chaque branche chez elle, & intercepte les rapports avec les Etrangers. Ce que nous avons dit & répété ci-dessus, démontre assez, je crois, que le Tableau économique embrasse dans ses infaillibles regles, l'Europe & l'humanité entieres; que la prospérité générale est astreinte aux mêmes loix que celle d'une Nation particuliere. Plus on étendra l'empire du Tableau, plus la prospérité sera générale, plus aussi la prospérité particuliere aura de force & de stabilité. La guerre ravit à cette influence prospere & respective, les Nations ennemies; le Tableau devient domestique & particulier. Voyons maintenant s'il peut subsister en cet état.

2° Voilà donc le Tableau économique resserré, & la Nation réduite à vivre sur ses propres chairs, & à subsister dans la disette. Heureuse, si en retranchant de son exercice, elle peut soutenir ce régime jusqu'au temps où le rétablissement du bon ordre & de la correspondance avec ses voisins lui rendra la subsistance & la vie. Il faudroit pour cela serrer la voile & tenir le vent au plus près ; observer, comme je l'ai dit, une exacte modération ; s'astreindre dans l'intérieur à la plus précise observation des regles du Tableau ; faire ensorte que les dépenses gardassent au moins un continuel équilibre entre les deux classes, non dans l'espoir de voir renaître les revenus dégradés, sans doute, de toute l'augmentation de valeur vénale, que les demandes étrangeres apportoient aux productions, mais afin d'en conserver une partie avec certitude, & de les voir déchoir du moins avec quelque régularité. Mais cette précaution si nécessaire est par la nature même de la guerre une chose impossible. La guerre est le pays des hazards. Les dispositions requises dans les pays du hazard, sont d'espé-

rer beaucoup, de craindre & de prévoir de même. Il faut donc que les apprêts, les conseils, la conduite participent de la nature de la chose. Dès-lors il faut donner beaucoup au hazard, pratique entiérement opposée aux loix du Tableau économique, où l'on voit que tout est calculé, tout est astreint à des regles fixes de prospérité ou de dépérissement. La guerre force l'emploi des revenus, le déplacement des hommes disponibles & de ceux qui ne le sont pas. Tout s'y consomme en frais de cette portion du commerce civil qui constitue l'attaque & la défense; rien ne retourne vers la reproduction.

Comment la défense est moins ruineuse que l'attaque.

Quand je différencie ici l'*attaque* & la *défense*, ce n'est pas sans une grande raison dont le développement démontrera la fausseté des opinions du vulgaire sur les objets mêmes qui l'intéressent de plus près. La guerre que le peuple croit la moins désastreuse, est celle qui en effet l'est le plus. Peu de mots suffiront pour cette démonstration. Les hommes accoutumés à penser par écho, ont cru d'après l'opinion des temps où les guerres n'étoient que des invasions, &

leurs opérations que des brûlements & des pillages, ont cru, dis-je, qu'il étoit avantageux de porter la guerre chez son ennemi, dans des pays éloignés, & ont appellé cela vivre aux dépens d'autrui. Mais on voit qu'ordinairement le pays qui est le théatre de la guerre, j'entends la guerre entre les Souverains, où le droit des Nations n'est pas violé, profite plus de la dépense de la guerre du Conquérant actuel, que celui-ci, après avoir épuisé ses forces hors de ses Etats, ne retire à la paix de dédommagement de ses conquêtes passageres, quand il ne veut pas s'exposer, en sortant des regles, à de funestes représailles, & à faire dégénérer des guerres politiques en guerres barbares. Le tableau économique leur apprend que la guerre qui consomme chez soi, reproduit chez soi, & conséquemment que la défense est préférable à l'attaque. Il leur apprend ce que l'expérience eût dû, sans lui, leur démontrer : pourquoi les armées formidables de Xercès, transportées dans la Grece, n'eurent d'autres succès que d'épuiser la vaste & plantureuse Asie, & de laisser leurs ri-

chesses & la force en tout genre, sur les stériles rocs de la Grece; pourquoi un grand Roi du siecle passé se soutint avec éclat contre les attaques de l'Europe entiere, & succomba dans sa derniere guerre, où ses alliances lui livrerent l'Italie, l'Allemagne & l'Espagne; pourquoi au commencement de ce siecle un Guerrier redoutable qui, ébloui de ses victoires, voulut étendre ses conquêtes jusques dans les deserts de la Tartarie, ruina son Royaume, & termina sa gloire par un désastre irréparable. Tout, & le hazard même, les ressources, la valeur, la capacité & la fortune des héros, tout, dis-je, est soumis aux regles du Tableau économique, qui ne sont autres que celles de la nature. Si les prodiges de quelques conquérants ont fourni des exemples à l'imprudence d'une multitude de Souverains qui ont voulu les imiter, les revers de ceux-ci ont instruit tous les autres des funestes succès de la témérité de ces entreprises.

C'est donc aussi par la cessation des dépenses productives, & non par l'accroissement de ces dépenses, que la guerre ruine les Nations. Après

ces éclairciſſements néceſſaires pour développer & confirmer nos inductions, rentrons dans l'ordre de nos preuves, & reprenons l'analyſe des loix de la reproduction.

Quatrieme principe. *La ſurabondance de la reproduction au-delà des frais, eſt ce qu'on appelle revenu.* Il faut bien entendre ceci dans les détails; car le revenu n'eſt pas ce que donne la récolte par-delà ce qu'en doivent conſommer les Cultivateurs. Cela ſeroit ainſi en apparence, ſi la culture des terres étoit bornée à la petite exploitation, qui pourroit être exécutée par le travail même des eſclaves ou des valets à gages; car, après avoir prélevé le grain que ces eſclaves ou valets doivent conſommer effectivement pendant le cours de l'année, & juſqu'à la récolte future, tout le reſte paroîtroit être le revenu du Maître. Cependant le montant des frais néceſſaires pour fournir encore aux autres beſoins de ces eſclaves ou valets pour leur chauſſure, vêtement, &c. n'entreroit pas moins dans les frais prélevables, & ne ſeroit aucunement diſponible, puiſque, faute de fourniture, ces ou-

vriers souffriroient, périroient & ne travailleroient plus. Il faudroit encore prélever la nourriture des chevaux de charrois pour les transports, l'entretien & réparation des outils, &c. toutes choses que nous avons désignées sous la dénomination d'avances annuelles de la culture & du commerce des denrées, comme aussi l'entretien du fond & des avances primitives: ce n'est donc qu'après les reprises de toutes ces avances, & les intérêts de ces avances, pour les réparations casuelles qu'elles exigent, que le restant est un produit net ou revenu. Ainsi donc, ce n'est point tout le superflu destiné à la vente, qui constitue le revenu, puisqu'une partie de ce que vend le Propriétaire, Laboureur, Vigneron, Pâtre, &c. est dévolu à lui procurer son nécessaire indispensable, qui fait partie de sa consommation, & n'est aucunement disponible. Il en est de même dans l'ordre de la société fraternelle, où chacun conserve sa propriété: le Propriétaire celle du fonds; le Cultivateur, celle de ses richesses d'exploitation; & le Fabricant, celle de ses avances & de son travail toujours inséparable

de la dépenſe. En cet état, ce n'eſt point d'après l'eſtimation des frais de la cultivation & du produit total de la récolte, qu'on peut fixer le montant du produit gratuit ou revenu. Cette enquête, variable à l'infini, feroit entiérement fautive & inſuffiſante. Il entre de droit dans les repriſes du cultivateur, non-ſeulement tous les articles indéfinis que nous avons déduits ci-deſſus, mais encore le montant de ſes précautions contre les cas fortuits; celui de l'entretien de la portion de ſa famille qui eſt invalide, comme enfants, vieillards, & lui-même quand il eſt malade, &c. lui ſeul eſt juge de tous ces beſoins, & l'on peut s'en fier à la concurrence du grand nombre de ſes ſemblables qui cherchent de l'emploi, pour ſatisfaire aux mêmes beſoins. Il faut donc une regle pour ſtatuer ſur le montant des revenus, & cette regle ne peut ſe trouver que dans les baux ou actes qui conſtatent les conditions du fermage. L'intérêt du Propriétaire y balance avec connoiſſance de cauſe l'intérêt du Fermier. Plus les denrées ſont à haut prix, plus le Fermier peut hauſſer le bail. Que les productions

ſoient à bon prix ou non, il faut que les Fermiers retirent annuellement leurs frais, leur rétribution & l'intérêt de leurs avances; & c'eſt à ces repriſes déterminées & convenables à leur état qu'ils bornent dans tous les cas leurs prétentions. Ainſi les avantages ou les déſavantages du haut ou du bas prix des denrées décident du prix du fermage, & ſont entiérement pour le compte des Propriétaires.

Il réſulte de tout ceci, 1° que l'état des revenus d'une nation ne peut être conſtaté que par le prix du fermage; 2° que le haut prix des denrées hauſſe néceſſairement les baux; 3° que ce haut prix qui eſt à l'avantage des revenus, n'eſt au déſavantage de perſonne; car tous les états dans la Société doivent être conſidérés, dans le point de vue actuel, comme vendeurs & non comme acheteurs. Le Propriétaire vend la fertilité de ſon fonds à tel prix annuel qui conſtate le revenu. Le Cultivateur vend ſon travail & l'emploi de ſon attelier que le Propriétaire lui paie par déduction du reſtant de la production. Le Fabricant, l'Artiſan, &c. vendent leur temps & leur induſtrie

Tous les états dans la Société doivent être conſidérés comme vendeurs & non comme acheteurs.

au *prorata* du tarif où se trouvent les denrées pour leur subsistance, & les marchandises pour leur entretien. Les soudoyés & gens à gages vendent leur liberté, leurs talents, leurs travaux sur le même taux. Tout le monde est vendeur ; c'est dans ce sens qu'il faut considérer tous les individus qui composent la société. Or comme les vendeurs ont tous un intérêt commun au bon prix des productions, qui non-seulement rehausse les salaires, le prix des ventes de toutes especes, mais qui les multiplie aussi à l'avantage de tous les vendeurs, il s'ensuit que le haut prix des denrées est l'intérêt général & particulier de la société.

J'espere qu'on ne m'opposera pas ici, 1° que tout ce cercle prétendu de haut prix, où tout renchérit à proportion de l'état constant d'un plus grand revenu, ne consiste au fond qu'en dénominations, puisqu'aussitôt qu'il faut dans un pays un louis d'or pour avoir ce qu'on avoit ci-devant pour un écu, & qu'il faut également se défaire de l'argent qu'on reçoit pour se procurer ses nécessités, tout cet accroissement de richesses ne consiste qu'en surcharge de poids de

métaux ; que cette surcharge a plusieurs inconvénients, en ce que, 2° elle met une nation hors de mesure quant au commerce réciproque avec ses voisins moins opulents ; 3° qu'elle écarte les étrangers quant à l'habitation & aux voyages, puisqu'ayant leurs revenus fondés en un pays de non-valeur relative, ils ne peuvent vivre dans le pays de haute valeur, sans s'épuiser par une dépense fort ordinaire quant au fonds ; 4° que l'abondance des métaux donnant une valeur vénale à toutes choses, la charité de fait, l'hospitalité, l'abondance des consommations réciproques & autres vertus sociales d'usage dans les cantons de non-valeur, sont bannies promptement, attendu que personne ne s'avise de faire litiere de ce dont on lui propose tout à l'heure de l'argent ; 5° que l'argent étant une richesse mobile, circulante & transportable, la facilité d'en avoir fait que personne ne se tient plus à sa tâche constante ; que les Propriétaires cherchent les Villes, les Cultivateurs des atteliers plus étendus, le Commerçant à étendre son état & à en sortir, l'industrieux à chercher la perfection

de sa profession, ce qui est un ralentissement de son travail & de son influence ; le soudoyé & le gagiste à changer d'emploi & de maître, & se donner au plus offrant. Il seroit aisé de répondre à toutes ces objections, & de montrer que la plupart d'elles viennent de la rechûte dans la confusion des valeurs avec l'argent, & que les autres dérivent de l'erreur d'attribuer à la richesse des désordres résultants de la pauvreté. Mais avant que de déroger & de descendre à la portée de telles objections qui se contredisent, présentons ici de nouveau les principes, pour épargner du moins aux esprits sevrés les détails dans lesquels la charité fraternelle pour les autres nous engage.

Les ventes & les achats ne sont que des échanges de marchandises qui se font par l'entremise de l'argent. Le vendeur ne fait l'échange de marchandises en argent que pour échanger cet argent en d'autres marchandises. Ce double échange revient au fond à un simple échange, à une simple permutation de marchandises pour d'autres marchandises que l'on veut acheter. Or se procurer ainsi plus de

marchandises, c'est se procurer plus de richesses & plus de jouissance. Si avec un septier de bled qu'un Français vend 20 liv. il achete d'un Hollandois 20 liv. de poivre, il a une fois plus de poivre pour un septier de son bled, que s'il ne vendoit ce septier de bled que 10 liv. Cet exemple suffit pour démontrer qu'une nation qui tiendroit volontairement ses marchandises à bas prix, se ruineroit par son commerce réciproque avec l'Etranger. Dira-t-on qu'une Nation qui tire de son sol toutes les productions qui lui sont nécessaires pour sa subsistance, n'a pas besoin de commercer avec les Etrangers? Entend-on bien ce qu'on veut dire par le *nécessaire pour la subsistance d'une Nation*, qui ne peut se défendre contre les entreprises de ses voisins qu'à l'aide de ses richesses? Comment une Nation peut-elle parvenir à ce point de puissance, sinon par la vente de son superflu à l'Etranger? Comment ce superflu sera-t-il richesse & se perpétuera-t-il, s'il n'acquiert cette qualité de richesse par la vente à l'Etranger? Comment l'état relatif de son revenu & de sa puissance sera-t-il

dans la proportion qu'il peut avoir avec l'état du revenu & de la puissance de ses voisins, si elle tient le prix de ses productions au-dessous du prix courant entre les Nations commerçantes ? Et comment entretiendroit-elle cette puissance, sinon par la jouissance même des richesses, qu'elle peut se procurer en vendant son superflu aux autres Nations ; par cette jouissance, dis-je, qui fait renaître les richesses ? Toutes ces bévues sont trop grossieres & trop absurdes pour occuper ici nos Lecteurs de discussions ridicules.

Rentrons dans l'intérieur du Royaume. Il est composé de plusieurs Provinces qui commercent entr'elles, comme différents Royaumes commercent entr'eux. Les unes produisent des huiles, les autres du bois, les autres du vin, les autres du bled, les autres des chevaux, les autres des bœufs, &c. Toutes ces productions doivent avoir une valeur de compensation proportionnelle aux dépenses de la culture & au revenu que doivent rapporter les terres qui les produisent. Or il faut que chacune de ces Provinces se procure les productions

qui lui manquent, par la vente du superflu de celles qu'elle produit. Il faut donc que cette vente restitue au Cultivateur ses frais, sa rétribution, & l'intérêt de ses avances. Il faut donc aussi qu'elle fournisse des revenus aux Propriétaires, dont la dépense assure la rétribution aux autres classes d'hommes qui ne sont ni Cultivateurs, ni Propriétaires. Il faut encore qu'elle fournisse le contingent de l'impôt nécessaire pour les dépenses du gouvernement & de la défense du Royaume. Il faut donc, je le répete, pour subvenir à tout cela, que les diverses productions des différentes Provinces aient entr'elles une valeur de compensation proportionnelle à tous ces besoins. Réduisez-en le prix au niveau des reprises du Cultivateur, puisque vous croyez trouver votre avantage dans le bas prix des productions de la terre; car je vous avertis que vous ne pouvez pas les avoir à plus bas prix, parce qu'autrement le Cultivateur ne pourroit pas soutenir les dépenses de leur production. Mais alors si vous n'êtes pas Cultivateur vous-même, comment pourrez-vous subsister dans un Royaume où la Nation,

ni l'Etat n'auroient point de revenus ; dans un Royaume, dis-je, où le prix des productions ne fourniroit rien au-delà des reprises du Cultivateur Ce qu'il y a de plus surprenant dans la these du bas prix des productions, c'est qu'il n'y auroit que des citadins qui pussent tenir à des opinions aussi absurdes que celles que nous avons rassemblées dans les objections que nous venons d'exposer ; mais ils n'apperçoivent donc pas que dans leur systême il n'y auroit ni citadins, ni Propriétaires, ni rentiers, ni gagistes, ni agioteurs, ni artistes, ni Savants, ni soldats, ni marine militaire, & qu'il n'y auroit plus que des Cultivateurs & leurs agents, s'il étoit à supposer qu'on pût cultiver les terres avec sûreté, dans un Royaume qui seroit sans défense. Apprenez donc, messieurs les Citadins, qui voulez tant abaisser le Colon, que vous ne pouvez pas exister sans revenu ; que les terres ne peuvent donner de revenu qu'autant que le prix des productions s'étend au-delà des reprises du Cultivateur, & qu'il doit être le plus haut prix qui a cours entre les Nations commerçantes ; c'est ce prix qui

donne le plus de revenu, qui fournit le plus de rétribution aux autres classes d'hommes qui ne cultivent pas la terre; le prix enfin qui regle les richesses relatives des Empires. Vous ne pouvez donc prétendre au bon marché que vous souhaitez, qu'en renonçant à vivre : ou si vous voulez vivre, & vivre dans l'aisance, renoncez à ce bon marché qui vous séduit si grossiérement. Direz-vous encore que vous ne comprenez pas comment il y a à gagner à avoir plus de revenu ou plus de rétribution, & payer plus cher ce que l'on achete ? Si vous savez calculer, vous pénétrerez facilement ce mystere; si votre science ne s'étend pas jusques-là, livrez-vous à la foi, & n'attaquez pas des vérités qui vous intéressent si essentiellement. Je pourrois me dispenser de répondre à des objections qui ne sont qu'une suite de l'erreur dont on vient de reconnoître l'absurdité. Mais pour éviter au moins les répétitions, je me rabattrois à les combattre par des raisonnements aussi vulgaires que ces objections sont triviales & ridicules ; & comme elles ne sont pas toutes dictées par l'igno-

rance, & qu'il y en a d'un genre plus ſpécieux, imaginées par des intérêts particuliers, bien décidés à ne pas entendre raiſon, nous les expoſerons en plein jour avec tout leur appareil ſéduiſant dans la ſuite de cet ouvrage, afin qu'on ſoit en garde contre un brigandage plus funeſte à une Nation, que les Renards de Samſon ne le furent aux moiſſons des Philiſtins. Bornons-nous ici à diſſiper les erreurs, ou à éclaircir des difficultés. On croit qu'un plus grand revenu ſeroit abſorbé par le renchériſſement des dépenſes, qu'ainſi il eſt égal d'avoir un moindre revenu qui par la diminution des dépenſes aſſure la même jouiſſance, ou le même fond de richeſſes uſuelles.

Je répondrois à ce raiſonnement ſuperficiel, qu'il eſt tiré des regiſtres des avares dont nous parlions ci-deſſus, qui croient que la circulation a pour objet de favoriſer la théſauriſation de l'argent, & pour effet l'épargne. Certainement leur eſpérance ſera déçue en un pays riche, autant qu'en un pays pauvre, & plus encore; mais j'ai démontré que cette eſpérance implique contradiction, &

opere destruction. Ce n'est pas que je sois attaché à la plus forte quantité de la masse d'argent circulante, & moins encore à la plus haute dénomination de sa valeur, qui d'ordinaire est une plate ruse de la disette.

Qu'il y ait dans un canton deux cens millions de marcs d'argent monnoyé, ou qu'il n'y en ait que cinquante millions de marcs, assurément cela est parfaitement égal, pourvu que la balance des dépenses soit tournée de maniere que l'argent désigne réguliérement & par-tout les valeurs dans l'échange, & passe au besoin dans toutes les mains, ne séjourne & ne manque dans aucune, ou que l'on y supplée par des arrangements par écrit. A plus forte raison est-il indifférent que ce marc s'appelle 27 liv. ou 54 liv., pourvu que les conditions foncieres de leur distribution soient observées selon les regles du Tableau. On ne m'entendra jamais bien tant qu'on en voudra revenir à cette malheureuse idole de Molok, *l'argent*. Fondez l'idole, faites-en des vases pour le service du Temple du Dieu vivant, qui est l'humanité & la fraternité, elle sera dès-lors fort utile.

Vous m'entendrez alors , vous saurez, vous me promettrez de ne plus oublier que je n'entends , par circulation , que la communication des biens usuels : que l'argent est nécessaire à cette communication ; mais , attendu que peu m'importe d'avoir dans ma garderobe cent paires de souliers pour 12 ans, puisque je sais fort bien que les Cordonniers ne manqueront pas ; de même je ne me soucierai point d'avoir en réserve l'argent qui les représente, si-tôt que je saurai que l'argent reviendra toujours en raison de mon revenu ou de mes émoluments ; que je n'ai besoin que d'ordre & non de réserve, pour assurer journellement ma jouissance, & même pour l'accroître par l'emploi actuel & fructueux de mon argent. L'avarice détruit tout certainement : mais ce sont les mauvais arrangements anti-économiques qui font les avares. Dès que les rentrées sont incertaines , les magasins sont de droit & de prudence. Tous les maux d'une Société décadente qui se montrent à nous sous tant de faces, ne sont autre chose que l'avarice ; & celle-ci , que la prévoyance dictée par le temps qui court.

Quand au contraire on eſt aſſuré du retour perpétuel de ſes revenus ou émoluments en raiſon du bon & continuel emploi des dépenſes, tout eſt ordre, tout eſt repos. L'économie populaire n'eſt point privation. Tel qui porte par goût ſes ſouliers reſſemelées, quoiqu'il ſache où en avoir de neufs, eſt déſolé d'uſer de cette reſſource, s'il eſt dans l'incertitude du retour. C'eſt cette aſſurance qui donne la circulation, c'eſt l'effet utile de l'argent; car toutes les ventes partent delà, & toutes les reproductions, tout le travail, & tout ce qui fait aller la circulation. Le bon prix conſtant des denrées fait le bon travail conſtant du Cultivateur, & la bonne & conſtante production des revenus. Tenez ſeulement la main à cela, & laiſſez aller le reſte. Je ne réponds pas ici directement à l'objection du renchériſſement des dépenſes qui annulle, dit-on, l'accroît du revenu qui réſulte de la cherté des productions; cette idée s'effacera d'elle-même par la ſuite des détails que nous avons encore à parcourir; elle a été anéantie dans d'autres ouvrages par des démonſtrations déciſives, & particuliérement

dans un Mémoire sur l'agriculture adressé à la Société d'Agriculture de Berne, inséré dans la cinquieme partie du livre *de l'Ami des Hommes* ; mais à mesure que nous suivrons l'ordre des dépenses & de leurs rapports avec le revenu, le Tableau assurera partout, & dans tous les cas, par compte & mesure, la certitude de ces rapports.

La richesse augmente le commerce, loin de le bannir.

Je répondrois à la seconde objection, qu'il n'est pas vrai que la richesse mette une Nation hors de mesure, quant au commerce réciproque avec ses voisins moins opulents. La preuve en est que ce sont les Nations les plus riches qui sont les plus commerçantes. On me dira peut-être que je transporte l'effet & la cause, & que c'est parce qu'elles sont commerçantes qu'elles sont riches. Je pourrois démontrer qu'en fait de distinction entre les racines & les branches, je ne suis pas plus apprentif qu'un autre. Mais ce n'est pas ici le lieu d'entrer dans cette discussion. En accordant cet article, cela revient toujours au même quant au point actuel ; puisqu'elles sont riches & commerçantes en même temps, quand elles vendent

leurs productions à haut prix. D'ailleurs, dans mon plan de prospérité constante & réelle, que je fais porter sur la balance loyale & réciproque entre les Nations, l'argent est compris dans cette balance; il suit même les richesses, & il deviendra commun par le commerce réciproque. Dès-lors il n'y aura plus de disparité qu'en dénominations. Or qu'une livre signifie un louis en Angleterre & vingt sols en France, peu importe, puisque l'on s'entend.

Le haut prix des denrées, en attirant la richesse, attire les Etrangers.

La troisieme objection se jette dans les infiniment petits, caracteres favoris des paralogismes de la fausse science. L'envie d'avoir les Etrangers, selon l'idiome de cette finesse, étoit celle de fouiller dans leur poche pour en tirer la rognure des ongles du Dieu Molok. Oh! j'avoue que l'argent d'autrui ne m'a jamais fait envie, & que je ne suis pas homme d'Etat par ce bout-là; que n'étant pas Antropophage non plus, la distinction physique des Nations m'échappe, & que je ne me suis jamais senti moins parent d'un Allemand & d'un Anglois, que d'un Français à moi inconnu. Mais raisonnons sur le désavantage

ci-dessus : il est pareillement de Regnicole à Regnicole. Quelque liberté qu'on donne au commerce, quelque facilité qu'on procure aux débouchés, la nature a déterminé à cet égard des disparités, & jamais les montagnes ne seront des plaines & des ports de mer. En conséquence, le Propriétaire d'un Pays reculé vendra toujours moins cher ses denrées que celui qui est à la porte ; & si je veux les aller consommer sur les lieux, je profiterai de tout ce qu'auroient emporté les frais de commerce. Au lieu de cela, je vis à Paris où tout est cher, & tous y courent comme moi. Mais, dira-t-on, ce sont les affaires, la société, les plaisirs, &c. Eh bien, il y aura plus d'affaires, de société, de plaisirs dans les Pays riches, & par conséquent plus de concours.

L'abondance excite les vertus, & la misere les chasse.

La quatrieme objection seroit très-importante si elle étoit réelle, mais elle est de toute fausseté. Le proverbe qui dit, *quand la pauvreté frappe à la porte d'une maison, vertu s'en va par la fenêtre*, n'est que trop juste, n'est que trop vrai. Qu'on ne m'oppose pas le retranchement des secours dûs à la pauvreté réelle, & à la charité vigilante

gilante en même-temps. La pauvreté volontaire n'eſt point pauvreté ; elle eſt richeſſe au contraire, puiſqu'elle ne ſauroit être renoncement au néceſſaire, mais ſeulement à une dépenſe frivole, à un ſuperflu d'opinion en échange d'une plus grande richeſſe d'opinion & de déſirs ſuſcités & dominants. L'homme n'eſt point une engeance perverſe. Nous ſommes une race d'honneur & de ſentiment. La loi intérieure nous pouſſe au bien même ſans le ſecours de la réflexion. Nous nous intéreſſons au ſort des autres ſi-tôt que nous ſommes tranquilles ſur notre propre ſort. La charité & l'hoſpitalité, je dis plus, la nobleſſe & la générosité n'ont d'aſyle que chez les Nations opulentes ; car les aſyles des fortunes des gagne-petit, quelque riches qu'ils puiſſent paroître, dans un pays dont les habitants ne ſont plus que des ſquélettes décharnés, peuvent bien ne nous montrer que les temples du gain ſordide ou de l'idole de l'avarice ſuggérée par la prévoyance & l'inquiétude ; mais ſi cela eſt, conſidérez le fond, & vous verrez que ce ne ſont que des monuments de la ſollicitude & de la pénurie. On

pourra nous oppoſer encore les mœurs généreuſes des anciens Germains & celles de nos peres, comme auſſi la dureté de nos riches actuels. La réponſe à cela eſt aiſée. Les anciens Germains ne connoiſſoient d'autres richeſſes que leurs tentes, leurs armes & leurs troupeaux. Ils avoient abondamment de tout cela ; & ils étoient hoſpitaliers, parce qu'ils étoient ſolidement riches. Nos peres participoient de ces avantages d'une part, & de l'autre auſſi de ceux de la valeur vénale. Ce n'eſt point ici le lieu de démontrer que ce n'eſt que depuis deux ſiecles que les valeurs des denrées, & avec elles celles de toutes les rétributions, ſoldes, appointements, gages, &c. ſont tombées ; mais c'eſt une choſe prouvée par les anciens tarifs rapportés au taux des monnoies d'aujourd'hui ; il faut ſeulement faire une remarque eſſentielle relativement aux richeſſes, c'eſt qu'il n'y en a point d'aſſurées chez les Nations agricoles, où la valeur vénale des productions eſt en déſordre. Nous avons, nous dira-t-on, enflé les dénominations, & diminué d'autant l'eſſence des choſes. Hélas ! de nos

jours mêmes, M. de Vauban écrit que pour que le Laboureur se sauve dans nos Provinces méridionales, & que pour que tout le monde soit bien, il faut que le bled vaille 20 livres la charge ; on le dit encore. Le marc d'argent étoit cependant de son temps à 37 livres. Il est aujourd'hui à 54 livres ; mais, en reprenant cette mesure pour vérifier ce qu'étoit la paie de l'homme d'armes du temps de Saint Louis, celle du Fantassin du temps de François Premier, on seroit effrayé de notre misere. A l'égard de la dureté de nos Riches, qu'on prenne garde que c'est de l'inconstance dans leur revenu, de leurs principes, & des moyens de leur fortune, qu'on leur rapporte ce que je viens de dire des asyles des gagne-petit ; rien de solide dans le fond, rien d'honnête dans la forme ; inquiétude par-tout dans l'incertitude des redevances & des émoluments. Que peut-on tirer delà ? Et puis encore, s'il paroît quelque phénomene de générosité, le verrez-vous sortir delà ? En un mot, qu'on nous laisse devenir riches, mais riches de vraies richesses, de richesses permanentes, ainsi que nous le dirons

ci-dessous, & les vertus naîtront parmi nous ; car par-tout où l'ordre manque, les hommes sont réduits aux expédients irréguliers. La morale pure est l'ordre, & ne peut subsister que dans l'ordre.

Le moyen de retenir & tranquilliser les hommes, c'est de leur faire trouver leur bien-être.

La cinquieme objection n'est qu'un prestige & un faux raisonnement, qui revient à la barbare politique de ceux qui veulent que le Peuple soit abruti pour qu'il ne plaide pas ; qu'il soit surchargé pour qu'il travaille ; qu'il soit assujetti à la corvée pour le rendre obéissant, & autres principes déicides, qui seroient punis de la foudre, si Dieu ne différoit sa vengeance. Ce n'est point par la misere qu'il faut retenir les hommes sur leur fonds, à leur tâche, à leur emploi. C'est par le bien-être actuel, par la sûreté de leur propriété & du fruit de leur travail, par l'espérance d'un accroissement de profit & de bien-être. C'est alors que les hommes trouveront dans leur devoir leurs affaires ; dans l'avantage de bien faire leurs affaires, leurs plaisirs, & dans la réunion avec les coopérants à leur tâche, leur société. C'est ainsi que tout rentre dans l'ordre naturel, dont la recherche &

les fausses notions avoient tout écarté. C'est ainsi que chacun travaille & vit pour le public, en croyant vivre & travailler pour soi ; ce qui est le vrai point de la prospérité : & tout cela se rencontre dans le haut & constant prix des productions, qui forme les gros & assurés revenus, les fortes & assurées rétributions, la forte & exacte solde, &c. toutes les autres conditions de la distribution des revenus par les dépenses étant d'ailleurs observées selon les regles du Tableau.

Cinquieme Principe. *Le revenu fait subsister diverses classes d'hommes, & particuliérement les hommes disponibles d'une Nation, & fournit les richesses nécessaires pour les dépenses de l'Etat.* Quand le Gouvernement s'avise de penser aux productions, quand les Magistrats s'en occupent, quand les Municipaux s'en inquietent, ils feignent de ne penser qu'au bled, à la Boulangerie, à la crainte de manquer de pain. Ils semblent ignorer que ce froment, semé dans mon champ, doit germer en munitions de guerre, en artillerie, en vaisseaux, &c. Que fera l'Etat, sans toutes ces choses, & d'où sortiront-elles si mon champ ne les

produit ? Au lieu de cela l'on ne s'occupe que du bled nommément, & qu'à en diriger le prix ſelon leurs vues particulieres ; ce qui eſt préciſément la voie de n'en avoir bientôt plus, pas même pour leur ſubſiſtance. Je leur demanderois volontiers, Meſſieurs, pourquoi voulez-vous tenir irréguliérement le bled en non-valeur dans la plupart des Provinces, & à un prix exceſſif dans d'autres ? Ils me répondroient : c'eſt pour que le Peuple vive. *Dem.* Voulez-vous donc en différents lieux le nourrir dans l'oiſiveté ? *Rép.* Non, mais ce qu'il gagne ne ſuffiroit pas pour le nourrir ſi le pain étoit plus cher. *D.* Et d'où vient l'argent qu'il gagne ? *R.* De ceux qui le font travailler. *D.* Et d'où vient l'argent à ceux qui le font travailler ? *R.* De leur revenu, ſans doute. *D.* Et d'où viennent les revenus ? *R.* Du prix des denrées. Et bien donc, laiſſez hauſſer le prix des denrées pour qu'il accroiſſe les revenus ; ceux-ci, les rétributions qui mettent le Peuple en état d'acheter le pain le prix néceſſaire pour faire renaître annuellement les revenus par leur retour dans les mains du Laboureur.

Les précautions contre le monopole des bleds, ſont préciſément ce qui l'établit.

Ne craignez pas que ce dernier faſſe l'uſure ſur ſa marchandiſe. L'uſure ne vient, ne peut venir que de la rareté de la choſe demandée, en proportion de l'abondance de la demande. Cette rareté ne ſauroit exiſter avec le bon prix, parce que toutes les terres cultivables ſont propres à porter du bled, que tous les bleds du monde ſont propres au tranſport & à faire du pain, & que le concours univerſel des Laboureurs garantit du monopole les conſommateurs. Au contraire, vous l'établiſſez, ce monopole, par vos aveugles & criantes meſures, en procurant la rareté ; car vous appréciez le pain au taux de votre police inſidieuſe, en arrêtant le tranſport du bled, de crainte qu'il n'aille chercher ailleurs, où le Peuple eſt dans la diſette, ſon prix naturel. Je vous obſerve ici ; or me ſoutiendrez-vous encore que vos menées ont pour objet d'aſſurer au peuple ſa ſubſiſtance à bas prix ? Si on faiſoit baiſſer le prix du bled dans les Provinces qui avoiſinent une grande Ville, qui conſommeroit près de cent mille muids de bled, qui ſeroit acheté dans ces Provinces ſi bien policées 12 liv.

ou 13 liv. le ſetier pour l'approviſionnement de cette Ville ; & qu'on trouvât, par comparaiſon du prix du bled, & du prix du pain dans cette même Ville, une erreur de 6 ou 7 millions : le zele de cette régie ſi occupée du bien public, paroîtroit-il bien édifiant ? Voilà un des Contes des mille & une nuits qui pourroit avoir ſon application à la police des vivres. Ainſi, en ne paroiſſant enviſager que le pain & le bas prix du bled, on n'ignore pas que le bled n'eſt pas ſimplement du pain, mais une marchandiſe dont on peut appercevoir qu'il y en a qui connoiſſent très-bien le commerce. D'ailleurs, peut-on ſuppoſer que la police ſe borne à faire baiſſer dans la plupart des Provinces, au préjudice des autres, le prix du bled, afin de faire baiſſer le ſalaire que l'on paie au manouvrier ? Mais elle anéantiroit les revenus de la Nation & ceux de l'Etat, & les beſoins indiſpenſables de l'Etat achevent de dépouiller la Nation. Perſonne ne peut travailler à perte ; chacun ceſſe de cultiver, par impuiſſance, par mécontentement, & par prudence. Les grains deviennent donc

rares, la demande eſt toujours la même ; car les grains ſont de premier beſoin. Delà s'enſuivroit le monopole & l'uſure, par les ſingulieres précautions de la police, ſi la population ne diminuoit pas avec les moiſſons & avec les revenus ; car non-ſeulement les bonnes choſes, mais encore les plus funeſtes, les bourreaux, les faux-témoins, les uſuriers ſe font payer cher en raiſon de leur rareté. Mais ici ce n'eſt pas même la cherté que nous avons à craindre ; car la cherté ranimeroit la culture : c'eſt le dépériſſement total des biens & des hommes ; c'eſt cette maladie langoureuſe de l'Etat qui le fait paſſer par tous les degrés de maraſme & d'extinction.

Parvient-on par cette voie à détruire le monopole, on détruiroit auſſi les revenus & l'Etat.

Livrons-nous volontiers à votre faux coloris, & ſuppoſons donc que vous parveniez à tenir les denrées à bas prix, & cependant à en avoir. Mais alors les revenus, je le répete encore, décherront en proportion du baiſſement des prix des denrées, les rétributions ſuivront cette dégradation, & vous ſerez obligé de faire baiſſer encore le prix du pain. De déchéance en déchéance, les revenus

enfin deviendront à rien. Alors la population sera nécessairement bornée aux hommes occupés à la reproduction & aux artisans employés à la fabrication des ouvrages dont les Cultivateurs ont besoin. Tout manquera d'ailleurs pour le service de la Nation & de l'Etat, ou pour mieux dire, il n'y aura plus ni Nation, ni Etat. Adieu les Villes, la Magistrature, les armées de terre & de mer, les Cultivateurs eux-mêmes & leurs Agents, & enfin le gouvernement & les Rois. Tout cela ne subsiste que sur les revenus. Tendez donc uniquement au plus grand revenu, qui ne peut provenir que du plus haut prix constant des denrées, ou avouez que vous vouliez démolir l'Etat, sous prétexte de le policer; comme vous avez été forcé de convenir tout à l'heure que vous affamiez le Peuple, & lui liiez les mains, sous prêtexte de le nourrir du fruit de son travail.

Sixieme Principe, qui résulte de ceci, c'est que le principal objet de la reproduction dans une Nation agricole, est le revenu. Le gouvernement économique ne doit donc pas tendre simplement à la plus grande repro-

duction, mais au plus grand revenu possible. Quoique ce soit nous remettre à l'alphabet que de discuter la nature des revenus, les fausses idées à cet égard sont tellement établies de fait & d'habitude, qu'un ouvrage rigoureux en ce genre, tel que l'est celui-ci, ne doit point supposer que tout soit su sur cet article, quoique tout soit dit, que tout soit démontré. Au reste, qui peut douter qu'il est de la plus simple vérité que le revenu n'a d'autre source que les terres, puisqu'elles seules ont un produit, dont la valeur vénale forme le revenu.

On oppose à cette vérité, en confondant des comptoirs avec des Empires, les exemples des Pays qui, n'ayant qu'un très-petit territoire, ont néanmoins des revenus publics & annuels plus forts que ne le seroit la valeur fonciere des terres, en les estimant au plus haut prix. Ces revenus publics se levent sur les consommations; & comme les affaires du commerce & d'autres avantages de refuge & de liberté attirent un très-grand concours d'hommes dans ces étapes, leur consommation soutient avec regle ces revenus publics. Si

dans un ouvrage sérieux il étoit permis de jouer sur le mot, on pourroit appeller cela des surcharges & non pas des revenus ; car ce ne sont que des revenus précaires, des revenus postiches, qui ne sont appuyés que sur une base fautive & passagere, qui peut à chaque instant être ébranlée par l'activité & la vigilance des autres Nations négociantes ; car le siege de ce commerce est ambulatoire & fugitif. La nature même de son revenu est telle, que son accroissement desseche le fonds qui le produit. L'impôt sur les consommations est autant de pris sur le commerce, en diminuant le profit ; & cet impôt ou revenu si prodigieux dans un comptoir, ou petit Etat maritime de Commerçants, seroit imperceptible dans un grand Royaume, où il faut à l'Etat des revenus bien plus considérables, bien moins préjudiciables, & bien plus assurés que ces revenus bornés, qui rongent le fonds, & qui se détruisent eux-mêmes à proportion qu'on voudroit les accroître : au contraire, l'accroissement des revenus publics des Empires, provenant de la production des terres, est, ainsi que

celui des revenus particuliers ; une suite de l'accroissement des productions, & par conséquent en profit constant & assuré pour tout le monde. En un mot, il n'est de vrai revenu que des terres, & il n'y a que ceux-là qui aient une base fixe, & qui soient visibles & assurés à l'Etat. En rejoignant la Hollande au restant de la famille entiere de l'Europe, on verra que les impôts de ce Pays-là sont pris sur le produit des terres, comme les entrées de Paris, & que nous avons le plus réel intérêt à ne pas forcer ces Commerçants à grossir leurs revenus publics, & à se ruiner, en accablant leur commerce qui nous est avantageux, comme ils en ont eux-mêmes un autre pressant à ménager cette ressource forcée, qui engloutit les profits de leur industrie, & qui la surcharge d'autant vis-à-vis les concurrents avec lesquels ils doivent disputer le prix de la course, au profit des Nations dont ils commercent les productions. Le commerce précaire est, par sa nature, un Etat républicain, qui a ses richesses dispersées chez les Nations étrangeres, où elles sont indépendantes de l'autorité

qui le gouverne. L'impôt régulier ne peut y être qu'une espece de don gratuit accordé par les contribuables, qui seuls connoissent leurs facultés & l'état de leur commerce. Ainsi plus une Monarchie néglige l'exploitation de ses terres, & plus elle se livre au commerce précaire ; plus elle corrompt sa constitution, plus elle s'affoiblit à mesure que ce genre de commerce s'étend au préjudice de l'Agriculture, & que l'impôt dégénere & se perd en impositions confuses.

Origine des rentes & des rentiers.

L'existence précaire & destructive des revenus fictifs a tout dénaturé dans l'ordre économique. L'oubli & le renversement des principes ont forcé les dépenses des Etats & des particuliers. De-là sont venus les emprunts, & cet abus contre nature (puisqu'emprunter n'est autre chose que répondre du futur si incertain pour nous) a engendré l'ordre rongeur des rentiers. Cet ordre, fondé sur l'argent devenu cause, d'effet qu'il étoit de sa nature, devenu principal, d'accessoire qu'il étoit ; cet ordre, dis-je, a établi le regne de l'argent, & jetté toutes les vues troubles du côté de l'argent. On entend traiter,

ſans hauſſer les épaules, des moyens d'empêcher l'argent de ſortir des Royaumes, des moyens d'attirer l'argent, & autres puſillanimités qu'on dit & répete ſans ſavoir que c'eſt un vain ſon, qu'on étudie & qu'on pratique ſans ſe douter que chaque pas qu'on fait en faveur de ce ſyſtême de délire, va préciſément contre ſon objet. On a été, à cet égard, juſqu'à voir des pays où tout manquoit, & production & main-d'œuvre, & qui avoient des mines en leur poſſeſſion, établir les Loix les plus ſéveres pour empêcher la ſortie de l'or de chez eux, enceindre à cet effet leurs ports de gardes, &c. Qu'on juge quelle pouvoit être l'obéiſſance à telles Loix. L'avidité du fiſc convoitant toujours l'argent de la Nation, n'a pas même fait attention, dans l'établiſſement de ces Loix ridicules, que l'argent eſt une richeſſe facile à cacher, par conſéquent immune ou exempte d'impôt en elle-même, qu'elle ne ſe donne pas à l'Etranger pour rien, qu'on l'échange pour d'autres richeſſes plus uſuelles & plus viſibles, & par-là plus expoſées à la viſite & à la rançon des douanes, & à la ſaiſie

dans la perception de l'impôt qui ne seroit pas payé ponctuellement.

Le culte de l'argent une fois reçu, la Police d'état a fait sur cela les mêmes bévues que nous avons démontrées ci-dessus, pratiquées par la Police civile sur les bleds. On établit le monopole sur les bleds, en les emprisonnant sous le prétexte de les garder pour soi. Il en est de même de l'argent. En arrêtant l'argent, vous arrêtez les dépenses qu'il représente, le commerce qu'il facilite, & par conséquent les seuls vrais moyens d'attirer l'argent, par les retours de circulation & de permutation réciproques dans le commerce extérieur. L'attachement que la détention forcée inspire pour ce métal dans les Nations, le fait paroître plus précieux que sa valeur de compensation avec les autres richesses, & provoque le goût de l'avarice, l'ennemie secrette du fisc. Il devient rare en conséquence, & dès-lors, au lieu de l'avoir en échange, pour le donner de même, ce qui est sa vraie fonction, il faut l'acheter pour s'en procurer l'usage. Cet achat ne peut être qu'onéreux, puisqu'il apprécie & paie

dans cette marchandise une qualité qu'elle n'a pas, & qu'elle a seulement droit de représenter par convention: dès-lors il s'établit un genre de commerce & de marché, où le profit d'une des parties contractantes est fondé sur le détriment de l'autre, monstruosité contre la nature du commerce & de l'échange, dont la base est le profit respectif, réciproque ou mutuel. Dès-lors fondation & établissement, dans la Société, de l'avarice sordide dont nous avons dit que l'objet étoit d'intercepter la circulation pour en accroître la thésaurisation, & les prêts à intérêt.

Voilà donc toute la partie riche de la Société, ou qui veut le devenir, tendant à la thésaurisation & à l'épargne. L'autre, il est vrai, tend à la dépense & à remettre en circulation. En conséquence l'intérêt de la Société désormais divisée & mi-partie; seroit que le second de ces deux partis, c'est-à-dire, celui qui tend à remettre en circulation, l'emportât sur l'autre. Voyons maintenant si la chose est possible.

L'on n'emprunte l'argent que pour l'employer. Pour que l'emprunt fût

Il est impossible de

faire que l'emprunteur gagne du terrein sur le prêteur, & qu'il parvienne à se passer de lui.

favorable à celui qui veut l'employer, il faudroit qu'il y eût plus d'argent que d'emploi à lui donner, auquel cas l'argent se présenteroit de lui-même à l'emploi, loin de se faire acheter. En supposant que la masse du numéraire existant dans l'Etat, fût telle que cette condition pût être remplie, les avares mettroient bon ordre à l'empêcher ; car si-tôt que l'argent est devenu non-seulement marchandise de prédilection, mais encore principe de revenu, ceux qui ont occasion & moyen de l'intercepter dans sa source, assurés de s'établir des revenus sans autres frais, sans autre soin, sans autre travail que celui de vendre l'argent, & de charger la Société de dettes tributaires, qui mettent tous les travaux d'autrui à contribution, n'ont désormais plus d'autre objet que ce perfide commerce ; cette contribution pese sur le prix des marchandises, retombe sur toute la Nation, & cet abus devient une gangrene active & rapide, dont rien ne peut désormais empêcher les progrès.

Il est impossible de mainte-

La fausse spéculation du juste équilibre entre l'ordre rentier & les autres classes d'hommes dans un Etat,

égara jadis un grand & éclairé Ministre du siecle passé. Il croyoit l'ordre rentier nécessaire, jusqu'à un certain point, pour le maintien & le lustre de la Capitale, qu'il regardoit comme l'aliment de ses cheres clincailleries. Il appelloit les rentes sur l'Hôtel de Ville, *le Pot au feu de Paris*. Il n'ignoroit pas le ravage que l'accroissement de cet ordre devoit faire dans l'Etat. Il ne pouvoit pas ignorer non-plus que le paiement de ces rentes se leve sur les revenus des biens-fonds & sur l'exploitation de ces biens qui paient tout; que l'attrait de ces mêmes rentes devoit prévaloir sur la propriété même des biens & sur la culture, chargées de les payer, & exposées à des pertes, & que par conséquent il bouleversoit l'ordre économique; mais il croyoit ce désordre utile, en le contenant, selon son hypothese chimérique, dans de justes bornes, & il imaginoit l'assujettir à une balance possible à maintenir. La suite a fait voir le péril de sa spéculation. Nous en allons démontrer la fausseté & les désordres, en montrant que cet équilibre est impossible & absurde.

nir l'équilibre entre ces deux genres si divers en propriétés.

Pour établir un juste équilibre entre

l'achat de l'argent, appellé emprunt à intérêt, & ſon emploi, il faudroit partir d'après une juſte meſure du profit que peut procurer cet emploi. Tout emploi d'argent doit porter ſur quelqu'objet d'induſtrie, de commerce ou de cultivation. En ramenant chacune de ces choſes à ſon principe, ſelon les regles inconteſtables que nous avons miſes ſous les yeux de nos Lecteurs, il ſe trouve que c'eſt ſur la production que tout profit doit être prélevé. Quand je dis ſur le produit, ce n'eſt point ſur le produit total, mais ſur le produit net, non celui que nous avons conſidéré comme faiſant le revenu ſimple, mais le produit net commun à tout genre de rétribution, la conſommation premiere du Cultivateur prélevée. Pour établir donc le juſte équilibre que nous cherchons, il faudroit non-ſeulement ſavoir quels ſont les frais de la cultivation, quel eſt ſon produit, quels ſont les arrangements du gouvernement en faveur de la liberté du commerce, de la ſûreté de l'emploi, de l'immunité des avances; quelle eſt la tournure des mœurs, la célérité des dépenſes plus ou moins aſtreintes aux

regles du tableau. Il faudroit, dis-je, non-seulement connoître parfaitement tout cela au présent, mais le deviner, le calculer, le prédire au futur, avoir le secret de la guerre & de la paix, le cœur des favoris, des Ministres & des Princes dans sa main, avoir en un mot le don de prophétie, ou pour mieux dire, la prescience de Dieu. A moins de cela, la balance d'aujourd'hui ne pouvant être celle de demain, une pluie, un orage, une grêle, une mortalité changeant le tableau des calculs par hypothese, la balance incline de nécessité du côté de celui qui est à l'abri des cas fortuits, & tout le détriment demeure à l'autre. Vainement allégueroit-on que le futur peut amener des avantages ainsi que des désavantages. Cette supposition est contraire à la nature des cas fortuits. Qu'on demande au plus borné des contractants, si jamais on a entendu, par ce mot, *les profits*, au lieu des pertes. Il n'en est point, de profits fortuits, si ce n'est à la lotterie ; tout profit possible dans l'agriculture est à peu près tout prévu & entre en prix commun dans le bail convenu entre le Propriétaire &

le Fermier. Or tout vient ici-bas de la cultivation dont les profits sont amenés par des causes préparatoires, laborieuses, dispendieuses & calculées. Mais les dérangements ou les pertes inopinées dépendent d'une infinité de causes qui surpassent la prévoyance humaine. Il est donc impossible de trouver l'équilibre ci-dessus ; il est impossible d'en faire la base du marché d'argent à intérêt, qui est entiérement étranger à celui du Propriétaire & du Fermier, & qui dévore le revenu du Propriétaire ; ainsi toute l'incertitude qui demeure dans ce marché, ne peut être qu'au détriment de l'acheteur d'argent. En un mot, il est impossible qu'il y ait équilibre entre les choses qui n'admettent point de contre-poids : tels sont le revenu & la soustraction du revenu.

Si l'on veut maintenant réunir toutes les causes & toutes les inductions que nous venons de présenter, on verra que si-tôt que le marché cidessus est en pleine liberté dans une nation, il est impossible d'empêcher que la partie avare & oisive n'empiete à chaque instant sur la partie laborieuse, & que toute l'activité

d'une Nation, tous les arrangements & les soins du gouvernement, pour exciter son industrie, ne tournent au profit du rentier stérile. On m'opposera l'exemple de Nations, où l'abondance du travail & des profits opere le bas prix de l'intérêt de l'argent, & d'autres où le baissement de cet intérêt a été ordonné par les rentiers eux-mêmes, comme loi économique. Je répondrai à cela, que le premier de ces exemples ne signifie pas que le bas prix de l'intérêt soit le fruit de l'abondance, mais seulement qu'un petit intérêt de l'argent prêté est moins nuisible à l'abondance qu'un gros intérêt, & que ce pays qu'on veut appeller Nation, est un comptoir libre, où les engagements de l'argent ne sont que momentanés & pour un emploi passager, dont la marche est connue, où tous les habitants sont voués au travail & éloignés, par goût & par habitude, des revenus oisifs. Nulle part les marchands ne sont grands faiseurs de contrats; ils sont tous occupés de leur commerce & de son extension; l'argent qui entre par emprunt dans leur commerce, n'est qu'un trafic rapide & commun avec

celui des marchandises : trafic facile à évaluer par les gens du métier. Ces commerçants sont continuellement vendeurs & acheteurs ; il leur arrive souvent que leurs achats précedent leurs ventes, c'est-à-dire, la rentrée de l'argent pour les achats, & qu'ils ont besoin de suppléer, par des emprunts momentanés, à cet ordre renversé, & qui n'est pas moins un ordre d'arrangement dans leur commerce ; ces mêmes circonstances se trouvent souvent encore, par rapport aux termes de l'échéance des paiements des lettres de change & autres engagements qu'il faut remplir exactement. Ce trafic de l'argent est donc inévitable dans ces comptoirs de commerce, où il se fait en lieu public, comme celui des marchandises dans une foire, & la concurrence des acheteurs & des vendeurs y décide du prix ; mais cela ne conclut rien pour les Nations agricoles. Les commerçants empruntent, pour leurs achats, de l'argent qui leur revient peu de temps après par leurs ventes, & qu'ils peuvent rendre. Il n'en est pas de même des emprunts à intérêt perpétuel, pour des emplois où le capital

capital eſt abſorbé. Un Laboureur qui emprunteroit de l'argent à intérêt pour former ſon établiſſement, ne retireroit de cet argent que le profit annuel de ſa culture qui lui ſeroit enlevé par le rentier. Il ne peut gagner pour acquitter le capital, l'intérêt le privant du fruit de ſon travail : ainſi il reſteroit chargé d'une redevance perpétuelle. Il n'y a donc pas de comparaiſon à faire entre les emprunts à intérêts des Nations agricoles, & ceux des comptoirs marchands. Cependant l'intérêt, dit-on, eſt établi dans ces pays commerçants & à un taux qui ne paroît bas qu'en raiſon de celui qu'on offre chez leurs voiſins ruinés. Les riches placent leur argent chez ces voiſins, & le canton où ces riches établiſſent le luxe, voit déchoir ſes mœurs & ſon commerce. Je réponds encore, que le ſecond de ces exemples, où l'intérêt diminue, eſt le fruit de la réflexion des rentiers dans un pays où ſouvent la maſſe d'argent excede l'emploi profitable de l'argent, dans un pays où tout le monde réfléchit, qui ſe voyant expoſé au rembourſement du capital, a conſenti à diminuer l'intérêt pour le con-

ſerver ; que cette opération eſt celle de ſe couper un bras pour ſauver le corps ; elle eſt une ſuite de l'irrégularité naturelle de la marche du commerce de revendeur, où l'accumulation de l'argent eſt embarraſſante pour les poſſeſſeurs de l'argent oiſif.

S'il eſt un pays encore, mais qui n'eſt pas ſimplement marchand, où l'agriculture fleurit, quoique l'ordre rentier y ſoit auſſi riche & abondant au moins que par-tout ailleurs, il faut conſidérer ce pays comme un commerçant qui ſoutient ſon état ſur ſon crédit par les revenus réels de ſon territoire. Sa table eſt univerſellement bien ſervie, ſes maiſons de ville & de campagne ſont bien tenues, tout roule dans l'abondance, tant que les revenus réels ne décherront pas & pourront ſoutenir la dette nationale. Ainſi ce pays renommé qui remue & engraiſſe ſi bien ſes terres, les vivifie par ſon commerce de débouché, & n'en impoſe donc aux autres Nations qu'en empruntant ſur lui-même à toutes mains pour exercer ſa puiſſance. Mais ſi la dette publique étoit portée à un excès, où l'état de rentier fût l'état de choix & de pré-

férence, adieu la dépenſe, les rentiers, le commerce, les terres, tout ſera aliéné, tout ſera dérouté, tout tombera en ruine.

Preuve, par le fait, que les rentes ſont au profit de qui les reçoit & au détriment de qui les paie.

Quelle eſt l'honnête maiſon où l'on ne regarde comme le premier objet, en fait d'affaires, celui de rembourſer les contrats dont la maiſon eſt chargée. Quel eſt le pere de famille, déſireux d'une fortune indépendante quant à la dépenſe, & d'une vie oiſive quant au ſéjour, à qui l'on n'ait oui dire, depuis l'extenſion de ce malheureux uſage, que pour être à ſon aiſe, il faut avoir au moins le tiers de ſon bien en contrats. Preuve donc que chacun voudroit avoir des rentes, & que perſonne n'en voudroit payer, preuve que les rentes ſont au profit de qui les reçoit & au détriment de qui les paie; preuve donc que l'argent prêté à intérêt eſt déſavantageux à ceux qui l'empruntent. Ce qui choque l'intérêt d'une famille, choque l'intérêt de toutes les familles. Un état n'eſt autre choſe qu'une grande famille, compoſée de pluſieurs familles réunies. Ce qui ruine les familles, ruine l'Etat & la Nation. L'Univers n'eſt qu'un Etat com-

pofé de plufieurs de ces grandes familles qu'on appelle Nations. Ce qui ruine une Nation, ruine l'Univers & l'humanité entiere.

C'eft d'après ce principe fimple que le pere univerfel des humains profcrit comme ufure, dans fa loi révélée, tout intérêt du prêt d'argent. Nous fommes tous liés les uns aux autres par le devoir de la charité, c'eft-à-dire, du fecours gratuit. Il ne le peut être long-temps. Dieu feul, l'effence & la fource de tous biens, peut donner gratuitement. Quant à nous, foibles mortels, & placés de niveau des mains de la nature, nous avons tous befoin de fecours, & la charité qui peut être épurée par une volonté défintéreffée, n'eft autre chofe, quant au fait, entre nous, que ce fecours mutuel. Toute communication entre nous fe fait à titre d'échange, ou à titre de reftitution. Ce qui eft à titre d'échange, eft cenfé foldé du moment de la conclufion du marché, & ne laiffe point de queue après foi. Ce qui fe prête à titre de reftitution, fuppofe n'être prêté que jufqu'au temps où nous pourrons nous en paffer; & ce n'eft plus prêter, c'eft louer, que de

tirer, par le reflet de l'utilité générale du prêt, qui devroit être gratuit, un produit de ce qu'on prête.

Titres légitimes qui autorisent la location

Voyons donc maintenant quels sont les titres légitimes qui autorisent la location, pour juger s'ils sont applicables au prêt de l'argent. Les titres de la location sont, je crois, 1° que ce que l'on prête ait un usage de jouissance réelle ou de produit; 2° la nécessité de vivre du produit de la chose que l'on prête; 3° la nécessité de l'entretien de cette propriété qui s'use par le temps & par l'usage. Examinons si ces conditions son applicables à l'argent.

L'argent ne peut être propriété.

L'argent peut-il être une propriété? Il faut ici s'attacher à la nature des choses. La propriété ne peut s'asseoir au physique que sur ce qui est bien usuel, c'est-à-dire, propre à fournir aux besoins naturels de la vie. Quand les Souverains, les Communes, les Seigneurs, &c. prétendent la propriété d'une riviere, c'est ou la navigation, ou la pêche, ou l'eau pour la dériver, ou le lit pour le dessécher, qu'ils entendent par-là. Personne n'en prétend les brouillards, l'écume, l'humidité & la perspective. Quand je

possede une maison, elle couvre des injures de l'air ; un cheval, il tire ou porte ; un châlit, il sert de meuble; une montre, elle regle mon temps. Mais l'argent monnoyé n'a aucunes propriétés. Il les a toutes par représentation ; mais la propriété est fondée sur la nature, & non sur une condition putative, qui n'a été adoptée que pour l'usage public, comme celui des poteaux placés pour marquer les routes ; chaque passant a droit à l'usage, & personne n'en a la propriété absolue & exclusive. Par leur nature, l'or & l'argent sont des métaux comme les autres. Si vous les réduisez en meubles & outils, ils sont à vous, & vous les pouvez prêter comme tous autres. Nous traiterons tout-à-l'heure de la rétribution permise à ces sortes de prêts. Mais tirer rétribution de leur essence de représentation, c'est chercher dans un miroir la figure qu'il représente. Ce n'est point ainsi que se fonde la propriété. Vous avez emprisonné un certain nombre de ces pieces qui ont toutes leur valeur dans la circulation, qui n'en ont aucune dans votre cassette. Portez cette cassette chez des peuples où la conven-

tion sur la représentation de la monnoie n'ait point passé, & vous verrez si vous êtes vraiment propriétaire. Portez-y quelqu'autre chose usuelle que ce puisse être, elle aura son prix si-tôt que l'usage sera reconnu; & la nature indique cet usage, au lieu qu'elle ne dit rien sur l'usage de l'or. On n'est donc point propriétaire de l'or considéré comme monnoie, on n'en sauroit donc être vraiment possesseur à ce titre : premiere condition refusée.

La nécessité de vivre n'autorise point l'intérêt de l'argent.

La seconde condition, qui est la nécessité de vivre, paroîtra d'abord plus rapprochée de la prétention des prêteurs; elle ne l'est cependant pas davantage. Je reçois, me direz-vous, une somme d'argent de mes parents, c'est tout mon bien : je n'ai ni talents, ni industrie, ni santé, il faut bien que je vive, & je vis de la rente que me fait, de mon argent, celui qui a de toutes ces choses, qu'il fera profiter par le moyen de mes fonds. A l'égard des deux premieres privations dont vous vous douez ici, cette étrange prétention est une suite de l'introduction du désordre que je combats dans la Société. Je n'ai, quant à cet

article, qu'à vous demander ce que vous auriez fait dans le monde avant que cet abus fût introduit. Comme vous n'êtes pas seul né de votre espece, il doit y avoir bien plus de malheureux dans les pays où l'intérêt est bas, que dans ceux où il est haut; car leur unique ressource y est des deux cinquiemes moins forte. L'expérience démontre néanmoins le contraire, & les misérables n'y sont point semés sous les pas pour effrayer les yeux & endurcir les cœurs, comme dans les pays emprunteurs, ce qui répond à l'article de votre santé. Mais tandis que vous vous aheurtez ici à me démontrer que vous n'avez d'autre ressource que celle de nuire à vos freres, en nourrissant votre oisiveté du fruit de leur travail, il me semble que je vous en trouve une toute simple : votre argent devenu monnoie, représente tous les biens usuels. La location de ces biens entraîne une rétribution permise. Réalisez, devenez propriétaire, & vous vivrez du produit de vos locations.

L'intérêt ne peut avoir

La troisieme condition qui est celle de l'entretien des choses propres qui s'usent par le temps & l'usage, est celle

qui va fixer le vrai point de l'usure, & se trouve tout aussi contraire à ce malheureux commerce que les deux autres. Le droit naturel parle à cet égard dans nos cœurs, si la corruption des mœurs & de l'usage ne le fait taire. Le mot *usage* semble déterminer sa signification. Mon cheval s'use par le temps & le travail; ma maison par le temps & les services. Je tire une rétribution par ce prêt, correspondante au prix foncier des avances primitives d'achat ou de construction, & aux avances annuelles de dépérissement ou d'entretien; mon droit est évident. Mais ma tasse que je prête après avoir bu, passe dans dix mains où elle rend son utile service sans s'user ni décroître. Je lui suppose néanmoins un déchet si j'en tire rétribution; je crée l'usure, je suis usurier.

lieu à titre de dépérissement de la chose.

Qu'on ramene à ce peu de principes toutes les questions & les subterfuges sans nombre dont je suppose que l'esprit d'intérêt a embrouillé cette matiere. Je n'ai jamais étudié sur les bancs de l'école, ni nulle autre part, & peut-être n'en suis-je que plus sensible aux lumieres de la droi-

te raiſon qui eût été offuſquée de ſubtilités dès mon enfance. Mais j'oſe dire que les Théologiens euſſent rendu un grand ſervice à l'humanité, en tenant ferme au ſens précis des paroles de leur divin Maître. On eût également emprunté ? Auſſi va-t-on chez les filles de joie ; mais on s'en cache ſi l'on n'eſt abſolument effronté, & l'on ne s'en cacheroit pas ſi le concubinage étoit toléré par la loi du Prince, & avoit ſes effets civils. Les Théologiens ont cru devoir obtempérer aux emprunts à titre d'engagement abſolu de l'argent, ſans terme pour le remboursement de cet argent qu'à la volonté du débiteur, & tolérer à ce prix les intérêts au taux marqué par la loi du Prince. Il eſt certain qu'un titre connu, avoué & conſigné dans les regiſtres publics, perd au moins le caractere de fraude fait à la Société; que quoique les mariages d'intérêt ſoient un déſordre qui prive la Société des fruits réels de la plus fructueuſe des unions, quand elle eſt formée ſelon les loix de la nature, néanmoins ces mariages en détériorant l'eſpece humaine, fourniſſent pourtant une ſorte de contingent à la So-

ciété : au lieu que les liaisons clandestines lui nuisent sans rien produire. Mais il n'en est pas moins vrai qu'il est indispensable de s'en tenir au principe des choses quand il est aussi clairement dicté. Les Théologiens ont cru leur accession nécessaire à la loi du Prince, tandis que la loi du Prince n'eût jamais existé sans leur accession. Tant & tant d'exemples de révolutions arrivées dans tous les temps & chez toutes les Nations, par la nécessité sourde ou manifeste de secouer l'insupportable fardeau des dettes, ou pour mieux dire, le dérangement des débiteurs, aisé à démontrer comme le principe le plus réel de toutes les révolutions : cet objet, présenté à l'appui des principes, & du texte précis de la loi de l'Evangile, eût sauvé les Nations qui ont eu le bonheur de le recevoir. De cette premiere condescendance il a fallu passer à un autre relâchement bien plus voisin de l'usure sordide & prescrite par le droit naturel. C'est de se prêter à la sûreté des dettes à jour d'échéance, qu'on a regardé comme aussi indispensable que celui des dettes contractées dans le commerce. Le plus simple examen

d'après les principes eût démontré combien cet arrangement passager de commerce si peu analogue aux prêts à intérêt perpétuel, méritoit peu d'être mis en parallele ; mais c'a été toujours à l'ombre du commerce que l'usure a fait tant de progrès.

L'intérêt de l'argent à constitution loin d'être nécessaire au commerce, lui est nuisible.

Il est certain qu'il faut de l'argent au commerce, ne fût-ce que pour pouvoir acheter à temps, sans être forcé de vendre à contre-temps. Mais cet argent est ce qui constitue les avances du commerçant, qui fait lui-même partie de la classe industrieuse à laquelle le tableau a accordé des avances. Ces avances doivent porter un intérêt, & le tableau l'a précompté. Mais cet intérêt n'est pas l'intérêt de l'argent, car l'argent échangé en marchandises, en instruments, en matieres premieres d'ouvrage de main-d'œuvre, n'est plus de l'argent. Tout genre d'exploitation fait sortir continuellement l'argent de l'attelier de l'exploitant. Cet intérêt se trouve dans la retribution due au travail, au risque, à l'utilité du commerce : & comme le commerçant est promptement averti par la concurrence, qu'il ne peut profiter dans sa pro-

fession, qu'en mettant son travail au rabais le plus qu'il peut, il se contente de profiter peu pour vendre souvent : car plus la vente est prompte, plus l'emploi de l'argent se répete, & plus le profit que lui rapporte l'emploi de son argent se répete aussi. Le profit que rapporte l'emploi de l'argent, n'est donc pas ici comme dans l'agriculture, réglé en produit annuel ; il est consécutif & continuel à raison de la rapidité successive du débit. Ainsi il y aura plus de profit dans un même espace de temps, si les ventes & les achats ont été plus prompts & plus multipliés. Le profit que rapporte l'emploi de l'argent dans le commerce, ne suit donc point l'ordre du loyer annuel de l'argent prêté à intérêt : c'est pourquoi on n'attribue pas dans le tableau l'intérêt annuel aux avances de la classe stérile ; le gain sur l'emploi de l'argent des agents de cette classe se réunit à leur rétribution consécutive & continuelle : & quand je dis l'argent, il ne faut pas oublier cependant que le commerce roule plus sur le pur crédit, sur les lettres de change, que sur l'argent, & qu'au fond il ne s'agit que de rétribution

dans le commerce de débit. En effet ce n'eſt qu'une rétribution obtenue à l'aide de leurs avances & du ſimple crédit, & par leur travail dans l'exercice ſtérile de leur profeſſion ; c'eſt leur profeſſion même qu'ils regardent directement comme la ſource de leur gain ; & ils n'enviſagent l'argent & le crédit que comme des moyens de l'exercer, de s'y ſoutenir avec ſûreté, tranquillité & indépendance ; ainſi que fera chez un particulier quelque petite ſomme qu'il a devant lui pour la dépenſe courante, & qui ne lui profite que de la tranquillité d'eſprit, en ce qu'il eſt moins en peine du retardement des échéances de ſon revenu. Si au contraire cet argent que le commerçant emploie, doit d'abord 5 pour cent à l'oiſif qui le lui a prêté, ſon commerce eſt ſurchargé d'autant ; il n'eſt plus libre, il eſt dépendant de ce tribut fixe, impoſé & prélevable avant tout, ſur les ventes & ſur les achats, & par conſéquent ſur tous les avantages de la Société qui réſultent tous des ventes & des achats. Mais je ne conſidere ici que le commerce. En un mot, n'eſt-il pas vrai qu'il eſt plus utile pour le commer-

çant de trouver l'argent à 3 pour cent qu'à 5 ? Il le sera donc plus de le trouver à un qu'à 3, & par conséquent, que l'intérêt soit nul tout-à-fait; en ce cas la situation du commerçant sera dans son état naturel, sur-tout relativement à la privation de l'intérêt de l'emprunt à la constitution de rente annuelle.

Mais, dit-on, c'est une hypothese fictive; c'est chose impossible, on ne prêtera point, & l'industrie, qui naît communément dénuée, se trouvera pour jamais bannie de toutes les voies du profit, & dans l'impossibilité de rien entreprendre pour son compte, faute de pouvoir se procurer des fonds. A l'égard de l'impossibilité, autant en auroient dit les raisonneurs des siecles où l'intérêt étoit à 12 pour cent, si l'on eût voulu supposer le temps où on l'auroit eu à 3. Ils auroient traité la chose d'hypothese fictive; car dans l'ordre des calculs, il y a plus loin de 12 à 3 que de 3 à zéro. Point du tout, reprend-on, car la distance de 3 à zéro est de quelque chose à rien, & celle du plus au moins, quelque grande qu'elle soit, ne lui peut être comparée. Ah ! c'est où

je vous attendois. Si l'intérêt de l'argent est nécessaire au commerce, certainement il n'y aura plus de commerce quand il n'y aura plus d'intérêt d'argent. En conséquence, le commerce renaît à mesure que l'intérêt s'établit. Il accroît quand l'intérêt accroît, & se trouve des $\frac{5}{6}$ plus fort quand l'intérêt est à 18, que quand il est à 3. Considérez maintenant les annales de l'humanité, & voyez où en étoit le commerce, en le supposant établi sur l'emprunt à intérêt, chez les nations accablées par cette énorme usure. Voyez quel il est dans les lieux ou l'intérêt est tombé.

Mais, dira-t-on, l'intérêt, il y a quelques siecles, étoit à 12 pour cent, & qu'il soit, pour ainsi dire, à zéro à présent ; pourquoi donc vous plaignez-vous aujourd'hui du prêt à intérêt, lorsque l'abus en est diminué au degré où il est actuellement ?

Le profit sur l'emploi de l'argent, doit se borner à la rétribution, ou à la production.

Il est vrai que le taux de l'intérêt a beaucoup baissé, mais les prêts à intérêt se sont infiniment plus multipliés, & ce désordre est à son comble aujourd'hui. L'emprunteur redoutoit autrefois une redevance à douze pour cent, & le commerce ne s'exer-

çoit pas par l'entremiſe de ſemblables emprunts ; le pur crédit entre Marchands, comme nous l'expliquerons dans la ſuite, eſt la reſſource naturelle du commerce. Autrefois les prêteurs eux-mêmes ſe portoient vers des biens plus ſolides que ce genre de revenu d'intérêt d'argent ; ils n'aſpiroient qu'à l'acquiſition des biens-fonds, qui étoient précieux alors parce que l'ordre naturel économique n'étoit pas bouleverſé comme aujourd'hui. La propriété du fonds, de l'exploitation & du revenu étoit aſſurée. L'ambition étoit d'être propriétaire & non uſurier, c'eſt pourquoi on prêtoit ſi peu ou ſi chérement à intérêt. Le numéraire de l'argent toujours ſi incertain, jettoit une grande défiance ſur les rentes pécuniaires, qui tomboient à raiſon de ce que le numéraire hauſſoit ; ce qui faiſoit même préférer les redevances en fruits de la terre à celles en argent : l'expérience du paſſé avoit inſtruit les Citoyens riches, qui alors habitoient les campagnes, de l'expédient dont uſoient les Souverains pour faire tomber les rentes pécuniaires par l'augmentation du numéraire de l'argent.

Etre propriétaire du domaine & du revenu, étoit la maxime de nos peres; mais les événements changent les maximes. Aujourd'hui les campagnes ſont dévaſtées, le reſte des richeſſes eſt abſorbé par la capitale, & les revenus ſont dégénérés en intérêts ou rentes pécuniaires. La conduite des ſujets eſt toujours conſéquente à l'ordre ou au déſordre de l'adminiſtration économique. Les extrêmes ſe touchent. Un intérêt exceſſif d'argent ſuppoſe des prêts uſuraires dont l'exiſtence ne ſauroit durer. Tout intérêt licite de l'argent fût-il anéanti par les loix, il y auroit toujours des prêts ſur gages pour les diſſipateurs, & des emprunts à la petite ſemaine par les bas entrepreneurs du menu troc. La république de Platon n'eſt point du tout la baſe de nos ſpéculations. Il ſuffit de bannir les maux autoriſés & de ne pas tomber dans l'erreur groſſiere de prendre pour marque de ſanté les ſimptômes les plus certains d'une dangereuſe maladie. En un mot, comment va le commerce dans ces cantons où l'on emprunte ſi peu? Les riches agiſſent de concert, ſoudoient les actifs & induſtrieux en

raiſon de leur vigilance & de leurs talents. Par-là même, ces derniers participent aux profits du commerce en raiſon de leur induſtrie, & les riches en raiſon de leurs fonds. Ainſi chacun tire une juſte rétribution de ſa miſe dans le commerce, le pur crédit entre les achats & les reventes s'établit ſur la marchandiſe même qui eſt en débit, & y tient lieu d'argent : voilà l'expédient le plus naturel & le plus ordinaire de ce ſervice public. Par ce moyen, convenable aux vendeurs & aux revendeurs, le commerce marche, s'étend, s'éveille, redouble de forces, anime la circulation, & vivifie la ſociété. Où donc eſt la néceſſité qu'en jettant de la poudre aux yeux à quelques dupes, chaque aventurier puiſſe, au moyen d'engagements ſourds & couverts, paroître dans la carriere revêtu d'un manteau d'opulence empruntée, qui cache ſes haillons naturels, y vienne déshonorer le commerce par mille fraudes réſultantes de la fauſſeté de ſon état primitif, & finiſſe par noyer ſes dupes, & ébranler les fortunes les mieux aſſiſes, & cela ſous les auſpices de la confiance qui regne dans un Etat, où l'honneur

& le ſuccès de la fortune exigent l'exactitude, la ſûreté des engagements? Eſt-ce là ce qu'on appelle, ce qu'on doit appeller le commerce? Vouloir juſtifier l'intérêt par la néceſſité du paſſage de ces feux follets trompeurs, c'eſt juſtifier la plus criante uſure, ſur ce qu'elle facilite la diſſipation des jeunes gens qui fait rouler les ſpectacles & les tavernes.

L'intérêt de l'argent ruine la Société.

Somme totale, l'intérêt de l'argent ruine la Société, en tranſportant les revenus dans les mains de gens qui ne ſont ni Propriétaires, ni producteurs, ni induſtrieux, & qui, bannis par leur eſſence des trois claſſes compriſes dans le Tableau économique qui compoſent vraiment la Société, ne peuvent être tenus que pour frêlons qui vivent du pillage de la ruche politique. Les rentiers engloutiſſent non-ſeulement les revenus, mais encore les fonds; car attendu que la partie prêteuſe force les conditions du prêt, en raiſon de ce que la partie emprunteuſe devient plus néceſſiteuſe, il eſt impoſſible que le taux n'excede la meſure des vrais revenus, & les rentes engloutiſſent ainſi les fonds & les avances de tous les genres. Le ren-

tier jette les mœurs vers le luxe ruineux de décoration, attendu que n'ayant pas de biens-fonds visibles, & pouvant dépenser, il est tout simple qu'il cherche à acheter ce qui reluit le plus, & ce qu'il y a de plus rare. Il déplace & entasse les dépenses, attendu que sa rente allant le chercher par-tout, il est tout simple qu'il choisisse le séjour le plus commode; & le séjour le plus commode des abus est toujours la foule. Le Rentier ruine l'industrie en l'assujettissant à ses fantaisies, à sa consommation moindre & plus recherchée, & en l'éloignant des matieres premieres pour l'entraîner à sa suite. Il ruine enfin le commerce, en imposant un tribut onéreux & constant sur les profits légers & fortuits, en infestant toutes ses voies d'aventuriers qui détruisent la confiance & la bonne foi; il enleve les secours de toutes les bourses au concours des associations, des entreprises, des ressources du commerce même. Ce sont enfin les emprunts, c'est ce monstre appellé *Crédit* (j'entends le crédit d'emprunt à intérêt ou le crédit politique) qui a tout perdu dans l'humanité, qui a in-

venté & établi les fausses richesses, qui a banni les notions simples de calcul & de la science économique, qui a corrompu les mœurs & mis les Citoyens dans l'état d'oppression entr'eux-mêmes. A peine Néhémias relevoit les murs de Jerusalem, que son ouvrage fut interrompu par les justes clameurs des débiteurs au désespoir. On ne peut lire sans attendrissement ses reproches aux riches qu'il avoit amenés de Suze : *Nos, ut scitis, redimemus fratres nostros Judæos qui venditi fuerant gentibus, secundùm possibilitatem nostram : & vos igitur vendetis fratres vestros, ut redimamus eos?* Quel est l'homme de bien, le Citoyen, qui ne peut faire le même reproche au crédit ? Nous défendons nos freres dans les armées, nous les jugeons au tribunal, nous les aidons en santé, nous les soignons en maladie, nous les rachetons, autant que nous pouvons, de toutes les entraves étrangeres ; & vous cherchez, vous tendez, vous parvenez à les ruiner & à les obliger à se vendre de nouveau. A peine Rome fut solidement établie, que le poids des dettes obligea le peuple à se retirer à la mon-

tagne ſacrée. Qu'on ſuive la marche de toutes les révolutions, depuis les époques reculées juſqu'au dix-huitieme ſiecle, ſi fameux en déſaſtres de ruines dès ſes commencements, on trouvera toujours le même principe au moyen des redevances. Dieu connoiſſoit bien le penchant de la cupidité humaine vers cet écueil deſtructif de la Société, quand il ordonna dans la loi de Moïſe le Jubilé tous les 50 ans, que les dettes alors fuſſent biffées & annullées, & que chacun rentrât dans ſes droits & dans ſes champs. Cette loi ſi digne d'une ſociété fraternelle, ſi propre à tourner la cupidité de vigilants en ſecours gratuits & de charité, ne pouvant avoir lieu parmi nous, du moins faut-il tendre au même but par tous les moyens économiques; & le plus inſtant eſt de voir l'ordre rentier ſi étranger au commerce & tel qu'il eſt, de tendre par tous moyens permis à ſon extinction. Le crédit enfin eſt ce qui a fait perdre la meſure des vrais revenus, rendu le fiſc onéreux à l'Etat, & qui cantonnant chaque individu dans ſon intérêt particulier, lui fait non-ſeulement renier la patrie, mais

encore l'attaquer de tout ſon pouvoir.

Mais quels ſont les moyens légitimes d'éteindre ces rentes qui abſorbent les revenus de l'Etat ? Car les prêteurs doivent être cenſés ne connoître d'autres regles morales ſur la légitimité du prêt à intérêt & à rente de conſtitution, que la loi du Prince. Or les emprunts qui ſe font pour les beſoins d'un Etat, prouvent dès lors l'inſuffiſance des revenus de cet Etat. Quels ſont, dis-je, les moyens légitimes par leſquels cet Etat peut s'acquitter ? Le rentier croira-t-il que pour être du moins payé de ſon revenu annuel, le Souverain peut augmenter les impôts ou les emprunts ? Mais ce déſordre n'eſt pas le moyen légitime que je cherche. Il ne peut qu'accélérer la ruine de la Nation, celle de l'Etat & de ſes créanciers. Le rentier ne peut pas même ſe diſſimuler qu'il vaudroit mieux éviter ce mal général, par un mal particulier inévitable. *Salus populi, ſuprema lex eſto.* Par quelle voie l'Etat peut-il donc parvenir à ſe libérer légitimement ? Il n'en eſt aucune autre que celle d'accroître ſes revenus par l'accroiſſement

ment de ceux de la Nation. Cette voie est bien connue, elle n'exige pas même des vues supérieures : elle est toute tracée & manifestement indiquée par la nature, par la loi invariable de l'intelligence suprême.

Cas où l'intérêt que l'on retire de l'argent est juste & de droit naturel; cas où il est injuste.

Quelqu'étendu qu'ait pu paroître cet article sur l'intérêt de l'argent, il ne sauroit être assez discuté relativement à l'importance de son objet dans l'ordre essentiel de nos études économiques. C'est cet abus principalement qui détruit tout, c'est celui qu'une Nation éclairée doit réprouver avec le plus d'attention & de connoissance de cause : je dis de *connoissance*, attendu qu'il est bien des nuances de participation & d'industrie qui peuvent embrouiller les cas en ce genre, & enchevêtrer les notions, de maniere qu'on n'imagineroit pas de milieu entre l'usure destructive, telle qu'elle est publiquement avouée aujourd'hui parmi les Nations policées, & le prêt gratuit qui ne peut jamais exister dans la société fraternelle qu'à titre de présent ou de charité. Pour éviter l'imputation de n'avoir pas à cet égard assez approfondi moi-même ma matiere,

après avoir présenté les points généraux de la morale naturelle, & particuliérement de la marche du commerce qui sert de voile à l'usure, je crois devoir entrer dans le détail des différentes especes de prêts relativement aux usages de la société, & terminer cette discussion par une analyse des différents cas de prêts ou d'emprunts à intérêt plus ou moins conformes, ou plus ou moins contraires à l'ordre & au droit naturel.

Il faut d'abord distinguer les rentes de constitution, du loyer, ou intérêt passager de l'argent prêté, & dont le prêteur peut exiger le remboursement à échéance ou à volonté.

Les rentes à constitution sont ou privilégiées ou hypothéquées. Les privilégiées sont celles où l'argent prêté est employé par le prêteur à l'acquisition d'un bien-fonds, lequel produit un revenu qui fournit le paiement annuel de la rente. Dans ce cas le paiement n'est point aux dépens de l'emprunteur qui n'a pas payé de son argent cette portion de revenu. Alors le prêteur doit être regardé comme co-acquéreur de ce revenu; en cédant d'ailleurs à l'emprunteur

tous les autres droits de propriété, c'eſt-à-dire, la jouiſſance du bien à ſon gré, l'amélioration, l'aliénation, &c. ſans pouvoir exiger dans aucun de ces cas ni accroiſſement de rente, ni rembourſement du capital. Cette redevance alors eſt très-conforme au droit naturel.

Les rentes hypothéquées des biens-fonds ſont réellement uſuraires ou ruineuſes. 1° Elles ſont ruineuſes, parce qu'elles privent le Propriétaire du revenu que la rente lui retranche, & dont il étoit fonciérement Propriétaire, & que le prêt eſt préſumé un ſecours accordé aux beſoins de l'emprunteur. 2° Elles ſont uſuraires, parce que le prêteur a une ſûreté dans l'hypotheque qui le préſerve de tout riſque : qui charge un bien libre d'une rente dont la garantie engage le fonds, menace le poſſeſſeur d'un déguerpiſſement preſque inévitable. La rente détériore l'état de l'emprunteur, & améliore celui du prêteur ; l'un riſque tout, & l'autre ne riſque rien ; ainſi nulle égalité de conditions réciproques dans ces engagements néceſſités par les beſoins de l'emprunteur, & où le prêteur avide viole les droits

de l'humanité. Aussi, pour signifier qu'un homme est bien malade, se sert-on de cette expression, *il est bien hypothéqué*.

Mais il est des cas où ce genre de rentes est absolument injuste. Telles sont certaines rentes établies sur l'impôt : si les emprunts se font pour des besoins évidents de l'Etat, le Citoyen qui prête sans encourir ni causer de dommage, remplit un devoir. S'ils se font pour subvenir à une avidité & à une dissipation manifeste, celui qui prête favorise non-seulement un abus, mais en tirant un revenu sur la Nation, il seroit coupable du crime de péculat. Les prêts illicites sur l'impôt ont quelquefois été défendus sous peine de mort. Ces rentes abusives sont d'autant plus préjudiciables à la Nation, que non-seulement elles la surchargent de dettes, mais elles font toujours monter l'intérêt de l'argent à un taux qui n'existeroit pas sans de pareils emprunts.

L'intérêt ou le loyer passager de l'argent prêté à échéance, ne peut être toléré que dans la portion du commerce où l'argent lui-même se trafique dans un ordre de concur-

rence publique qui en détermine le taux. Tel est dans les Villes commerçantes le trafic de l'argent dans les marchés que l'on appelle bourses, où les prêts se bornent à un ordre de Citoyens admis par leur état à ce trafic, qui limite par les effets de la concurrence du moment le loyer de l'argent, & qui exclut toutes les autres classes de Citoyens.

Il faut même distinguer les emprunts à intérêt des Commerçants, de ceux des Marchands débitants en détail, qui surabondent toujours dans les Villes, & dont le nombre excessif est très à charge en toutes manieres à la Nation. Ce n'est pas à leur égard que l'on peut dire que le prêt à intérêt est avantageux pour animer le commerce & l'industrie ; & provoquer la circulation de l'argent. Car cet emploi d'hommes superflus, & cette circulation qui augmentent les frais ou la dépense stérile du commerce, qui détournent l'argent de son usage utile au commerce rural & à la reproduction annuelle, sont d'autant plus préjudiciables à la prospérité d'un Etat, que ces prêts contribuent davantage à augmenter ce désordre.

Les prêts à intérêt passager faits sur billets d'état & autres papiers publics, causent un dérangement qui fait non-seulement passer l'argent, mais le loyer même de l'argent en agio ou commerce général & public, sans autre objet que l'usure même tirée sur le prêt ou l'emprunt ; commerce qui a introduit, dans tout emploi de l'argent, la fatale distinction de l'intérêt de l'argent même d'avec le gain ou la rétribution que l'on retire de l'emploi que l'on fait de l'argent ; ensorte que toutes exploitations de commerce, d'industrie & d'entreprise, ne sont plus simplement des occupations ou des professions lucratives ; ce sont préalablement des trafics d'argent & d'intérêt d'argent, où l'on se fait payer par la Nation une contribution sur l'argent même ; ce qu'il faut bien distinguer de l'intérêt de l'argent ou des avances de l'exploitation reproductive qui est payée par la terre même, c'est-à-dire, par le bénéfice de la reproduction, à ceux qui sont les agents de ce surcroît annuel de reproduction, & fait subsister toutes les classes d'hommes qui ne cultivent pas la terre ; ensorte que les intérêts

du Cultivateur ne font que la portion qui lui appartient dans l'ordre de la répartition du don gratuit de la terre; & que fon travail étant dans l'ordre économique le plus fructueux & le plus indifpenfable, il doit être foutenu par le profit pour la fûreté de la reproduction annuelle des richeffes de la Nation. C'eft pourquoi le tableau économique retire de la maffe de la reproduction les intérêts des avances de la claffe productive, & n'en admet point pour les avances de la claffe ftérile, parce que celle-ci ne produit point d'intérêts, puifqu'elle ne produit rien, & que fon gain ne peut être qu'en rétribution entiérement payée par la Nation, au lieu que la Nation ne paie ni la rétribution du travail du Cultivateur, ni les intérêts de fes avances, lefquels rentrent dans les progrès de la reproduction. C'eft lui-même qui les fait naître, ainfi que les autres richeffes qui fe partagent annuellement aux autres claffes d'hommes de la Nation. Il n'y a donc que le don gratuit annuel de la terre qui, dans l'ordre & dans le droit naturel, puiffe payer des intérêts. Tout autre droit mercenaire ne peut être que falaire.

Les prêts à intérêt passager ne sont guere en usage dans le commerce rural ; commerce si essentiel à la reproduction, qu'il mérite toute indulgence & toute protection, & il n'y a, rigoureusement parlant, dans une Nation agricole, que ce genre de commerce qui puisse légitimement avoir droit à l'intérêt de l'argent de l'emploi accordé au commerce, comme nous l'avons exposé ci-dessus. Mais dans les pays où le commerce de Juiverie, de traités d'agio, de manufactures de luxe, domine, le commerce rural, ce commerce primitif, coadjuteur immédiat de l'agriculture, est presqu'inconnu, dédaigné, négligé du gouvernement ; dans quelques Nations bouleversées il est empêché, opprimé par des prohibitions, des entraves, des impositions qui le détruisent & qui anéantissent les revenus des biens-fonds. L'exploitation de ce commerce est payée, comme l'exploitation de l'agriculture, de la rétribution & des intérêts de ses avances, par le produit même de la terre, en déduction du produit net qui forme le revenu de la Nation. Cet arrangement, comme nous

le verrons dans le chapitre ſuivant, ſe fait de lui-même dans l'ordre économique, de ſorte que le revenu ne peut être évalué que défalcation faite des dépenſes & des repriſes de ces deux genres d'exploitation. Les intérêts de leurs avances leur ſont donc aſſignés par la nature même, & prélevés par les exploitants ſur le produit total, avant que d'entrer en compte ſur le produit net. C'eſt pourquoi nous ne reconnoiſſons d'intérêt d'avances d'exploitation, que ceux de l'agriculture & de ſon commerce, parce qu'ils ſe trouvent naturellement dans l'ordre économique, & que dans tout autre genre d'exploitation, c'eſt la Nation elle-même qui en paie les frais & la rétribution ſans diſtinction ; & ſans entrer en compte ſur des intérêts, qui ne pourroient être établis que par un pur arrangement de convention étranger à l'ordre naturel & économique ; ſi ces intérêts ne ſont pas même de convention, ils ſont illicites en toutes manieres. Or ils ne peuvent pas être de convention, parce qu'ils exigeroient des diſtinctions de détails qu'aucune loi ne peut démêler ni dé-

terminer. Ainſi l'intérêt de l'argent, pris ſur l'argent, eſt une invention captieuſe & inique. Les prêts d'argent à intérêt paſſager, de même que les rentes perpétuelles, ne ſont pas une reſſource pour l'agriculture. Il y a heureuſement peu de prêteurs qui ſe déterminent à conſtituer des rentes ſur le mobilier d'une exploitation, expoſée à des riſques & à des événements qui ne laiſſent pas de ſûreté pour le capital d'une rente, & ils n'en trouvent guere plus pour les prêts à intérêt, juſqu'à un temps limité pour le rembourſemrnt de la ſomme prêtée. Ainſi les emprunts à intérêt paſſager ou perpétuel, ne peuvent pas être juſtifiés par leur uſage en faveur de l'agriculture & du commerce rural où ils ſont très-rares. Ils ne portent donc, excepté les rentes foncieres, que ſur la claſſe ſtérile, où ils ſont ruineux pour la Nation.

L'agriculture, quand elle eſt un peu en vigueur, & lorſque les prêts à intérêt ne dominent pas dans un Etat, trouve une autre reſſource dans les richeſſes de ceux qui veulent l'aider avec profit pour eux & pour les cultivateurs, qui ont beſoin de leur ſe-

cours. Ils fournissent à ceux-ci des bestiaux, & partagent avec eux le profit, sans préjudice du fonds qui est réservé à ceux qui en font les avances. Ainsi le profit est fourni par une richesse productive. Ce secours ne doit donc pas être confondu avec le prêt à intérêt; mais malheureusement il est trop rare chez les Nations agricoles livrées à l'usure & à l'agio.

Des vrais & des faux revenus.

Quand je dis donc que le gouvernement économique doit tendre au plus grand revenu possible, je suppose qu'on se garde bien de confondre les faux revenus avec les vrais revenus. Quand on pourroit faire un relevé du montant de toutes les rentes établies dans un Etat, si l'on prenoit ce tableau pour être celui des revenus qui sont dans l'Etat, on se tromperoit du blanc au noir, on prendroit un surcroît de dépenses stériles, un dépérissement de revenu, pour le revenu même; puisque c'est précisément dans les temps malheureux qui forcent le public & les particuliers à emprunter, que les rentes accroissent & que l'Etat se ruine.

Les rentes sont l'Etat même, mis à fond perdu au profit d'un certain

nombre d'oisifs qui en jouissent; plus les rentes grossissent, plus la durée de l'Etat est courte. Il est vrai que si la constitution de l'Etat tient encore, quand il est au bout de son fond, sa constitution peut conserver assez de forces pour secouer le fardeau des dettes & tenir encore après. Mais cela ne se peut, sans changer la constitution & peut-être empirer de beaucoup l'état général de la Société, énerver les loix, détruire les mœurs & le respect pour l'autorité. En un mot, les rentes sont la perte des revenus, loin d'en faire partie.

Distinction de faux revenus. Les gages, les émoluments, profits, pensions, loyers de maisons, &c. loin de rentrer dans l'état des revenus, sont des charges sur les revenus. Les rentes annuelles provenantes de la location, comme maisons, places, étaux, boutiques, ports, quais, &c. sont des étapes & des auberges de portion de revenus circulants, mais ne sauroient entrer dans la masse des revenus réels. Le vrai revenu, le revenu réellement renaissant & gratuit ne peut se tirer que des terres qui changent la pluie en richesses. Vous qui croyez que le commerce, les ma-

nufactures, l'industrie sont des sources de richesses, supposez donc que la pluie manquât pendant deux années entieres sur la surface de la terre ; que deviendroient votre commerce, vos manufactures & votre industrie, vos rentes, vos loyers ; que deviendroit le genre humain ?

Septieme principe. *Une grande reproduction peut s'obtenir au préjudice du revenu, 1°. lorsqu'elle emploie trop d'hommes & exige trop de dépenses ; 2°. lorsque faute de commerce extérieur, l'abondance fait tomber les productions en non-valeur, d'où s'ensuit promptement disette & cessation totale de revenus ; 3°. lorsque les taxes sur les denrées surchargent & absorbent la valeur vénale des denrées & augmentent en pure perte les dépenses de la reproduction.* Examinons chacun de ces points séparément.

Il est convenu qu'avant de statuer le revenu qui est le produit net, il faut prélever les frais de la cultivation : d'où il résulte que plus cet attelier consomme, moins il reste de produit net pour former le revenu. Il paroît impie au premier coup d'œil, de dire qu'il est égal que cette consommation soit faite par des hommes

ou par des bestiaux, &c. mais nous ne considérons ici que les regles du calcul, qui démontrent que le plus grand profit en produit net, est à l'avantage des hommes & de l'intérêt public. L'homme, en particulier, n'a point de sureté sans l'Etat, ou l'ordre public; & l'Etat ne subsiste que par les hommes. Ces deux points de vue doivent entrer en compte dans le calcul. Toute la consommation qui entre dans les frais de la cultivation, est en pure perte pour le revenu; & si la diminution de ces frais paroît diminuer la population dans la partie productive & cultivatrice, nous retrouverons de reste le remplacement de ce décroît dans le surcroît des hommes des autres classes, procuré par l'accroissement des revenus.

Mais, dira-t-on, l'augmentation du nombre des Cultivateurs est de tous les moyens le plus sûr, pour opérer un accroissement de reproduction: d'où il arrive que par le moyen d'un plus grand nombre de Cultivateurs, vous avez une plus grande reproduction, qui nourrit le surcroît des Cultivateurs, & assure en sus le surcroît des revenus. S'il en étoit ainsi, il fau-

droit être pire qu'Antropophage pour ſe refuſer à la plus grande population cultivatrice ; car les Antropophages ne dévorent pas leurs propres Concitoyens: mais il en eſt tout autrement. En général le travail à bras d'hommes cultive, défonce & briſe avec plus de ſoin un petit terrein, que ne le ſauroit faire le Laboureur à l'aide des beſtiaux & des outils de labourage à la charrue. En conſéquence, ce petit terrein paſſé à la bêche, comparé avec un autre terrein labouré, de pareille étendue, rapportera davantage. Mais, loin que ce ſurplus ſe trouve pour le tout, ni même pour partie en ſurcroît de produit net & revenu, un homme qui n'auroit pour ſubſiſtance que ce qu'il tireroit de la terre par le travail de ſes bras, vivroit très-miſérablement, & n'auroit pas de quoi faire ſubſiſter ſa famille. De là vient que les friches reſtent incultes dans les Provinces où les hommes n'ont pas les facultés de cultiver à l'aide de la charrue & des beſtiaux. C'eſt-là ce qui fait que les avances de l'agriculture & les richeſſes d'exploitation ſont en beſtiaux & autres agrêts, & non en

hommes. L'intérêt auroit appris à un gros Fermier qui vient prendre à entreprise l'exploitation d'une grosse ferme, qu'il lui suffit d'amener beaucoup de manœuvres pour cultiver à bras, & non tant de chevaux. Ce genre d'avances seroit plus honorable & plus utile, attendu que l'homme est propre à tous usages. Mais l'homme a besoin non-seulement d'être mieux nourri, mais chauffé, vêtu, secouru, &c. Il n'a pas la même force que les chevaux & les bœufs pour trainer un soc. En un mot, son travail est trop dispendieux, & le Fermier, pour assurer ses reprises & le fermage, a besoin de n'en employer que ce qu'il en faut pour diriger le travail des animaux, ou pour les travaux d'intelligence & de soin qui ne peuvent s'exécuter que de la main; par exemple, la culture des vignes & le jardinage.

Il est des cantons escarpés où les animaux ne peuvent aider à la culture, & dont les hommes tirent par adresse & par labeur des portions de subsistance de peu de frais & de vil prix. Mais ces hommes, après avoir vaqué à leur culture, sont obligés,

pour pourvoir à d'autres besoins, de se transplanter pendant une partie de l'année dans des pays abondants en revenus fournis par le labourage, & qui paient une rétribution à leurs services. Cette ressource leur est surtout nécessaire, s'ils sont partie d'un Etat dont le fisc étend ses rameaux sur toutes les portions du territoire, sans considérer si leurs productions forment des revenus ou seulement une simple subsistance. Comme quelque remede est toujours à côté du mal, ces Etats ont toujours quelques cantons où les revenus se dépensent avec plus d'abondance, & assurent des salaires. Les Montagnards viennent chercher de l'ouvrage dans ces cantons. Ils économisent sur leurs rétributions pour en rapporter le plus qu'ils peuvent à leur domicile. Au retour, ils ont à peine de quoi payer leurs charges & les avances que quelques notables ont faites à leur famille pour subsister pendant leur absence. Au moyen de quoi, il est clair que c'est sur leur rétribution & non sur le produit de leurs terres, que ces Montagnards vivent & paient l'impôt. Si au contraire ces montagnes forment

des cantons libres, où le fisc ne demande rien, cette forme d'Etat qui n'est qu'une association franche & paisible, ne se soutient que par les arrangements politiques de ses voisins & par sa propre modération, & le peuple de la campagne y vit heureux, en supposant qu'il est un débouché constant pour le superflu de sa population chez l'Etranger ; car chez lui il ne sauroit jamais former des Villes, & se procurer les moyens multipliés de subsistance, qui ne peuvent provenir que de l'abondance & de la circulation des revenus. Il est donc constant que, quand la culture emploie trop d'hommes, & exige de trop fortes dépenses, en ce cas une plus grande reproduction s'obtient au préjudice du revenu & de la prospérité de l'Etat agricole, dont les terres peuvent supporter une culture plus économique & plus propre à donner des revenus.

Le second point, que nous avons à examiner ici, est le cas où, *faute de commerce extérieur, l'abondance fait tomber les produits en non-valeur, d'où s'ensuit promptement disette & cessation de revenus.* Si jamais on pouvoit faire

l'application de la malédiction portée dans le Pseaume, *aures habent & non audient, oculos habent & non videbunt*, ce seroit à un pays où on se verroit forcé à redouter une récolte abondante, parce que les deux précédentes ont été favorables; où l'on se diroit par écho, les vins vont être jettés dans la rue, les bleds se pourrissent dans les greniers, & le peuple ne pourra plus payer (*a*); & où, tout en disant cela, on mettroit en question dans des assemblées nouvelles, inventées pour relever l'agriculture, s'il faut ouvrir aux denrées du pays les débouchés étrangers; où l'on argumenteroit pour & contre sur cette question, & où l'on finiroit par le résultat d'Arlequin *date mi un memorial*. Doctes arbitres du sort des humains, leur dirois-je, pensez-vous que si le Vigneron jette ses vins cette année, les ayant vendus à perte l'année passée, & n'en ayant pas retiré la valeur des façons la précédente; pensez-vous, dis-je, qu'il en ait beaucoup à jetter les années suivantes?

. . . (*a*) Dominoque parabat
Exitium fœcundus ager, metuenda colonis
Fertilitas . . . . . . *Claudien.*

Quand l'homme voudroit être dupe trois ou quatre fois de suite, & dupe de l'emploi journalier, pénible & continu de son année entiere; quand, dis-je, faute de pouvoir faire mieux, il consentiroit à demeurer cloué & crucifié à cette malheureuse condition, le pourroit-il? Il vit, il travaille sur ses chairs, sur le peu d'avances qui lui restoient, sur les emprunts qu'il a pu faire depuis trois ans. Peut-il continuer sur de tels appuis? Quand il le pourroit encore, absolument parlant, ce qui ne peut être que pour un petit nombre en comparaison de ce qui aura déjà succombé sous le poids des non-valeurs; quel est l'espoir qui peut soutenir son existence? Ce ne sauroit être qu'une mauvaise année future, une grêle, une gelée dont il sera seul excepté comme la peau de Gédéon. Ne voilà-t-il pas une espérance bien fondée, bien consolante, un appui bien solide pour nos revenus? Et ne voyez-vous pas que ce sont les malheureuses digues dont vous avez comblé les débouchés de la denrée, qui l'ont réduite au seul débouché de votre propre consommation, à laquelle, pour la

plupart, nous ne pouvons atteindre; parce que la rétribution nous manque, au milieu de cette abondance, qui ne produit ni revenu ni rétribution, & qu'alors le plus bas prix des denrées eſt par contre-coup, une *cherté* inacceſſible à ceux que ce bas prix réduit à la miſere. Or, ſi-tôt que notre conſommation ſe trouve dérangée par des déplacements politiques, que la pauvreté des ſujets, ſuite des mêmes cauſes, fait baiſſer forcément la valeur dans les achats, rien ne s'offre qu'à peine, tout ſéjourne, & le commerce forain, qui n'a nulle habitude, nulle route permiſe pour venir chercher nos denrées de tout temps excommuniées par nos arrangements de police & de fiſcalité; ce commerce, qui rendroit la vie univerſelle à celles de nos productions que les autres Nations poſſedent ainſi que nous, & une vie privilégiée à nos vignobles, que nous poſſédons excluſivement; ce commerce, dis-je, l'unique remede à nos maux, l'unique ſoutien de nos revenus, & par-là de vos entrepriſes, menacé des armes offenſives de nos prohibitions, rit de notre chûte inévitable & calculée, tandis que nous

nous en tenons, pour toute ressource, à prier le Ciel de nous refuser sa rosée & la graisse de la terre. O profondeur ténébreuse des résultats & des ressources de l'esprit de recherche & de discussion !

Ceci nous conduit à examiner le troisieme point, qui suppose que *des taxes sur les denrées surchargent & absorbent la valeur vénale des denrées, & augmentent les dépenses de la reproduction*. Toutes les taxes levées sur les denrées sont prises sur le commerce ; car on ne vient point chercher les denrées sur le champ du Cultivateur, ni dans la cuisine du Consommateur ; c'est sur leur passage de l'un à l'autre qu'on en leve le droit. C'est donc sur le commerce : & nous avons assez démontré que tout ce qui prend sur le commerce, prend sur les dépenses & sur les achats & les ventes, sur la valeur vénale, sur la production, & par conséquent sur les revenus. A entendre cependant les protecteurs de ces sortes de taxes, c'est pour le soulagement du peuple & du peuple producteur sur-tout, qu'il faut, disent-ils, les conserver. Comme si le peuple mercenaire avoit d'autre intérêt que

l'accroiſſement des revenus qui peuvent ſeuls lui procurer accroiſſement de ſalaire ! Comme ſi le peuple producteur avoit d'autre intérêt que la plus forte dépenſe & conſommation, qui procure à ſes denrées une valeur vénale plus forte & plus aſſurée, & un profit plus certain de ſon travail ! Si, d'après ces principes ſimples, vous propoſez la ſuppreſſion des taxes redoublées & ruineuſes, établies ſur les vins ; & comment, vous répond-on auſſi-tôt, remplacerez-vous ce que le Clergé & la Nobleſſe paient ſur cette partie ? Il réſulte de cette confiance fiſcale, que ces protecteurs du peuple bien ou mal intentionnés (car il en eſt d'un & d'autre) s'applaudiſſent d'une ſurpriſe qu'ils ont faite aux privilégiés ſelon les loix & les uſages conſtitutifs : que bien inſtruits que ceux-ci n'auroient pas ſouffert patiemment qu'on donnât atteinte à l'immunité de leurs terres, pour établir deſſus un impôt direct, on a trouvé moyen de les faire contribuer par leur propre conſommation : que perſonne n'étant directement & perſonnellement en droit de s'oppoſer à cette loi commune, on

a, dit-on, trouvé par ce détour le moyen de rétablir la balance juste & naturelle, & de faire contribuer le riche quelconque en raison de sa consommation : qu'aujourd'hui, en supprimant ces parties, il faudroit recommencer à les rétablir pour étendre la contribution sur ceux qui jouissent des revenus exempts d'impôts. J'admire les ressorts d'une aussi noble & sublime politique. J'ai d'autant plus de foi aux embarras & difficultés de l'administration, que je n'ai jamais gouverné les humains, & à Dieu ne plaise que je fusse destiné à le faire à la suite d'une longue habitude de régime insidieux, dont la base fut la séparation des intérêts du Prince d'avec ceux de son peuple, dont l'effet immanquable doit être une méfiance constante de la part du peuple, sur tout ce qui lui vient du gouvernement. Mais en rétablissant les causes, ne pourroit-on pas espérer de rétablir les effets ? Il est certain que l'intérêt du Prince est de ramener toute l'autorité à son gouvernement, & par conséquent de réprimer l'ambition exclusive des Magnats. Mais pourquoi cet intérêt ? C'est que c'est

c'eſt l'intérêt de ſon peuple. L'ambition des Magnats une fois prédominante, ne tendroit pas à le réunir & le maintenir, mais au contraire à le diviſer & l'envahir ; ne tendroit point à lui procurer l'aiſance, mais au contraire à le dépouiller & l'appauvrir. L'intérêt de l'autorité ſouveraine n'eſt donc en ceci, comme dans tout le reſte, autre choſe que l'intérêt du peuple, que l'intérêt public. Si le privilege choque l'intérêt public, il eſt juſte de l'attaquer, mais par des voies légales & patentes, puiſqu'une opération dictée par la loi naturelle, ſera certainement appuyée de l'acceſſion & du concours univerſel. Si au contraire le privilege n'eſt que de pure notabilité, & ne détruit rien quant à l'eſſence des choſes, l'attaquer eſt une invaſion domeſtique, une guerre civile. Mais dans les deux cas un moyen inſidieux, détourné & ſouterrein, eſt indigne d'un gouvernement légitime & ſage, il eſt ruineux pour l'aggreſſeur, non-ſeulement comme déshonorant, mais comme allant contre ſon propre objet, & faiſant un effet contraire à celui qu'il s'en étoit pro-

mis, ainsi qu'il en arrive de toutes les fausses marches qui aboutissent toujours à s'égarer. Examinons tous ces objets en les résumant en deux points : voyons d'abord si les privileges sont dignes de l'animadversion du Souverain comme contraires au bien public ; ensuite si le moyen ci-dessus dont on s'est servi pour les rendre vains, est du genre convenable à un gouvernement légitime, sage & éclairé sur le bien public. Nous trouverons peut-être dans cet examen les raisons de l'opposition opiniâtre dont se plaignent nos modernes restaurateurs, & non-seulement la justification, mais encore l'utilité de cette opposition.

Ce que c'est que le privilege des biens non contribuables.

Les privileges du Clergé & de la Noblesse sont ou personnels, ou territoriaux. S'ils sont personnels, ils n'entrent point dans la classe de nos inductions ; car il résulte de tout ce que nous avons dit jusqu'ici de toute l'explication du tableau économique, de la notice des principes simples, & de la nature absolue des choses, que l'impôt n'étant qu'une partie du revenu, ne peut provenir que d'où proviennent les revenus. Or comme

l'homme n'eſt point la ſeve qui produit les revenus, tout impôt perſonnel ne peut être conſidéré que comme une taxe paſſagere dans des cas preſſants & hors de regle, ou comme un déſordre d'*interim* reçu dans une Société malgré ſes inconvénients notables, en attendant qu'on ait eu le loiſir de donner à une partie auſſi eſſentielle que l'eſt le revenu public, une forme conſtitutive, réguliere & aſſurée. Dans la nature des choſes donc, qui eſt la baſe ſur laquelle toute inſtitution doit être poſée pour être durable, tout privilege d'exemption d'impôt ne peut être que territorial. Si ce privilege ſignifie le droit de participer aux avantages de la Société ſans contribuer à ſes charges, ſans contredit il le faut détruire : car c'eſt un être contre nature que celui qui reçoit ſans rien donner; mais je doute qu'il y ait jamais eu de privilege authentique & reçu qui ſoit fondé ſur cette baſe-là.

Les revenus attribués à l'entretien du culte extérieur, ont toujours été regardés dans toute Société comme une charge publique néceſſaire ; c'eſt donc un impôt ſur le public. Or

tirer l'impôt ſur l'impôt, eſt une opération qui ſe fait au moyen des routes détournées, que le fiſc, ſéparé de l'intérêt du Prince & de celui du peuple, a trouvé moyen de s'ouvrir, ainſi que nous le démontrerons dans la ſuite; mais c'eſt une ſupercherie & un déſordre qui tend à tout jetter dans le mécompte, dans le double emploi, & à tout détruire. Que cette portion attribuée au culte, ſoit en revenus ou en fonds, quoique le premier de ces deux points ſoit plus analogue à la nature de la choſe & à ſon objet, cette alternative peut néanmoins être conſidérée de même œil. Quand Joſeph rendit aux Egyptiens la propriété de leurs terres, de leurs beſtiaux, &c. au moyen d'une redevance du quint ſur le revenu de leurs terres, il en exempta les terres ſacerdotales. Joſeph inſpiré par le Dieu vivant qu'il adoroit ſeul, ne regardoit certainement pas comme ſacrées les terres vouées au culte d'Iſis & de Serapis; mais il ſentit, en grand & digne Miniſtre, qu'en même temps qu'il ne pouvoit rien ſur la religion du pays, dont il réprouvoit ſans doute l'aveuglement & l'abſurdité, ſa con-

ſervation & ſon culte ſaint par eſſence, & abominable par erreur, étoit un lien néceſſaire & principal de la Société; que cela poſé, ſi l'on enlevoit un quint aux terres deſtinées à l'entretien de ce culte, il faudroit le remplacer par ailleurs; car *donner & retenir ne vaut.* Il comprit que cet entretien étoit de ſa nature à la charge de l'autorité, puiſque l'autorité n'a d'autre objet ou d'autre emploi que de vaquer au bon ordre public; que ce privilege étoit donc au profit du Prince, & qu'au fond il ne réſultoit de cette exemption qu'un plus grand reſpect méchanique du peuple, toujours frappé par les objets extérieurs, pour les Miniſtres de la religion, agents du Prince en cette partie.

Si l'on veut enſuite revenir ſur nous-mêmes, & conſidérer quel eſt l'état de cette partie parmi nous, on trouvera que la portion principale attribuée au Clergé, conſiſte en dîmes, c'eſt-à-dire, en revenus ſur le produit total des terres; & qu'en conſéquence, c'eſt un tribut qui eſt fourni par le peuple pour le ſervice public, & qui étant affermé, eſt aſſujetti à l'impôt dont on charge le

Fermier. A l'égard des terres que le Clergé possede, à la réserve de quelques petits terreins attribués au service plus particulier des Eglises, elles n'ont jamais été regardées comme terres sacerdotales ; & leur franchise, qui n'est nullement de fait, est réduite à un ordre particulier d'impositions distinguées, par lequel dans le fond on les fait autant contribuer que les autres. Il est vrai que c'est en partie par voie d'emprunts, dont les intérêts seuls joints aux taxes dont on a chargé leurs Fermiers, enlevent une grande portion de leurs revenus ; de maniere que ces terres prétendues franches, sont les plus engagées de toutes par le fonds & par les fruits. Leur franchise n'est donc qu'une charge plus forte quant au fond & quant à la forme ; elle ne consiste qu'en ce que la levée des deniers qui se perçoivent sur leur revenu, est confiée au Corps même de ceux qui en ont l'usufruit & la régie.

Le privilege de la Noblesse regardé comme personnel, est un abus ; comme territorial, il dérive du dévouement au Public de ces mêmes terres tenues pour franches aujour-

d'hui. La Noblesse avoit & la Jurisdiction & les droits utiles sur les terres accordées au service militaire. Le possesseur devoit, à ce titre, son service en guerre à son Suzerain & par lui à l'Etat. Au moyen de ce devoir, qui étoit une charge, sa terre propre étoit franche de toute autre redevance. Quand, par un autre arrangement, on fit consentir les communes à se racheter du passage & de l'entretien des gens de guerre par des tailles, qui mettroient le Souverain en état de soudoyer des troupes pour la défense, la Noblesse ne voulut point de ce soulagement, & se chargea de continuer, & continua en effet de consommer les revenus de ses terres au service de la patrie. Les terres nobles, selon l'ancien usage, furent donc exceptées alors du récensement des terres qu'on voulut estimer pour asseoir l'imposition dessus avec quelque regle. Delà le privilege de ces terres, auquel la Nation tient comme au renseignement & à la trace presque unique de son ancienne constitution, & elle y tiendra avec raison, jusqu'à ce qu'on lui en présente & lui en fasse agréer par les voies de droit une meilleure.

Ce privilege, s'il s'étendoit sur une forte quantité & qualité de terrein, seroit vraiment abusif, en supposant qu'il n'obligeât pas ceux qui en jouiroient, à des dépenses pour le service du Public, au moins équivalentes à sa valeur, si la constitution étoit solidement établie quant au régime fiscal, & de maniere que l'impôt fût directement levé tout entier sur le revenu des terres ; mais la maniere dont on s'y prend pour en éluder l'effet par le moyen des droits sur les denrées, fait précisément l'effet contraire à son objet. En effet, l'objet prétendu est de soulager le peuple. Pour y parvenir, il faudroit prendre sur ce qui l'intéresse le moins, & vous prenez précisément sur ce qui le touche le plus ; car un homme, qu'il ait un million de revenu ou qu'il n'ait rien, a néanmoins à peu près les mêmes besoins physiques que son voisin. Ce Cordonnier qui n'a que ses bras, qui entre sa famille & ses garçons a quinze bouches à nourrir, doit consommer tout autant de boisson que son voisin qui a un grand revenu, & plus même, car ils travaillent, & le voisin & ses valets ne font

rien. Or voyez la proportion entre ces deux hommes pour les droits que vous prenez sur les boissons & sur les autres denrées. Quand donc vous me donnez, pour raison conservatoire des droits sur les denrées, que c'est pour grever les Notables, il faut séparer de votre intention la seule raison qui la puisse justifier, qui est celle de soulager le peuple de tout ce dont vous surchargez les autres. La raison est mauvaise; en épuisant les riches, vous affamez les pauvres que les riches seuls font vivre : mais elle est spécieuse, & c'est ce spécieux même que vous abandonnez en ceci. Vous montrez à découvert que c'est en vain qu'on espéreroit de combler le gouffre de Carybde, qu'il a son reflux pour engloutir les petits bateaux, son tournant pour amener à lui les grands navires, & toujours la même voracité. Vous montrez, dis-je, cet écueil à découvert, & vous ne voulez pas qu'on résiste même au bon vent qui paroît venir delà, qu'on se bouche les oreilles contre les propositions les plus apparentes en utilités ? Commencez par traiter avec les peuples comme avec des hommes, par avouer

les principes, par les établir, par proscrire à jamais tout ce que les temps de babarie, ceux de licence, ceux enfin de déception, ont introduit dans le régime économique, de contraire aux principes, au droit, & à la nature des choses; les propriétaires des biens contribuables & le peuple s'empresseront eux-mêmes à vous demander l'abolition de ces impôts destructifs, insidieusement établis pour leur soulagement, dans la fausse idée d'augmenter les revenus du fisc aux dépens des privilégiés; & ils se chargeront d'assurer sans déprédation la durée & la totalité de ces revenus, & d'en procurer l'accroissement par l'augmentation des produits de leurs biens. Vous trouverez alors de la facilité pour les remplacements nécessaires. Tous les hommes ci-devant saisis à la fois de l'épidémie résultante des temps qui vous ont précédés, sont corrompus en ce qu'ils regardent comme leur intérêt particulier, j'en conviens; mais tous sont soumis à la lumiere & à la droiture naturelle en tout ce qui leur est le moins préjudiciable; vous les vaincrez les uns par les autres. Tous vous

aideront à surmonter les premiers abus, & quand ensuite le tour particulier de chacun d'eux viendra, ils se feront justice. Ainsi un seul homme armé de la vérité peut ramener un monde entier qui se refusoit à la connoître ; & s'il est dit qu'il faille échouer nécessairement sur la mer dangereuse de l'administration, c'est ainsi qu'il est beau d'échouer, c'est dans une telle entreprise qu'il est permis de succomber. Mais persévérer, mais languir dans une fausse route, sans autre espoir que de pousser le temps avec l'épaule, sans autre étude que celle de pallier le mal, & se justifier par la prétendue répugnance des hommes à souffrir qu'on fasse leur propre bien ; c'est en imposer aux simples, à ses flatteurs & à soi-même ; c'est abandonner le timon, & prouver que l'équipage a raison de tenir fortement à la cape, & de refuser d'obéir à la manœuvre.

Nous venons de déduire les principales questions qui importent à la reproduction des dépenses. On en trouve l'effet au bas du tableau. On y voit que dans l'ordre qui est suivi dans les dépenses, *le revenu de l'année cou-*

rante se trouve égal au revenu de l'année précédente ; ce qui prouve que cet ordre économique est essentiel à la reproduction constante & perpétuelle des richesses d'une Nation agricole , & que cet ordre même du tableau n'est point arbitraire ; qu'il est assujetti à cette condition fixe de la reproduction successive & continuelle des mêmes richesses. On y voit que les 2000 liv. de revenus circulants représentent 6000 liv. à la derniere ligne par le double reflet de la somme des revenus sur les classes productives & stériles. C'est-là seulement qu'on pourra trouver avec certitude la masse du numéraire circulant dans un Etat. La quotité de la reproduction établit la quotité de cette somme. Tout le reste est aussi peu important qu'impossible à connoître. Que des millions en barre & lingots résident dans ma cave ou dans celle de mon voisin , & de voisin en voisin dans les caves de l'Hôtel de Ville d'Amsterdam ou de Hambourg, cela est parfaitement égal pour l'Etat & pour tout le monde. Il ne sortira d'aucune de ces caves , pas plus de la mienne que de celle des autres , que

quand le besoin des choses usuelles l'appellera. Il est donc uniquement question d'avoir de ces choses usuelles, qu'elles aient, par le moyen du commerce libre, une valeur vénale, & le commerce ne peut être excité que par les dépenses. Les dépenses & les consommations sont l'ame de la reproduction des revenus, & c'est la quotité des revenus qui fixe celle du numéraire circulant dans un Etat, qui est le seul numéraire réel.

Ces vérités se trouveront encore sous nos mains dans les divers développements qui font la matiere des six chapitres suivants. Nous avons établi tous les principes dans les six premiers : nous allons maintenant en faire l'application aux différentes parties qui entrent dans la composition de l'édifice économique de la société. Commençons cette tâche en considérant les rapports des dépenses entr'elles. Ce chapitre sera la contre-preuve arithmétique de la certitude des principes que nous avons exposés & expliqués. Tout y sera compté, mesuré, vérifié. Les dépenses, leur emploi, leur distribution, leurs effets, leur régénération y sont comptables.

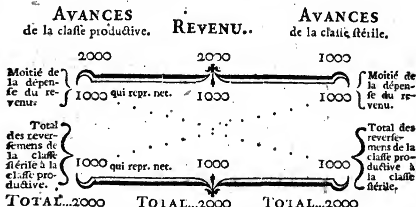
réciproquement, les unes relativement aux autres, de l'ordre, de la sûreté, & du succès de la bonne administration économique. Terminons celui-ci en mettant encore sous les yeux du lecteur le précis figuré des résultats de la distribution représentée dans le Tableau, tel que nous l'avons placé à la fin du Chapitre de la distribution. On ne sauroit trop accoutumer l'œil studieux à se familiariser avec ces diverses effigies des principes alimentaires.



PRECIS DES RESULTATS

DE LA DISTRIBUTION

REPRÉSENTÉE DANS LE TABLEAU.



LA reproduction totale est égale à toutes les sommes qui se réunissent & se dépensent à la classe productive;

SAVOIR,

Les avances de la classe productive	2000
La portion du revenu qui passe immédiatement à la classe productive	1000
Total des reversements de la classe stérile à la classe productive. .	1000
Les avances de la classe stérile employées pour les achats des matieres premieres à la classe productive	1000
TOTAL . . .	5000

Ainsi la reproduction totale est 5000, dont le Cultivateur retire pour ses avances & les intérêts de ses avances primitives & annuelles. .	3000
Reste pour le revenu	2000
TOTAL . . .	5000.

MASSE TOTALE des richesses comprises dans le Tableau.

La reproduction totale	5000
L'argent du revenu	2000
Les avances de la classe stérile, toujours conservées par les Agents de cette classe	1000
TOTAL . . .	8000

OBSERVATIONS.

Le revenu de l'année courante se retrouve égal au revenu de l'année précédente ; condition essentielle à l'ordre économique représenté dans ce Tableau.

Le produit net qui renaît annuellement des dépenses de la classe productive est ici égal aux avances de cette même classe. C'est ce qu'on appelle alors rendre *cent pour cent.*

La somme des avances de la classe stérile est égale au quart du total des deux sommes des avances de la classe productive & du produit net ou revenu, prises ensemble, & doit se retrouver égale à la moitié de la recette de la classe stérile.

Le total des reversements de la classe productive à la classe stérile, est égal à la moitié des avances de la classe productive.

Le total des reversements de la classe stérile à la classe productive, est égal à la moitié de la recette de la classe stérile.

La classe stérile reçoit 2000 liv. dont 1000 restent pour remplacer ses

avances, & 1000 sont employées pour la subsistance de ses agents.

Les agents de la classe stérile sont environ moitié moins en nombre que ceux de la classe productive, dont la dépense est 2000 liv.

La classe productive dépense toutes ses avances de 2000 liv., lesquelles lui sont restituées en entier par la reproduction, & de plus 1000 liv. pour ses intérêts, & elle paie 2000 liv. de revenu qui se partage au Propriétaire, au Souverain & à la dîme : ce qui fait ensemble l'emploi des 5000 liv. de la reproduction totale annuelle.

La dépense annuelle est de 6000 l. la reproduction totale n'est que de 5000 liv ; ainsi la dépense surpasse la reproduction, parce qu'une partie des dépenses qui se portent à la classe stérile, n'est pas en achats de production annuelle. Car,

1°. Les matieres premieres des ouvrages que l'on paie à la classe stérile, ne sont que des rachats des mêmes productions que la classe productive lui a vendues.

2° Les dépenses de rétribution pour la main d'œuvre payée à la classe

ſtérile , ne ſont pas des achats de production ; c'eſt un paiement de ſalaire pour le travail des agents de cette claſſe.

3° C'eſt pourquoi les dépenſes annuelles ſurpaſſent la totalité de la reproduction annuelle ; mais cet excédent de dépenſes n'eſt au fond qu'un double emploi ſucceſſif de l'argent qui circule dans la nation.

Ces obſervations ſeront communes à tous les Tableaux dont l'ordre ſera aſſujetti à la reproduction permanente du même revenu, dans tous les autres cas où les avances de la claſſe productive rendent plus ou moins que cent pour cent de produit net ou de revenu.



CHAPITRE VII.

Les rapports des Dépenſes entre elles.

§ I. *Idée ſommaire de ce Chapitre.*

NOUS avons conſidéré la nature & l'eſſence des dépenſes, nous avons analyſé leurs effets ; examinons maintenant leurs rapports avec

les produits, & avec toutes les parties économiques & mobiliaires qui composent la charpente & le massif de l'édifice de la société. Les six premieres parties ont établi l'essence des choses & leur jeu naturel ; c'est leur jeu de rapports que les six derniers vont développer. Commençons par les rapports des dépenses entr'elles considérées en détail, relativement à leurs différents genres, à leur emploi, à leurs quantités, à leurs proportions avec les différents genres de reproductions, avec le revenu des Propriétaires, avec la rétribution des Agents de la classe productive & de la classe stérile, &c. toutes parties correspondantes & compatibles les unes avec les autres, de leur emploi & de leurs propriétés réciproques dans la constitution économique. C'est un objet profond., & nous n'arriverons que par les routes de la simplicité, en suivant l'ordre physique, l'ordre réciproque des causes & des effets, abstraction faite de toute marche irréguliere d'administrations politiques, parce que nous ne tendons qu'au but de la plus simple vérité, par l'exposition élémentaire de toutes les pie-

ces de rapport qui entrent dans la construction de la machine économique. Il a fallu d'abord prendre connoissance de tout le jeu de cette machine régénératrice. Il s'agit ici de la disséquer & d'en découvrir l'organisation par la démonstration anatomique de toutes ses parties & par le développement de leurs entrelacements, de leur connexion, & du concours de leur action mutuelle.

Tout n'agit dans la nature que par les rappports. On a dit que les éléments se combattent, ils se maintiennent au contraire, ils s'entretiennent réciproquement. La tendance de chaque principe vers la prédomination est ce qui fournit à son contraire les forces de la résistance & de la réaction vivifiante. Le condensement & l'action sont les effets du combat & de l'opposition, & la renaissance & la durée des ouvrages de la nature résultent du condensement & de l'action de ses grands effets. L'ordre & la marche de cette machine admirable sont fixés décisivement par son Auteur. La grande regle établie pour le tout s'étend sur les subdivisions, & gouverne les différentes parties.

§. II. *Notions préliminaires.*

Les dépenſes ſe ſubdiviſent en différentes parties, qui toutes tendent à attirer de leur côté la plus forte portion, ou la totalité des revenus. Toute la ſcience économique conſiſte à diriger leur marche vers la plus grande reproduction poſſible, par la connoiſſance des réſultats phyſiques qui aſſurent à l'action de la ſociété la renaiſſance & la durée des dépenſes. Pour pouvoir parvenir à cet objet ſimple, mais délicat & indiſpenſable, il eſt donc néceſſaire de démêler la nature des dépenſes, & ſur-tout leurs rapports entr'elles.

Raport des dépenſes & des produits expoſés dans le tableau.

Ces rapports ſont taxés &, pour ainſi dire, expoſés aux yeux dans le Tableau économique, de maniere qu'on y apperçoit ſi exactement leur liaiſon eſſentielle & réciproque, qu'on ne peut ſuppoſer aucun changement dans la quantité ou dans l'ordre de la diſtribution d'aucune de ces dépenſes, ſans reconnoître démonſtrativement tous les effets que ce changement doit produire dans le ſyſtême général de l'ordre économi-

que. En effet le résultat de ce changement se trouvera tout-à-coup décidé par la certitude du calcul au bas du Tableau, dans le total de la reproduction annuelle évaluée par le prix qui a cours entre les Nations commerçantes, qu'on trouvera augmenté ou diminué, selon que le changement survenu sera profitable ou nuisible. Changez un chiffre de cet ordre proportionnel, ou de la valeur vénale en argent, l'influence de ce changement s'étendra sur toutes les parties du Tableau, & exigera une nouvelle supputation générale qui conduira de toutes parts à d'autres résultats.

On voit dans le Tableau que les dépenses productives sont l'origine des richesses. On y suppose 2000 liv. d'avances ou dépenses annuelles productives, & que, toutes les conditions posées pour les succès de la culture du territoire subsistant, ces dépenses reproduisent cent pour cent de revenu, & la restitution de ces mêmes dépenses & celles des avances de la classe stérile, dont la dépense annuelle à la classe productive fait naître les intérêts du capital des avances primitives du Cultivateur. On voit à la

tête du Tableau les richesses préexistantes, dont la dépense fait renaître annuellement les mêmes richesses; savoir, 2000 liv. d'avances à la classe productive, qui ont produit 2000 liv. de revenu, & qui ont rendu 1000 liv. d'avances à la classe stérile; & par la dépense de ces 5000 liv. qui reviennent en totalité à la classe productive, renaissent 5000 liv. par l'emploi productif des avances mêmes de cette classe.

C'est donc de la conservation ou de la croissance des avances qui font renaître annuellement les richesses, que dépend la prospérité des Nations agricoles. Car si ces avances ne sont pas suffisantes pour reproduire avec cette surabondance qui donne le plus grand revenu possible, la Nation perd sur le produit qu'elle pourroit retirer de son territoire. Mais si elles sont si foibles qu'elles ne puissent que se reproduire elles-mêmes, alors le revenu manquera, les avances de la classe stérile s'anéantiront, toute la production sera bornée rigoureusement à la subsistance du Cultivateur & de ses ouvriers. Ce sera aussi à cet ordre d'hommes réduits au simple

aliment néceſſaire pour exiſter, que ſe bornera la Nation, qui dès-lors ne pourroit plus ſe ſoutenir qu'autant qu'elle ſeroit iſolée de maniere à ne pouvoir être expoſée aux entrepriſes des autres Nations. Quelque foible, dure & bornée par les loix, que fût la ſubſiſtance que les Iſlotes fourniſſoient aux Spartiates, il eſt certain que, ſi les terres de Sparte n'euſſent rapporté que ce qu'il falloit pour nourrir leurs Cultivateurs, les Spartiates auroient péri ou été forcés de chaſſer leurs eſclaves, & de cultiver eux-mêmes leurs terres; au moyen de quoi ils ſeroient eux-mêmes devenus Iſlotes, abandonnant les exercices gymnaſtiques, les tables communes & la défenſe de la patrie.

La conſervation des richeſſes d'exploitation de la culture, intéreſſe autant le gouvernement & les propriétaires des biens.

Les Proprétaires & les gouvernements, ſouvent trop peu clair-voyants, n'enviſagent dans le dépériſſement de l'agriculture, que le dépériſſement même des facultés du Cultivateur, & ils l'enviſagent avec indifférence, ſans conſidérer que ce ſont eux qui ſeront les premiers ruinés; car ou tout ſera anéanti, ou le dernier épi ſera au moins pour le Cultivateur. Ce n'eſt donc point l'état du Cultivateur, qu'on

qu'on envisage d'un œil si tranquille, qui doit fixer l'attention de la Nation. L'état du Cultivateur sera assuré lorsque la Nation s'attachera avec connoissance à assurer le sien. Le Cultivateur borné à lui-même, n'auroit besoin que de simples productions pour vivre. Mais la Nation a besoin que la terre produise le plus qu'il est possible, & que les productions deviennent des richesses par la plus grande valeur vénale possible; car c'est de cette valeur que résultent son revenu & ses richesses. En effet, si la valeur vénale ne soutient pas le prix des productions au-dessus de celui des dépenses de la culture, il n'y aura ni revenu ni richesses, quelqu'abondantes que soient les productions; & tous les hommes seroient forcés de travailler à la terre, si ses productions ne leur procuroient que l'aliment, à l'exclusion de tout échange & de toute valeur de compensation pour d'autres jouissances; car aucun n'étendroit son travail jusqu'à la production d'un superflu qui lui seroit inutile. Tous les hommes seroient égaux & indépendants les uns des autres. La force même, la force physique ne do-

fonds que les exploitants mêmes à qui ces richesses appartiennent.

mineroit pas. Car les résultats de l'intérêt commun n'auroient alors d'autre objet de sûreté que celui de la réprimer. Elle n'auroit aucun moyen d'association pour s'assurer la supériorité ; car là où les productions & les services ne seroient pas payés, là, dis-je, où il n'y auroit pas de prix de compensation, il n'y auroit ni commerce, ni engagement, ni maîtres, ni valets, ni force militaire, ni gouvernement civil. Un tel état de société ne seroit qu'un état passager aussi-tôt envahi par ses voisins, ou un pays de sauvages, ou de pâtres, abandonné à la dispersion de ses habitants.

La valeur vénale constitue les richesses.

Une Nation agricole doit donc s'attacher à soutenir, au plus haut prix possible, la valeur vénale de ses productions, attendu que la cherté en fait naître le plus qu'il est possible, & que delà résulte la plus grande opulence possible ; car le revendeur (ce qui comprend toute une Nation) ne peut jamais en ce cas souffrir lui-même de la cherté de ses productions. C'est-là cependant, c'est cette crainte qui cause l'inquiétude des esprits bornés & la décadence des Nations

agricoles, qui ignorent des vérités si essentielles & si faciles à démontrer, qui se perdent dans des raisonnements fallacieux sur la vraie source des richesses, & qui font diminuer à leur dam & ruine la valeur de leurs propres productions. C'est cette crainte si absurde chez une Nation dont le territoire est fertile en bled, tandis que celles qui n'ont point de territoire, ne prennent aucune précaution relative à cette crainte ; c'est elle, dis-je, qui établit les réglements contre la cherté de cette prétendue denrée, tandis qu'en favorisant le haut prix, elle pourroit par la facilité de son commerce & l'étendue de son territoire, parvenir au plus haut degré de puissance & de prospérité.

La valeur vénale en argent est la mesure commune des richesses adoptées par les Nations.

Ce ne sont donc pas simplement les productions du territoire d'un Royaume qui forment les revenus de la Nation, il faut encore que ces productions aient une valeur vénale qui excede le prix des frais de l'exploitation de la culture. Il n'y a que cet excédent qui puisse fournir le revenu ou le produit net. Ainsi plus cet excédent surpassera les frais, plus la Nation aura de revenu. Les revenus

& l'impôt se tirent en argent. Donc toutes les dépenses & tous produits doivent être évalués en argent. Donc la valeur vénale en argent est la base de toute estimation & de toute supputation dans l'économie politique, & de tous rapports de richesses entre les Nations. Donc les opérations du gouvernement ne peuvent préjudicier à la valeur vénale en argent, qu'au dépérissement du Souverain & des Propriétaires, & qu'à la subversion de l'ordre économique de la Nation, & de l'ordre de ses richesses relatives à celles des autres Nations. Si vous faites abstraction de cette valeur en argent, convenue dans tous les pays, vous n'avez plus de mesure pour évaluer vos richesses, ni celles des autres Etats, & le mot de richesses n'a plus de signification déterminée. Il faut donc pour évaluer les richesses annuelles d'une Nation, & pour connoître leurs rapports entre elles & avec celles des autres Nations dans le commerce & dans la puissance; il faut, dis-je, examiner tout ensemble, 1° la quantité des productions, 2° leur prix en argent. Ces deux conditions sont relatives à trois

autres, 1° à la qualité des biens-fonds; 2° à l'état de la culture; 3° à l'état du commerce des productions.

De ces trois dernieres conditions, les deux premieres décident de la quantité des productions, & la troisieme de leur prix en argent. On ne peut donc déterminer le revenu effectif d'une Nation agricole, que par la connoissance exacte de ces cinq conditions, & l'administration de l'économie politique ne peut conserver ou augmenter ce revenu, qu'à la faveur de ces mêmes conditions, parce qu'elles ont une liaison & des rapports essentiels avec le revenu, & avec toutes les richesses annuelles de la Nation.

Conditions essentielles à la propriété des Nations agricoles.

Mais aussi ces cinq conditions ont elles-mêmes des liaisons & des rapports essentiels avec d'autres conditions. L'examen de cette annelure de rapports entraîne nécessairement, dans une analyse des richesses d'exploitation, des produits, des revenus, des hommes, des rétributions fournies par les dépenses, l'emploi des revenus & le jeu économique de tous ces ressorts. Cette opération va

être calculée d'après l'état d'étendue & de prospérité présenté dans le tableau. Cet état de prospérité n'est point imaginaire, il existe dans les Empires bien administrés. En 1698 on s'occupa efficacement en Angleterre du rétablissement de l'agriculture, par la liberté du commerce extérieur des grains, & par l'abolition de l'imposition personnelle & arbitraire. Le cadastre des terres dont le continent est 50, 000, 000 d'acres pour le seul Royaume d'Angleterre, chargeoit le revenu net de 2 sols pour livre d'impôt en temps de paix. Cette taxe qui fournit au fisc 19, 000, 000 liv. se trouve aujourd'hui réduite par les progrès de la culture, à environ sept deniers pour livre du revenu net des Propriétaires. Ainsi ce revenu, qui n'étoit en 1678 que de 190, 000, 000 liv. est actuellement d'environ 800 millions, abstraction faite des autres impositions. L'acre de terre est les $\frac{9}{10}$ de l'arpent royal de France. Ainsi les 50, 000, 000 acres font 45, 000, 000 d'arpents, ce qui forme à peu près le tiers du territoire du Royaume de France. Si par un nouveau cadastre, les terres étoient char-

gées, comme dans l'institution, du dixieme du revenu actuel, elles rapporteroient au fisc environ 80 millions, & le doublement, en temps de guerre, fourniroit 160 millions, indépendamment des revenus des Royaumes d'Ecosse & d'Irlande, & des Colonies, & des profits du métier de commerce de trafic. L'état de prospérité que nous supposons, se trouve donc encore beaucoup au-dessous de la réalité de celui de la Nation dont on vient de parler, & que nous exposerons plus en détail ci-après. Mais si à ce degré de prospérité en France on supposoit, sans aucun autre impôt, les deux septiemes du produit net des terres contribuables pour le revenu Royal, combien la puissance du Souverain ne surpasseroit-elle pas celle des autres Potentats de l'Europe ? Il est donc démontré par un fait très-voisin de nous, que nous n'exagérons en rien dans l'état de revenu présenté & calculé dans le Tableau. Mais d'autres exemples des richesses & de l'état de la population en France même, en différents temps, rappellés dans la suite de cet ouvrage, seront encore plus décisifs. Il n'y a donc rien

d'imaginaire dans le fond de ces évaluations.

La bonne culture suppose donc des avances suffisantes pour l'exploitation, un profit assuré pour l'exploitant, & d'ailleurs diverses dépenses pour l'amélioration des qualités défectueuses des terres : dépenses qui pour la plupart doivent être faites par le Propriétaire. Mais le succès de ces dépenses exige des connoissances que n'ont pas les Cultivateurs, ni les Propriétaires qui ne sont pas livrés à des recherches, à des essais, à des expériences suffisantes, pour assurer la réussite des diverses dépenses qu'exigent les différentes qualités des terres. Ce sont ces connoissances & celles de la science économique, qui doivent occuper les académies d'agriculture, que la sagesse du gouvernement vient d'établir dans les Provinces du Royaume ; car elles peuvent se dispenser d'étendre leurs études sur le technique de la culture même des terres. Les Cultivateurs n'ont pas oublié leur métier dans un pays où une riche agriculture est soutenue par toutes les conditions qui peuvent en assurer la prospérité, & où la cul-

ture rapporte au moins cent pour cent de produit net. Il faut penser à parvenir dans toutes les Provinces du Royaume à ce point par les moyens connus aux maîtres de l'art, avant que d'en chercher d'extraordinaires & contraires à une pratique si avantageuse & si assurée.

§. III. *Du Commerce considéré relativement à ses dépenses ; & relativement aux revenus des biens-fonds.*

Le Commerce, nous en avons parlé, & nous en parlerons souvent ; car ici tout est commerce, revenus & dépenses, & les objets généraux se présentent sans cesse dans les détails sous différentes faces ; le Commerce, dis-je, doit être examiné relativement à ses dépenses ou à ses frais, & relativement au revenu. On doit démêler relativement à ses dépenses, celles qui se font aux dépens des biens-fonds, en soustraction d'une partie du produit net, & celles qui se paient par le revenu ou produit net qui revient aux Propriétaires. Ces deux cas sont à envisager, 1° pour rechercher les moyens de diminuer

les frais de ce commerce, en augmentant la consommation dans les Provinces où la vente de la premiere main des productions du cru rend peu de revenu, ou bien en procurant des débouchés faciles, par la répartition des canaux qui diminuent les frais de transport ; 2° pour discerner les Consommateurs, dont la dépense, dans le commerce intérieur des denrées, porte sur les biens-fonds en diminution du revenu, & ceux dont la dépense est payée par le revenu effectif des Propriétaires, qui circule annuellement & successivement dans la Nation. C'est pourquoi il y a des Marchands qui ne fondent leurs espérances pour le succès de leur commerce, que sur la circulation de l'argent, & d'autres plus clair-voyants ne dirigent leurs vues, dans leurs entreprises, que sur la consommation & sur l'abondance, ou la disette actuelle des denrées.

Soustraction d'une partie de revenus absorbée par les dépenses du com-

Une production se vend à différents prix en différents lieux d'un Royaume ou d'une Province. Quelle est donc alors la véritable valeur de cette production dans le Royaume ? Une corde de bois apportée à Paris de loin ou

de près, se vend également 40 liv. Si elle ne coûte que 3 liv. de frais de transport, & 34 liv. de frais d'exploitation, le Propriétaire peut la vendre sur pied 34 liv.; mais si elle coûte 34 l. de frais de transport & 3 liv. de frais d'exploitation, le Propriétaire ne peut la vendre sur pied tout au plus que 3 liv. Cependant la corde de bois n'est pas d'un moindre prix dans le dernier cas que dans le premier, puisque par sa valeur à Paris, elle fournit à la dépense de 34 liv. de frais de transport, & à celle de 3 liv. de frais d'exploitation, & au paiement de 3 liv. que le Propriétaire en retire, ce qui fait en total 40 liv. La valeur de la dépense du transport est aussi réelle que celle du prix payé au Propriétaire, puisqu'elle satisfait à la rétribution du Voiturier & à la dépense de la nourriture de ses chevaux. Mais je ne dois pas confondre avec le revenu du Propriétaire cette valeur de 34 liv. qui n'est pas prise sur les 3 liv. de produit net. C'est, si l'on veut, 34 liv. de retranchées du revenu du Propriétaire, mais non pas une dépense payée pour les 3 liv. de son revenu effectif. Ce genre de

merce rural, à rapporter à la masse du produit des biens-fonds.

dépense ne doit donc pas entrer dans le compte des dépenses des revenus effectifs des Propriétaires. Elle ne fait pas non-plus partie de leur revenu, puisqu'elle en est soustraite par le Marchand pour la restitution de ses frais. On ne peut pas non-plus la faire entrer dans le compte des dépenses du revenu de celui qui achete à Paris cette corde de bois, puisqu'il ne l'a pas achetée plus cher que si elle n'avoit coûté que 3 liv. de frais de transport. Il paieroit même le bois plus cher à Paris, s'il n'en venoit pas de loin. C'est donc le fond du Propriétaire du bois qui fournit cette dépense au préjudice du produit net ou revenu du Propriétaire. C'est pourquoi cette sorte de dépense pourroit se rapporter à la classe stérile, si elle étoit comprise dans l'ordre de la distribution de la dépense même du revenu qui passe à cette classe ; mais étant au contraire prise immédiatement sur le produit même des biens-fonds, à l'exclusion du revenu ou du produit net, elle doit se rapporter aux dépenses de la classe productive, sans la confondre cependant avec celles de cette même classe qui sont em-

ployées à l'exploitation même de la culture, & qui sont renfermées dans le Tableau, où leur reproduction doit restituer annuellement les reprises du Cultivateur. Ces dépenses du commerce rural doivent donc aussi être distinguées de celles du commerce des marchandises de main-d'œuvre, parce qu'il n'y a point pour celles-ci de bien-fonds sur lequel elles puissent porter directement & immédiatement; car la rétribution de celui qui vend de la premiere main une marchandise de main-d'œuvre, est payée immédiatement par celui qui achete cette marchandise. Or ce paiement est fourni médiatement ou immédiatement par le revenu effectif même des Propriétaires, comme on le voit dans l'exposition de l'ordre de la distribution des dépenses de ce revenu.

Cette explication étoit nécessaire pour connoître la totalité du produit des biens-fonds, pour s'en rendre compte dans les dépenses d'exploitation de la culture, & dans toutes les opérations du gouvernement économique, & distinguer la distribution des dépenses de différents genres d'exploitation d'avec les dépenses du revenu

des Propriétaires, & des dépenses de la rétribution des Agents de la classe productive, & celle des Agents de la classe stérile, telle qu'elle est tracée dans le Tableau, où l'on s'est borné aux dépenses du revenu d'une Nation, & à celles qui lui sont annexées, & qui sont toutes mutuellement assujetties à l'ordre de leur distribution réciproque, parce qu'il n'y a en effet que le revenu qui soit une richesse disponible. Tout le reste a son emploi dont on ne peut rien détourner sans causer un dépérissement dans les richesses annuellement renaissantes d'une Nation agricole.

Cependant les richesses d'exploitation, leurs dépenses & leurs reproductions doivent être connues, parce qu'elles ont des rapports si essentiels avec la reproduction annuelle du revenu, que l'augmentation ou le dépérissement de ces différentes richesses influent réciproquement sur les unes & sur les autres.

La reproduction se perpétue.

Il faut toujours se rappeller qu'il y a trois sortes de richesses qui se dépensent annuellement, 1°. Les richesses des avances annuelles de la classe productive de 2000 l. 2° Celles

du produit net ou revenu de 2000 liv. 3° Celles des avances annuelles de la classe stérile de 1000 l. Ce qui indique ici une consommation annuelle de productions de 5000 liv. Par laquelle on sous-entend une masse de dépenses annuelles de cinq milliards, non-compris quelques autres genres de dépenses annuelles particulieres, comme celles dont on vient de parler ci-devant, qui n'ont pas un rapport immédiat avec la production & la dépense du revenu effectif, & qui par cette raison n'ont pas pu entrer dans l'arrangement du Tableau. Nous ne comptons pas non-plus les dépenses de rachat des matieres premieres des avances de la classe stérile, qui avec les 5000 liv. dont nous venons de parler, font paroître dans le Tableau 6000 liv. de dépenses; c'est en effet au moyen de l'argent circulant, 6000 liv. de dépenses, mais non pas 6000 liv. de consommation; car ce rachat est, comme on l'a dit, un remplacement en matieres consommables, & non en matieres consommées; celles-ci peuvent être remplacées, mais elles ne peuvent pas remplacer, puisque ce qui est consommé

par les dépenses, & les dépenses se perpétuent par la reproduction.

n'existe plus. Ainsi les avances de la classe stérile présentent une double dépense ; celle des matieres qui s'y consomment annuellement, & celles du rachat de pareilles matieres qui le remplacent. Cette quantité de consommation & de reproduction annuelles que nous exposons ici, suppose un grand Royaume, dont le territoire est richement cultivé, qui assure la conservation de ses richesses d'exploitation, & qui a un commerce libre & facile pour assurer aux productions la plus grande valeur vénale possible, & où l'administration éclairée & fidelle de l'économie politique réunit les conditions essentielles à la prospérité d'un Etat.

Il semble que les ventes & les achats que l'on fait chez l'Etranger, doivent jetter beaucoup de confusion dans la supputation des dépenses annuelles d'une Nation, calculées sur la production annuelle de ses richesses ; mais lorsque l'on fait attention qu'on ne peut faire d'achats qu'à raison des ventes que l'on fait de ses productions, la confusion disparoît, & l'on voit que dans l'ordre des dépenses régulieres d'une Nation, les achats sup-

posant les ventes, qui ne sont au fond qu'un échange, on peut faire abstraction du commerce extérieur réciproque dans la supputation des dépenses calculées pour le produit annuel des richesses de la Nation.

Il suffit donc d'exposer en détail le produit annuel de ces richesses, pour pouvoir entrer ensuite dans le détail des dépenses annuelles ; car tout doit être dépensé pour pouvoir être reproduit. Delà vient que l'on dit que *consommation & revenu sont synonimes.*

§. IV. *Explication détaillée des rapports des dépenses & des produits exposés dans le Tableau.*

On voit au bas du Tableau que, suivant l'ordre de la distribution de la dépense du revenu qui y est tracée, la reproduction du revenu y est égale au revenu dépensé, & que la terre restitue de plus les avances annuelles de la culture qui ont été dépensées aussi, & qu'elle gratifie encore le Cultivateur des intérêts au 10 pour cent du capital de ses avances annuelles & de ses avances primitives. Mais on ne retrouve point dans cette repro-

duction totale, celle des avances annuelles de la classe stérile, parce que ces avances ne renaissent point de leur dépense qui se fait à la classe stérile qui en fournit le fond primitif, & qu'elles sont rendues annuellement à cette classe par la distribution même des dépenses annuelles du revénu. Cependant ce fond n'est pas anéanti par sa dépense ; il passe annuellement à la classe productive pour les achats des matieres premieres qui se tirent de cette classe. Il y passe, dis-je, en totalité, & y est retenu. C'est pourquoi on ne le voit point dans le Tableau suivre l'ordre des reversements réciproques d'une classe à l'autre. Mais la dépense de ce fond portée à la classe productive n'y est pas stérile ; car c'est de ce fond de dépense même que naissent annuellement les intérêts des avances de la classe productive. Ainsi ce fond primitif qui fait partie des 5000 liv. de richesses qui se consomment annuellement, contribue porportionnellement à la reproduction des 5000 liv. de richesses qui renaissent annuellement, c'est-à-dire, des 2000 liv. d'avances annuelles, des 1000 liv. d'a-

vances de la classe stérile, & des 2000 liv. de revenu, qui toutes ensemble forment les 5000 liv. de dépense de consommation, d'où renaissent les 5000 liv. de reproduction.

Par la distribution du revenu, par les achats & par les retours réciproques d'une classe à l'autre, on voit que 5000 liv. de reproduction reviennent annuellement à la classe productive. Elle en paie 2000 liv. aux Propriétaires ; elle en dépense deux mille livres & en conserve 1000 liv. pour l'intérêt de ses avances annuelles ; réserve qui est destinée à la réparation des avances primitives, au dédommagement des accidents auxquels les récoltes sont exposées, &c. On voit aussi que 3000 liv. circulent dans la classe stérile ; savoir, 1000 liv. de rétribution qui sont dépensées par les Agents de cette classe, 1000 liv. d'avances dépensées sur le propre fond de cette même classe, & remplacées par 1000 liv. qu'elle se restitue par épargne, & qu'elle emploie au rachat des matieres premieres qu'elle remplace successivement : ainsi la masse des richesses qui circulent entre les deux classes, est de 8000 l. ;

ſavoir, 5000 liv. de productions que la claſſe productive a fait naître ; 2000 liv. de richeſſes pécuniaires qui ont payé le revenu, & qui rentrent conſtamment dans la circulation pour les ventes & les achats des 5000 liv. de productions ; & 1000 liv. d'avances qui ſont fournies par la claſſe ſtérile, & qui lui ſont rendues par la circulation des 2000 liv. de richeſſes pécuniaires, dont 1000 liv. ſont employées au rachat des matieres premieres qui remplacent celles qui s'y conſomment annuellement ; ce qui compoſe le fond de 8000 liv. dont il s'agit.

Mais de ces 8000 liv. il n'y en a que 5000 liv. qui ſe reproduiſent annuellement, parce que les 2000 liv. de richeſſes pécuniaires ne ſe conſomment pas, & qu'elles reſtent toujours dans la circulation pour les paiements des achats & des ventes. Il en eſt de même des 1000 l. d'avances de la claſſe ſtérile. C'eſt un fond que cette claſſe remplace continuellement ; elle ne fait, pour ainſi dire, que ſe le prêter & ſe le repayer annuellement à elle-même, en le reprenant chaque année ſur les 2000 liv.

qu'elle reçoit, & dont elle ne dépense pour elle-même que 1000 liv. qui font sa rétribution ; à la différence de la classe productive qui reçoit aussi 2000 liv. qui les dépense & qui les fait renaître pour elle-même, par lesquelles elle entretient toujours le fond de ces avances annuelles, qu'elle dépense & qu'elle fait renaître annuellement. C'est dans cette dépense même de 2000 liv. que consistent les frais qui font renaître le revenu. Ainsi les dépenses des agents de la classe productive, sont doubles de celles des agents de la classe stérile. Celles des Propriétaires sont de 2000 liv. ce qui forme, en tout, les 5000 liv. de dépenses annuelles en consommations effectives, qui naissent, qui s'achetent, qui renaissent, qui se reprennent, & qui retournent annuellement à la classe productive.

Dans l'hypothese du Tableau actuel où les avances de la classe productive font naître cent pour cent de revenu, ce revenu qui se dépense dans l'année, passe en totalité à la classe productive, & en totalité à la classe stérile par les revirements réciproques d'une classe à l'autre ; & ce revenu

renaît auſſi en totalité par la reproduction de l'année, ainſi qu'il eſt repréſenté dans le Tableau qui termine le chapitre précédent.

Il faut toujours ſe rappeller que ce ſont les achats, payés par les 1000 liv. d'avances ſtériles à la claſſe productive, qui font renaître à cette claſſe les intérêts des avances du Cultivateur; enſorte que ſi quelque dérangement dans la conduite de l'administration économique cauſoit du dépériſſement dans les avances de la claſſe ſtérile, ce dépériſſement influeroit ſur la reproduction des intérêts des avances de la claſſe productive, au point que le dépériſſement de la reproduction de ces intérêts ſeroit égal au dépériſſement des avances de la claſſe ſtérile. Ainſi, quand il y a un dépériſſement, qui rend ces avances inſuffiſantes pour ſatisfaire aux intérêts du fond des avances du Cultivateur, ces intérêts ſont refournis aux dépens du revenu.

§. V. *Rapports des dépenſes & des produits de la culture des grains.*

La plus grande partie du produit

annuel du territoire s'obtient par le travail de la charrue, & l'autre partie par d'autres genres de culture ou d'exploitation des biens-fonds. Dans un territoire de 120 ou 130 millions d'arpents de cent perches quarrées, la perche de 22 pieds, comme celui du Royaume de France, il y a environ 60 millions d'arpents qui peuvent être cultivés par la charrue, & le reste comprend les bois, les prés, les vignes, les terres ingrates, les habitations, les rivieres, les étangs, les chemins, &c.

Nous avons observé que 60 millions d'arpents de terre peuvent être exploités par 500 mille charrues de grande culture. Ainsi c'est 120 arpents pour l'emploi de chaque charrue, lesquels se partagent en trois parties égales chacune de 40 arpents, qui successivement sont ensemencées, l'une en bled, une autre en grains de Mars, & la troisieme reste en jachere ou en repos, pour être préparée pendant l'année par les engrais & les labours, à porter la récolte du bled l'année suivante, & l'autre année d'après la récolte des grains de Mars.

Pour estimer, en argent, le pro- Estimation en

argent, du produit de la culture des grains, abstraction faite de celui des bestiaux annexés à cette culture.

duit de la récolte du bled par arpent, du fort au foible, on sous-entend que, par la liberté du commerce extérieur d'exportation & d'importation, la valeur vénale des grains est dans toutes les Provinces du Royaume sur le pied du prix courant entre les Nations commerçantes ; que le prix du septier de bled de 240 livres pesant est, comme il est d'ordinaire en pareil cas, environ le tiers du marc d'argent, ou 18 liv. de notre monnoie actuelle. Sur ce pied, chaque arpent de terre, rapportant du fort au foible six septiers & demi de bled, dîme comprise, le produit total de l'arpent est de 117 liv. La récolte des grains de Mars peut être estimée environ aux $\frac{3}{8}$ de celle du bled, c'est-à-dire, 45 liv. Ainsi le produit annuel de l'emploi d'une charrue seroit environ 6490 liv. Mais nous avons estimé tout le bled sur le pied du prix du froment. Or, en supposant que dans l'état florissant où nous supposons l'agriculture du Royaume, il y ait cependant un quart de la récolte du bled en seigle, qui ne vaut que les deux tiers du prix du froment, les 6490 liv. seront réduites à 6120 liv.

il

il faut encore défalquer la semence pour l'ensemencement prochain du bled & des grains de Mars. Ainsi, toute déduction faite, le produit annuel total de l'emploi d'une charrue est environ 5500 l. & le produit total des 500 mille charrues 2, 750, 000, 000.

Il y a un autre produit annexé à cette partie aratoire, c'est celui des bestiaux de profit; savoir, les moutons, boeufs, vaches, porcs, volailles, &c. Ce produit ne sera rapporté ici que pour mémoire, parce qu'il sera absorbé par des dépenses qui le dérobent entiérement au produit net ou revenu. Cependant il ne laisse pas d'être un produit au profit de l'exploitation & de la population; car les dépenses qui l'absorbent, sont la nourriture des animaux de labour, & les gages & nourritures des bergers & servantes qui gouvernent les troupeaux & la basse-cour. Cet accessoire à la charrue, considéré séparément, peut être estimé à 450, 000, 000. Produit des bestiaux des Laboureurs.

Ce produit de 450 millions, joint à celui de 2 milliards 750 millions, forme le produit total de la partie aratoire, ci 3, 200, 000, 000.

Les produits de l'autre partie qu'on peut appeller champêtre, parce qu'elle est fort diversifiée, & qu'à la réserve des vignes, il y a peu de culture de labourage. Tels sont les bois, les prés, les herbages, les étangs, les vergers, les landes, les montagnes, & autres pâturages deserts, les carrieres, les mines, la pêche en mer, les rivieres, &c. Ces différents produits peuvent égaler à peu près celui de la partie aratoire, & former tous ensemble un produit total d'environ 6, 000, 000, 000.

La partie champêtre est en grande partie livrée aux bestiaux de profit, outre les troupeaux & les vaches. Elle fournit le pâturage des chevaux, bœufs, vaches & autres animaux de pâture que l'on éleve, & de ceux qui se vendent pour la boucherie. Ainsi le produit des bestiaux doit être, dans cette partie champêtre, au moins aussi considérable que celui des bestiaux de profit de la partie aratoire. Mais il semble qu'il n'y a pas autant d'animaux de travail dans celle-là que dans celle-ci.

Il paroît aussi qu'il n'y a pas autant d'hommes & de femmes occupés à

garder & à gouverner ces bestiaux de pâturage, parce que les landes & autres lieux deserts un peu vastes, exigent un moindre nombre de pâtres pour la garde de ces mêmes bestiaux. Cependant nous mettrons de même ce produit en compensation avec les frais de la nourriture & des gages des personnes qui y sont employées, & de la dépense pour la nourriture des animaux de travail de cette partie champêtre, afin que le produit de ces bestiaux & de ceux de la partie aratoire pris ensemble, se trouvent, du fort au foible, en compensation avec les mêmes frais qui absorbent totalement ces produits de part & d'autre; mais c'est à la décharge des autres genres de produits & à l'avantage de la population, par la part de la rétribution que les hommes retirent de ces frais pour leur subsistance. Il est certain que ces produits ne peuvent d'ailleurs fournir aucun produit net ou revenu qui ne fût pris au détriment de ces productions & de la population; mais, quoiqu'ils n'entrent pas en compte pour le revenu, ce ne sont pas moins des productions qui servent à la nourriture des hommes & à d'au-

tres usages pour leurs besoins ; ce qui donne au produit que l'on retire de ces animaux compris tous ensemble, une valeur vénale qui les fait entrer dans la masse des six milliards de richesses annuelles de la Nation, pour environ 900 millions.

Les 5 milliards de produit qui figurent dans le Tableau, n'y sont pas bornés aux simples rapports de compensation entre les productions & les frais ; car ils y présentent un ordre de rapports beaucoup plus composés ; des rapports de productions avec les frais & le produit net ou revenu ; des rapports avec les dépenses des productions, des frais & du revenu ; des rapports avec les avances & les revenus, & la production des avances & du revenu ; des rapports avec la distribution annuelle de ces richesses, & la rétribution des hommes de chaque classe. C'est pourquoi il faut voir le total des différentes parties qui fournissent le revenu, avant que de faire l'application des calculs actuels au Tableau économique.

Détails des rapports des dépenses

Le produit annuel de l'emploi d'une charrue a été estimé à 5500 liv., dont le Fermier retire pour la rétribution

de ses avances annuelles 2142 liv., & pour les intérêts de ses avances annuelles & primitives 1216 liv., en total 3358 liv., reste pour le revenu 2142 liv., dont les 4 septiemes ou 1224 liv. sont pour le Propriétaire, les deux septiemes ou 612 liv. pour l'impôt, un septieme ou 306 liv. pour la dîme; sur ce pied chaque arpent de terre est réputé produire annuellement l'un dans l'autre 45 liv., dont il y a 10 liv. pour le Propriétaire, 5 liv. pour l'impôt, 2 liv. 10 s. pour la dîme, & 27 liv. 10 s. pour les reprises du Fermier.

& des produits de la culture des grains.

La dîme est déterminée ici dans un point de vue général. Car, dans le détail, cette redevance est très-irréguliere, parce qu'elle n'est pas fixée par-tout au même taux, & parce qu'elle se leve à raison du produit total, qui n'est pas toujours à beaucoup près dans une même proportion avec le produit net; ensorte qu'elle excede de beaucoup le septieme du produit net dans les terres de médiocre qualité, & qu'elle est au double & au triple dans les terres dont le produit des récoltes ne rend guere plus que les frais de la culture, & où

cette redevance se leve au treizieme du produit total. Mais étant envisagée au général du fort au foible, & eu égard aux genres de biens qui en sont exempts, & à l'irrégularité du taux auquel elle se leve sur les terres qui en sont chargées, elle se trouve à peu près, à l'égard du produit net, dans la proportion où nous l'avons évaluée.

Dans le détail des reprises du Fermier, nous n'avons parlé que de la reproduction de ses avances annuelles & des intérêts, sans avoir rien dit encore de la rétribution due aux soins, aux travaux & aux risques de son entreprise; parce que cette rétribution se trouve confondue dans les dépenses de ses avances annuelles & dans le produit des bestiaux de profit, qui lui rend les frais de la nourriture, en avoine, de ses chevaux de labour, sur le pied de 600 l. par charrue. Cette déduction de frais d'exploitation, qui entreroient en compte dans la dépense de ses avances annuelles, n'y sera point comprise. Ainsi elle revient au profit du Laboureur sur la dépense de ses avances, & ce dédommagement de dépense lui sera alloué pour la rétri-

bution due à ſon emploi perſonnel ; enſorte que ſes repriſes en total pour l'emploi d'une charrue, ſont de 3958 liv., dont il y a, pour ſes intérêts & ſa rétribution, 1816 liv. : le reſte eſt reſtitution de ſes avances annuelles. Il ne doit pas dépenſer annuellement toute cette ſomme de 1816 liv., parce qu'il a beſoin de ſe ménager une réſerve pour les accidents auxquels ſes récoltes & ſes beſtiaux ſont expoſés, & pour pourvoir à l'établiſſement de ſes enfants ; mais il peut faire valoir & accroître cette réſerve, en la faiſant profiter dans ſon entrepriſe d'agriculture.

Les fermes exploitées par les Laboureurs, Propriétaires ou Fermiers, peuvent être eſtimées du fort au foible à deux charrues. Sur ce pied il n'y auroit qu'environ 250, 000 Fermiers ou Laboureurs dans un Royaume de l'étendue & dans le degré de proſpérité où nous le ſuppoſons. On peut évaluer la dépenſe qu'ils font pour leur ſubſiſtance & celle de leur famille, à la claſſe productive, à 600 liv. chacun, c'eſt-à-dire, à la moitié de leur rétribution qui eſt de 1200 liv. pour l'entrepriſe de l'exploitation de deux

charrues : c'eſt en total, 300, 000, 000, liv. gagnées ſur le total des avances annuelles de 1, 071, 000, 000 l. des 250, 000 Fermiers, leſquels dépenſent la moitié du total de leur rétribution de 300, 000, 000 liv. à la claſſe productive, cette moitié eſt 150, 000, 000 liv., l'autre moitié ſe dépenſe à la claſſe ſtérile.

Il reſte, de la dépenſe des avances annuelles pour la rétribution des Chartiers & autres Ouvriers occupés aux travaux de cette culture, 771, 000, 000, dont ils dépenſent moitié à la claſſe productive, c'eſt 385, 500, 000 liv. & l'autre moitié à la claſſe ſtérile.

771, 000, 000, diviſés par 500 liv. pour la rétribution de chaque homme chef de famille, paient la rétribution de 1, 542, 000 de chefs de famille employés à la culture de la charrue, qui, joints avec les 250, 000 Fermiers, font 1, 792, 000 chefs de famille.

1, 792, 000 chefs de famille, à quatre perſonnes par famille, c'eſt 7, 168, 000 perſonnes. 1, 792, 000 chefs de famille partagés à 250, 000 fermes de 2 charrues chacune, c'eſt 7 chefs de famille par ferme; ſavoir,

un Maître, six Ouvriers, Chartiers, Valets de cour, Batteurs en grange, Moissonneurs, Maréchal, Bourrelier, Charron, Journalier, qui pris les uns avec les autres, équivalent six Ouvriers continuels.

Qu'on se ressouvienne toujours que nous supposons un Royaume qu'une bonne & fidelle administration fait fleurir, où la Nation est dans l'aisance, où les denrées sont à un prix avantageux, où les Fermiers soutiennent une riche culture, qui donne au moins cent de produit net ou revenu pour cent d'avances annuelles en frais.

RÉSULTATS des calculs particuliers aux parties déduites ci-dessus.

Produit total	2,750,000,000
Produit net, 2142 liv. par charrue, ce qui fait 17 liv. 10 sols par arpent, compris l'impôt & la dîme. Total	1,071,000,000
Total des avances annuelles	1,071,000,000
Total de la rétribution des Domestiques & Ouvriers	771,000,000

Total de la rétribution de 250, 000 Fermiers à 600 liv. par charrue	300, 000, 000.
Intérêts de leurs avances, 1216 liv. par charrue	608, 000, 000.

POPULATION.

Chefs de famille. { Maîtres ou Fermiers 250, 000. Ouvriers & Domest. 1, 542, 000. } 1, 792, 000.

A quatre personnes par famille, fait 7, 168, 000 personnes.

§. V. *Rapports des dépenses & des produits des autres parties de l'agriculture.*

Détails & rapports des dépenses & des produits de la culture des vignes.

La partie champêtre ne paroît pas comprendre autant de Maîtres ou Entrepreneurs d'exploitation, que la partie aratoire. Il y a cependant de gros Propriétaires de vignes qui profitent du bénéfice de la régie de l'entreprise; or, en supposant la moitié des vignes dont l'exploitation est payée ou régie par les Maîtres ou Propriétaires, ce seroit, dans un Royaume comme la France, où cette partie étant mise en toute valeur par l'aisance de la Nation, & la liberté & l'immunité du commerce intérieur

& extérieur; ce feroit, dis-je, environ 1500 mille arpents fous la régie de Propriétaires-exploitans, qui étant, du fort au foible, chargés chacun de l'exploitation de dix arpents, le nombre de ces exploitants feroit de 150, 000; & leurs avances annuelles, à 100 liv. pour chaque arpent, feroient en total 150, 000, 000 liv. dont ils retirent au moins, quoique confufément avec le produit total, un intérêt au denier 10, fans quoi ils préféreroient d'engager leur bien à rente aux Vignerons, plutôt que de fe charger des dépenfes d'une exploitation fi difpendieufe dont ils ne retireroient aucun bénéfice. Il faut donc évaluer, en total, l'intérêt que les 150; 000 000 liv. d'avances leur rapportent, à 15 millions. L'autre moitié des vignes, réduites en de plus petites entreprifes d'exploitation, exécutée par des Vignerons pour leur compte, doit leur rapporter le même intérêt, indépendamment de la rétribution due à leur travail. Ainfi 15 millions, qui, avec les 15 millions pour les Propriétaires-entrepreneurs, font 30 millions outre la rétribution fournie par les avances annuelles de 300 millions.

Ici le produit net pour les Propriétaires, pour l'impôt, pour la dîme, est au moins le cent pour cent des avances. Mais un tel produit net n'est pas connu dans les pays où il est aliéné pour l'impôt, au détriment de l'impôt, du revenu des Propriétaires, de la culture de ce genre de bien; de la consommation & du commerce intérieur & extérieur des vins. Cependant il est aisé de démontrer que dans un tel Royaume, le produit total des vignes pourroit être au moins de 630, 000, 000.

Il y a des Provinces où l'on seroit étonné d'entendre dire que les frais d'exploitation d'un arpent de vigne, pour la culture, pour la récolte & pour les tonneaux, &c. sont au moins de 100 liv., parce que dans les pays où les denrées sont en non-valeur, & où les vignes sont en arbrisseaux & fort négligées, les frais y sont peu considérables. Mais nous parlons d'un grand Royaume, fort peuplé, où, par un commerce fort actif, les denrées seroient par-tout à haut prix, où les Vignerons seroient en état d'attendre les temps favorables pour la vente de leurs vins, où l'aug-

mentation des consommations & les immunités des droits d'impôt destructif augmenteroient le prix de la vente de la premiere main, & le débit, & où l'aisance & le profit animeroient par-tout l'agriculture, & procureroient les avances nécessaires pour obtenir le meilleur & le plus grand produit possible.

La culture des vignes se fait par le travail des hommes; & plus des trois quarts de l'emploi des avances annuelles que demande cette culture, est pour la rétribution due à ce travail. Cette rétribution étant d'environ 225 millions, paieroit le salaire de 450,000 chefs de famille à 500 liv. chacun par an. Ce qui suppose qu'il y a 900 mille hommes qui travaillent à la culture des vignes pendant six mois de l'année. En effet, ce travail n'occupe chaque homme qu'environ six mois de l'année. Il est occupé d'ailleurs pendant les autres mois à d'autres travaux, à la récolte pendant les moissons, à l'exploitation des bois & à divers autres travaux pendant l'hiver.

RÉSULTATS des calculs particuliers à la partie des Vignes.

Produit total. . 630, 000, 000.
Produit net. . . 300, 000, 000.
Avances annuelles en salaires & autres frais . . . 300, 000, 000.
Total du salaire des Ouvriers . . . 225, 000, 000.
Intérêts des avances. . . . . . 30, 000, 000.

POPULATION.

Chefs de famille . . . . 450,000.
A quatre personnes par famille, 1, 800, 000, personnes.

Autre partie d'agriculture.

Il y a encore dans la partie champêtre diverses sortes de Maîtres ou Entrepreneurs. Tels sont ceux qui achetent & font exploiter les bois, ceux qui se chargent en gros des engrais & du commerce des animaux de boucherie, ceux qui sont propriétaires de gros capitaux de bestiaux dans les herbages, pâturages, deserts, montagnes; les Entrepreneurs de mines, de carrieres, de pêches; les Entrepreneurs de charrois, & com-

merce intérieur des denrées du cru, &c. Tous ces Entrepreneurs ruraux peuvent être ramenés, du fort au foible, à l'état des Fermiers pour leur rétribution & pour les intérêts de leurs avances annuelles.

Détails & rapports des dépenses & des produits des bois.

Le revenu des bois, dans un Royaume tel que la France, dans un état de prospérité & bien peuplé dans toutes les Provinces, où par conséquent la consommation assureroit le débit, peut être évalué, comme il est déjà déterminé dans le livre de la *Théorie de l'Impôt*, environ à 300 millions, & autant pour les dépenses d'exploitation qui font ensemble 600 millions, dont l'administration étant exercée par 24 mille Entrepreneurs qui y mettent chacun 25, 000 liv. d'avances annuelles pour l'exploitation & le paiement des Propriétaires, ce fond d'avances doit rapporter à chacun, comme dans tout commerce qui a des risques & où le retour des deniers avancés exige au moins une année, doit rapporter, dis-je, un intérêt de 10 pour cent. C'est 2500 liv., & de plus 1200 liv. pour la rétribution due au travail de la régie de l'entreprise. C'est ensemble 3700 liv. & en total

pour les 24000 Entrepreneurs, 88, 8000, 000 livres.

Le travail de l'exploitation des bois occupe à peu près autant d'hommes que le travail de la culture des vignes, environ 900 mille hommes qui se réduisent à 450 mille, parce qu'ils n'y sont employés aussi qu'environ six mois de l'année ; mais c'est dans le temps des petites journées. Ainsi leur rétribution en total seroit 225, 000, 000 liv.

RÉSULTAT des calculs particuliers à la partie des bois.

Produit total	688, 800, 000.
Produit net	300, 000, 000.
Avances annuelles	300, 000, 000.
Rétributions des Ouvrier	225, 000, 000.
Rétribution des 24000 Entrepreneurs à 1200 l. chacun	28, 800, 000.
Intérêts à 10 pour cent de 24000 Entrepreneurs, dont les fonds sont de 25000 liv. chacun	60, 000, 000.

POPULATION.

Chefs de famille.	Entrepreneurs 24000. Ouvriers . . 450, 000.	474, 000.

A quatre personnes par famille . . . 1, 896, 000 personnes.

L'exploitation des prairies exige fort peu de dépenses, non-seulement parce qu'elles y sont peu considérables, mais encore parce que ce genre d'exploitation est exécuté en grande partie par les hommes employés dans les autres genres d'entreprises, & sur-tout par les Ouvriers de la partie aratoire. Cependant il peut y avoir à peu près la moitié des prairies qui ne soient pas comprises dans les autres entreprises, & dont les frais peuvent être évalués à 50 millions, ce qui fournit 50 millions de rétributions pour les hommes. Nous nous bornerons donc à exposer le produit net de ce genre de bien, qui, dans l'état de prospérité d'un Royaume comme la France, peut être évalué à 250 millions; ce qui demande 50 millions pour les frais d'exploitation; la moitié des prairies étant tenue par des Fermiers, dont

Détails & rapports des dépenses & des produits des prairies.

les fonds sont chacun de 10000 liv. Cette entreprise demande 24000 Entrepreneurs ; ils doivent avoir comme dans toute autre entreprise rurale, l'intérêt de leurs avances à 10 pour cent & leur rétribution.

RÉSULTAT des Calculs particuliers relatifs à la partie des Prairies.

Produit total. .	338, 400, 000.
Produit net. . .	250, 000, 000.
Avances annuelles	50, 000, 000.
Rétribution des Ouvriers	50, 000, 000.
Rétribution des Fermiers	14, 000, 000.
Intérêts de leurs avances	24, 000, 000.

POPULATION.

Chefs de famille.	Entrepreneurs ou Fermiers 24, 000. Ouvriers, 100, 000.	124, 000.

A quatre personnes par famille . . 496, 000 personnes.

La partie des prairies sembleroit donc exiger une exception relativement à l'ordre général des rapports

entre les avances annuelles & le produit net.

Mais on remarquera qu'il y a dans la partie champêtre d'autres sortes d'exploitations, où tout le produit est presque entiérement absorbé par les dépenses, entr'autres celui de la pêche en mer, des mines, des carrieres & d'autres qui ne rendent guere que la rétribution des hommes qui y sont employés. Toutes ces sortes d'exploitations qui pourroient ensemble produire 300 millions, ne rendroient pas 80 millions de produit net. Mais elles font vivre par leur produit même au moins 400,000 Ouvriers chefs de famille, 20,000 Maîtres qui en tirent 20 millions d'intérêt & de rétribution.

Autres parties dont les dépenses d'exploitation sont à peu près égales au produit, & qui donnent peu de produit net ou revenu.

Ces deux parties, dont l'une, je veux dire les prairies, est presque toute en produit net, & l'autre presque toute en dépense, s'entre-compensent en quelque sorte ; ce qui revient à peu près à l'ordre général des rapports, entre le produit net & les dépenses d'exploitation de la classe productive.

RÉSULTAT des Calculs particuliers à ces dernieres parties.

Produit total. .	300, 000, 000.
Avances annuelles	200, 000, 000.
Produit net . .	80, 000, 000.
Rétribution des Ouvriers	200, 000, 000.
Intérêts de leurs avances à 10 pour cent.	20, 000, 000.

POPULATION.

Chefs de famille.	Entrepreneurs 20, 000. Ouvriers . . 400, 000.	420, 000.

A quatre personnes par famille 1, 680, 000 personnes.

Détails & rapports des dépenses & des produits des bestiaux qui, compensation faite des produits & — Nous avons évalué le produit des bestiaux de profit de la partie champêtre, sur le pied de celui des bestiaux de profit de la partie aratoire, c'est-à-dire, à 450 millions de produit compensé avec 450 millions pour la dépense des animaux de travail employés à l'exploitation des biens de la partie champêtre, & pour la rétribution des personnes employées à la garde & au

gouvernement de ces bestiaux de cette derniere partie. Le produit total des deux parties ensemble est de 900 millions, dont il y en a 600 millions pour la dépense des animaux de travail annexés à l'une & à l'autre partie, 200 millions pour la rétribution de 400 mille bergers ou chefs de famille, & 100 millions pour la rétribution de 800 mille servantes de basse-cour. Le capital des avances primitives des bestiaux de profit de la partie champêtre, peut être évalué au moins à 2 milliards, & les avances annuelles à 150 millions. Les intérêts à dix pour cent de ces deux articles réunis, font 215 millions d'intérêts pour les avances primitives & annuelles. Ainsi c'est 215 millions que retireroient les Maîtres ou les Propriétaires de ces bestiaux, dont il reviendroit à chacun, du fort au foible, 1000 l.; ce qui partage le total de ces intérêts sur le pied de 215 mille Maîtres pour la partie champêtre.

des dépenses, ne donnent pas de produit net ou revenu.

RÉSULTAT des calculs particuliers aux dépenses & aux produits des Bestiaux.

Produit total . . . . . . 900, 000, 000.

Ces 900 millions de produit total sont absorbés par les frais suivants.

Avances annuelles, pour la rétribution des bergers & servantes . . .	300, 000, 000.
Dépenses des animaux de travail des différents genres d'exploitations des Biens qui produisent le revenu	600, 000, 000.
Intérêts des Maîtres de la partie champêtre . *	215, 000, 000.

POPULATION.

Ch. de famille.	Maîtres 210, 000. / Bergers 400, 000.	610, 000.	3, 240, 000 personnes.
A quatre personnes par famille		2,440, 000.	
Servantes de basse-cour		800, 000.	

* *Ce dernier article, qui ne peut être pris ici sur le produit total, absorbé par les 900 millions de frais, se retrouve sur le profit du travail des animaux employés aux parties d'exploitation qui ne s'exécutent pas par la charrue.*

Le produit de la classe productive, qui est soustrait au revenu ou au produit net pour la dépense des charrois du commerce intérieur des denrées du cru, est au moins de 760 millions, dont 300 millions sont dépensés pour la nourriture des chevaux de voiture ou de charge, & 100 millions pour la rétribution des hommes employés à l'exploitation de ce commerce, où il peut y avoir cent mille Maîtres ou Entrepreneurs, qui, ayant chacun 2400 liv. pour les intérêts à dix pour cent de leurs avances, & 1200 liv. de rétribution, ont en total 360 millions.

Etat des dépenses du commerce rural prises sur le produit des biens-fonds, à l'exclusion du revenu.

Ces dernieres parties de la classe productive qui cooperent à la production du revenu, mais qui ne donnent pas de revenu, je veux dire les bestiaux de profit, & les frais du commerce rural dont il s'agit présentement, ne sont point comprises dans le Tableau qui représente l'ordre de la distribution des dépenses & de la reproduction du revenu par la dépense même du revenu ; parce que ne donnant pas de revenu, elles ne peuvent entrer dans le Tableau de la distribution & de la reproduction des revenus,

& qu'il suffit de les évaluer & de les ajouter ici à la masse générale de la reproduction annuelle, pour compléter la supposition détaillée & générale des rapports des produits & des dépenses.

RÉSULTAT des Calculs particuliers au commerce rural.

Avances annuelles.	Dépenses des animaux de charge & de charrois	300, 000, 000.
	Rétribution des Voituriers	100, 000, 000.
Rétribution de 100, 000. Entrepreneurs à 1200 liv. chacun		120, 000, 000.
Intérêts de leurs avances à 10 pour cent		240, 000, 000.
TOTAL des frais de commerce intérieur des denrées du cru		760, 000, 000.

POPULATION.

Chefs de famille.	Entre preneurs, 100, 000. Voituriers & autres Ouvriers, 200, 000.	300, 000.
A quatre personnes par famille		1, 200, 000 personn.

RÉSULTATS.

RÉSULTATS généraux des Calculs des rapports de dépenses avec les produits.

Charrue	1, 071, 000, 000.	Revenu ou produit net.
Vignes	300, 000, 000.	
Bois	300, 000, 000.	
Prés	250, 000, 000.	
Mines, Carrieres, &c.	80, 000, 000.	
TOTAL	2, 001, 000, 000.	
Charrue	1, 071, 000, 000.	Avances annuelles.
Vignes	300, 000, 000.	
Bois	300, 000, 000.	
Prés	50, 000, 000.	
Mines, Carrieres, &c.	200, 000, 000.	
TOTAL	1, 921, 000, 000.	
Charrue	771, 000, 000.	Rétribution des Domestiques & ouvriers.
Vignes	225, 000, 000.	
Bois	225, 000, 000.	
Prés	50, 000, 000.	
Mines, Carrieres, &c.	200, 000, 000.	
Bestiaux	300, 000, 000.	
TOTAL	1, 717, 000, 000.	
Charrue	300, 000, 000.	Rétribution des Entrepreneurs.
Bois	28, 800, 000.	
Prés	14, 400, 000.	
Commerce rural	120, 000, 000.	
TOTAL	463, 200, 000.	

Intérêt des avances annuelles & primitives.		
	Charrue	608, 000, 000.
	Vignes	30, 000, 000.
	Bois	60, 000, 000.
	Prés	24, 000, 000.
	Mines, Carrieres, &c.	20, 000, 000.
	Bestiaux de la partie champêtre	215, 000, 000.
	Commerce rural	240, 000, 000.
	TOTAL	* 1, 197, 000, 000.

TOTAL de la reproduction annuelle.

Produit total.		
	Charrue	2, 750, 000, 000.
	Vignes	630, 000, 000.
	Bois	688, 800, 000.
	Prés	338, 400, 000.
	Mines, Carrieres, &c	300, 000, 000.
	Bestiaux de profit,	900, 000, 000.
	Commerce rural.	760, 000, 000.
	TOTAL	6, 367, 200 000.

TOTAL de la population.

	Propriétaires	1, 000, 000.	5, 177, 000.
Chefs de famille de la classe productiv.	Entrepreneurs	635, 000.	
	Domestiques & Ouvriers	3, 542, 000.	
Quatre personnes par famille		20, 708, 000.	
Servantes		800, 000.	
TOTAL des personnes		21, 508, 000.	21, 508 000.

* Ces 1, 197, 000, 000, étant décuplés, désignent un fonds total d'avances, de 11, 970, 000, 000.

Chefs de famille de la classe stérile.	Gagistes supérieurs ou Entrepreneurs à 2000 liv. chacun, ...	300, 000.
	Gagistes inférieurs ou artisans à 500 liv. chacun, du fort au foible(1) . . 1	, 800, 000.
	TOTAL 2	, 100, 000.

A quatre personnes par famille, ... 8, 400, 000.

TOTAL des personnes des deux classes, . 29, 900, 000.

COMPENSATION de la reproduction & des dépenses.

La reproduction annuelle est de.	6, 367, 200, 000.
Le revenu, qui est de deux milliards, en achete pour.	1, 000, 000, 000.
Les Ouvriers, Colons & Domestiques	883, 000, 000.

(1) Les 500 liv. de rétribution pour chaque Ouvrier, supposé chef de famille, sont évaluées, du fort au foible, pour tous genres de domestiques & ouvriers, tant de la classe productive que de la classe stérile; car la rétribution est fort inégale entre les différentes especes d'ouvriers & de domestiques. Mais le tout évalué, du fort au foible, relativement aux besoins pour la subsistance, & relativement aux différents ordres & aux différents talents (la misere exclue) ne doit pas être moins de 500 l. du fort au foible, pour ce genre de rétribution dans un Royaume où les productions ont un bon prix.

Les Fermiers ou Entrepreneurs.	Pour leur nourriture	231, 600, 000.	
	Pour l'entretien des avances primitives.	598, 500, 000.	
	Pour portion de leurs intérêts, mise en emploi ou en dépenses; *car toutes réserves ou épargnes sont remises successivement en emploi ou dépenses* . .	598, 500, 000.	
Les animaux que l'on nourrit en con omment . .		900,000,000.	
La classe stérile en achetée.	Pour les avances de ses ouvrages & du commerce d'exportation	1,437,066,667.	2,155,600,000.
	Pour sa subsistance	718,535.333.	
TOTAL de la dépense des productions annuelles			6,367,200,000.

Pour ne pas laisser dans le simple état d'hypothese les détails dans lesquels nous sommes entrés, nous pouvons prendre pour exemple un Royaume, où l'Agriculture est réellement parvenue à ce haut degré de prospérité, & où l'on peut évaluer par le prix des grains, par l'état de la culture, par l'étendue & les qualités du territoire, les richesses qu'il produit annuellement : nous choisissons l'Angleterre, parce que le territoire y est

cultivé par de riches Laboureurs, & parce qu'on a tous les autres éléments néceſſaires pour évaluer les produits de ſa culture.

REVENUS du territoire de l'Angleterre proprement dite.

On fixe à 50 millions d'acres, ou 45 millions d'arpents, l'étendue du territoire de l'Angleterre proprement dite, & on eſtime qu'il y a environ 30 millions d'arpents qui donnent du produit.

Ces terres, du fort au foible, étant ſuppoſées d'une moyenne fertilité, peuvent, par une forte culture, rapporter, dîme compriſe, ſix ſeptiers de bled, ſemence prélevée. Les 30 millions d'arpents ſont ſuppoſés diviſés en trois parties, leſquelles parties ſont conſidérées comme alternativement enſemencées, l'une en bled, l'autre en grains de Mars, & la troiſieme en jachere ou en repos; celle-ci n'y a pas lieu, nous la ſuppoſons pour nous tenir au plus bas dans notre ſupputation.

La récolte en bled, ſuivant l'eſtimation ci-deſſus, ſeroit 60 millions de ſeptiers, celle des grains de Mars auſſi de 60 millions de ſeptiers: on

double le ſeptier des grains de Mars pour le rendre équivalent à un ſeptier de bled. Ainſi, la récolte de bled & celle des grains de Mars formeroient 90 millions de ſeptiers, qui, à 21 liv. le ſeptier, font 1, 890, 000, 000 liv. dont moitié, ou 945 millions, ſont en produit net ou revenu, l'autre moitié eſt pour les repriſes des Cultivateurs, conformément à l'état de la culture de ce Pays, où les avances, à cauſe du bon prix des productions, rendent 150 pour °/o.

Nous ſavons qu'en Angleterre la récolte des grains n'eſt pas à beaucoup près, auſſi conſidérable que nous la fixons ici; car on y occupe beaucoup de terres en prairies artificielles, en lin, chanvre, houblon, &c., parce qu'on y trouve plus de profit que dans la ſimple culture des grains. Ainſi notre calcul ſe trouve encore, en cela, au-deſſous de la réalité. Nous ne parlons pas non-plus des produits des prés naturels, des bois, de la pêche, des mines, &c. nous ramenons le tout à l'équivalent d'un produit que donneroient 30 millions d'arpents de terres médiocres bien cultivées en grain. Car ſi un terrein, qui peut être

cultivé en grains, eſt employé, par exemple, en prairies artificielles, il n'eſt-pas douteux que le Cultivateur ne compte & ne compenſe les frais & les produits de ces différentes cultures : ainſi la valeur des grains, dans un Pays, indique celle des produits des prairies artificielles que l'on y préfere à la culture des grains ; & la valeur des produits des prairies artificielles, qui ſont de même genre que les prés & les herbages, indique la valeur de ceux-ci, &c. Le prix des grains peut donc ſervir de baſe à l'eſtimation des autres produits que l'on préfere à la culture des grains ſur leſquels nous avons établi notre ſupputation, qui eſt réduite aux $\frac{2}{3}$ du territoire, afin que les réſultats en ſoient plutôt foibles que trop forts.

Mais on trouvera peut-être notre eſtimation beaucoup trop foible, ſi on s'en rapporte aux Auteurs qui prétendent » que ſur les 50 millions d'a-
» cres du territoire de l'Angleterre
» proprement dite, il n'y en a pas plus
» de trois millions en non-valeur ;
» encore comprend-on dans cet état
» les montagnes, les marais, les lacs
» & le terrein couvert par la mer dans

» les golfes, les baies & les sinuosi-
» tés qu'elle forme au long des côtes. «
Cet état paroît trop borné ; d'ailleurs, il faut y ajouter le terrein des habitations, des chemins & des rivieres. Mais on doit se ressouvenir qu'il ne s'agit ici que du territoire & du revenu de l'Angleterre proprement dite, & non des autres parties de la domination du Royaume d'Angleterre : ainsi le revenu dont on parle ici n'est peut-être pas la moitié du revenu général de tous les Etats de ce Royaume. (*a*)

(*a*) Pour juger plus sûrement de la valeur des biens-fonds de l'Angleterre proprement dite, nous allons donner un precis des qualités du territoire de chaque Province de ce Royaume, tiré de *l'Essai Géographique sur les Isles Britanniques.*

PARTIE méridionale de l'Angleterre.

Suffolk. Cette Province est fort peuplée. L'air y est doux & sain ; le territoire fertile, sur-tout du côté du nord-ouest ; car du côté de la mer, il est sablonneux & rempli de bruyeres. Le chanvre & le seigle y viennent en abondance, & l'on y nourrit beaucoup de bétail : on compte plus de quarante parcs où l'on en éleve de toutes especes.

L'excise ou l'impôt indirect, établi en Angleterre sur les consommations & sur les maisons, est de 159 millions & de 15 millions pour la Régie,

Essex.	Le Pays est arrosé de plusieurs rivieres, ce qui y rend l'air humide; mais le terrein est beau, gras & fertile; il produit du bled & du safran: mais il y a peu de bois. Les pâturages y sont très-bons, & l'on y éleve beaucoup de bestiaux.
Kent.	C'est une des plus belles Provinces de l'Angleterre & des mieux peuplées. La partie des Dunes, du côté de la France, est assez stérile. Dans d'autres, le terrein est bas & marécageux, ce qui le rend très-fertile en pâturages; & dans le reste de la Province, le Pays est fort beau, il y a beaucoup de boie, & le bled y vient en abondancs.
Sussex.	Le territoire est fertile & abondant; il y a quelques mines de fer.
Surrey.	L'air y est assez sec & bon, le terrein fertile dans quelques parties, & stérile dans d'autres. Le bled y est abondant: il y a aussi des pâturages.

en tout 174 millions. Ces 174 millions retombent néceſſairement, comme on le verra ci-après, ſur le revenu des Propriétaires.

Midleſex.	Le Pays eſt agréable & fertile.
Harford.	Cette Province eſt une des plus fertiles de l'Angleterre.
Cambridge.	La partie méridionale eſt la mieux cultivée. On y recueille beaucoup de bled & de ſafran. Outre cela il y a beaucoup de beaux pâturages. La partie du nord eſt pleine de marais; cependant elle eſt abondante en beſtiaux, gibier & poiſſon.
Bedford.	Ce Comté eſt arroſé dans ſa partie du nord par la rivière d'Ouſe qui y ſerpente beaucoup, & il eſt fort fertile en bled & en pâturages.
Bukingham.	Cette petite Province eſt fort fertile en pâturages, particulièrement la vallée d'Aleſbury, où l'on fait paître une grande quantité de brebis dont la laine eſt fort belle & fort eſtimée.
Warwick.	Le Pays eſt beau & fertile. Il y a quelques bois dans la partie du nord.

Cet impôt indirect, de 174 millions, dérange les rapports propor-

Worcester. La Saverne, qui traverse tout ce Comté, du nord au sud, le rend fertile & abondant, surtout en pâturages, où l'on nourrit beaucoup de bétail : on y recueille aussi beaucoup de bled.

Hereford. Le terrein est fertile ; il est arrosé de plusieurs rivieres. Il y a quelques forêts, & plusieurs montagnes : on y trouve toutes les choses nécessaires à la vie, principalement du bled & beaucoup de troupeaux, & surtout des moutons dont la laine est très-belle. On y fait le meilleur cidre d'Angleterre, & en quantité.

Monmouh. Il y a quelques forêts, mais peu étendues : au reste, le Pays est assez fertile, & arrosé de plusieurs petites rivieres. Il y a beaucoup de montagnes.

Glocester. Cette Province est très-belle & fertile, on y nourrit beaucoup de moutons, dont la laine est très-belle. Il y a, outre cela, des bois, du fer & de l'acier. Il y avoit autrefois des vignes, mais on les a arrachées pour y mettre des pommiers dont on fait d'excellent cidre.

tionnels entre les avances annuelles de la culture & le revenu.

Oxford.	Cette Province est belle & fertile ; l'on y trouve de belles plaines & de bons pâturages, qui sont arrosés par deux rivieres, dont la jonction forme la Tamise.
Southampton.	Le Pays est très-agréable & fertile, arrosé par deux rivieres & quelques ruisseaux ; on recueille beaucoup de bled : les pâturages y sont très-bons, & les laines belles.
Dorset.	C'est un fort beau Pays, fertile en bled & en pâturages ; le bétail & le gibier y sont abondans, les rivieres poissonneuses, le chanvre y vient très-bien & en quantité ; ses forêts, quoique peu considérables, produisent de très-beaux mâts. On y trouve de belles carrieres de pierres & de marbre.
Sommerset.	Cette Province est une des plus belles & des mieux peuplées de l'Angleterre. Le terrein est bon & fertile, arrosé par plusieurs rivieres : il est abondant en grains & en fruits, & sur-tout en pâturages : aussi y éleve-t-on de nombreux troupeaux.

Ainsi il, faut pour entretenir le même état de culture & la même reproduction annuelle, comme cela se maintient en Angleterre, où les avances rendent 150 pour $\frac{0}{0}$; il faut, dis-je, que les Fermiers des terres diminuent le fermage à raison de la

Devon. L'air y est bon, le Pays fertile; il abonde en bled, en pâturages, en bestiaux, en laines. Il y a des mines d'étain & de plomb. Il y a aussi un peu de bois.

Cornwal. L'intérieur de ce Pays est semé de montagnes fameuses par des mines d'étain & de cuivre, & par des carrieres de marbre & d'ardoise : aussi ce terrein est-il moins fertile que celui des autres Provinces d'Angleterre ; on ne laisse pas d'y recueillir du bled dans les vallées, & d'y trouver de bons pâturages. Les rivieres y sont fort poissonneuses, de même que toutes ses côtes : aussi les Habitants s'adonnent-ils beaucoup à la pêche, sur-tout des sardines & des harengs dont ils font un grand débit en France, en Espagne & en Italie. Le Pays en général est assez bien peuplé.

perte que leur causeroit l'impôt indirect, qui retombe d'abord sur la cul-

PARTIE septentrionale de l'Angleterre.

* *Northumberland.*	Cette Province est bornée par la mer à l'est; le Pays des meilleurs & des plus fertiles: il y a beaucoup de montagnes & de forêts; plusieurs endroits sont entiérement incultes & inhabités. On tire de cette Province la plus grande partie du charbon de terre qu'on transporte en Angleterre & sur-tout à Londres.
* *Durham.*	La partie occidentale est remplie de montagnes; il y a des mines de charbon, de plomb & de fer. La partie méridionale est plus basse, & le côté de la mer est assez beau & fertile.
Cumberland.	L'air y est sain, & le terrein assez fertile, quoiqu'il y ait des montagnes, & beaucoup de lacs & de petites rivieres. Le poisson y est abondant. Il y a quelques mines de charbon, de cuivre & de plomb.
* *Westmorland.*	Cette petite Province est un très-mauvais Pays & peu habité, plein de montagnes & de rochers, & beaucoup de lacs & de ruisseaux.

ture, c'est-à-dire, qu'ils doivent excompter aux Propriétaires les 171

Yorck. Cette Province est une des plus considérables & des plus étendues de l'Angleterre ; le Pays est assez bon, on y recueille du bled ; le bétail & le gibier y sont abondants ; on y éleve des chevaux fort estimés ; il y a plusieurs rivieres.

Lancastre. Cette Province est assez fertile, arrosée de rivieres, le Pays est gras ; l'orge & le froment y viennent en abondance, & les pâturages y sont très-bons ; aussi les bœufs y viennent-ils d'une grandeur extraordinaire.

Isle de Man. Le territoire est assez fertile, & d'une grande étendue, mais on manque de bois ; on y brûle de la tourbe.

Chester. Le Pays est arrosé de rivieres, de ruisseaux & de lacs ; il y a des forêts & des montagnes. Le Pays est fertile ; il y a de très-belles plaines, dont les pâturages sont couverts de moutons & de chevaux. Le Roi passant par cette Province fut accompagné par les Habitants avec un grand cortege d'attelages de charrues, pour l'assurer de leur

millions prélevés par l'excise ; &

reconnoissance par les marques les plus expressives de leurs succès dans l'Agriculture.

Darby. Le Pays est fertile en bled, & plein de pâturages ; aussi y éleve-t-on beaucoup de bestiaux. Il y a des forêts & plusieurs montagnes, avec des carrieres de pierres de taille & de marbre; on y trouve des pierres de moliere pour les moulins, des pierres à chaux, & plusieurs mines de charbon & de fer ; celles de plomb sont renommées ; on le regarde comme le meilleur & le plus fin qu'il y ait.

Stafford. Ce Pays est arrosé de plusieurs rivieres : le terrein n'est pas également bon par-tout. Vers le midi il produit du bled en abondance, vers le nord il y a des montagnes stériles ; mais il y a de beaux pâturages, & quelques fontaines d'où l'on tire du sel.

Nottingham. Cette Province est arrosée de plusieurs rivieres. Le terrein est fertile dans la partie de l'est ; vers l'ouest il y a beaucoup de bois. On y trouve aussi du charbon de terre.

même ce n'est qu'autant que leurs

Lincoln. Cette Province est grande & belle. Dans sa partie du sud le terrein est bas & marécageux, coupé de petits canaux, ce qui fait qu'elle est moins abondante en bled : mais en récompense il y a abondance de poisson & de gibier. Du côté du nord & de l'ouest, le Pays est plus élevé & beaucoup plus fertile.

Norfolk. Cette Province est bornée par la mer au nord & à l'est. Le terrein est fort inégal ; en quelques endroits il est gras & fertile, en d'autres ce ne sont que des bruyeres & quelques bois. Du côté de la mer, le Pays est plat, & le bled y vient en abondance. Les Côtes sont poissonneuses, & l'on y pêche sur-tout beaucoup de harengs. Outre cela, on tire du Pays de la laine, du miel, du safran. On y fait monter le produit des Manufactures de laine à plus de 100000 l. sterling (2, 300,000. l. de notre monnoie.)

Rutland. Le Pays est fertile & gras. Les pâturages y sont abondants & très-bons.

Le Pays est fort varié ; dans la partie du sud-ouest il y a

avances rendront par la continuation

Huntington. quelques montagnes; dans celle du nord, des marais; & vers le milieu ce sont de belles plaines, où l'on recueille beaucoup de bled. Autrefois il y avoit beaucoup de bois; il n'y en a plus aujourd'hui.

Northampton. C'est un fort beau Pays & fertile. Le bled & le bétail y sont en abondance; il y a aussi des bois.

Leicester. Cette Province est fertile en bled & en pâturages. Il y a beaucoup de parcs où l'on éleve quantité de bétail. On y trouve aussi du charbon de terre; mais il y a très-peu de bois.

Shrop. Le Pays est assez fertile & peuplé.

La Principauté de Galles. Le Pays est montueux & moins fertile que la plûpart des autres Provinces de l'Angleterre; cependant les vivres n'y manquent pas. On y recueille du bled; il y a des bestiaux; les chevres sur-tout y sont en quantité. On trouve du bois & du charbon de terre. Les Provinces suivantes font partie de cette Principauté.

au haut prix des productions, le

Anglesey.	Le terrein est bon & fertile en bled & en pâturage, où l'on nourrit beaucoup de bestiaux.
Carnarvan.	Cette Province est bonne à l'océan & au midi par la mer. Elle abonde en bétail, en gibier & en bois.
* *Denbigh.*	Ce petit Pays est montagneux, peu peuplé; il y a des mines de plomb.
Flingt.	Cette Province est peu étendue; il y a beaucoup de montagnes, & des vallées qui sont assez fertiles.
* *Merioneth.*	Petite Province montueuse, peu fertile & peu peuplée.
Montgomery.	Ce Pays est rempli de montagnes, entre lesquelles il y a de très-belles vallées, & très-fertiles.
* *Brecknock.*	Le Pays est mêlé de montagnes & de plaines. Les montagnes sont stériles; mais les plaines sont fertiles & bien cultivées.
Cardigan.	Cette Province abonde en bled, en bétail, en poisson & en gibier.

même fond de richeſſes annuelles ; qu'ils borneront la diminution du fermage à la ſimple indemnité des 174 millions d'impôts indirects, ainſi qu'on va le voir dans les deux Tableaux ſuivants.

* *Radnor.*	Le terrein de cette petite Province eſt ingrat & ſtérile, plein de montagnes.
Carmarden.	Cette Province eſt bonne & fertile ; il y a des mines de charbon & de plomb.
Pembrock.	Ce pays eſt fertile.
Glamorgam.	La partie du nord eſt bordée de montagnes ; mais celle du midi eſt ſi fertile, qu'on l'appelle le jardin du Pays de Galles.

On voit par ce détail qu'il n'y a qu'environ $\frac{1}{8}$ du territoire de l'Angleterre, proprement dite, qui ſoit au-deſſous du médiocre : $\frac{1}{8}$ de médiocre, & les $\frac{6}{8}$ ſont parties au-deſſus du médiocre, & parties excellentes. Ainſi, il eſt évident que le territoire de l'Angleterre proprement dite, conſidéré du fort au foible, eſt, relativement à la fertilité, fort au-deſſus du médiocre : on connoît d'ailleurs le

bon état de la culture & le haut prix des grains dans ce Pays. On a donc tous les éléments nécessaires pour évaluer & calculer les revenus de ce Royaume.

TABLEAU de la réduction des revenus du territoire de l'Angleterre par l'excise ou l'impôt indirect.

AVANCES annuelles de la classe productive,	REVENU,	AVANCES annuelles de la classe stérile.
630 millions.	945 millions.	394 millions.
Moitié du revenu dépensé à cette classe. 474		474 Moitié du revenu dépensé à cette classe.
L'excise en enleve 87		L'excise en enleve 87
reste 386		reste 386
350 Le reversement des dépenses de la classe stérile à la classe productive.		315 Moitié des avances productives dépensées à cette classe.
TOTAL...736 millions, de la recette de la classe productive, l'excise payée en indemnités du renchérissement que cause cet impôt sur toutes les marchandises & rétributions payées par la classe productive.		TOTAL...701 millions, de la recette de la classe stérile, l'excise payée, & dont cette classe est indemnisée par la classe productive, & celle des Propriétaires.

La production totale annuelle est égale aux sommes qui se dépensent à la classe productive : savoir,

La recette de la classe productive.........	736	Abstraction faite de la rentrée des 174 millions de l'impôt indirect, dont l'impôt peut être ou retranché ou rendu à la circulation, & qui sera remis en compte ci-après.
Les avances de la classe productive	630	
Les avances de la classe stérile, employées en achats de matieres premieres à la classe productive, ces avances réduites à la moitié de la recette sont	350	
Reproduction.....	1716,	au lieu de 1890; *deficit* 174, qui doivent rentrer dans la circulation par la dépense de l'impôt, comme on le verra dans le Tableau suivant.
Le Cultivateur retire pour ses reprises	945	
L'excise ou l'impôt indirect enleve......	174	
	1119.	

Reste pour le revenu... 597, au lieu de 945; *deficit* 348.

Ce funeste effet de l'Impôt indirect, qui s'étend sur l'Agriculture, ne peut se réparer que par le rétablissement de l'ordre entre les dépenses de la culture & le revenu des Propriétaires. C'est l'intérêt commun des Propriétaires & des Fermiers qui décide de cet arrangement, conformément à l'ordre représenté dans le Tableau suivant.

TABLEAU du rétablissement de l'ordre entre les reprises des Fermiers des terres & le revenu des Propriétaires, chargé de l'indemnité de l'impôt indirect de 174 millions que les Fermiers retranchent du revenu qu'ils paient aux Propriétaires ; ce qui le réduit de 945 à 771.

AVANCES annuelles de la classe productive.	REVENU,	AVANCES annuelles de la classe stérile.
630	771 au lieu de 345	394
Moitié du revenu dépensé à la classe productive. 386		386 Moitié du revenu, dépensé à la classe stérile.
Le reversement des dépenses des Agents de la classe stérile à la classe productive. 394		315 Moitié des avances de la classe productive, dépensées à la classe stérile.
Retour de l'argent levé par l'excise, & dépensé à la classe productive. 87		87 Retour de l'argent levé par l'excise, & dépensé à la classe stérile.
TOTAL......867 de la recette de la classe productive.		TOTAL......788. de la recette de la classe stérile, qui en a reversé la moitié à la classe productive.

La reproduction totale annuelle est

égale aux sommes dépensées à la classe productive ; savoir,

La recette de la classe productive	867	
Les avances de la classe productive	630	
Les avances de la classe stérile, employées à l'achat des matieres premieres, à la classe productive	394	sauf quelques fractions qui réduiroient exactement la reproduction, comme ci-devant, à 1, 890 millions.
Reproduction.	1891	
Reprises des Fermiers pour leurs avances annuelles, & les intérêts de leurs avances annuelles & primitives	945	
L'excise ou l'impôt indirect enleve annuellement	174.	
TOTAL.	1119	
Reste pour le revenu . .	771,	au lieu de 945; le *deficit* est égal aux 174 millions d'impôt indirect.
Les 771 millions de revenu sont chargés d'imposition directe, par la taxe double sur les terres en temps de guerre, de . .	38	millions.
Par la taxe pour les pauvres	30	millions.
TOTAL.	68	millions.
Tout impôt direct & indirect défalqué, reste de revenu net pour les Propriétaires en temps de guerre.	703	millions.

On

On doit obſerver que nous avons extrêmement reſtreint nos évaluations, que nous avons ſuppoſé un tiers du territoire en non-valeur, que nous avons mis un tiers des terres cultivées, en jacheres ou année de repos, ce qui n'eſt pas en Angleterre; que nous avons eſtimé toutes les productions ſur le pied des grains; mais, par-tout, un bon arpent de pré ou d'herbage rapporte plus de revenu qu'un bon arpent de terre cultivée en grain : d'où il eſt viſible que notre ſupputation eſt trop foible. Mais il y a une erreur à relever.

Il eſt défendu, en Angleterre, d'exporter les laines brutes hors du Royaume, où elles ſont achetées par les Entrepreneurs des Manufactures, beaucoup moins cher que ſi leur commerce étoit libre. Cette perte, ſur le prix de la vente de la premiere main, eſt ſupportée en entier par les Propriétaires des biens-fonds; mais le Gouvernement croit que les Manufactures occupées à la fabrication des étoffes de ces laines, ſont d'un grand profit dans le Royaume par le gain ſur la main-d'œuvre, & par l'étendue des Manufactures qui entretiennent une

plus grande population, & une plus grande consommation des productions annuelles du territoire. Mais tous ces prétendus avantages, qui ont toujours séduit les Nations agricoles, disparoissent dans les résultats du calcul. Supposons que la perte sur la vente de premiere main, des laines brutes, diminue de 100 millions le revenu territorial de l'Angleterre, qu'elle le réduise de 945 millions à 845. Formons un Tableau de comparaison de ces deux Etats.

	AVANCES annuelles de la classe productive,	REVENU	AVANCES annuelles de la classe stérile,	
	630	845 au lieu de 945	418 $\frac{3}{4}$	Au lieu de 393; car les avances de la classe stérile doivent se retrouver égales à la moitié de la recette de cette classe.
Moitié du revenu dépensé à cette classe.	422 $\frac{1}{2}$ au lieu de 472 $\frac{1}{2}$		422 $\frac{3}{4}$.	au lieu (de 472 $\frac{1}{2}$,) moitié du revenu dépensé à cette classe.
Moitié de la recette de la classe stérile, dépensée à cette classe, l'autre moitié est retenue pour les avances de cette même classe.	418 $\frac{3}{4}$ au lieu de 393.		315	Moitié des avances productives, dépensées à cette classe.
			100	Retranchées du revenu au profit de cette classe.
TOTAL de la recette de cette classe.	841 $\frac{1}{4}$ au lieu de 865 $\frac{1}{2}$.	TOTAL de la recette de cette classe.	337 $\frac{1}{2}$ au lieu de 787 $\frac{1}{2}$.	

La reproduction totale eſt égale aux ſommes qui ſe réuniſſent & ſe dépenſent à la claſſe productive ; ſavoir,

Recette de la claſſe productive . . .	$841\frac{1}{4}$.
Avances de la claſſe productive . .	630.
Avances de la claſſe ſtérile, dépenſées à la claſſe productive	$418\frac{3}{4}$.
Reproduction totale	1890.

Souſtraction de { 945 millions pour les repriſes des Cultivateurs ; ſavoir, 630 millions pour les avances, & 315 millions pour les intérêts. 100 millions de perte pour les Propriétaires ſur la vente de leurs laines brutes, reſte 845.

La recette de la claſſe ſtérile n'accroît que de 50 millions ; reſte 50 millions de perte pour la Nation : il y a une diminution ſur la population proportionnelle à cette perte ; & toujours les Propriétaires des biens-fonds ſouffrent-ils une diminution de 100 millions ſur le revenu.

§. VII. *Obſervations ſur l'uſage de ce Chapitre.*

On a expoſé à peu près le détail & la ventilation économique des pro-

duits d'un Etat, tel que le Tableau l'a supposé pour en faire la base de ses calculs. Cette mesure peut se rétrécir, ou s'étendre selon les limites réelles, & les propriétés territoriales & naturelles de l'état & de la Société qu'on voudra considérer. Mais toute spéculation, en ce genre, sera toujours assujettie aux bases essentielles à jamais établies & jettées à demeure ici. Cette estimation méchanique a pu paroître seche à ces Lecteurs qui voudroient enlever une science par une lecture de toilette ou d'oisiveté. Ce n'est point ainsi qu'on s'instruit des choses, du moins de celles qu'il importe de savoir. C'est ici l'arbre de vie dans toute son étendue permise ; & puisque nous avons pris le soin de le chercher & de le découvrir, que ceux du moins qui prétendent user de ses fruits, se donnent la peine de suivre les jalons qui en désignent la route.

Il importe non-seulement d'établir les rapports des dépenses, mais encore de fixer leur existence, leur nature, leur étendue, leurs attributions, d'examiner les répartitions selon lesquelles la subsistance se distribue, de désigner ce qu'il en demeure à chacun pour sa portion.

Tous ces aspects sont rassemblés dans ce Chapitre important des rapports, & non-seulement les aspects, mais l'évaluation économique, distribuée par la nature, & calculée sur les plans de cette mere commune. La sécheresse donc des détails que renferme ce Chapitre, épargne celle qui eût dû être répandue sur la surface de tout l'ouvrage, & nous laisse libres de nous livrer uniquement dans presque tous les autres à l'exposition des principes, & au développement des conséquences. C'est donc ici le dépôt des calculs, le livre de compte de la maison, le plus nécessaire de tous à feuilleter & revoir, quoique moins amusant que les autres.

On y voit les rapports des dépenses avec la culture, avec le commerce, avec l'industrie, avec les richesses, qui font aller toutes & chacune de ces parties, avec la population, avec les subsistances & avec les frais de toutes ces parties, tant en dedans qu'en dehors. En établissant les mesures de chacune de ces choses, on désigne, on marque clairement le point de condensement auquel le combat de ces divers éléments de la société doit ame-

ner l'action physique, pour établir la circulation perpétuelle par le moyen de la reproduction.

On voit clairement que si les dépenses prétendent à l'indépendance dans leur direction, à la parcimonie dans leur versement, à la dissipation dans leur explosion, ou momentanée, ou annuelle, elles enlevent à la culture les richesses d'exploitation, elles barrent & dévoient le commerce, frustrent l'industrie, diminuent la population, dérangent & dessechent les subsistances. On voit que si la cultivation attire à soi, au préjudice du revenu, une plus forte portion de la production, elle arrête la marche des dépenses, & par ce moyen attaque toutes les autres parties qui fortifient & assurent l'édifice. On voit que, si le commerce parvient à prédominer & à faire regarder ses gains comme des profits pour l'Etat, il institue erreur sur la nature des choses, fait prendre les frais pour des revenus, des contributions pour des dépenses & ses gains pour une moisson. On voit que, si l'industrie fait recevoir ses ouvrages pour accroît de richesses, & regarder la protection de ses travaux comme un des

premiers soins de l'Etat, elle dévoie les dépenses, & cause tous les maux qui proviennent du dérangement de ce principe moteur. On voit que, si la population est considérée dans le nombre des hommes, & non dans leur emploi ; dans l'emploi des hommes, & non dans les gains que leur procure cet emploi ; dans les gains des hommes, & non dans la subsistance que ces gains leur assurent ; dans la subsistance des hommes, & non dans la valeur vénale que leur consommation donne aux denrées, qui seule met le Cultivateur en état de poursuivre & d'accroître ses travaux & les revenus ; on transpose les êtres, on fait de l'édifice de l'Etat une pyramide renversée. On voit enfin que, si les subsistances sont considérées dans leur qualité de biens & non dans celle de richesses ; dans leur quantité & non dans leur valeur vénale ; dans leur abondance ou produit total, & non dans leur produit net : cette maniere d'envisager la masse alimentaire usuelle, implique renonciation à tous les avantages résultants du revenu disponible, & par conséquent, à tout ce qui forme & corrobore un Etat, pour s'en tenir au plan spécieux de nourrir & maintenir

des sociétés d'hommes sans richesses commerçables : spéculation impraticable, puisque la non-valeur des denrées anéantit les reprises du Cultivateur, les revenus des Propriétaires & du Souverain, les rétributions qui font subsister les différentes classes d'hommes d'une Nation : qu'elle anéantit, dis-je, l'industrie, les manufactures, les arts, la force militaire, laisse un Etat sans défense, réduit les habitants à la misere & les force à s'expatrier.

Au mérite de présenter des démonstrations si nécessaires, ce Chapitre ajoute encore celui de faire la distribution des diverses productions annuelles. Ici la répartition est jointe à la ventilation des richesses de la société, & ces deux opérations deviennent inséparables par la nécessité même d'opérer la reproduction. En effet, comme c'est de la continuité des dépenses, du versement des dépenses, de la direction de ce versement, & de sa circulation égale & réglée dans toutes les arteres de la Société, que dépend la reproduction & le renouvellement des dépenses, il est nécessaire de parcourir & de discerner, d'établir & de borner les moindres canaux, d'anato-

miſer enfin la totalité de la machine, pour pouvoir s'aſſurer de la régularité de ſon action. C'eſt ce qu'a fait ce Chapitre pénible, mais d'autant plus eſſentiel qu'il peut ſervir à jamais de flambeau intérieur, qui donnera la connoiſſance de tout mal politique, & ce n'eſt que dans l'ignorance de ſon principe que conſiſte la difficulté du remede.

Au reſte, s'il a fallu tant de travail pour diſſéquer le corps politique, ce n'eſt pas à dire qu'il ſoit beſoin d'avoir le ſcalpel à la main pour le maintenir en ſanté. Tant & tant de maux dont l'eſprit de réglement a déſolé le genre humain, ne ſont point provenus, d'abord pour la plupart, de la cupidité qui s'y eſt introduite enſuite ſous de belles apparences. La plus grande partie au contraire ne vient originairement que de ce qu'on a voulu ignorer que le monde va de lui-même. *Il mondo va de ſe*, dit l'Italien, mot d'un grand ſens. Que l'ordre & la fidélité de l'adminiſtration ſe rétabliſſent, & qu'on laiſſe prendre à chaque choſe ſon cours naturel, on verra dès-lors tous nos principes avoir leur exécution en vertu de l'ordre inné des choſes. Le gouvernement n'aura de ſoin alors que celui de leur

faciliter les voies, de ranger les pierres de dessus la route, & de laisser mouvoir librement les concurrents; car ce sont eux qui assurent l'état des richesses d'une Nation.

Mais il n'étoit pas moins nécessaire de fixer & de présenter les principes, pour écarter à jamais les idées vagues, sur une matiere qui est par-tout susceptible de démonstration, & qui est du ressort de tous, parce qu'il importe également à tous de subsister & de vivre. On se plaint assez généralement, dans les âges pénibles de décadence, d'une sorte de propension universelle de tous les esprits à discuter, chacun à sa maniere, les matieres d'administration. Cette plainte, qui n'est communément que l'expression de l'inquiétude de chefs prévaricateurs par corruption ou par foiblesse, ou de l'apathie des oisifs, dont ces discussions troublent la joie & les plaisirs, seroit néanmoins bien fondée dans la bouche d'un peuple sage & laborieux. Mais il est facile de retenir les esprits inquiets dans de justes bornes, par des connoissances assujetties réciproquement à l'évidence. Il faut d'ailleurs que chacun s'attache à sa besogne, & il n'est pas de meilleur Citoyen que

celui qui veille ſans ceſſe à ſa tâche, ſans s'occuper de celle d'autrui. C'eſt de la réunion des lumieres vives, modeſtes & naturelles de tels Citoyens, que les premiers Légiſlateurs, que les décorateurs des Sociétés ont tiré ces inſtitutions puiſſantes qui réſiſtent ſi long-temps au choc des âges & des paſſions. Mais ſi-tôt que la ſolitude du cabinet, que le preſtige des viſions préſide à la marche des choſes, & veut ordonner l'allure économique d'une Nation, l'erreur prend la place de la vérité; le premier pas dans ſes obliques voies met tout l'ordre ſur le penchant, & néceſſite la courſe rapide vers le précipice. L'art factice dès-lors prend en tout la place de la Nature. L'art de conjecturer en matiere de ſubſiſtance, ne peut offrir que des idées ſpécieuſes, & les hommes ne vivent pas d'illuſions. Tout ſouffre; & de même que dans la maiſon d'un malade, tout le monde veut être Médecin; ainſi dans un Etat qui s'épuiſe, chacun veut être, ſelon la marche de ſa logique ſpéculative, politique & reſtaurateur. Vains efforts dirigés tous ſur le modele des préjugés régnants, & dont l'effet eſt de livrer à la contradiction & à la diſpute des hommes,

les matieres les plus ſimples & les plus intéreſſantes. Au milieu de cette confuſion, ce n'eſt point l'opinion de tel ou tel autre génie qui peut ſe faire entendre; les principes ſeuls peuvent ſe faire jour; les principes, dis-je, guidés par le calcul des objets réels & ſenſibles, peuvent ſeuls rétablir la vérité. Ainſi que des voyageurs égarés ſont obligés de revenir par de longs & pénibles circuits au point dont ils étoient partis, de même les recherches lumineuſes & ſuivies à pas ſûrs, deviennent néceſſaires, pour nous remettre dans les voies ſimples de la nature, & pour nous y maintenir contre le penchant à rentrer dans les fauſſes routes de la ſcience hypothétique. Tel eſt tout l'objet de notre travail; il ne s'agit pas d'avoir dans la navigation continuellement l'œil ſur la bouſſole, mais ſeulement d'y revenir toutes les fois qu'on pourroit craindre de s'égarer.

Il eſt temps de paſſer à d'autres objets, & d'analyſer les différentes portions mobiliaires de notre inventaire. Commençons par la plus précieuſe de toutes, *la population.*

Fin du premier Volume.



TABLE

Des Chapitres & des Matieres contenus dans ce premier Volume.

Fin de la Table du premier Volume.



